Département des Ardennes

1

COMMUNE DE HAYBES



Révision générale du Plan Local d'Urbanisme

Rapport de présentation environnemental

Vu pour être annexé à la délibération du conseil municipal du 7 juillet 2015, approuvant **la révision générale du Plan Local d'Urbanisme**.

Cachet de la Mairie et signature du Maire:

Benoît SONNET

Document initial :
Publié le : *16.05.2000*
Approuvé le : *05.09.2000*

Atelier d'Urbanisme et d'Environnement
28 avenue Philippoteaux - BP 10078
08203 SEDAN Cedex
Tél 03.24.27.87.87. Fax 03.24.29.15.22
E-mail: dumay@dumay.fr

Révisé le:		Modifié le:		Mis à jour le:	
07.07.2015					

SOMMAIRE

Titre 1 Diagnostic 6

1.1 Situation géographique et administrative 6
1.1.1. Haybes : une commune située au cœur de l'Ardenne 6
1.1.2. Accessibilité et desserte globales du territoire 8
1.1.2.1 Infrastructures terrestres 8
1.1.2.2 Infrastructures ferroviaires 8
1.1.2.3 Desserte fluviale 8
1.1.3. Communes limitrophes 9
1.2 Intercommunalité 10
1.3 Éléments historiques 11
1.3.1.1 Des origines à l'histoire récente de la ville 11
1.3.1.2 Haybes et l'ardoise 12
1.4 Démographie 13
1.4.1. Une population relativement stable depuis 1980 13
1.4.2. Variations du solde naturel et du solde migratoire 13
1.4.3. Analyse structurelle de la population 14
1.4.4. Évolution et traits caractéristiques principaux des ménages 14
1.5 Population active et inactive 16
1.5.1. Composition de la population active et inactive en 2009 16
1.5.2. Caractéristiques de l'emploi 17
1.5.3. Niveau de qualification 18
1.5.4. Migrations domicile - travail 19
1.6 Logements 20
1.6.1. Évolution et composition du parc de logements 20
1.6.2. Traits caractéristiques des résidences principales 22
1.6.3. État du parc social locatif 24
1.6.4. Détermination du « point mort » sur la période 1999-2009 25
1.6.5. Évaluation de la demande de logements 26
1.7 Emploi et activités 26
1.7.1. Approche globale sur le territoire de Haybes 26
1.7.2. Identification des entités économiques hayboises 27
1.7.2.1 Zone d'activités de l'Espérance 27
1.7.2.2 Scierie BARET 28
1.7.2.3 Fonte Ardennaise (FA 4) 29
1.7.2.4 Z.A. Folemprise 30
1.7.2.5 Z.A. rue Madame de Cormont 30
1.7.3. Équipement commercial de Haybes 30
1.7.4. Professions libérales 31
1.7.5. Activités industrielles et artisanales 32
1.7.6. Activité agricole 32
1.7.7. Activité sylvicole 34
1.7.8. Activité touristique 34
1.7.9. Carrières 35
1.7.10. Synthèse sur le volet économique : tendances d'évolution constatées 35
1.8 Équipements et services publics 36
1.8.1. Équipements scolaires 36
1.8.2. Équipements sportifs et de loisirs 36
1.8.3. Équipements liés à la santé et à l'action sociale 36
1.8.4. Équipements culturels 37
1.8.5. Équipements touristiques 37
1.8.6. Services publics divers 38
1.9 Milieu associatif et manifestations locales 39
1.9.1. Un tissu associatif diversifié et dynamique 39
1.9.2. Des festivités locales 39
1.10 DÉplacements et transports 40
1.10.1. Transport routier 40
1.10.2. Transport ferroviaire 40
1.10.2.1 La ligne Charleville-Revin-Givet : « colonne vertébrale de la vallée » 40
1.10.2.2 Trafic lié au fret 42
1.10.3. Transport fluvial 42

1.10.4. Transport en commun non scolaire....43
1.10.5. Transport en commun scolaire....43
1.10.6. Équipement automobile....43
1.10.7. Stationnement....44
1.10.8. Sécurité routière....44
1.10.9. Déplacements doux : piétons et vélos....44
1.10.9.1 La voie verte Trans-Ardennes....45
1.10.9.2 Sentiers de découverte et de promenade....46
1.10.10. Itinéraires touristiques ardennais et transfrontaliers....50
1.10.11. Séquences piétonnes en milieu urbain....52
1.10.12. Prise en compte des personnes à mobilité réduite....52
1.11 Communications numériques....53
1.11.1. Situation de la couverture haut débit....53
1.11.2. Antenne de radiotéléphonie mobile....54
1.12 Articulation du P.L.U. avec les autres documents d'urbanisme et /ou les plans et programmes supra-communaux....54
1.12.1. Charte du Parc Naturel Régional des Ardennes....55
1.12.2. Plan de Déplacements Urbains....55
1.12.3. Programme Local de l'Habitat....55
1.12.4. S.D.A.G.E. Rhin-Meuse....55
1.12.5. Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)....56
1.12.6. Schéma régional de cohérence écologique....56
1.12.7. Plan climat-énergie territorial....56
1.12.8. Schéma départemental d'aires d'accueil des gens du voyage....57
1.12.9. Document de gestion de l'espace agricole et forestier....57
1.12.10. Part minimale de logements locatifs sociaux....57

Titre 2 État initial de l'environnement....58

2.1 Milieu physique....58
2.1.1. Origines géologiques....58
2.1.2. Données climatiques....60
2.1.3. Relief....61
2.1.4. Hydrographie superficielle – Trame bleue....61
2.2 Patrimoine paysager....63
2.2.1. Les Grands Paysages Ardennais....63
2.2.2. Haybes : un territoire au cœur de l'Ardenne....63
2.2.3. Plan de Paysage du P.N.R.A. (Partie Est du territoire)....64
2.3 Occupation du sol du territoire communal....65
2.4 Patrimoine écologique - Biodiversité....66
2.4.1. Zones naturelles d'intérêt écologique, faunistiques et floristique (Z.N.I.E.F.F.)....66
2.4.2. Zone importante pour la conservation des oiseaux (Z.I.C.O.)....67
2.4.3. Natura 2000....67
2.4.4. Réseau écologique haybois : trame verte et trame bleue....69
2.4.5. Espaces boisés ou forestiers....73
2.5 Patrimoine bâti, architectural et paysager....75
2.5.1. Les monuments Historiques....75
2.5.2. Les sites protégés....76
2.5.3. Identification des éléments remarquables locaux....77
2.5.4. Identification des unités paysagères....83
2.6 Environnement urbain....88
2.6.1. Analyse de la morphologie urbaine actuelle....88
2.6.2. Inventaire urbain sur Haybes....90
2.6.3. Formes urbaines et typologies du bâti....94
2.6.3.1 Formes urbaines traditionnelles....94
2.6.3.2 Les altérations du patrimoine traditionnel....100
2.6.3.3 Formes urbaines plus ou moins récentes....101
2.7 Perception du paysage naturel et urbain (vues, ambiances)....103
2.7.1. Vision externe....103
2.7.1.1 Vues à partir des points hauts du relief....103
2.7.1.2 Vues sur la « façade fluviale » hayboise....105
2.7.2. Vision interne....106
2.7.3. Évaluation de la sensibilité paysagère....108
2.8 Nuisances liées à l'activité humaine....109
2.8.1. Protection autour des bâtiments agricoles d'élevage....109
2.8.2. Environnement sonore....109

2.8.3. Qualité de l'air ... 111
2.8.4. Pollution des sols ... 111
2.9 Gestion des risques ... 112
2.9.1. Risques naturels ... 113
2.9.1.1 Risque d'inondations ... 113
2.9.1.2 Risque de phénomène météorologique ... 116
2.9.1.3 Risque de remontées de nappe ... 117
2.9.1.4 Risque de mouvement de terrain ... 118
2.9.1.5 Arrêtés de catastrophe naturelle ... 118
2.9.1.6 Retrait et gonflement d'argiles ... 119
2.9.1.7 Cavités souterraines ... 121
2.9.2. Les risques technologiques ... 122
2.9.2.1 Risque industriel ... 122
2.9.2.2 Risque de transport de matières dangereuses ... 123
2.9.2.3 Risque nucléaire ... 123
2.9.3. Autres risques ... 124
2.9.3.1 Risque « feux de forêt » ... 124
2.9.3.2 Risque sismique ... 124
2.10 Ressources naturelles ... 128
2.10.1. Alimentation en eau potable ... 128
2.10.1.1 Ressources ... 128
2.10.1.2 Protection du captage en eau potable de Haybes ... 129
2.10.1.3 Réseau de distribution ... 129
2.10.1.4 Défense contre l'incendie ... 130
2.10.2. Assainissement ... 133
2.10.2.1 Inventaire des réseaux d'assainissement existant ... 133
2.10.2.2 Caractéristiques et fonctionnement de la STEP de Haybes-Fumay ... 133
2.10.2.3 Résorption des dysfonctionnements hydrauliques ... 135
2.10.2.4 Zonage d'assainissement ... 136
2.10.3. Énergie ... 137
2.10.3.1 Plan Énergie Climat ... 137
2.10.3.2 Énergies renouvelables ... 138
2.10.3.3 Canalisations de transport de gaz naturel ... 140
2.10.4. Déchets ... 141
2.10.4.1 Généralités : typologie de déchets ... 141
2.10.4.2 Collecte des déchets ... 141
2.10.4.3 Tri sélectif ... 142
2.10.4.4 Déchetterie ... 142
2.11 Analyse de la consommation de l'espace ... 143
2.11.1. Approche liée aux autorisations d'urbanisme ... 143
2.11.2. Analyse de la consommation de l'espace ... 144
2.11.3. Approche liée au potentiel de constructions en dents creuses ... 146
2.12 Synthèse sur le volet environnemental : enjeux principaux ... 147
2.13 Synthèse sur les volets urbains et architecturaux ... 149
2.14 Perspective d'évolution de l'environnement en l'absence de P.L.U. : scénario de référence ... 150
2.14.1. Les perspectives démographiques au fil de l'eau ... 150
2.14.2. Les besoins en logements et les modes d'urbanisation ... 151
2.14.3. L'environnement, les paysages et le cadre de vie ... 152
2.15 Caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du plan ... 153

Titre 3 MOTIFS DES CHANGEMENTS APPORTÉS AU P.L.U. ... 156

3.1 Définition du P.A.D.D. ... 156
3.1.1. Objectifs poursuivis par la Ville de HAYBES ... 156
3.1.2. Les grandes lignes du projet ... 157
3.2 Changements apportés aux documents graphiques du règlement ... 160
3.2.1. Réajustement de la limite de la zone inondable ... 161
3.2.2. Protéger les espaces naturels, forestiers et les continuités écologiques ... 161
3.2.2.1 Changements apportés aux espaces naturels et forestiers ... 161
3.2.2.2 Changements apportés aux espaces boisés classés ... 162
3.2.2.3 Continuités écologiques ... 162
3.2.3. Préserver localement l'activité agricole ... 163
3.2.4. Prise en compte des extensions urbaines réalisées ou déjà programmées ... 163
3.2.5. Revoir le classement d'emprises à vocation d'activités ... 164
3.2.6. Revoir le classement de l'ancienne ardoisière rue Madame de Cormont ... 165

3.2.7. Entrée Sud-Est « Robinson » / route de Monthermé 165
3.2.8. Prise en compte de la Z.A.D. Carminati 166
3.2.9. Réduire partiellement la zone urbaine UB 166
3.2.10. Extension mesurée des limites de la zone urbaine UB 166
3.2.11. synthèse des adaptations apportées aux zones à urbaniser 167
3.2.12. Report de Sentiers Touristiques d'Intérêt Communautaire (S.T.I.C.) 175
3.2.13. Réduction du classement en espaces boisés classés 175
3.3 Changements apportés aux règles écrites 176
3.3.1. Actualisation du règlement suite à des évolutions législatives 176
3.3.2. Modifications du règlement suite aux choix communaux 180
3.3.2.1 Préservation renforcée du centre ancien (article 11 de la zone UA) 180
3.3.2.2 Gestion nouvelle des emprises accueillant les terrains de camping 180
3.3.2.3 Suppression des règles liées au secteur UBa 180
3.3.2.4 Gestion plus restrictive des habitations en zone d'activités 180
3.3.2.5 Réajustement de la règle liée aux imitations de matériaux naturels 180
3.3.2.6 Précision liée aux ouvrages techniques de radiotéléphonie mobile. 180
3.3.3. Prise en compte d'observations formulées lors des avis rendus sur le projet de P.L.U. arrêté par le conseil municipal. 181
3.3.4. Prise en compte du projet de construction des barrages automatisés. 181
3.4 Définition des orientations d'aménagement 181
3.5 Changements apportés aux annexes 182
3.6 Compatibilité du P.L.U. avec les documents supra-communaux 182
3.6.1. La charte du Parc Naturel Régional des Ardennes 182
3.6.2. Les servitudes d'utilité publique : 186
3.6.3. Le S.D.A.G.E. Rhin-Meuse 186
3.7 Approche transfrontalière complémentaire 187
3.7.1. Approche vis-à-vis du plan de secteur 187
3.7.2. Autres accords ou relations transfrontalières. 189
3.7.2.1 Accord-cadre sur la coopération transfrontalière sanitaire 189
3.7.2.2 Coopération franco-belge pour les services d'urgences 189
3.8 Emplacements réservés 190
3.8.1.1 Dispositions générales 190
3.8.1.2 Modifications apportées dans le cadre de révision générale du P.L.U. 190
3.9 Tableau récapitulatif des zones 192

Titre 4 INCIDENCES NOTABLES PRÉVISIBLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN SUR L'ENVIRONNEMENT ET MESURES ENVISAGÉES 194

4.1 Impacts sur le milieu physique 194
4.1.1. Climat et énergie 194
4.1.1.1 Description et évaluation des effets 194
4.1.1.2 Mesures d'évitement, réduction et de compensation associées 195
4.1.2. Qualité de l'air 196
4.1.2.1 Description et évaluation des effets 196
4.1.2.2 Mesures d'évitement, réduction et de compensation associées 196
4.1.3. Qualité des sols 196
4.1.3.1 Description et évaluation des effets 196
4.1.3.2 Mesures d'évitement, réduction et de compensation associées 197
4.2 Impacts sur l'eau 197
4.2.1. Ressources en eau 197
4.2.1.1 Description et évaluation des effets 197
4.2.1.2 Mesures d'évitement, réduction et de compensation associées 197
4.2.2. Assainissement 198
4.2.2.1 Description et évaluation des effets 198
4.2.2.1 Mesures d'évitement, réduction et de compensation associées 198
4.3 Impacts sur les risques 199
4.3.1. Risques d'inondations 199
4.3.1.1 Description et évaluation des effets 199
4.3.1.2 Mesures d'évitement, réduction et de compensation associées 199
4.3.2. Risque de gonflement d'argile 199
4.3.2.1 Description et évaluation des effets 199
4.3.2.2 Mesures d'évitement, réduction et de compensation associées 199
4.3.3. Risques technologiques 200
4.3.3.1 Description et évaluation des effets 200
4.3.3.2 Mesures d'évitement, réduction et de compensation associées 200
4.4 Cadre de vie et santé humaine 200

4.4.1.1 Description et évaluation des effets ... 200
4.4.1.2 Mesures d'évitement, réduction et de compensation associées ... 200
4.5 Impacts sur le patrimoine historique et archéologique ... 201
4.5.1. Description et évaluation des effets ... 201
4.5.2. Mesures d'évitement, réduction et de compensation associées ... 201
4.6 Impacts sur les espaces urbanisables ... 202
4.6.1. Description et évaluation des effets ... 202
4.6.2. Mesures d'évitement, réduction et de compensation associées ... 202
4.7 Impacts sur la démographie ... 205
4.7.1. Description et évaluation des effets ... 205
4.7.2. Mesures d'évitement, réduction et de compensation associées ... 206
4.8 Impacts sur le paysage ... 207
4.8.1. Description et évaluation des effets ... 207
4.8.2. Mesures d'évitement, réduction et de compensation associées ... 207
4.9 Impacts sur le patrimoine écologique - biodiversité ... 207
4.9.1. Description et évaluation des effets ... 207
4.9.2. Mesures d'évitement, réduction et de compensation associées ... 208
4.10 Impacts sur les espaces agricoles ... 210
4.10.1. Description et évaluation des effets ... 210
4.10.2. Mesures d'évitement, réduction et de compensation associées ... 210
4.11 Impacts sur les déchets ... 212
4.11.1. Description et évaluation des effets ... 212
4.11.2. Mesures d'évitement, réduction et de compensation associées ... 212

Titre 5 CONSÉQUENCES ÉVENTUELLES DE L'ADOPTION DU PLAN SUR LA PROTECTION DES ZONES REVÊTANT UNE IMPORTANCE PARTICULIÈRE POUR L'ENVIRONNEMENT ... 213

5.1 Évaluation préliminaire des incidences sur le réseau Natura 2000 ... 213
5.1.1. Présentation simplifiée du Plan Local d'Urbanisme ... 213
5.1.2. Situation du projet par rapport au(x) site(s) Natura 2000 les plus proches ... 215
5.1.3. Descriptif général de la Z.P.S. n°FR2112013 - Plateau Ardennais ... 217
5.1.4. Descriptif général de la Z.P.S. n°FR2100273 - tourbières du Plateau Ardennais ... 223
5.1.5. Évaluation préliminaire des incidences du projet de P.L.U. sur la Natura 2000 ... 224
5.1.5.1 Approche vis-à-vis des terrains directement englobés dans la Natura 2000 ... 224
5.1.5.2 Approche vis-à-vis du document d'objectifs de la Z.P.S. « Plateau Ardennais » ... 224
5.1.5.3 Conclusion générale ... 225
5.2 Conséquence éventuelle du P.L.U. sur les zones environnementales sensibles ... 226

Titre 6 ANALYSE DES RÉSULTATS DE L'APPLICATION DU P.L.U. ... 227

6.1 Références réglementaires et point de cadrage ... 227
6.2 Indicateurs de suivi de la consommation des espaces haybois ... 228
6.3 Indicateurs de suivi des problématiques environnementales hayboises ... 229

Titre 7 RÉSUMÉ NON TECHNIQUE ... 230

Titre 8 AUTRES ANNEXES ... 230

Titre 9 MÉTHODE EMPLOYÉE ... 231

9.1 Présentation générale de la démarche ... 231
9.1.1. Méthode utilisée pour établir cette évaluation environnementale et contribution aux choix d'amÉnagement ... 231
9.1.2. Démarche à proprement dite de révision générale du P.L.U. ... 232
9.2 Présentation générale des outils ... 232
9.2.1. Recueil de données bibliographiques ... 232
9.2.2. Visites de terrain ... 233
9.2.3. Consultation des administrations et acteurs concernés ... 233
9.2.4. Consultation préalable de la C.D.C.E.A. ... 234
9.2.5. Consultation du service délégataire du service public ... 234
9.2.6. Conclusion ... 234
9.3 Difficultés rencontrées ... 234

TABLE DES ABRÉVIATIONS

B	B.R.G.M.	**B**ureau de **R**echerches **G**éologiques et **M**inières
C	C.E.R.T.U.	**C**entre d'**É**tudes sur les **R**éseaux, les **T**ransports, l'**U**rbanisme et les constructions publiques
	C.C.A.S.	**C**entre **C**ommunal d'**A**ction **S**ociale
	C.C.A.R.M.	**C**ommunauté de **C**ommunes **A**rdenne **R**ives de **M**euse
	C.L.A.D.	**C**omité **L**ocal d'**A**nimation et de **D**éveloppement (des transports régionaux de Charleville-Mézières / Givet)
	C.L.I.P.	**C**entre de **L**oisirs et d'**I**nitiation **P**ermanent
D	D.D.T.	**D**irection **D**épartementale des **T**erritoires
	D.I.C.R.I.M.	**D**ocument d'**I**nformation **C**ommunal sur les **R**isques **M**ajeurs
	D.R.E.A.L.	**D**irection **R**égionale de l'**E**nvironnement de l'**A**ménagement et du **L**ogement (C.A. = Champagne-Ardenne)
	D.U.P.	**D**éclaration d'**U**tilité **P**ublique
E	E.B.C.	**E**space **B**oisé **C**lassé
	E.L.F.E.	**E**space de **L**oisirs **F**orestier **E**uropéen
	E.P.C.I.	**É**tablissement **P**ublic de **C**oopération **I**ntercommunale
	E.P.A.M.A.	**É**tablissement **P**ublic d'**A**ménagement de la **M**euse et de ses **A**ffluents
G	GRDF	**G**az **R**éseau **D**istribution **F**rance
I	I.M.E.	**I**nstitut **M**édico-**É**ducatif
	I.N.S.E.E.	**I**nstitut **N**ational de la **S**tatistique et des **É**tudes **É**conomiques
O	O.A.P.	**O**rientations d'**A**ménagement et de **P**rogrammation
	O.P.A.H.	**O**pération **P**rogrammée d'**A**mélioration de l'**H**abitat
P	P.A.C.	**P**orter **À** **C**onnaissance (du Préfet)
	P.A.D.D.	**P**rojet d'**A**ménagement et de **D**éveloppement **D**urables
	P.L.U.	**P**lan **L**ocal d'**U**rbanisme
	P.N.R.A.	**P**arc **N**aturel **R**égional des **A**rdennes
	P.P.R.i.	**P**lan de **P**révention des **R**isques d'**i**nondations
R	R.A.V.E.L.	**R**éseau **A**utonome de **V**oies **L**entes (réseau belge – Wallonie)
	R.D.T.A.	**R**égie **D**épartementale de **T**ransports des **A**rdennes
	R.D.	**R**oute **D**épartementale
S	S.T.A.P.	**S**ervice **T**erritorial de l'**A**rchitecture et du **P**atrimoine
	STEP	**St**ation d'**ép**uration
Z	Z.N.I.E.F.F.	**Z**one **N**aturelle d'**I**ntérêt **É**cologique **F**aunistique et **F**loristique
	Z.P.S.	**Z**one de **P**rotection **S**péciale

INTRODUCTION

La commune de Haybes dispose d'un document d'urbanisme depuis le 5 septembre 2000. Par la suite, ce document a fait l'objet :

- d'une **révision simplifiée** approuvée le 2 août 2004 en vue de prendre en compte les besoins liés à la création du pôle de loisirs communautaire «Terre Altitude» : ce dernier est installé sur le territoire limitrophe de Fumay (ancien site ardoisier Saint-Joseph), mais le départ de la tyrolienne géante s'effectue depuis le territoire de Haybes.

- et de **trois modifications** (02.08.2004 / 16.10.2006 / 27.02.2012) concernant des points de règlement et des adaptations de zonage.

1 – LE P.L.U. : OUTIL DE LA PLANIFICATION URBAINE ET RURALE

Le Plan Local d'Urbanisme n'est pas un simple instrument de planification qui fixe les règles de l'utilisation des sols dans la commune.

C'est un document prospectif qui **définit les grandes orientations d'une commune pour l'avenir dans un souci de développement durable**. Il doit répondre aux besoins des populations actuelles et sans conséquences négatives pour les générations futures.

Il va prévoir, dessiner et organiser la commune de Haybes « de demain ».

Le P.L.U. doit exprimer clairement les intentions générales de la commune quant à l'évolution de son territoire en exposant un projet global d'urbanisme.

Le P.L.U. va aussi définir précisément les règles d'aménagement et le droit des sols, en indiquant par exemple les formes que peuvent prendre les constructions, les zones devant rester naturelles, les zones réservées pour les constructions futures, les emprises destinées pour des équipements futurs, etc.



Qu'est-ce que le développement durable ?

Selon la définition proposée en 1987 par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement, le développement durable est :

« un développement qui répond aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs ».

Cette notion s'exprime dans quelques principes fondamentaux : équilibre, diversité des fonctions urbaines et mixité sociale, respects de l'environnement et des ressources naturelles, maîtrise des besoins en déplacements et de la circulation automobile, préservation de la qualité de l'air, de l'eau, des écosystèmes.

2 – LE P.L.U. « GRENELLE 2 »

D'une manière générale, le P.L.U. doit être établi en intégrant les obligations découlant des différents textes législatifs et réglementaires relatifs à la planification. Ces derniers évoluent régulièrement et parmi eux figurent les textes de la loi dite « Grenelle 2 » du 12 juillet 2010 (loi n°2010-788 portant engagement national pour l'environnement).

Cette loi renforce les obligations imposées aux P.L.U. :

- Lutter contre l'étalement urbain,
- lutter pour les économies d'énergie et contre les émissions de gaz à effet de serre.

Elle en créé de nouvelles :

- préserver et restaurer la biodiversité et les continuités écologiques et le développement des communications électroniques.



Objectif de modération de la consommation de l'espace

L'objectif de **modération de la consommation de l'espace** devient l'une des missions majeures assignées aux P.L.U. :

- soit en tirant parti du foncier disponible, notamment celui des friches urbaines,
- soit en augmentant les possibilités de construire attachées aux secteurs denses.

Lutte contre l'étalement urbain

En ce qui concerne la lutte contre l'étalement urbain et la consommation d'espaces naturels et agricoles, les objectifs législatifs ne sont pas fondamentalement modifiés depuis la loi SRU et les lois antérieures intervenues dans le milieu des années 1970 qui entendaient toutes lutter contre le mitage.

3 – CONTENU DU DOCUMENT D'URBANISME

Extrait de l'article R. 123-1 du Code de l'urbanisme[1] :

« Le plan local d'urbanisme comprend un rapport de présentation, un projet d'aménagement et de développement durables, des orientations d'aménagement et de programmation (…) et un règlement (…). Chacun de ces documents peut comprendre un ou plusieurs documents graphiques (...). Il est accompagné d'annexes. »

- **Le rapport de présentation** *(article R.123-2-1 du Code de l'Urbanisme)*
  Il exprime de manière claire et structurée la rencontre entre le territoire et son projet. Il doit constituer une source d'information complète et cohérente et doit être accessible et compréhensible par tous.
  Le rapport de présentation n'a pas d'effet juridique propre.



↳ **Le P.L.U. de Haybes fait l'objet d'une évaluation environnementale**. Dans ces conditions, le contenu du présent rapport de présentation s'appuie sur les dispositions de l'article R.123-2-1 du code de l'urbanisme[2].

↳ **À l'inverse**, cette révision générale du P.L.U. n'est pas menée par un établissement public de coopération intercommunale (E.P.C.I.) **mais bien par la commune de Haybes**. Dans ces conditions, **le contenu du présent rapport de présentation n'a pas à respecter les dispositions actuellement prévues à l'article R.123-2-2 du code de l'urbanisme[3].**

[1] Dans sa version modifiée par décret n°2012-290 du 29 février 2012 - art.14 / en vigueur depuis le 3 mars 2012
[2] Dans sa version modifiée par décret n°2013-142 du 14 février 2013 - art.4 / en vigueur depuis le 14 février 2013
[3] Dans sa version créée par décret n°2012-290 du 29 février 2012 - art.17

- **Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables** *(article R.123-3 du Code de l'Urbanisme).*
  Le P.A.D.D. présente le projet communal pour les années à venir. Il est le document cadre du P.L.U. Document simple, il est accessible à tous les citoyens. Il définit les orientations générales d'aménagement et d'urbanisme retenues pour l'ensemble de la commune, mais ces orientations ne sont pas opposables aux autorisations de construire.



↳ Cette révision générale du P.L.U. de Haybes n'est pas menée par un établissement public de coopération intercommunale (E.P.C.I.) **mais bien par la commune de Haybes**. Dans ces conditions, le contenu du P.A.D.D. de Haybes joint à ce dossier comprend l'ensemble des éléments mentionnés à l'article L.123-1-3 du code de l'urbanisme[4].

- **Les Orientations d'Aménagement et de Programmation** *(article R.123-3-1 du Code de l'Urbanisme)*
  Elles précisent les conditions d'aménagement de certains quartiers ou certains secteurs qui vont connaître un développement ou une restructuration particulière.
  Le volet « aménagement » des orientations d'aménagement est obligatoire. Ces dernières doivent être établies en cohérence avec le P.A.D.D.
  Elles peuvent définir les actions et opérations nécessaires pour mettre en valeur l'environnement, les paysages, les entrées de villes et le patrimoine, lutter contre l'insalubrité, permettre le renouvellement urbain et assurer le développement de la commune.
  Elles peuvent comporter un échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de la réalisation des équipements correspondants.
  Elles peuvent porter sur des quartiers ou des secteurs à mettre en valeur, réhabiliter, restructurer ou aménager.
  Elles peuvent prendre la forme de schémas d'aménagement et préciser les principales caractéristiques des voies et espaces publics.

- **Le règlement** *(articles R.123-4 et R.123-9 du Code de l'Urbanisme).*
  Il délimite des zones qui couvrent toute la commune. Elles sont au maximum au nombre de quatre :
  - les zones urbaines (**U**) ;
  - les zones à urbaniser (**AU**),
  - les zones agricoles (**A**)
  - les zones naturelles et forestières (**N**).

  Le règlement fixe les règles applicables à l'intérieur de chacune de ces zones dans les conditions prévues à l'article R.123-9 du code de l'urbanisme.
  Il est opposable à tous travaux ou opérations d'une personne publique ou privée.

- **Les documents graphiques du règlement** *(article R.123-11 et 123-12 du Code de l'Urbanisme).*
  Ils délimitent le champ d'application territorial des diverses règles concernant l'occupation des sols. Ils permettent ainsi de visualiser les choix d'aménagement exposés dans le rapport de présentation et mis en œuvre dans le règlement.
  Ils délimitent les différentes zones créées, ainsi que des secteurs, des zones, des périmètres, des emplacements. Leur aspect synthétique les rend lisible et accessible par tous de façon immédiate.
  Ils sont opposables au même titre que le règlement.

[4] Dans sa version créée par décret n°2012-290 du 29 février 2012 - art.17

- **Les annexes** *(articles R.123-13 et R.123-14 du code de l'urbanisme)*
  Elles fournissent à titre d'information, les périmètres et dispositions particulières résultant d'autres législations, notamment les servitudes d'utilité publique.
  Elles permettent de prendre connaissance de l'ensemble des contraintes administratives applicables. Elles sont un complément nécessaire tant au rapport de présentation qu'aux dispositions réglementaires.
  Il existe deux types d'annexes; des annexes informatives et des documents graphiques complémentaires, où figurent un certain nombre de zones et périmètres.
  Elles n'ont pas de portée réglementaire, et elles ne créent pas de nouvelle norme.

4 – OBJECTIFS POURSUIVIS DANS LE CADRE DE CETTE RÉVISION GÉNÉRALE

Le Conseil Municipal de Haybes a décidé de prescrire la révision générale du P.L.U. le 31 juillet 2008. Cette décision a été principalement motivée par le fait que le document d'urbanisme se présente encore sous la forme et le contenu d'un Plan d'Occupation des Sols.

En effet, le P.O.S. initial de Haybes a été approuvé le 5 septembre 2000, peu avant la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (S.R.U.) adoptée le 13 décembre 2000, réformant le contenu et la forme du P.O.S., désormais appelé Plan Local d'Urbanisme.

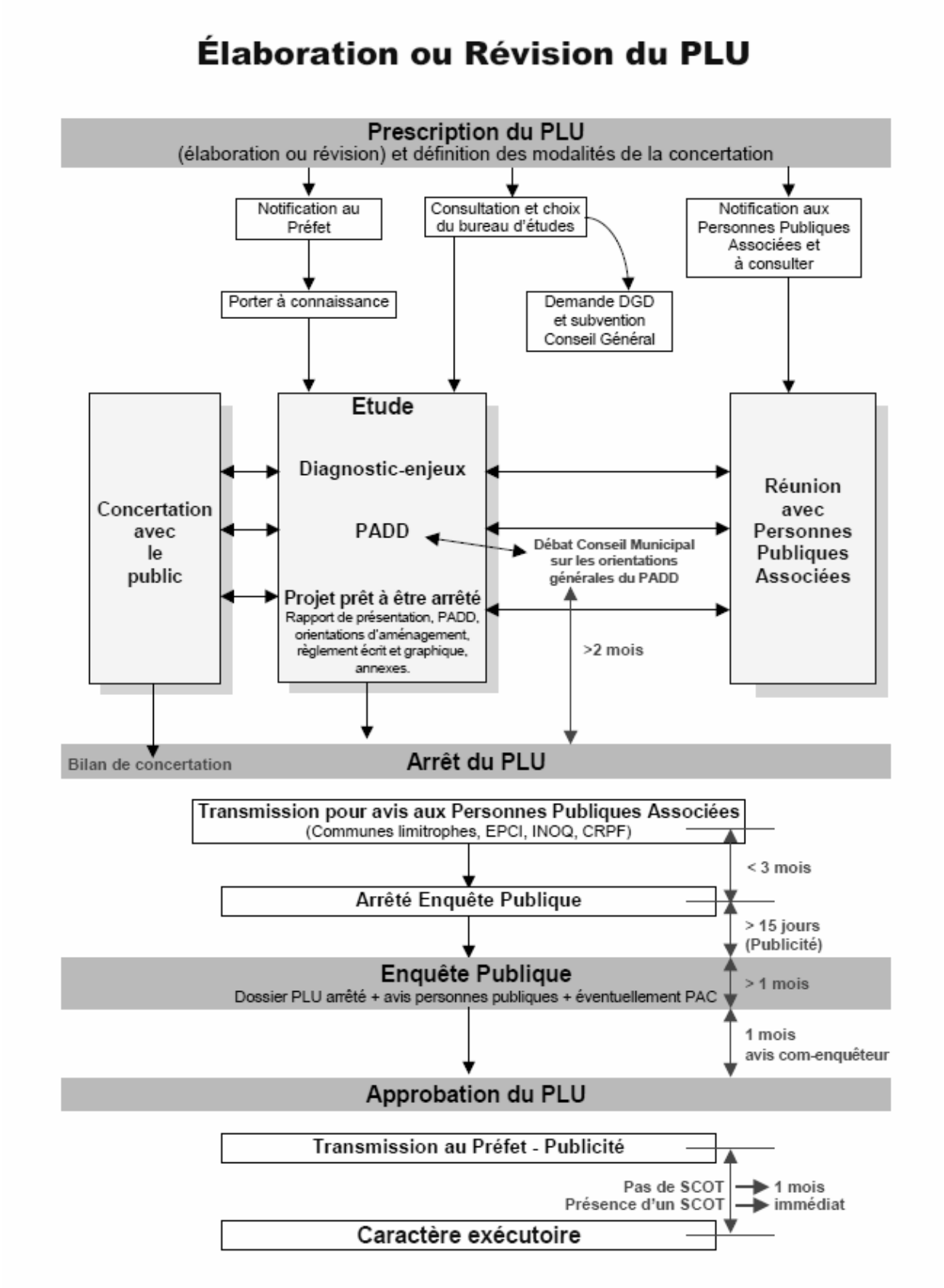
Depuis cette loi S.R.U., d'autres lois sont intervenues (ex : la loi Urbanisme et Habitat du 2 juillet 2003, lois Grenelle I et II de 2009 et 2010, etc.) venant à nouveau compléter ou réformer le P.L.U. Ces vagues de réformes se poursuivent encore aujourd'hui.

Au-delà du caractère obsolète du document d'urbanisme, **les élus de Haybes souhaitent définir un projet de P.L.U. autour des trois enjeux suivants :**

- ***Enjeu n°1*** : Maintenir le niveau actuel de population
- ***Enjeu n°2*** : Sauvegarder et dynamiser le tissu économique haybois et conforter son statut de pôle de loisirs et d'activités sportives de la vallée de la Meuse
- ***Enjeu n°3*** : Préserver l'identité de la ville au regard de ses atouts paysagers et historiques

5 - MÉTHODOLOGIE

(Source site internet de la D.D.T. des Ardennes)



TITRE 1 DIAGNOSTIC

Le rapport de présentation du P.L.U. expose le diagnostic prévu au deuxième alinéa de l'article L.123-1-2 et décrit l'articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes mentionnés à l'article L.122-4 du code de l'environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en considération ;

Extrait de l'article R.123-2-1 du code de l'urbanisme (point 1°) modifié par décret n°2012-995 du 23 août 2012 - art. 7

Il s'appuie sur un diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques et des besoins répertoriés en matière de développement économique, de surfaces agricoles, de développement forestier, d'aménagement de l'espace, d'environnement, d'équilibre social de l'habitat, de transports, de commerce, d'équipements et de services.

Extrait de l'article L.123-2-1 du code de l'urbanisme (point 2°) modifié par la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 - art. 19 (V)

1.1 SITUATION GÉOGRAPHIQUE ET ADMINISTRATIVE

SITUATION GÉOGRAPHIQUE ET ADMINISTRATIVE : TABLEAU SYNTHÉTIQUE	
Pays	France
Région	Champagne-Ardenne
Département	Ardennes
Arrondissement	Charleville-Mézières
Canton	Fumay (à ce jour)
Code INSEE	08 222
Code postal	08 170
Latitude *Longitude*	4°41'53.4 '' E 50°00'38.1'' N
Altitude (NGF)	110m (mini) et 489m (maxi)
Superficie du territoire	2 805 hectares

1.1.1. HAYBES : UNE COMMUNE SITUÉE AU CŒUR DE L'ARDENNE

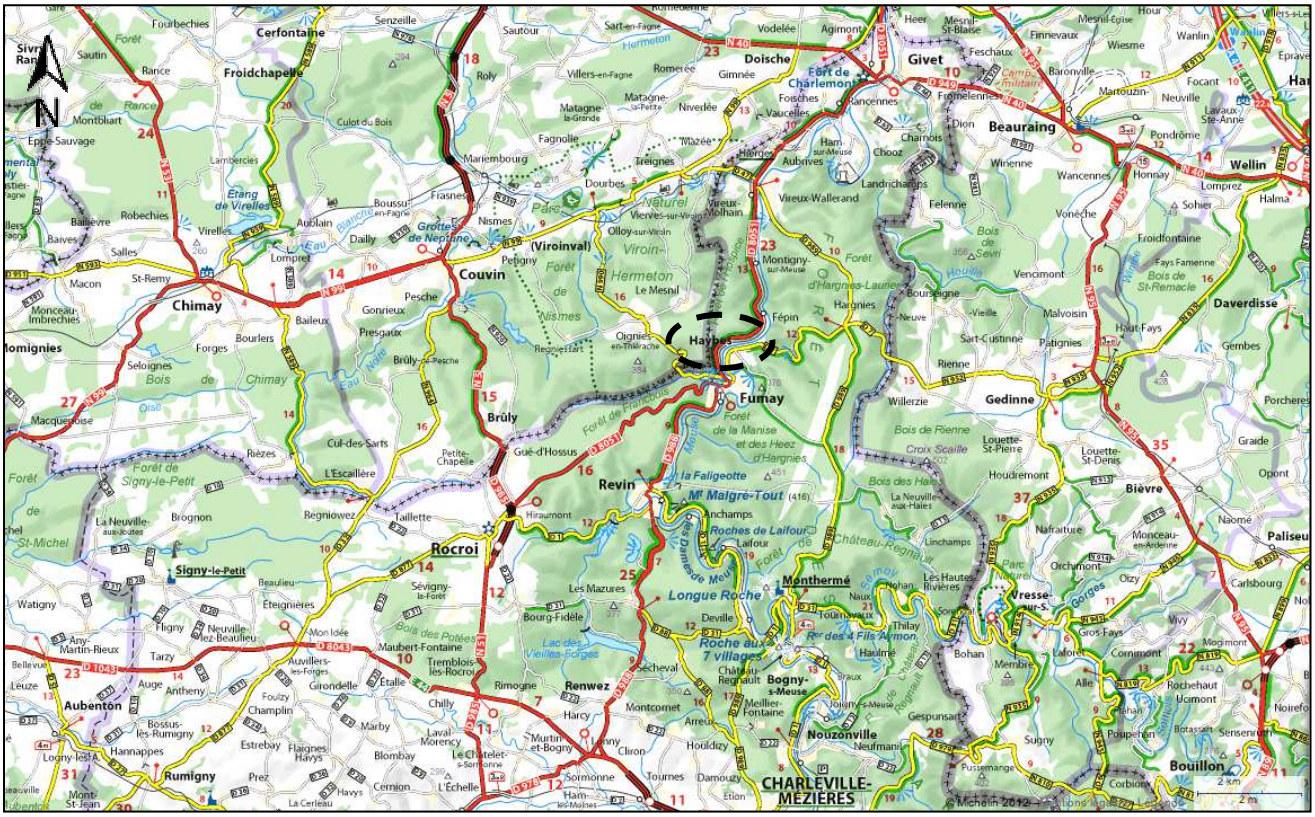
Haybes se situe en région Champagne-Ardenne, au nord du département des Ardennes. Cette **commune de la vallée de la Meuse** appartient à **l'arrondissement de Charleville-Mézières** et à ce jour au **canton de Fumay** (une refonte de la carte des cantons est en cours et le canton de Fumay n'existerait plus et serait remplacé par le canton de Revin).
Le territoire de Haybes couvre une superficie de **2 805 hectares**, et Haybes forme une **unité urbaine**[5] avec la commune riveraine de Fumay.
La Ville de Haybes compte **2110 habitants** (population totale de 2011, entrée en vigueur au 1er janvier 2014).

[5]Selon l'INSEE, l'unité urbaine est une commune ou un ensemble de communes qui comporte sur son territoire une zone bâtie d'au moins 2 000 habitants où aucune habitation n'est séparée de la plus proche de plus de 200 mètres. En outre, chaque commune concernée possède plus de la moitié de sa population dans cette zone bâtie.



Source : © Guide ballade en Ardenne – Edition 2009

Haybes **partage une frontière** avec la Belgique et plus généralement avec le Bénélux[6]. **La Meuse** traverse le territoire communal et forme un méandre dans lequel la zone urbaine vient se loger.



Source : © ViaMichelin

[6]Terme désignant l'ensemble de la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg, du point de vue géographique, culturel et économique.

1.1.2. ACCESSIBILITÉ ET DESSERTE GLOBALES DU TERRITOIRE

1.1.2.1 Infrastructures terrestres

Le territoire communal est desservi par **deux voies principales** :

- La ***Route Départementale n°8051*** (ex. R.N.51) qui est la plus fréquentée ; elle relie Haybes à Givet (19 km au Nord), à Rocroi (20 km au sud-ouest) et à Revin via la R.D.988 (12 km au sud-ouest).

- La ***Route Départementale n°7 (rue Saint-Louis)***, qui traverse le méandre et franchit la Meuse à deux reprises :
  - au sud, en reliant ainsi Haybes à Fumay (3 km environ),
  - et au nord, pour venir se greffer sur la R.D.8051.

  La R.D. 7 établit également la liaison avec la commune d'Hargnies à l'Est (9,5 km) et le territoire belge à l'Ouest via la R.N.990 (Oignies-en-Thiérache à 10 km).

  D'après la carte d'état-major de la fin du XIX^{ème} siècle, la rue Saint-Louis n'existait pas. C'était la rue de l'Espérance qui mène au site ardoisier du même nom, qui assurait la liaison avec Fumay.



Source : © ViaMichelin

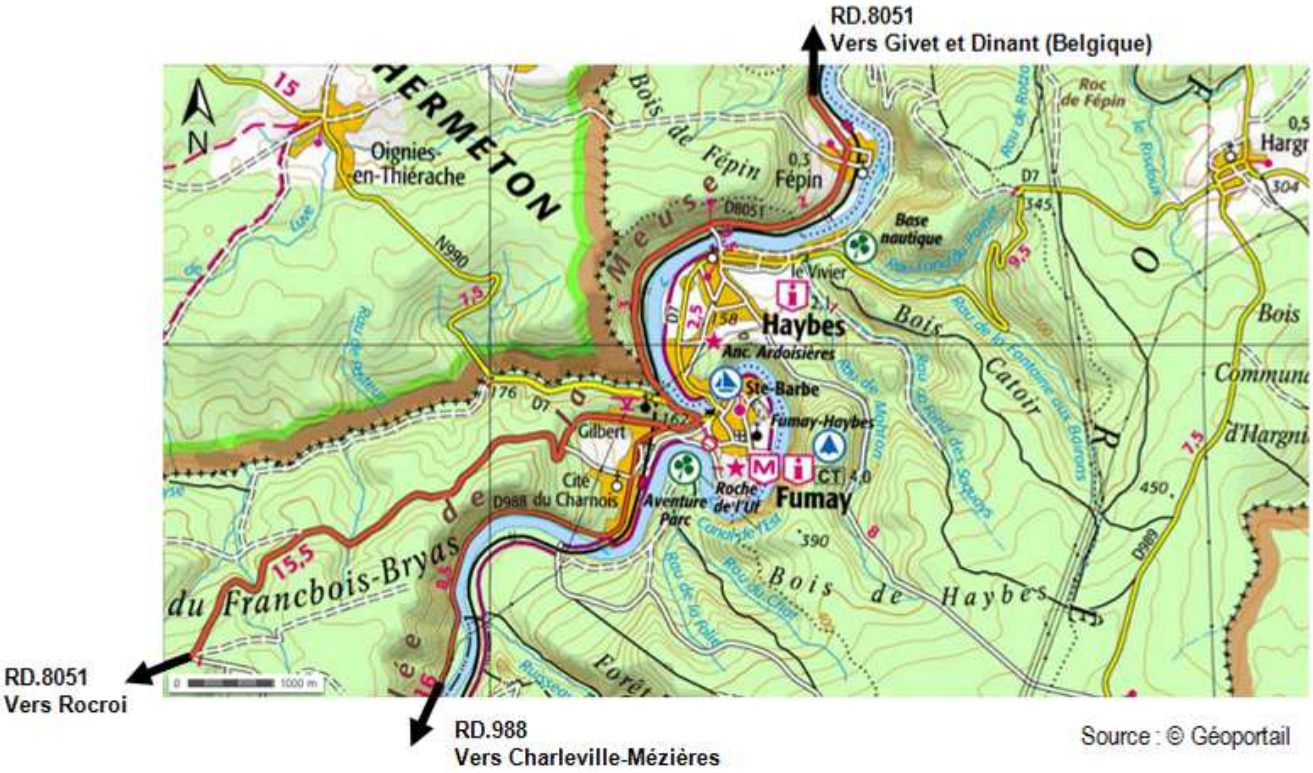
De nombreux **chemins ruraux et d'exploitation** desservent enfin la forêt communale de Haybes, et **plusieurs itinéraires de randonnées** traversent ou serpentent le territoire communal, parmi lesquels figure la voie verte (voir paragraphe ci-après / déplacements et transports).

1.1.2.2 Infrastructures ferroviaires

La **voie ferrée reliant Charleville-Mézières à Givet** est bordée par la Meuse et la R.D. 8051. **La commune dispose d'un arrêt** (sans gare à proprement dit mais avec un abri).

1.1.2.3 Desserte fluviale

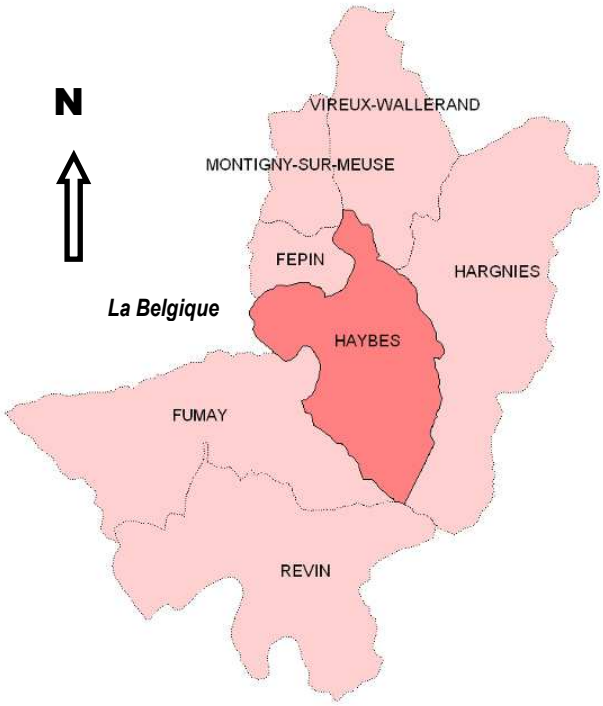
Grâce à la **halte fluviale présente au Nord du centre bourg et en frange du centre ancien,** la Meuse est également un moyen de desserte de la commune.



1.1.3. COMMUNES LIMITROPHES

Les communes limitrophes de Haybes sont françaises et belges :

- *au Nord : Vireux-Wallerand, Montigny-sur-Meuse et Fépin,*
- *à l'Est : Hargnies,*
- *au Sud : Revin,*
- *à l'Ouest : Fumay et Oignies-en-Thiérache (en Belgique).*



1.2 INTERCOMMUNALITÉ

À ce jour, la commune de Haybes fait partie des structures intercommunales suivantes:

❖ **Communauté de Communes Ardenne Rives de Meuse (C.C.A.R.M.):**

Dans ce secteur des Ardennes, l'intercommunalité est présente de longue date. D'abord District de la Basse Meuse puis District de la Région de Chooz, la structure prend la forme d'une communauté de communes sous la dénomination "Région de Chooz", par arrêté préfectoral du 31.12.2001.
Elle s'appelle aujourd'hui et depuis le 1er août 2004 « Communauté de Communes Ardenne Rives de Meuse ».
Elle dispose de plusieurs compétences (obligatoires et optionnelles), telles que l'aménagement du territoire et les actions en faveur du développement économique, la construction, l'entretien et le fonctionnement d'équipements culturels et sportifs, la collecte et la mise en décharge des ordures ménagères, la création, l'aménagement et l'entretien des Voiries d'Intérêt Communautaire, etc.

⇨ Il est à noter que le nouveau schéma départemental de coopération intercommunale conserve cette structure en intégrant les communes de Revin et d'Anchamps (Amendement « Blanchemanche » adopté le 29 avril 2013 lors de la Commission Départementale de la Coopération Intercommunale des Ardennes.

❖ **Parc Naturel Régional des Ardennes (P.N.R.A.) :**

Le Parc Naturel Régional des Ardennes a été créé en obtenant son label par décret n°2011-1917 du 21 décembre 2011. Après la Montagne de Reims et la Forêt d'Orient, c'est à ce jour le troisième Parc Naturel Régional de la région Champagne-Ardenne.
C'est l'aboutissement d'une longue démarche entamée en 1999 au sein des 92 communes du périmètre d'étude, **dont la commune de Haybes**.
Hébergeant 77 000 habitants, ce parc naturel couvre 91 communes, l'une des 92 communes du périmètre, Aouste, n'ayant pas souhaité adhérer à la charte.

❖ **Syndicat mixte des pays de Meuse et Semoy.**

❖ **Syndicat Intercommunal d'Assainissement de Haybes - Fumay.**

Il assure notamment la maîtrise d'ouvrage de l'exploitation de la station d'épuration intercommunale, des postes de refoulement et des déversoirs d'orage.

❖ **Fédération Départementale d'Énergies des Ardennes.**

1.3 ÉLÉMENTS HISTORIQUES

1.3.1.1 Des origines à l'histoire récente de la ville

Sources : rapport de présentation du P.O.S. approuvé en 2000 et site internet de la Ville de Haybes

La découverte de pièces de monnaie à l'effigie de Jules César témoigne de la présence romaine à Haybes. **Au VII^{ème} siècle**, Haybes fait partie du Comté de Lhomme comme les terres de Revin et de Saint-Hubert. **Le 9 juin 919**, on voit apparaître pour la première fois le nom de Haybes sur un document. Une cours de justice siège même sur la commune **aux IX^{ème} et X^{ème} siècle**. **Au X^{ème} siècle**, on relate qu'un vaste et beau château flanqué de plusieurs tours très élevées fut construit sur une île face au village de Haybes (**Château de Moray**). Cette forteresse réputée imprenable fut longtemps occupée par une garnison nombreuse, appartenant au Comte de Namur. Elle fut rasée et il ne subsiste actuellement que très peu de vestiges.

En 1311, une charte est établie, dans laquelle le seigneur Gilles, sire de Haybes, accorde aux habitants le droit de faucher et le droit de pacage. Il attribue 849 hectares de bois à la commune de Haybes. **En 1337**, une charte datée de 1337 renouvelle cet état, en précisant tous les droits acquis par la commune de Haybes. **En 1342**, le territoire de Haybes est réuni au Comté de Namur, et **en 1477**, il est annexé au duché de Bourgogne puis à l'Autriche.

Cependant **en 1554**, le duc de Nevers, qui commandait les armées du Roi Henri II, s'empara finalement du château de Moray et incendia la ville. Les survivants qui s'étaient réfugiés dans la forêt pendant une année complète revinrent et reconstruisirent quelques misérables cabanes qui commencèrent à former le Haybes nouveau.

L'année 1600 est marquée par l'ouverture de l'ardoisière de Liémery, et les années qui suivirent par des victoires, défaites ou périodes d'occupations espagnoles.

La France s'empare de Haybes et des villages environnants **en 1680**, mais Haybes sera rendu aux Pays-Bas Espagnols **le 20 septembre 1697** (traité de Ryswick). **Suite au traité de Lille en 1699, Haybes et Hargnies sont réunies définitivement à la France**, mais restent attachés aux lois, us et coutumes du diocèse de Namur.

Début 1700, Madame de Cormont, châtelaine de Haybes, répand ses bienfaits dans la commune. Une chapelle à son nom est construite en 1719, au lieudit "la Cense".

Le 15 janvier 1790, les provinces sont supprimées et **le département des Ardennes est créé. Fumay devient chef lieu de canton avec Fépin, Hargnies, Haybes et Montigny.** L'histoire locale se révèle ensuite liée à une époque de grands travaux et de constructions structurantes. **En 1840**, le pont de Fumay et la route qui relie Fumay à Haybes sont construits. Il s'en est suivi **en 1852** la création de la route reliant Haybes à Hargnies, et **en 1860** de la ligne de chemin de fer Charleville-Givet. L'année 1872 marque le début de la canalisation de la Meuse.
En 1878, les écoles sont édifiées et la halle de Haybes détruite. La poste apparaît en 1879.



Source : bulletin municipal n°5

Lors de la première guerre mondiale, le mois d'août 1914 marqua un passage noir dans l'histoire de Haybes. **En effet, l'armée allemande bombarda et incendia la ville dans sa totalité ne laissant que ruines et cadavres.**
La pointe de Givet est rattachée à la Belgique de 1915 à 1918 par l'occupant allemand. Il reste tout de même quelques rares bâtiments qui ont survécu comme le foyer communal situé près de la mairie.

Peu à peu, la ville se reconstruit et prend une nouvelle forme ainsi que le nom de **Haybes "la Jolie".** Plusieurs édifices sont réalisés au cours des années 1920 : l'hôtel de Ville **en 1923**, le groupe scolaire rue Bizet **en 1924**, l'église **en 1927**. Le chemin de Mohron, qui relie Haybes aux Hauts-Buttés, est aménagé en 1932.

Lors de la seconde guerre mondiale et la nouvelle occupation allemande, Haybes ne sera libéré que **le 4 septembre 1944**. Le pont de Haybes est ensuite bâti en 1953 et le château d'eau de Robinson en 1960.

La municipalité de Haybes s'est attachée par la suite à promouvoir son développement urbain. Trois lotissements communaux ont été réalisés : Belle-Rose en 1974, Les Dzivages de 2002 à 2008 et Pirot Simon en 2012/2013, auxquels s'ajoute "l'espace Mitterrand", autour duquel plusieurs habitations ont été réalisées en 1996.
Des investissements ont été aussi effectués en matière d'équipements publics (ex : salle des sports en 1993) et de Zone d'Activités (Z.A. de l'Espérance dans les années 2000).

1.3.1.2 Haybes et l'ardoise

Source : Panneau explicatif lié au sentier de randonnée de la vallée de la Mohron

En Ardenne, l'ardoise est connue et utilisée depuis la préhistoire. Mais ce sont les besoins monastiques qui ont entraîné à partir du XII^{ème} siècle, l'ouverture de fosses ardoisières et la constitution de véritables domaines ardoisiers dans le bassin de Fumay, le premier exploité dans la région. Les fosses laïques ont été ouvertes plus tardivement (confréries au XV^{ème} siècle). La grande période ardoisière s'est étendue du XVII^{ème} siècle à la Révolution.

À Haybes, l'histoire de la commune fut étroitement liée à l'exploitation de l'ardoise qui la fit vivre, et dont l'extraction fit la réputation du bourg et de sa voisine Fumay. L'exploitation de la première ardoisière remonte au début du XVII^{ème} (fosses de Folemprise, Liémery et Charnois plus tard). En raison des troubles et des difficultés économiques engendrés par les changements de régime et les guerres, le secteur de Haybes ne dévient vraiment actif qu'après 1840, avec l'ouverture des fosses de la Providence, puis de Belle-Rose et de la Nouvelle Espérance.

L'utilisation généralisée de la vapeur à partir de 1860, l'usage accru des explosifs et des machines, la canalisation de la Meuse et le développement du chemin de fer ont considérablement favorisé l'extension de l'activité et modifié les rythmes et les résultats d'exploitation.

Le déclin de l'ardoise s'est amorcé à partir de 1914, après le bombardement et l'incendie de Haybes. Malgré une reprise de l'activité jusqu'à la crise de 1929, le secteur n'a pas résisté aux effets de la concurrence du protectionnisme.

Le chômage a touché de plein fouet une population active quasi exclusivement employée dans les ardoisières. Le manque d'ouvriers qualifiés pendant la guerre de 1939, puis les problèmes d'exhaure et **l'effondrement en 1953 de la dernière fosse Belle-Rose ont signifié la fin de l'activité ardoisière à Haybes.**



Source : © cpa 08 Ardennes – Haybes
Ardoisières de l'espérance - 1906

1.4 DÉMOGRAPHIE

Source : INSEE – chiffres clés évolution et structure de la population - juin 2012

1.4.1. UNE POPULATION RELATIVEMENT STABLE DEPUIS 1980

D'une façon générale, la population hayboise est relativement stable. Elle s'élève en 2009 à 2054 habitants, **et à 2110 habitants au 1er janvier 2014** (population totale de 2011).

La commune de Haybes a connu une baisse démographique importante entre 1960 et 1980, suite aux fermetures successives des usines métallurgiques de la vallée de la Meuse.

Depuis les années 1980, le niveau de population est maintenu au-dessus du seuil de 2000 habitants, en alternant des périodes de baisse ou de hausse du nombre total d'habitants entre les différents recensements de l'I.N.S.E.E. Un retour à la hausse démographique serait la tendance depuis 2009, au regard de la population totale légale de 2011.

POP T1M - Population

	1968	1975	1982	1990	1999	2009
Population	2 150	2 081	2 096	2 071	2 090	2 054
Densité moyenne (hab/km2)	76,6	74,2	74,7	73,8	74,5	73,2

Sources : Insee, RP1968 à 1990 dénombrements - RP1999 et RP2009 exploitations principales.

1.4.2. VARIATIONS DU SOLDE NATUREL ET DU SOLDE MIGRATOIRE

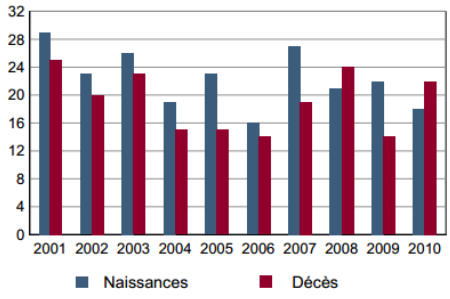
Rappel:
Solde naturel : *Différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès sur la période.*
Solde migratoire : *Différence entre le nombre de personnes arrivant sur la commune et celles qui la quittent.*

POP T2M - Indicateurs démographiques

	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2009
Variation annuelle moyenne de la population en %	-0,5	+0,1	-0,1	+0,1	-0,2
- due au solde naturel en %	+0,3	+0,2	+0,4	+0,4	+0,2
- due au solde apparent des entrées sorties en %	-0,8	-0,1	-0,5	-0,3	-0,4
Taux de natalité en ‰	14,9	15,0	13,7	13,9	11,6
Taux de mortalité en ‰	11,4	12,7	9,8	10,0	9,3

Sources : Insee, RP1968 à 1990 dénombrements - RP1999 et RP2009 exploitations principales - État civil.

POP G1 - Naissances et décès



Source : Insee, État civil

On constate que les **mouvements naturels locaux sont positifs** et permettent de compenser les mouvements migratoires qui restent négatifs depuis une cinquantaine d'années. Il en résulte au final une tendance à la **stabilité globale de la population hayboise, ce qui n'est pas le cas de la plupart des communes de la vallée de la Meuse**, en déclin démographique.

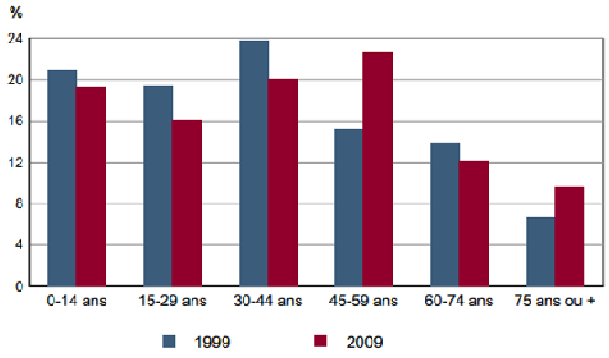
1.4.3. ANALYSE STRUCTURELLE DE LA POPULATION

POP T3 - Population par sexe et âge en 2009

	Hommes	%	Femmes	%
Ensemble	**1 031**	**100,0**	**1 023**	**100,0**
0 à 14 ans	222	21,6	174	17,0
15 à 29 ans	174	16,9	157	15,4
30 à 44 ans	193	18,8	218	21,3
45 à 59 ans	240	23,3	226	22,1
60 à 74 ans	129	12,5	121	11,8
75 à 89 ans	70	6,8	119	11,6
90 ans ou plus	1	0,1	7	0,7
0 à 19 ans	289	28,1	224	21,9
20 à 64 ans	596	57,8	601	58,7
65 ans ou plus	145	14,1	198	19,4

Source : Insee, RP2009 exploitation principale.

POP G2 - Population par grande tranche d'âge



Sources : Insee, RP1999 et RP2009 exploitations principales.

Globalement, la population de Haybes est plutôt jeune, en considérant qu'en 2009, **35% de la population est âgée de moins de 30 ans**.

Ce constat laisse présager d'une population dynamique, en âge de travailler et de consommer. En considérant la période d'observation 1999-2009, on relève toutefois une nette **tendance au vieillissement de la population**, à en juger par :

- la baisse de la part représentative des moins de 30 ans depuis 1999,
- la hausse significative des personnes âgées de plus de 45 ans et de la dernière tranche d'âge des « 75 ans et plus »,
- et l'indice de vieillissement[7] qui passe de 0,78 à 0,87 entre 1999 et 2009.

Concernant la structure par sexe de la population, les femmes sont légèrement plus nombreuses que les hommes.

1.4.4. ÉVOLUTION ET TRAITS CARACTÉRISTIQUES PRINCIPAUX DES MÉNAGES[8]

Les données des recensements de la population effectués depuis 1968 indiquent que **le nombre de ménages de Haybes augmente constamment, et de façon importante sur la période la plus récente** (1999-2009).

Cette hausse régulière est parfois contraire à l'évolution générale de la population totale.

Année du RGP	Nombre de ménages	Évolution en nombre
1968	683	-
1975	720	+ 37
1982	761	+ 41
1990	773	+ 12
1999	800	+ 27
2009	849	+49

Entre 1968 et 2009, la commune compte 166 ménages supplémentaires.

[7] **L'indice de vieillissement (I.D.V.)** est un indicateur particulièrement bien adapté pour la lecture du vieillissement de la population. Il indique le rapport entre la part des plus âgés (60 ans et +) et celle des plus jeunes (moins de 20 ans). Plus l'indice est proche de 100 (ou 1), plus le vieillissement est important, et si l'indice vient à dépasser ce seuil, cela signifie que la part des personnes âgées de plus de 60 ans dépassent désormais celle des jeunes de moins de 20 ans.

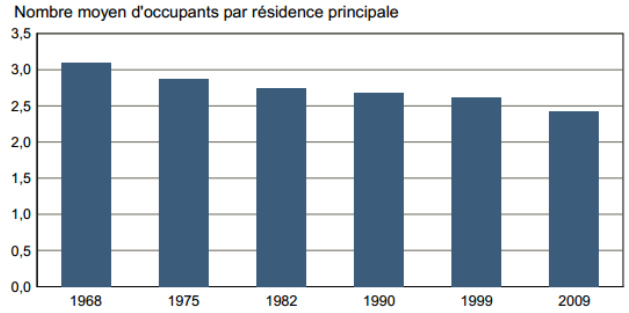
[8] Un **ménage**, au sens statistique, est défini comme l'ensemble des occupants d'une résidence principale, qu'ils aient ou non des liens de parenté. Un ménage peut ne comprendre qu'une seule personne (source I.N.S.E.E.).

Ce constat s'explique, pour l'essentiel, par le **phénomène de décohabitation** que l'on observe d'ailleurs au niveau national et qui se traduit par une baisse du nombre moyen d'occupants par résidence principale. Ainsi, à Haybes ce nombre s'avère en constante diminution depuis 1968. Parallèlement, les données soulignent une tendance à la **hausse des ménages d'une personne entre 1999 et 2009**, passant de 24% à 25,5%.

De plus, on relève que **cette augmentation des ménages d'une personne s'observe dans les tranches d'âges les plus jeunes** (de 15 à 39 ans). À l'inverse, les personnes âgées de plus de 55 ans déclarant vivant seules sont moins nombreuses en 2009 qu'en 1999.

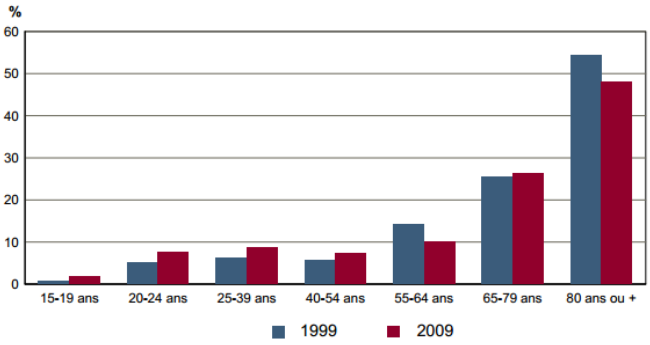
Enfin, les **couples mariés restent majoritaires** et représentent un peu plus de 50% des ménages.

FAM G1M - Évolution de la taille des ménages



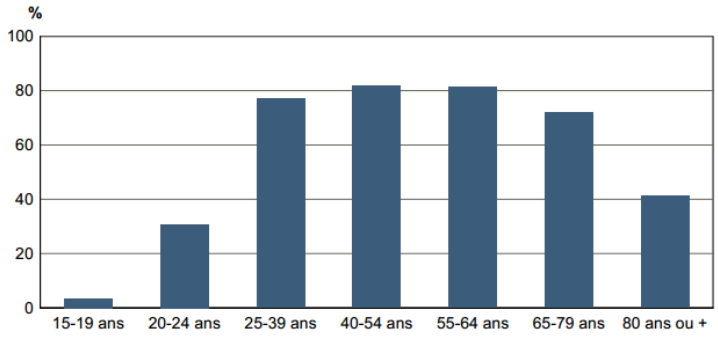
Sources : Insee, RP1968 à 1990 dénombrements - RP1999 et RP2009 exploitations principales.

FAM G2 - Personnes de 15 ans ou plus vivant seules selon l'âge - population des ménages



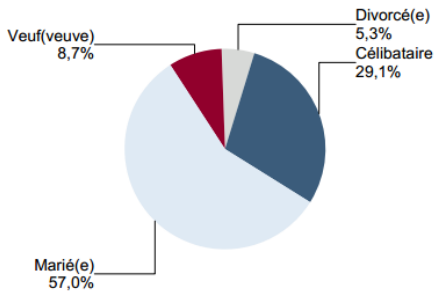
Sources : Insee, RP1999 et RP2009 exploitations principales.

FAM G3 - Personnes de 15 ans ou plus déclarant vivre en couple selon l'âge en 2009



Source : Insee, RP2009 exploitation principale.

FAM G4 - État matrimonial légal des personnes de 15 ans ou plus en 2009



Source : Insee, RP2009 exploitation principale.

1.5 POPULATION ACTIVE ET INACTIVE

1.5.1. COMPOSITION DE LA POPULATION ACTIVE ET INACTIVE EN 2009

La population active de Haybes est en hausse, de même que le pourcentage d'actifs ayant un emploi (57% en 1999 contre 63,4% en 2009).

Sans surprise, **la majorité des actifs se situe dans la tranche d'âge des "25-54 ans".**

Concernant la population inactive, **la part des retraités ou pré-retraités est en hausse** par rapport à 1999.

EMP T1 - Population de 15 à 64 ans par type d'activité

	2009	1999
Ensemble	**1 314**	**1 309**
Actifs en %	73,6	68,2
dont :		
actifs ayant un emploi en %	63,4	57,0
chômeurs en %	10,1	10,7
Inactifs en %	26,4	31,8
élèves, étudiants et stagiaires non rémunérés en %	8,1	12,1
retraités ou préretraités en %	7,6	6,7
autres inactifs en %	10,7	12,9

En 1999, les militaires du contingent formaient une catégorie d'actifs à part.

Sources : Insee, RP1999 et RP2009 exploitations principales.

EMP T2 - Activité et emploi de la population de 15 à 64 ans par sexe et âge en 2009

	Population	Actifs	Taux d'activité en %	Actifs ayant un emploi	Taux d'emploi en %
Ensemble	**1 314**	**966**	**73,6**	**833**	**63,4**
15 à 24 ans	221	105	47,5	71	32,1
25 à 54 ans	836	756	90,4	669	80,0
55 à 64 ans	256	105	41,0	93	36,3
Hommes	663	513	77,3	457	68,9
15 à 24 ans	124	60	48,4	43	34,7
25 à 54 ans	402	394	98,0	359	89,3
55 à 64 ans	137	59	43,1	55	40,1
Femmes	651	454	69,7	377	57,8
15 à 24 ans	97	45	46,4	28	28,9
25 à 54 ans	435	363	83,4	310	71,4
55 à 64 ans	119	46	38,7	38	31,9

Source : Insee, RP2009 exploitation principale.

On observe une baisse notable du taux de chômage entre 1999 et 2009, lequel atteint en 2009 une valeur relativement peu élevée (13,8% au sens du recensement[9]).

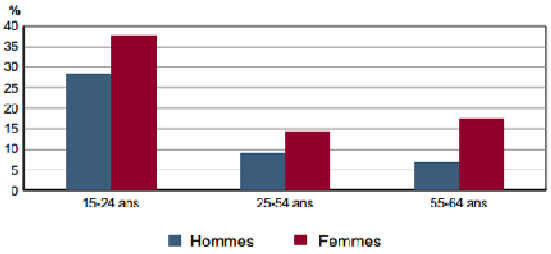
Quelle que soit la tranche d'âges, **ce fléau touche davantage les femmes** que les hommes.

EMP T4 - Chômage (au sens du recensement) des 15-64 ans

	2009	1999
Nombre de chômeurs	**133**	**140**
Taux de chômage en %	13,8	15,7
Taux de chômage des hommes en %	10,9	8,0
Taux de chômage des femmes en %	17,0	26,2
Part des femmes parmi les chômeurs en %	57,9	70,7

Sources : Insee, RP1999 et RP2009 exploitations principales.

EMP G2 - Taux de chômage (au sens du recensement) des 15-64 ans par sexe et âge en 2009



Source : Insee, RP2009 exploitation principale.

[9] Le taux de chômage au sens du recensement de la population est la proportion du nombre de chômeurs au sens du recensement dans la population active au sens du recensement.

Selon les critères de l'I.N.S.E.E., Haybes fait partie de la zone d'emplois de Charleville-Mézières.

En 2009, les actifs de Haybes ayant un emploi sont majoritairement des **ouvriers et des employés salariés, dont le nombre a augmenté depuis 1999.**

EMP T3 - Population active de 15 à 64 ans selon la catégorie socioprofessionnelle

	2009	dont actifs ayant un emploi	1999	dont actifs ayant un emploi
Ensemble	**965**	**825**	**888**	**740**
dont :				
Agriculteurs exploitants	4	4	4	4
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	60	52	52	52
Cadres et professions intellectuelles sup.	40	40	32	32
Professions intermédiaires	184	168	144	128
Employés	280	248	264	216
Ouvriers	389	312	388	308

Sources : Insee, RP1999 et RP2009 exploitations complémentaires.

1.5.2. CARACTÉRISTIQUES DE L'EMPLOI

L'**industrie** ainsi que le **commerce, les transports et les services divers** représentent à eux deux, plus de **70% des emplois haybois.**

Entre 1999 et 2009, **l'emploi dans le secteur de la construction enregistre une progression** et au contraire, a **reculé dans le secteur regroupant l'administration publique, l'enseignement, la santé et l'action sociale**.

En 2009, la majorité des actifs occupant un statut de salarié **bénéficie d'un Contrat à Durée Indéterminée (C.D.I.) ou est titulaire de la fonction publique.**

EMP T8 - Emplois selon le secteur d'activité

	2009				1999	
	Nombre	%	dont femmes en %	dont salariés en %	Nombre	%
Ensemble	**450**	**100,0**	**38,1**	**89,5**	**413**	**100,0**
Agriculture	4	0,9	100,0	100,0		0,0
Industrie	176	39,1	18,2	95,4	145	35,1
Construction	39	8,7	0,0	72,0	4	1,0
Commerce, transports, services divers	144	32,0	55,9	86,1	124	30,0
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	87	19,3	63,1	90,7	140	33,9

Sources : Insee, RP1999 et RP2009 exploitations complémentaires lieu de travail.

ACT T1 - Population de 15 ans ou plus ayant un emploi selon le statut en 2009

	Nombre	%	dont % temps partiel	dont % femmes
Ensemble	**835**	**100,0**	**19,7**	**45,3**
Salariés	766	91,7	20,4	46,1
Non salariés	69	8,3	11,6	36,2

Source : Insee, RP2009 exploitation principale.

ACT T2 - Statut et condition d'emploi des 15 ans ou plus selon le sexe en 2009

	Hommes	%	Femmes	%
Ensemble	**457**	**100,0**	**379**	**100,0**
Salariés	413	90,4	354	93,4
Titulaires de la fonction publique et contrats à durée indéterminée	364	79,6	302	79,9
Contrats à durée déterminée	26	5,7	33	8,7
Intérim	4	0,9	3	0,8
Emplois aidés	5	1,1	10	2,6
Apprentissage - stage	14	3,1	5	1,3
Non salariés	44	9,6	25	6,6
Indépendants	8	1,8	16	4,2
Employeurs	36	7,9	8	2,1
Aides familiaux	0	0,0	1	0,3

Source : Insee, RP2009 exploitation principale.

1.5.3. NIVEAU DE QUALIFICATION

Scolarisation :

En 2009, les haybois de 6 à 17 ans sont scolarisés à hauteur d'au moins 98% d'entre eux.

Le taux de scolarisation jusqu'à 24 ans est plus mesuré mais il reste très satisfaisant et en augmentation par rapport à 1999.

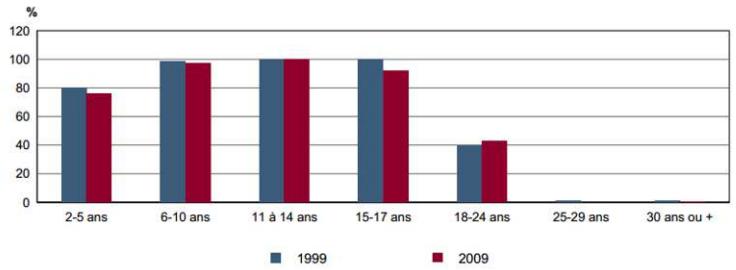
On relève toutefois une diminution de ce taux dans les classes d'âge inférieures.

FOR T1 - Scolarisation selon l'âge et le sexe en 2009

	Ensemble	Population scolarisée	Part de la population scolarisée en %		
			Ensemble	Hommes	Femmes
2 à 5 ans	91	69	75,8	74,6	78,6
6 à 10 ans	138	134	97,1	98,5	95,8
11 à 14 ans	118	118	100,0	100,0	100,0
15 à 17 ans	76	70	92,1	91,5	93,1
18 à 24 ans	145	62	42,8	44,2	41,2
25 à 29 ans	110	0	0,0	0,0	0,0
30 ans ou plus	1 326	5	0,4	0,6	0,1

Source : Insee, RP2009 exploitation principale.

FOR G1 - Taux de scolarisation selon l'âge



Sources : Insee, RP1999 et RP2009 exploitations principales.

Qualification de la population non scolarisée :

D'une façon générale, la population locale est peu qualifiée, mais on constate une augmentation globale du pourcentage de personnes diplômées depuis 1999, au-delà du baccalauréat.

Prés de **30% des personnes ayant plus de 15 ans sont diplômés d'un C.A.P. ou d'un B.E.P**.

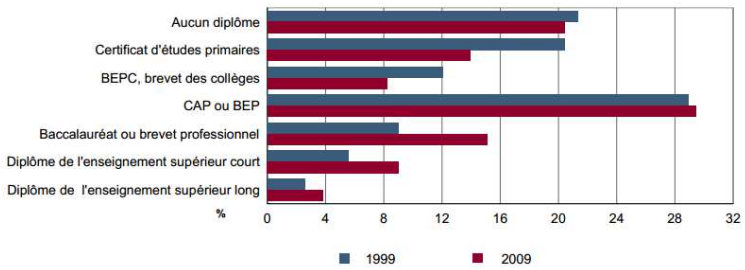
En conclusion, la population active hayboise offre une **main d'œuvre spécialisée mais peu qualifiée.**

FOR T2 - Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus selon le sexe en 2009

	Ensemble	Hommes	Femmes
Population non scolarisée de 15 ans ou plus	**1 520**	**727**	**793**
Part des titulaires en % :			
- d'aucun diplôme	20,4	19,6	21,2
- du certificat d'études primaires	14,0	11,2	16,5
- du BEPC, brevet des collèges	8,2	6,2	10,1
- d'un CAP ou d'un BEP	29,4	36,6	22,9
- d'un baccalauréat ou d'un brevet professionnel	15,1	14,5	15,7
- d'un diplôme de l'enseignement supérieur court	9,0	8,1	9,8
- d'un diplôme de l'enseignement supérieur long	3,8	3,9	3,8

Source : Insee, RP2009 exploitation principale.

FOR G2 - Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus



Sources : Insee, RP1999 et RP2009 exploitations principales.
RP : Recensement de la population

1.5.4. MIGRATIONS DOMICILE - TRAVAIL

En 2009, **24 % des actifs ayant un emploi travaillent et résident sur le territoire communal de Haybes** (200 personnes). Ce pourcentage est baisse par rapport à 1999 et 1990, où il s'élevait respectivement à 29% et 33%, ce qui annonce un **déclin progressif de l'emploi local**.

L'industrie a participé au développement économique de la Pointe des Ardennes, dans laquelle Haybes est située. Aujourd'hui, les entreprises sont moins nombreuses et globalement moins créatrices d'emplois.

Cette situation contraint dès lors **les habitants à travailler en dehors et de plus en plus loin de leur commune de résidence**. On peut citer par exemple les employeurs suivants du secteur de la Vallée de la Meuse :

- À Fumay : l'entreprise Nexans qui emploie 195 personnes (au 1er mai 2013) et la société Fab 21 (ex. Godart) qui emploie 81 personnes (au 3 décembre 2013),
- le C.N.P.E. de Chooz,
- Schulman Plastics à Givet (environ 90 personnes),
- Électrolux à Revin.

En dépit de cette situation générale, **le territoire de Haybes peut encore s'enorgueillir de la présence de trois activités dont le niveau d'emplois reste important : la Fonte Ardennaise** (FA4, 80 personnes environ), **I.M.R.I.** (20 personnes environ) **et la scierie Baret** (15 personnes environ).

S'ajoutent à ces entreprises du secteur privé, l'Institut Médico-Éducatif (I.M.E.) et le groupe scolaire, pourvoyeurs d'emplois.

1.6 LOGEMENTS

1.6.1. ÉVOLUTION ET COMPOSITION DU PARC DE LOGEMENTS

En 2009, **le nombre total de logements recensés sur la commune de Haybes s'élevait à 971 unités**, soit une augmentation de près de 7,5% par rapport à 1999.

LOG T1M - Evolution du nombre de logements par catégorie

	1968	1975	1982	1990	1999	2009
Ensemble	**747**	**802**	**876**	**877**	**904**	**971**
Résidences principales	683	720	761	773	800	849
Résidences secondaires et logements occasionnels	31	29	45	32	59	33
Logements vacants	33	53	70	72	45	89

Sources : Insee, RP1968 à 1990 dénombrements RP1999 et RP2009 exploitations principales.

LOG T2 - Catégories et types de logements

	2009	%	1999	%
Ensemble	**971**	**100,0**	**904**	**100,0**
Résidences principales	849	87,5	800	88,5
Résidences secondaires et logements occasionnels	33	3,4	59	6,5
Logements vacants	89	9,1	45	5,0
Maisons	868	89,4	793	87,7
Appartements	98	10,1	78	8,6

Sources : Insee, RP1999 et RP2009 exploitations principales.

On relève une **hausse constante du nombre total de logement depuis 1968**. Cette augmentation s'applique aux résidences principales et secondaires mais également aux logements vacants.

Le rythme de constructions est positif quelque soit la période d'observation, même s'il a connu un net ralentissement entre 1982 et 1990. **Avec la création du lotissement "Les Zyvages", les années 2000 ont été marquées par un regain d'activité en termes de constructions.**

	Entre 1968 et 1975	Entre 1975 et 1982	Entre 1982 et 1990	Entre 1990 et 1999	Entre 1999 et 2009
Ensemble des logements	+ 55	+ 74	+ 1	+ 27	+ 67
Résidences principales	+ 37	+ 41	+ 12	+ 27	+ 49
Résidences secondaires et logts occasionnels	- 2	+ 16	+ 13	+ 27	- 26
Logements vacants	+ 20	+ 17	+ 2	- 27	+ 26
Maisons	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	+ 75
Appartements	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	+ 20

- **Résidences principales**
  La hausse est constante et irrégulière ; elle est plus marquée sur la période 1975-1982 ainsi que sur la dernière décennie.

La stabilité relative de la population totale hayboise, conjuguée à un desserrement des ménages, a conduit à une augmentation globale du parc de logements au profit des résidences principales. Cette hausse résulte aussi et surtout de la création, sous l'impulsion communale, du quartier d'habitat "les Zyvages" (2 phases de commercialisation pour en total de 40 logements).

❖ **Logements vacants**

La présence de logements vacants est nécessaire pour assurer la fluidité du parc et permettre le parcours résidentiel («vacance de rotation»). Il est admis qu'un taux de vacance proche de 7% permet d'y répondre, ce qui est largement le cas à Haybes, dont le taux était de l'ordre de 9,1% en 2009. Notons néanmoins que ce taux a sensiblement augmenté par rapport à 1999, où il s'élevait à environ 5%.

❖ **Résidences secondaires**

La part des résidences secondaires reste marginale et elle enregistre des variations tantôt négative, tantôt positive sur les quarantaines dernières années.

Statistiques communales sur la construction neuve
Autorisations délivrées sur les communes de :
HAYBES

année	Nombre de logements autorisés				
	individuels purs	individuels groupés	collectifs	en résidence	total
1990	2	0	0	0	2
1991	2	0	0	0	2
1992	2	0	0	0	2
1993	1	0	0	0	1
1995	2	0	0	0	2
1996	5	0	0	0	5
1997	3	0	0	0	3
1998	11	0	0	0	11
1999	5	0	0	0	5
2000	3	2	2	0	7
2001	5	0	0	0	5
2002	7	0	0	0	7
2003	8	0	0	0	8
2004	14	0	0	0	14
2005	7	0	0	0	7
2006	4	0	0	0	4
2007	7	0	0	0	7
2011	1	1	0	0	2
2012	2	0	0	0	2
2013	1	0	0	0	1

Source : © Données Sitadel – Ministère de l'Ecologie, de l'Energie
du Développement durable et de l'Aménagement du territoire – Mai 2013

1.6.2. TRAITS CARACTÉRISTIQUES DES RÉSIDENCES PRINCIPALES

Selon les statistiques de 2009, les résidences principales hayboises sont majoritairement :

- **occupées par des propriétaires** (73,3%),
- **de grande taille** (59,6% environ sont constitués d'au moins 5 pièces en 2009, contre 51,1% en 1999). Ces statistiques reflètent l'inadéquation entre le nombre moyen de personnes par ménages (moins de 2,5) et le nombre moyen de pièces par résidence principales (4,9). Bien qu'étant majoritairement de petite taille, les ménages préfèrent avant tout se loger dans de grands logements.
- **et de niveau de confort satisfaisant.** Les effets induits des différentes Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat (O.P.A.H.), ne sont sans doute pas étrangers à ce constat. La dernière O.P.A.H. de Revitalisation Rurale s'est achevée en janvier 2012 (voir ci-après).

S'ajoutent à ces traits caractéristiques principaux, **la présence significative du parc locatif (privé et social)**, qui représente environ 25% des résidences principales en 2009. Malgré cela, la **part des appartements est minoritaire** (environ 10% des résidences principales) et en baisse par rapport à 1999. Signalons que ce type de logement se situe principalement au niveau des rues Abbé Hubert, Saint-Louis et Bizet.

LOG T7 - Résidences principales selon le statut d'occupation

	2009				1999	
	Nombre	%	Nombre de personnes	Ancienneté moyenne d'emménagement en année(s)	Nombre	%
Ensemble	**849**	**100,0**	**2 054**	**19**	**800**	**100,0**
Propriétaire	623	73,3	1 570	23	560	70,0
Locataire	210	24,8	454	8	218	27,3
dont d'un logement HLM loué vide	33	3,9	50	11	34	4,3
Logé gratuitement	16	1,9	30	23	22	2,8

Sources : Insee, RP1999 et RP2009 exploitations principales.

LOG T3 - Résidences principales selon le nombre de pièces

	2009	%	1999	%
Ensemble	**849**	**100,0**	**800**	**100,0**
1 pièce	4	0,5	3	0,4
2 pièces	20	2,4	36	4,5
3 pièces	95	11,2	108	13,5
4 pièces	224	26,4	244	30,5
5 pièces ou plus	506	59,6	409	51,1

Sources : Insee, RP1999 et RP2009 exploitations principales.

LOG T4 - Nombre moyen de pièces des résidences principales

	2009	1999
Nombre moyen de pièces par résidence principale	4,9	4,7
- maison	5,1	4,9
- appartement	3,3	3,2

Sources : Insee, RP1999 et RP2009 exploitations principales.

LOG T8M - Confort des résidences principales

	2009	%	1999	%
Ensemble	**849**	**100,0**	**800**	**100,0**
Salle de bain avec baignoire ou douche	828	97,5	751	93,9
Chauffage central collectif	44	5,2	9	1,1
Chauffage central individuel	552	65,0	539	67,4
Chauffage individuel "tout électrique"	79	9,3	76	9,5

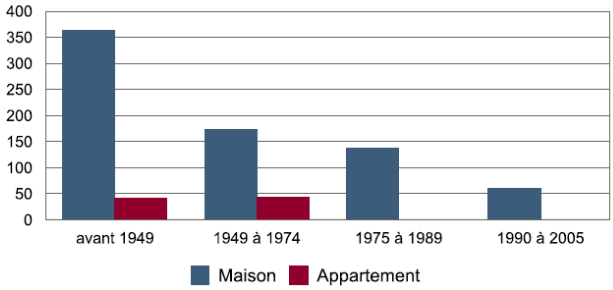
Sources : Insee, RP1999 et RP2009 exploitations principales.

LOG T5 - Résidences principales en 2008 selon la période d'achèvement

	Nombre	%
Résidences principales construites avant 2006	**825**	**100,0**
Avant 1949	408	49,5
De 1949 à 1974	218	26,4
De 1975 à 1989	138	16,8
De 1990 à 2005	61	7,4

Source : Insee, RP2008 exploitation principale.

LOG G1 - Résidences principales en 2008 selon le type de logement et la période d'achèvement



Résidences principales construites avant 2006.

Source : Insee, RP2008 exploitation principale.

Le parc de logements n'est pas très ancien, eu égard aux destructions plus ou moins massives lors des 1ère et 2ème guerres mondiales. La moitié des logements a été construite après ces conflits mondiaux (périodes de reconstruction).

Sous l'égide de la Communauté de Communes Ardenne Rives de Meuse (C.C.A.R.M.), la commune de Haybes s'est vue concernée par la mise en œuvre d'**Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat (O.P.A.H.), depuis la fin des années 1990.**

Le Syndicat Mixte du Pays des Vallées de Meuse et Semoy, soutenu notamment par l'Agence Nationale de l'Habitat (A.N.A.H.), ont mené une O.P.A.H. dite de Revitalisation Rurale entre 2007 et 2012. Cette opération s'est déroulée sur les territoires de la Communauté de Communes Meuse et Semoy, de la C.C.A.R.M. et des communes de Revin et Anchamps, pour un total de 28 communes.

Pour cette O.P.A.H. R.R., la Région Champagne-Ardenne et la C.C.A.R.M. ont participé au financement des aides aux propriétaires occupants.

Par ailleurs, la C.C.A.R.M. soucieuse de valoriser l'image de son territoire a attribué des subventions parallèles et indépendantes des autres aides O.P.A.H. Il s'agit notamment des aides « Toitures et Façades » ainsi que de la « Prime Communautaire à l'Amélioration de l'Habitat » (P.C.A.H.). Cette dernière est attribuée aux propriétaires dotés de revenus supérieurs à ceux retenus par l'ANAH et qui ne peuvent émarger aux aides de cet organisme.

Voici un tableau récapitulatif des dossiers retenus sur la commune de Haybes.

Années	**Nombre de dossiers subventionnés**			
	Aides aux propriétaires occupants	Aides Toitures	Aides Façades	P.C.A.H.
2007	13	14	1	8
2008	14	16	4	9
2009	23	41	0	3
2010	18	77	1	11
2011	5	25	4	5
2012	11	1	4	1
TOTAL	**84**	**174**	**14**	**37**

Source : données fournies par la C.C.A.R.M.

Désormais, les propriétaires peuvent recourir au **programme « Habiter mieux en Ardennes »**, mis en place en partenariat avec le Conseil Général des Ardennes et l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat (A.N.A.H.). Il sera effectif sur la période 2012-2017 et a pour objectif de lutter contre l'habitat indigne dans le parc privé du département ardennais. Pour ce faire, des aides sont attribuées aux propriétaires, occupants ou bailleurs, sous certaines conditions, pour des travaux de réhabilitation et de réduction des dépenses énergétiques. Aussi, pour informer et accompagner au mieux les bénéficiaires dans leurs démarches, des conseils gratuits et personnalisés sont accordés par des opérateurs spécialisés.

1.6.3. ÉTAT DU PARC SOCIAL LOCATIF

Les statistiques de l'I.N.S.E.E. de 2009 dénombrent **33 logements HLM loués vides**. Ces chiffres se corroborent avec ceux fournis par **les deux bailleurs sociaux** présents à ce jour à Haybes :

- **Espace Habitat**
  Il gère à ce jour **22 logements**, dont 4 sont situés dans des maisons de ville rue du Rivage et rue André Cunin, et 18 de type collectif place du Vivier.

- **Habitat 08**
  Il gère à ce jour **12 logements** de type collectif et situés rue Abbé Hubert.

A ce jour, **la Ville de Haybes loue 17 logements** sur le territoire communal :

- Résidence Billuart : 6 logements de type studio – foyer et situés 2 rue Saint-Louis

- Ecole des Garçons : 3 logements
- Ecole maternelle : 1 logement
- Ecole des Filles : 4 logements

} Ex-logements d'instituteurs et/ou institutrices, situés rue Bizet

- Foyer communal : 1 logement
- Rue du Monument : 1 logement
- Bibliothèque : 1 logement

Tous ces logements ne sont pas concernés par de la vacance prolongée.

1.6.4. DÉTERMINATION DU « POINT MORT » SUR LA PÉRIODE 1999-2009

Ce point mort vise le seuil minimal de logements à réaliser pour maintenir le niveau démographique communal sur une période donnée, autrement dit pour ne pas perdre de la population.

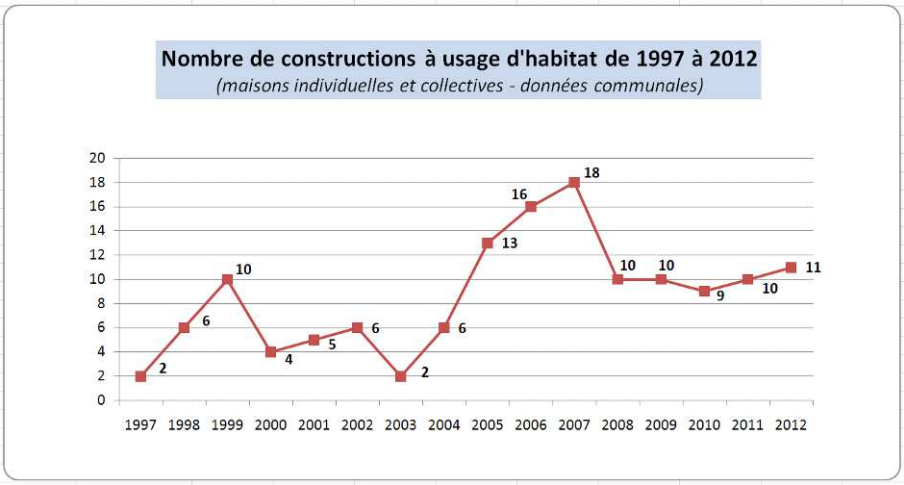
Cet indice prend en compte :

- **le desserrement de la population**, induisant une augmentation du nombre de ménages à population égale, en raison pour l'essentiel du vieillissement de la population et de l'évolution des structures familiales (décohabitations : divorces, départs des jeunes du foyer familial, etc.),
- **le renouvellement du parc**, correspondant aux logements abandonnés, détruits ou transformés, qui "absorbe" une part de la construction neuve,
- ainsi **que les variations du nombre de résidences secondaires et de logements vacants**, qui a un impact fort (à la hausse ou à la baisse) sur le nombre de résidences principales d'un territoire donné.

Qu'en est-il à Haybes ?

La période retenue pour déterminer ce point mort s'appuie sur les statistiques de l'I.N.S.E.E. disponibles à ce jour, à savoir de **1999 à 2009**.

Le nombre total de **constructions neuves à usage d'habitat** sur cette même période s'élève à **68**[10] (maisons individuelles ou collectives).



L'exploitation de l'ensemble de ces données conduit à évaluer **le « point mort » de Haybes à 78 logements entre 1999 et 2009, soit une moyenne de 7 à 8 logements par an.**

Entre 1999 et 2009, 6 à 7 logements par an en moyenne ont été construits à Haybes, ce qui s'est avéré insuffisant pour :

- maintenir la population à son niveau de 1999,
- ou promouvoir une hausse de la population (effet démographique).

	Total 1999-2009
Desserrement des ménages	**1**
Renouvellement du parc	**59**
Variations Résidences Secondaires et Logements Vacants	**18**
Point mort	**78**
Constructions neuves à usage d'habitat (données mairie)	68
Effet démographique	0

Conclusion :
Sur cette période de 1999 à 2009, la baisse démographique aurait sans doute été encore plus importante si les opérations immobilières réalisées depuis 2005 n'avaient pas eu lieu.

[10]Source : selon données communales

1.6.5. ÉVALUATION DE LA DEMANDE DE LOGEMENTS

Des **demandes régulières de terrains à bâtir ou de logements locatifs sont enregistrées auprès du secrétariat de mairie**.

Avant la période actuelle de crise économique commencée en fin d'année 2008, une dizaine de demandes était formulée par mois en moyenne. Elle est actuellement variable mais l'essentiel de la demande se maintient toutefois vers les terrains à bâtir, avec pour preuve la commercialisation récente et satisfaisante des terrains communaux bordant la rue Pirot Simon (depuis 2011 / 2012).

STATISTIQUES COMMUNALES COMPLÉMENTAIRES : Nombre annuel de Déclarations d'Intention d'Aliéner (DIA) reçues en mairie	
Année 2003	37
Année 2004	32
Année 2005	25
Année 2006	34
Année 2007	31
Année 2008	22

On constate en parallèle une tendance mesurée à la réhabilitation de constructions plus ou moins anciennes dans le centre bourg, suscitée par la mise en œuvre des Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat successives.

1.7 EMPLOI ET ACTIVITÉS

1.7.1. APPROCHE GLOBALE SUR LE TERRITOIRE DE HAYBES

Les statistiques disponibles au 31 décembre 2009 indiquent que le territoire communal regroupe **101 établissements**, **tournés majoritairement vers le commerce, les transports et les services divers** (48,5% des établissements).

Les établissements actifs dans le secteur de **l'industrie** sont ensuite les plus représentés, avant la construction et le secteur public (administration, enseignement, santé et action sociale).

Les activités liées à l'agriculture, la sylviculture et la pêche sont les plus faiblement représentées (environ 9% des établissements).

CEN T1 - Établissements actifs par secteur d'activité au 31 décembre 2010

	Total	%	0 salarié	1 à 9 salarié(s)	10 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 salariés ou plus
Ensemble	**101**	**100,0**	**63**	**29**	**4**	**3**	**2**
Agriculture, sylviculture et pêche	8	7,9	8	0	0	0	0
Industrie	16	15,8	6	6	2	1	1
Construction	15	14,9	6	9	0	0	0
Commerce, transports et services divers	49	48,5	34	14	0	1	0
dont commerce, réparation auto	13	12,9	7	6	0	0	0
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	13	12,9	9	0	2	1	1

Champ : ensemble des activités.
Source : Insee, CLAP.

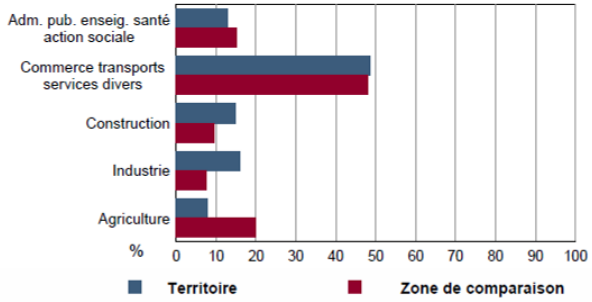
Définitions de l'I.N.S.E.E. :

Entreprise : *L'entreprise est la plus petite combinaison d'unités légales qui constitue une unité organisationnelle* ***de production de biens et de services*** *jouissant d'une certaine autonomie de décision, notamment pour l'affectation de ses ressources courantes.*

Établissements : ***L'établissement est une unité de production géographiquement individualisée, mais juridiquement dépendante de l'entreprise****. Un établissement produit des biens ou des services : ce peut être une usine, une boulangerie, un magasin de vêtements, un des hôtels d'une chaîne hôtelière, la « boutique » d'un réparateur de matériel informatique...*

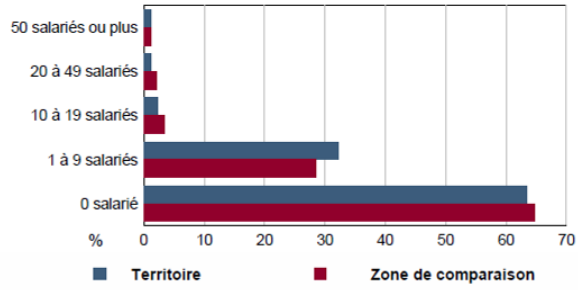
L'établissement, unité de production, constitue le niveau le mieux adapté à une approche géographique de l'économie*.*

CEN G1 - Répartition des établissements actifs par secteur d'activité au 31 décembre 2010



Champ : ensemble des activités.
Source : Insee, CLAP.

CEN G2 - Répartition des établissements actifs par tranche d'effectif salarié au 31 décembre 2010



Champ : ensemble des activités.
Source : Insee, CLAP.

1.7.2. IDENTIFICATION DES ENTITÉS ÉCONOMIQUES HAYBOISES

1.7.2.1 Zone d'activités de l'Espérance

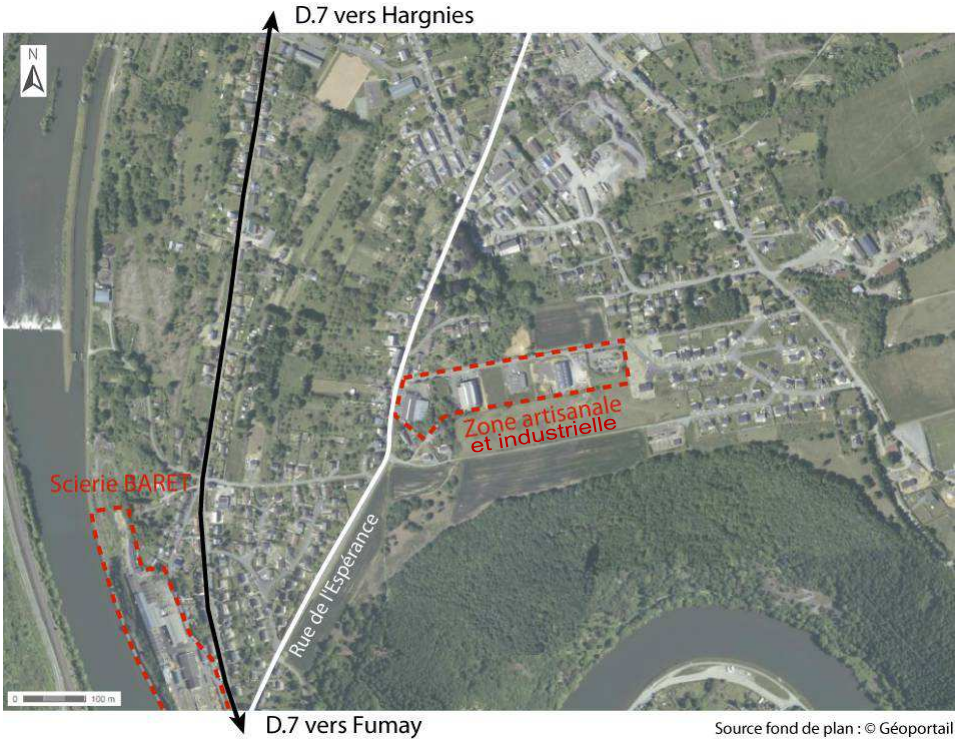
Située rue des Mésanges et accessible depuis la rue de l'Espérance, **elle accueille à ce jour quatre entreprises à vocation industrielle et artisanale, ainsi que l'une des déchetteries de la Communauté de Communes Ardenne Rives de Meuse.**

Par son intégration au tissu urbain et sa proximité avec un quartier d'habitat important (lotissement des Dzivages), ce petit pôle économique apparaît relativement bien placé par rapport à l'existant. Néanmoins, compte tenu de sa position au pied d'un versant partiellement déboisé, cette zone d'activités tend à générer un impact dans le paysage depuis les points hauts de la ville *(voir chapitres ci-après sur l'analyse paysagère)*.

Dénomination sociale	Activités principales	Nombre d'emplois indicatif*
Fonderie HAMEL	Fonderie de métaux non ferreux et alliages	10
Haybes Salaisons	Boucherie-charcuterie (spécialités ardennaises)	8
I.M.R.I. (Installation Maintenance Réparation Industrielle)	Installation et maintenance industrielle	20
Haybes Matériaux	Vente de matériaux de construction	2
Déchèterie des Zivages	Gestion des déchets spéciaux	1
TOTAL : 5 établissements		**TOTAL : 41 personnes**

Source : informations en lignes sur le site internet de Haybes, en mai 2013

⇨ Sur les 2,7 hectares environ que compte la Z.A., il n'y a plus de terrains disponibles.



1.7.2.2 Scierie BARET

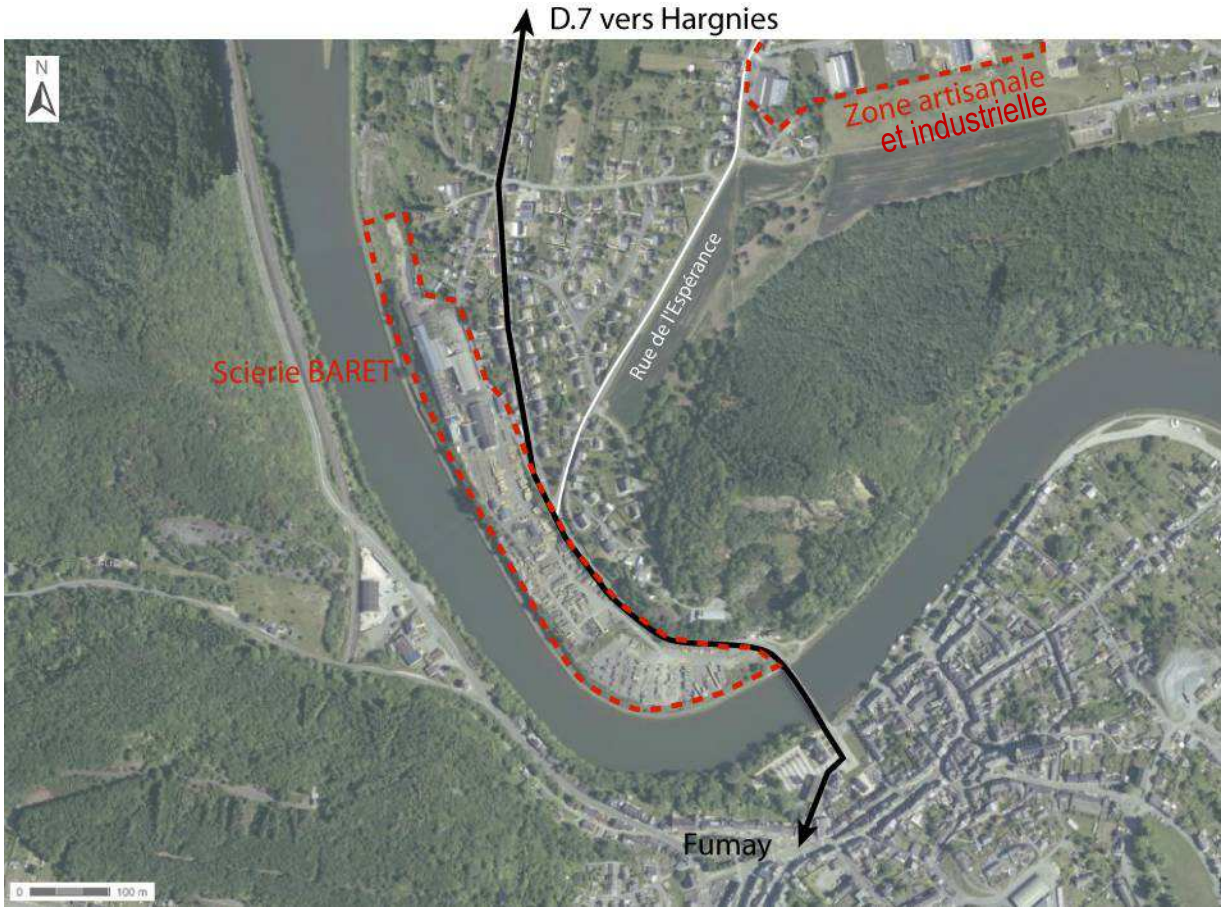
Source : site internet de la commune de Haybes ; http://ets-baret.fr/

Etablis en entrée de ville, entre la Meuse et la rue Saint-Louis, sur une surface d'environ 7 ha, **les établissements BARET forment une entité économique à part entière**. Celle-ci est destinée à l'exploitation du bois (sciage et rabotage) et emploie à ce jour environ 15 personnes à Haybes.

Il y a 50 ans, les établissements BARET ont commencé à fournir le bassin minier et les industries du nord et de l'est de la France. Suite à un développement régulier et en s'appuyant sur sa position géographique privilégiée, l'entreprise fournit désormais des bois sciés et des traverses dans toute l'Europe.

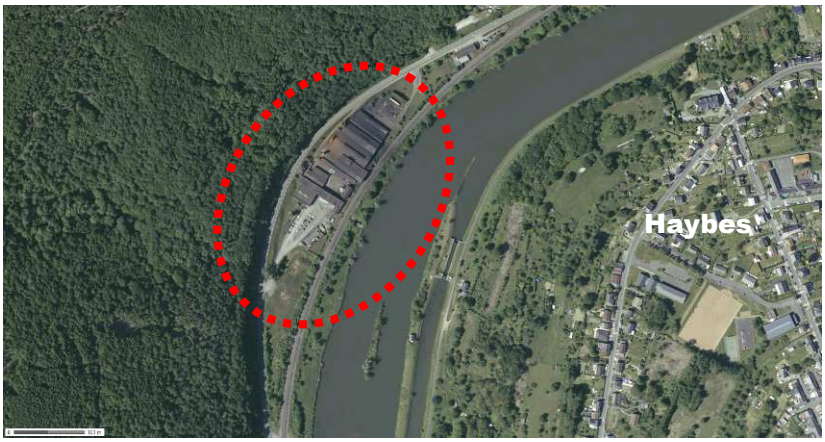


Sources : http://ets-baret.fr/



Source : © Géoportail

1.7.2.3 Fonte Ardennaise (FA 4)



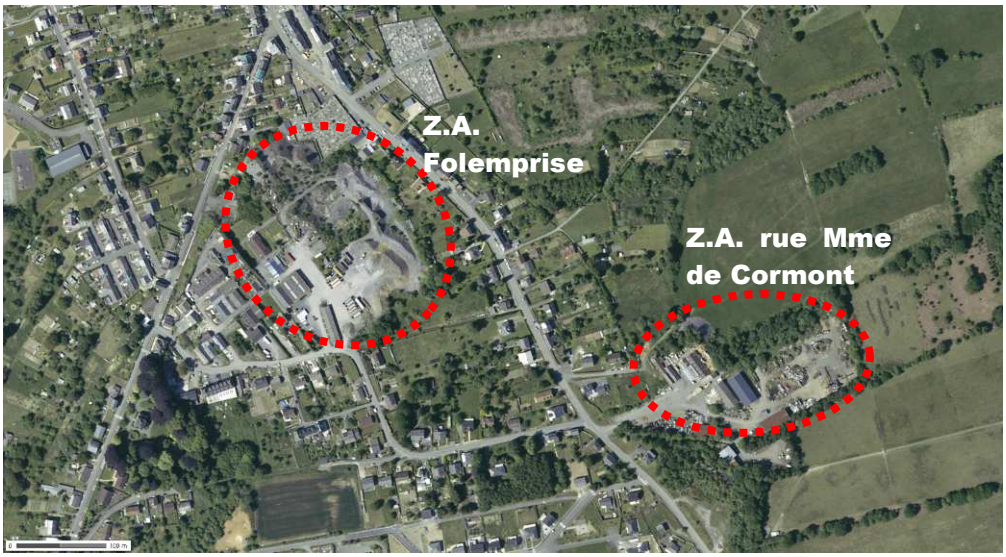
Le site installé à Haybes emploie environ 80 personnes.
Il est implanté sur une surface approché de 3 ha environ, à l'écart du bourg-centre, entre la R.D. 8051 et l'emprise ferroviaire.

Source : © Geoportail



1.7.2.4 Z.A. Folemprise

L'ancienne ardoisière de l'Espérance constitue elle aussi une entité économique à part entière. Cette zone d'activités est accessible depuis la rue de l'Espérance (environ 4 ha). Elle accueille actuellement les sociétés de Transports ROBINET.



Source : © Geoportail

1.7.2.5 Z.A. rue Madame de Cormont

Elle rassemble aujourd'hui plusieurs bâtiments générateurs de nuisances notamment sonores (présence actuelle d'un ferrailleur - Ets Masuy).

1.7.3. ÉQUIPEMENT COMMERCIAL DE HAYBES

Sources : Informations en lignes sur le site internet de Haybes en mai 2013
Plan guide officiel de Haybes - Édition 2013

Pour mémoire, les statistiques de l'I.N.S.E.E., à propos des établissements œuvrant dans le secteur du **commerce, des transports et des services divers,** indiquent au 31 décembre 2010 :

- que la majorité de ces établissements n'a pas de salariés ou en a moins de 10,
- et qu'ils représentent **plus de 48% des établissements haybois actifs** par secteur d'activités. Parmi ces 48%, la part liée au commerce et à la réparation automobile s'élève à près de 13%.

Dans le cadre du Contrat de Redynamisation du Site de Défense de la Ville de Givet, l'État, la Communauté de Communes Ardenne Rives de Meuse, en association avec la Chambre de Communes et d'Industrie et la Chambre des Métiers et de l'Artisanat, ont lancé depuis le 1er mai 2009 **une nouvelle Opération de Restructuration de l'Artisanat et du Commerce (O.R.A.C.),** sur le territoire de la Communauté de Communes.

Le territoire de Haybes est concerné.

À ce jour, les commerces et les services **installés localement sont les suivants :**

- *une boulangerie : ROBINET EDDY - 38 Rue de la Cense (effectif : 3 personnes)*
- *deux salons de coiffure : CLEA COIFFURE - 13 Grande Rue et MIXT'HAIR - Rue du Rivage*
- *une coiffeuse à domicile : ISA BELLE*
- *trois cafés : CAFE DE LA CENSE - Place du Général de Gaulle* (restauration rapide proposée), *THE JULIEN'S PUB - 2 rue de la Cense (bar, petite restauration et dépôt de pain) et Bar - tabac - presse « Le Rivage »*

- *un brocanteur : BLONDEAU NOEL - 42 Rue Saint Louis*
- *un magasin de vente de jouets en bois : AUX JOUETS HAYBOIS - Rue du Monument*
- *une épicerie : AU PRIM'HEURE - 35 rue du Rivage*
- *un boucher/traiteur : SARL SNOECK - 2 Rue des Bouvreuils*
- *une esthéticienne : Chloé CAPOWIEZ - place du Général de Gaulle (onglerie)*
- *une pharmacie « DE LA MEUSE » - 1 rue du rivage (effectif : 5 personnes)*
- *deux entreprises de transport : ROBINET Transports sarl – rue de l'Espérance (bâtiments de l'ancienne ardoisière) et FERREIRA Anthony – rue du Monument prolongé*

- **Plusieurs hôtels et restaurants :**
  . *ERMITAGE DU MOULIN LABOTTE - 52 Rue Edmond Dromart* (hôtel de 10 chambres et restaurant)
  . *LE ROBINSON - 75 Rue Mme De Cormont* (hôtel de 10 chambres / restaurant / bar / traiteur)
  . *LE SAINT HUBERT - 47 Rue André Cunin* (hôtel de 10 chambres / restaurant / bar / traiteur)
  . *Deux friteries - Rue de la Cense et Place du Vivier*
  . *LA DOLCE VITA - Rue du Rivage (pizzéria)*
  . *Une dizaine de gîtes ou meublés de tourisme (Clos Belle Rose, La Roche Noire, etc.)*

⇨ D'une façon générale, le centre bourg de Haybes est bien équipé en commerces et services de proximité. Cet équipement commercial est avantageusement complété par la présence d'un Distributeur Automatique de Billets (rue Pasteur).

1.7.4. PROFESSIONS LIBÉRALES

Source : informations en lignes sur le site internet de l'office de tourisme de Val d'Ardenne, en mai 2013

Les professions libérales sont réparties entre professions réglementées dont le titre est protégé (les plus connues sont, par exemple, les médecins, les avocats, les architectes, les experts-comptables,…) et les autres, non réglementées, qui effectuent notamment des activités de conseil, d'audit, d'expertise, de coaching, de formation, etc.

Les professions libérales peuvent également être présentées en les distinguant selon leur champ d'activités : les professions de santé, celles du droit et enfin celles du secteur technique.

À Haybes, ces professions sont présentes, celles liées à la santé étant majoritaires. On recense ainsi :

- *un pharmacien (TAILLER Philippe), rue du Rivage,*
- *un médecin généraliste, rue du Rivage,*
- *deux kinésithérapeutes, rue du Monument (DELANNOY Luc) et rue du Rivage (FLORES Vanessa),*
- *un infirmier (LOURDEZ Rémi), place du Vivier*
- *une entreprise d'ambulanciers (AMBULANCES BRIDOUX), 22 Grand'Rue (effectif : 11 personnes).*

1.7.5. ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET ARTISANALES

Source : informations en lignes sur le site internet de Haybes, en mai 2013

Les activités industrielles et artisanales sont nombreuses à l'échelle de la commune. L'artisanat est majoritairement tourné vers le domaine du bâtiment.

Sont recensées à ce jour :

- *La Fonte Ardennaise – R.D. 8051 (Unité FA 4 de l'entreprise basée à Vivier-au-Court)*
- *Fonderie HAMEL S.A.R.L. – rue de l'Espérance* (effectif : environ 10 personnes) – fonderie de métaux non ferreux et alliages.
- *I.M.R.I – rue de l'Espérance* - maintenance industrielle (effectif : 12 personnes)
- *Ets. BARET – rue Saint-Louis* - Sciage et rabotage du bois (effectif : environ 20 personnes)
- *Ets. MASUY – 65 rue Madame de Cormont - Récupération de déchets triés*
- *Ets. FERS ET METAUX – 88 Bis rue Saint-Louis - Récupération de déchets triés (effectif : environ 5 personnes)*
- *HAYBES MATERIAUX - Rue des Mésanges* – négoce de matériaux de construction
- *HAYBES SALAISONS - Z.A. rue des Mésanges (fabrication de charcuteries* - 8 personnes),
- *un chaudronnier – rue Saint-Louis (DUPONT Joël)*
- *deux plombiers/chauffagistes (FEVRY Jean-Louis – rue André Cunin, FLORES Philippe – chemin de l'Espérance),*
- *deux couvreurs (FRANCOIS Frédéric – 29 rue du Docteur Bonnet et HUART Gérard – chemin de l'Espérance)*
- *deux maçons (CREE GERBEAU Christophe – rue André Cunin et SORIOT Dominique - 15 rue du Docteur Bonnet)*
- *un atelier de bois et de manutention – lieu-dit "Saint-Antoine" (A.B.M. SARL)* - Commerce de gros de bois et de matériaux de construction
- *un menuisier - 20 impasse Hector Berlioz (NOURRY Jean-Pierre)*
- *un spécialiste des fermetures de bâtiment – 5 rue du Dr Bonnet (VANNIER FERMETURE)*
- *un auto-entrepreneur multiservices – 18 cité Saint-Pierre (BOUZIDI Farid)*
- *SOCIETE DE TRANSPORT ROBINET MATHIEU, Chemin de l'Espérance (fret de proximité)*
- *SOCIETE DE TRANSPORT ROBINET, Chemin de l'Espérance (frets interurbains – 14 personnes)*

1.7.6. ACTIVITÉ AGRICOLE

Sources : Recensement Agricole de 2010, données de l'I.N.S.E.E. et informations fournies par la Chambre d'Agriculture des Ardennes dans son avis rendu sur le projet de P.L.U. arrêté

La viticulture et les grandes cultures sont les deux principales activités agricoles en Champagne-Ardenne. La région se distingue par l'importance du secteur coopératif dans le domaine de l'agroalimentaire.

À Haybes, l'activité agricole est faiblement représentée et **elle est surtout axée sur l'élevage (moutons et chèvres).** Fin 2013, on recense en effet sur le territoire de Haybes **deux doubles-actifs :**

- COCHEPIN Danielle
- HENON Hervé (rue Edmond Dromart).

Localisation des bâtiments à usage agricole :

⇨ **Au 1er juillet 2015, quatre bâtiments à usage agricole ont été identifiés et ils sont localisés sur le document graphique du règlement du P.L.U., à l'aide d'un triangle noir. Ils sont situés au sein ou au pourtour de la zone urbaine.**

M. DOUCHAMPS Jean-Pierre ne possède plus le bâtiment agricole situé derrière la rue Pirot Simon. Il cultive désormais des terres à l'extérieur de la commune de Haybes. M. FEVRY n'est plus répertorié comme étant à la Chambre d'Agriculture[11].

Quelques parcelles bordant le bois des Aurains sont enfin utilisées par des agriculteurs extérieurs à Haybes. Certaines appartiennent à la commune de Haybes.

Le tableau ci-après recense quant à lui les données disponibles du recensement agricole 2010.

Avertissement : pour l'année 2010, les données relatives à la S.A.U. ne portent pas uniquement sur la surface agricole utilisée sur le territoire de Haybes, contrairement aux données de 2000 et 1988.

DONNÉES PRINCIPALES PAR COMMUNE			
TYPE DE DONNÉES	**DONNÉES PAR RECENSEMENT AGRICOLE**		
	2010	**2000**	**1988**
Exploitations agricoles *ayant leur siège dans la commune*	5	6	7
Travail dans les exploitations agricoles *en unité de travail annuel*	2	2	3
Superficie agricole utilisée *en hectare*	41	44	47
Cheptel *en unité de gros bétail, tous aliments*	21	35	45
Orientation technico-économique de la commune	Autres herbivores	Autres herbivores	-
Superficie en terres labourables *en hectare*	0	0	0
Superficie en cultures permanentes *en hectare*	0	0	0
Superficie toujours en herbe *en hectare*	41	43	47

Source : http://www.agreste.agriculture.gouv.fr/recensement-agricole-2010 - Données principales par commune

Exploitation agricole : unité économique qui participe à la production agricole, qui atteint une certaine dimension (1 hectare de superficie agricole utilisée ou 20 ares de cultures spécialisées ou 1 vache ou 6 brebis-mères ou une production supérieure à 5 veaux de batterie...) et de gestion courante indépendante.

Unité de travail annuel : mesure en équivalent temps complet du volume de travail fourni par les chefs d'exploitations et co-exploitants, les personnes de la famille, les salariés permanents, les salariés saisonniers et par les entreprises de travaux agricoles intervenant sur l'exploitation. Cette notion est une estimation du volume de travail utilisé comme moyen de production et non une mesure de l'emploi sur les exploitations agricoles.

Superficie agricole utilisée : superficies des terres labourables, superficies des cultures permanentes, superficies toujours en herbe, superficies de légumes, fleurs et autres superficies cultivées de l'exploitation agricole.

Unité gros bétail tous aliments (UGBTA) : unité employée pour pouvoir comparer ou agréger des effectifs animaux d'espèces ou de catégories différentes (par exemple, une vache laitière = 1,45 UGBTA, une vache nourrice = 0,9 UGBTA, une truie-mère = 0,45 UGBTA).

Orientation technico-économique de la commune : production dominante de la commune, déterminée selon la contribution de chaque surface ou cheptel de l'ensemble des exploitations agricoles de la commune à la production brute standard.

Superficie en terres labourables : superficie en céréales, cultures industrielles, légumes secs et protéagineux, fourrages (hors superficie toujours en herbe), tubercules, légumes de plein champ, jachères.

Superficie en cultures permanentes : superficie en vignes, vergers, pépinières ornementales, fruitières et forestières, cultures de miscanthus, jonc, mûrier, osier, arbre truffier, à laquelle s'ajoute la superficie en arbres de Noël en 2010.

Superficie toujours en herbe : prairies naturelles ou semées depuis six ans ou plus.

[11] Indication formulée lors de la CDCEA du 07.11.2013

1.7.7. ACTIVITÉ SYLVICOLE

Toute la partie Est du territoire de Haybes est occupée par des boisements composés de feuillus et de conifères (sapin ou épicéa). Ces boisements sont installés sur les reliefs et ont de ce fait acquis **une triple vocation : exploitation, protection, et récréation.**
À ce jour, l'essentiel des surfaces forestières de Haybes sont privées. Plusieurs parcelles sont aussi soumises au régime forestier. La liste fournie par l'Office National des Forêts est annexée au dossier de P.L.U. (voir pièce n°5A).

1.7.8. ACTIVITÉ TOURISTIQUE

Le tourisme ne constitue pas le secteur d'activité économique principal de Haybes mais **la mise en place régulière d'équipements publics et/ou privés favorise l'accueil d'une population estivale grandissante.**

D'ailleurs et durant ces dernières années, la Communauté de Communes Ardenne Rives de Meuse s'est engagée dans **une politique de développement touristique et de loisirs**, fondée entre autres sur la réalisation d'équipements structurants, et la définition d'un vaste réseau de sentiers pédestres.

Des actions d'aménagement se sont ainsi développées à **Haybes et Fumay**, le but recherché étant de conférer à ces communes le **statut de pôle de loisirs et d'activités sportives de la vallée de la Meuse.** C'est par exemple dans ce cadre que le parc Terr'Altitude a été créé. Pour rappel, ce parc est installé à la fois sur le territoire de Haybes (départ de la tyrolienne géante depuis le bois des Aurains) et de Fumay (ancienne ardoisière de Saint-Joseph).

L'Office de Tourisme communautaire Val d'Ardenne Tourisme couvre à ce jour le périmètre des cantons de Givet et de Fumay, dont fait partie Haybes, et vise à développer l'activité touristique sur ce secteur par ses actions publicitaires.

Les équipements touristiques publics se complètent avec une offre privée d'hébergement et de restauration importante à l'échelle de la commune[12] : 3 hôtels-restaurants et 13 gîtes/mobiliers de tourisme.

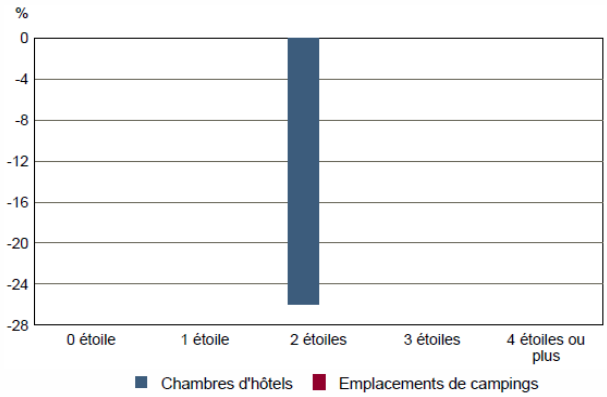
Depuis mi-juin 2012, Haybes est la troisième commune du département des Ardennes à bénéficier de l'appellation « Station verte de vacances » (après Monthermé et Signy-le-Petit).

TOU T1 - Nombre et capacité des hôtels selon le nombre d'étoiles

	au 01/01/2012		au 01/01/2008	
	Hôtels	Chambres	Hôtels	Chambres
Ensemble	**2**	**20**	**3**	**27**
0 étoile	0	0	0	0
1 étoile	0	0	0	0
2 étoiles	2	20	3	27
3 étoiles	0	0	0	0
4 étoiles ou plus	0	0	0	0

Source : Insee, Direction du tourisme - hébergements touristiques.

TOU G1 - Évolution 2008 - 2012 des chambres d'hôtels et d'emplacements de camping(1) selon le nombre d'étoiles



(1) : l'homologation 0 étoile n'existe pas pour les campings

Source : Insee, Direction du tourisme - hébergements touristiques.

⇨ **L'activité touristique et de loisirs locale est déjà bien développée. L'enjeu à l'avenir sera de conforter cette activité et de poursuivre la valorisation des atouts locaux.**

[12] Voir pour plus de détails le chapitre ci-après sur les équipements publics touristiques

1.7.9. CARRIÈRES

Le porter à connaissance de l'État souligne que dans le cas où des demandes d'exploitation de carrières seraient présentées, le P.L.U. devra :

- définir les zones d'exploitation de carrières compatibles avec la fragilité des milieux et leur intérêt écologique,
- adapter le zonage et le règlement y afférents.

Tout projet d'ouverture de carrière doit être compatible avec le Schéma Départemental des Carrières approuvé le 5 décembre 2003.

1.7.10. SYNTHÈSE SUR LE VOLET ÉCONOMIQUE : TENDANCES D'ÉVOLUTION CONSTATÉES

La vallée de la Meuse ardennaise traverse depuis plusieurs années une crise économique affectant prioritairement les secteurs d'activités traditionnels (sidérurgie, fonderie métallurgie) et aboutissant à une réduction des effectifs des salariés. Par ailleurs, et à ce jour, ces pertes n'ont pas été compensées par le développement de l'emploi dans les autres secteurs de l'économie, ni par l'émergence d'entreprises de haute technologie.

Bien que la commune de Haybes ne soit pas épargnée par les effets de cette crise, sa situation socio-économique actuelle reste globalement satisfaisante, comparée à d'autres communes de la vallée de la Meuse frappées de plein fouet et de façon significative par la baisse démographique (ex : Fumay). Avec ses 2100 habitants environ, Haybes a su maintenir sa population à un niveau globalement stable, au dessus du seuil de 2000 habitants.

La population active est en hausse et à l'inverse, le taux de chômage régresse. Ces constats positifs ne sont pas sans effets sur le parc de logements qui a connu plusieurs phases d'augmentation consécutives aux différentes opérations de construction d'ensemble (lotissement « Les Zivages » pour le plus récent). Par ailleurs, si la commune a été presque entièrement détruite lors de la première guerre mondiale, elle a su se reconstruire de façon remarquable, ce qui lui vaut aujourd'hui d'être surnommée Haybes-la-Jolie ou Haybes-la-Rose.

Concernant les entreprises actives sur le territoire, Haybes peut encore s'appuyer sur son industrie, avec en tête la Fonte Ardennaise. Ce secteur d'activité se complète avec le tourisme qui existe déjà depuis les années 30 sur le territoire et tend à se développer davantage ces dernières années. À ce jour, Haybes compte trois hôtels-restaurants, lesquels fonctionnent bien et sont très réputés dans la vallée (un établissement dispose de trois étoiles et un second de deux étoiles).

Au final, Haybes apparaît comme une petite cité ardennaise dynamique et qui va de l'avant. Désireuse de mettre en valeur les atouts de son territoire, la municipalité mène ou accompagne depuis plusieurs années de nombreux projets qui contribuent à renforcer son attractivité.

Parmi les projets déjà aboutis, on peut citer la Maison des Randonnées inaugurée en 2008, la création d'une bibliothèque dans l'ancien hôtel Jeanne d'Arc (2007), les travaux de réfection de l'église, le réaménagement des places de Gaulle et du Vivier, de la rue du Rivage, , l'aménagement d'un lotissement rue Pirot Simon, la réalisation de travaux de voirie (rue de la Cense, rue du Monument, rue Bizet) et même la préparation d'un film d'envergure nationale sur les bombardements d'août 1914.

D'autres devraient, sauf imprévus, aboutir à court terme (ex : création d'une aire de camping-car en bord de Meuse).

Parallèlement à ces actions, la Communauté de Communes Ardenne Rives de Meuse mène une politique de développement touristique et de loisirs qui concerne le territoire haybois. Ainsi, le parc de loisirs Terr'Altitude a été aménagé sur la commune voisine de Fumay et propose entre autres une descente en tyrolienne géante, dont le départ s'effectue depuis les hauteurs de Haybes (Bois des Aurains).

En outre, on peut estimer que les retombées générées par le parc profitent aux deux communes voisines de Haybes et de Fumay, mais il profite à l'ensemble de la vallée (fréquentation des établissements hôteliers, des commerces, création de postes, etc.).

1.8 ÉQUIPEMENTS ET SERVICES PUBLICS

1.8.1. ÉQUIPEMENTS SCOLAIRES

Le territoire communal est doté :

- **d'un groupe scolaire composé d'une école maternelle et d'une école primaire**, et situé rue Raymond Bizet. À la rentrée 2013, il compte **186 élèves répartis dans 8 classes,** parmi lesquelles 3 classes de maternelle, et dont certaines sont à double niveau.
  Ce groupe scolaire propose depuis 2007 en lien avec le CLIP de Moraypré, un accueil périscolaire et un service de restauration ;
- d'un **Institut Médico-Éducatif (I.M.E. de Moraypré)** comportant 4 classes dont l'enseignement, du niveau maternel au cours élémentaire, est adapté aux élèves en difficultés. Les enseignants sont mis à disposition par l'Éducation Nationale et les cours sont dispensés en petits groupes (de 6 à 14 élèves). Le recrutement s'effectue à l'échelle départementale et non exclusivement locale.

La municipalité de Haybes a fait le choix d'appliquer dès la rentrée 2013, la réforme des rythmes scolaires.

Ces équipements scolaires doivent être préservés, car ils contribuent au dynamisme local. La présence d'école(s) reste par ailleurs un facteur déterminant pour attirer de nouveaux habitants. Or, s'il s'avère que le groupe Raymond Bizet perdure, les effectifs scolaires n'en restent pas moins liés à l'évolution démographique locale et à l'emploi. Des fermetures de classe ont déjà eu lieu (ex : à la rentrée 2006).

1.8.2. ÉQUIPEMENTS SPORTIFS ET DE LOISIRS

La commune possède plusieurs équipements sportifs et de loisirs :

- **l'Espace Mitterrand** composé d'une **salle polyvalente, de terrains de sports** (basket, tennis et football en stabilisé) et d'un **skate park,**
- un terrain de football engazonné et ses vestiaires (**stade Jean Druart**) à l'entrée sud-est de Haybes (« Robinson »),
- un **dojo**,
- **la Maison des randonnées**, située dans un ancien bâtiment entièrement réhabilité (50 rue Dromart) et constituant le point d'informations, de conseils et de départ de randonnées (pédestre, équestre, VTT) pour les touristes, sportifs ou amateurs,
- **le Centre de Loisirs et d'Initiation Permanent** (C.L.I.P. de Moraypré), en place depuis plus de vingt ans au Nord-est de la ville (rue du 24 Août) et proposant notamment des activités sportives multiples.

Pour rappel, le départ de **la tyrolienne géante du parc Terr'Altitude implanté à Fumay et surplombant la Meuse, s'effectue sur le territoire de Haybes** depuis le Bois des Aurains.

1.8.3. ÉQUIPEMENTS LIÉS À LA SANTÉ ET À L'ACTION SOCIALE

La commune est dotée d'un **Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.)** dont les permanences sont assurées le mardi de 9 à 12 h en mairie, et d'un **Institut Médico-Educatif (I.M.E. de Moraypré).**

Les équipements les plus proches dédiés à la santé sont situés à **Fumay,** à seulement 3 km environ (hôpital local, maison de retraite, etc.). La population hayboise fréquente également **les établissements belges** (ex : Oignies-en-Thiérache, Dinant, hôpitaux universitaires de Namur, clinique universitaire de Mont-Godinne, etc.), **et de Charleville-Mézières**.

Pour mémoire, **certaines fonctions médicales et paramédicales libérales sont installées sur le territoire communal** (*cf. § 1.7.4. précédent*). La commune s'attache d'ailleurs à les préserver, avec le soutien de la Communauté de Communes Ardenne Rives de Meuse. Ainsi, suite au départ du médecin en 2008, une maison médicale a été créée ce qui a permis de ramener un nouveau professionnel de la santé.

1.8.4. ÉQUIPEMENTS CULTURELS

Ils sont également présents et sont d'après les dires, vivement appréciés:

- **la bibliothèque municipale (Maison des loisirs)**, ouverte depuis 2007 et aménagée dans l'ancien hôtel Jeanne d'Arc. Elle compte actuellement plus de 500 abonnés et possède environ 6400 livres (en partie prêtés par la bibliothèque départementale de prêts), ainsi que 700 CD.
- **une salle des fêtes,** place de l'hôtel de Ville,
- **une petite salle de réception**, la salle Dieudonné, située place du Vivier.

> ***Approche transversale :***
> ⇨ **S'ajoutent à ces équipements culturels structurants, les activités proposées par les nombreuses associations culturelles (voir chapitre concerné ci-après).**
> ⇨ **À l'avenir, il n'est pas exclu que d'autres équipements culturels puissent s'installer sur le territoire communal (ex : salle de spectacle, etc.).**

1.8.5. ÉQUIPEMENTS TOURISTIQUES

Le territoire de Haybes propose quatre modes d'hébergement :

- **un camping caravaning municipal** de 50 emplacements, situé rue du 24 Août à proximité immédiate de la Meuse, de la Voie Verte et de la forêt et **un camping privé rue Saint-Louis** (34 emplacements type mobile-home).

- **une halte fluviale** située quai du Docteur Adolphe Hamaide, non loin du centre-ville.

  Cette halte fluviale gérée par la mairie et équipée depuis 2011 en bornes d'accostage, a atteint une fréquentation importante. En effet, sa situation entre Charleville-Mézières et Givet en fait une étape idéale pour les plaisanciers.

  La capitainerie située à proximité offre un niveau de confort non négligeable grâce aux nombreux services proposés (douche, lave-linge et sèche-linge).

  De plus, la halte fluviale propose (du 1er avril au 30 septembre) un service de location de bateaux électriques sans permis.



- **une « Maison des randonnées »**, idéalement placée en bordure de la RD7, à 100 m des bords de Meuse et contiguë à la forêt communale.

- **un Centre de Loisirs et d'Initiation Permanent (C.L.I.P. de Moraypré)**, pour les groupes de 10 à 94 personnes. Ce centre d'accueil, d'animation et d'éducation à l'environnement est ouvert toute l'année pour des séjours de courte durée en pension complète, demi-pension et gestion libre. Il est animé par une quinzaine de personnes, qui œuvrent pour la découverte de l'Ardenne, ses paysages, son patrimoine naturel et culturel, et ses légendes.
  Il comporte également un secteur de formation professionnelle ancré dans son territoire et qui contribue au développement local. Ce sont aussi des actions de valorisation culturelle et touristique de sites : chemin de découverte, balisage, interprétation...
  Cette structure accueille chaque année envion 3000 personnes *(source : B. SONNET, maire de Haybes – La Semaine des Ardennes -31 mars 2011).*



-

Enfin, **une aire de camping – car** pouvant accueillir 10 véhicules devrait être prochainement aménagée à l'Est de la capitainerie de la halte fluviale.

Approche transversale :
- ⇨ **Ces équipements touristiques publics se complètent avec l'offre privée d'hébergement et de restauration.**
- ⇨ **Les communes voisines telles que Fumay disposent aussi d'équipements qui peuvent accueillir les touristes en visite sur Haybes.**
- ⇨ **Le projet de bateau-promenade porté par la Communauté de Communes Ardenne Rives de Meuse continue à ce jour à se mettre en place.**

1.8.6. SERVICES PUBLICS DIVERS

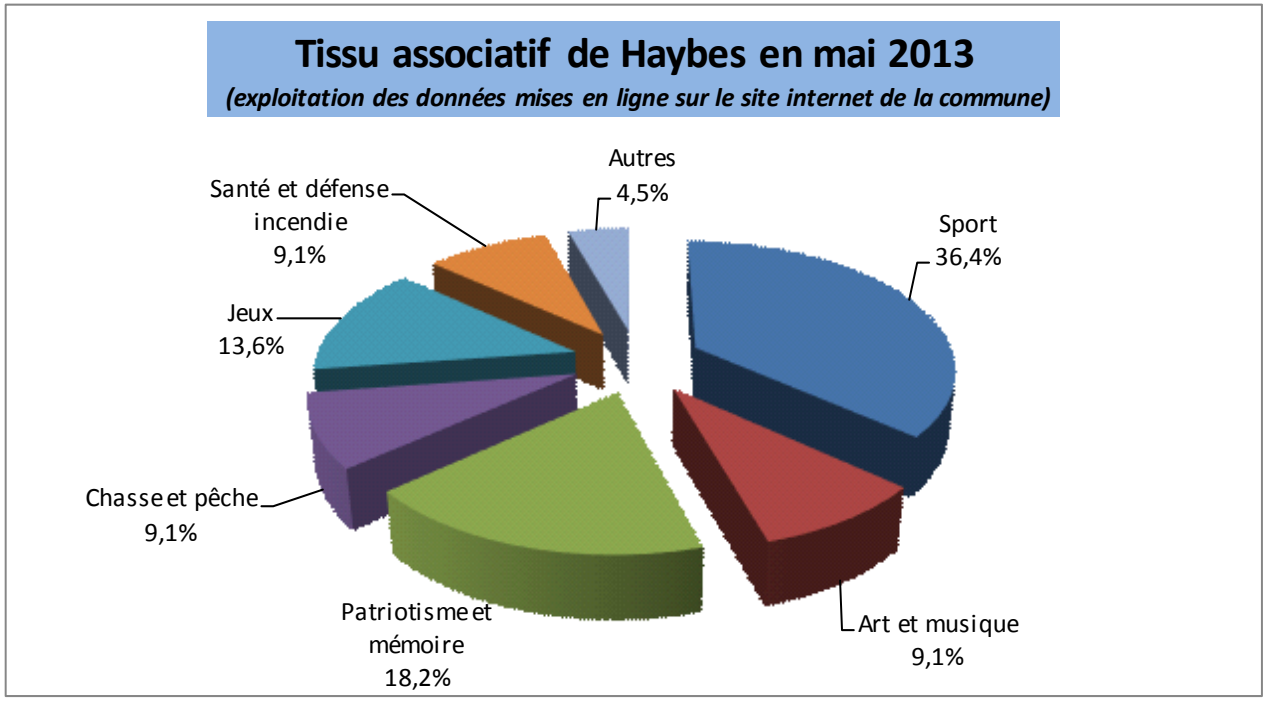
S'ajoutent aux différents équipements ci-dessus, la mairie et ses différents services, ainsi que :
- une agence postale communale (rue André Cunin),
- un commissariat de la police municipale (place de l'Hôtel de Ville),
- une caserne des pompiers (rue Saint-Louis), qui résulte de la fusion des Corps de Sapeurs-pompiers de Fumay et Haybes, intervenue en 2000. Elle a été inaugurée en juin 2005.

1.9 MILIEU ASSOCIATIF ET MANIFESTATIONS LOCALES

1.9.1. UN TISSU ASSOCIATIF DIVERSIFIÉ ET DYNAMIQUE

Source : Site internet de la commune de Haybes - données en ligne en mai 2013

La vie associative est plutôt bien développée puisqu'elle regroupe à ce jour **une vingtaine d'associations**, réparties comme suit :



Les associations sportives sont les plus nombreuses (36,4%), avant les associations patriotiques ou celles liées à la mémoire (anciens combattants, retraités de la Poste, etc.).

Ces structures associatives sont **essentielles au dynamisme local et dispensent pour certaines, des activités connues dans toute la vallée de la Meuse.** Il s'agit par exemple d'**Aventure Évasion**, située 51 route nationale, qui propose des activités sportives de plein air (canoë, VTT, escalade, randonnées). Avec le C.L.I.P. de Moraypré, cette structure est particulièrement en vue sur Haybes ; elle accueillerait 4000 personnes par an *(source : B. SONNET, maire de Haybes – La Semaine des Ardennes -31 mars 2011).*

1.9.2. DES FESTIVITÉS LOCALES

La commune présente un calendrier des fêtes assez complet et réparti sur l'ensemble de l'année. Parmi les événements proposés, on distingue un événement majeur :

- **Le Festival des Arts de Parole Canton Conte**
  Les Villes de Haybes et de Fumay s'associent chaque année (courant mars) pour organiser ce temps fort de la vie culturelle du territoire. Le festival propose une trentaine de spectacles sur environ dix jours de mobilisation et attire un public de plus en plus nombreux (562 participants en 2007 contre 2 544 en 2012). Le bilan de cette manifestation culturelle se traduit également en termes d'attractivité du territoire, puisqu'elle lui confère une image d'ouverture et d'innovation.

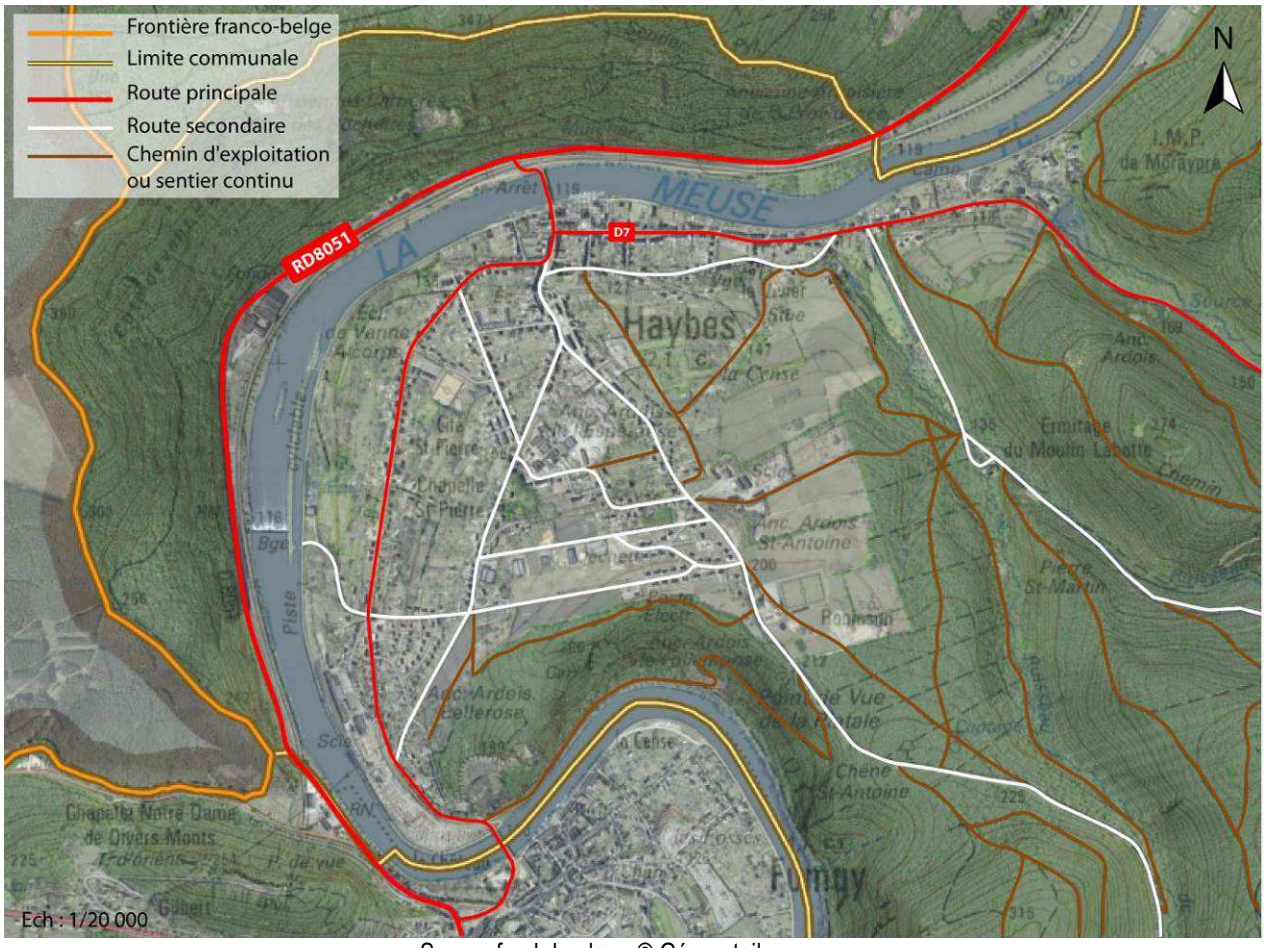
1.10 DÉPLACEMENTS ET TRANSPORTS

1.10.1. TRANSPORT ROUTIER

Pour rappel, **les voies les plus importantes** sont la **R.D. 8051 et la R.D.7**.

La rue Saint-Louis (R.D.7) a été créée suite aux importantes destructions de la première guerre mondiale (1914 – 1918), où la ville a été dévastée. Aujourd'hui elle assure à la fois une fonction de desserte des résidences, et d'entrée de la commune. En outre, elle a un statut de voie départementale de catégorie 3, et elle accueille un transit journalier de quelques 3267 véhicules (comptages 2009), essentiellement pour les déplacements pendulaires domicile - travail - services.

Diverses voies communales rejoignent ces axes départementaux (rue de l'Espérance, etc.) **et le reste du réseau est constitué de chemins ruraux**. La municipalité attache par ailleurs à ces derniers une importance particulière puisqu'ils offrent des possibilités de "bouclage" (routier ou "doux") entre les quartiers existants ou futurs.



Source fond de plan : © Géoportail

1.10.2. TRANSPORT FERROVIAIRE

La voie ferrée Charleville - Revin - Givet traverse le territoire communal. Elle longe la rive gauche de la Meuse et la R.D.8051, et assure le transport de voyageurs et de marchandises.

1.10.2.1 La ligne Charleville-Revin-Givet : « colonne vertébrale de la vallée »

Cette ligne de 60 kms environ dessert plusieurs villes ou villages de la Pointe des Ardennes dont la commune de Haybes.

Elle est l'une des plus fréquentée de Champagne-Ardenne (900 000 voyageurs/an) et elle connaît également un fort trafic de fret. **C'est donc un axe vital pour le département des Ardennes et pour l'économie de la vallée de la Meuse.**

Depuis ces dernières années, elle fait l'objet de travaux d'entretien et de réparation sans pour autant aboutir à une remise en état jugée satisfaisante par les usagers et de nombreuses collectivités de la Pointe.

À ce jour, les trains ne circulent plus qu'à 10 kms/heure sur certains tronçons. Il y a trente ans, les Ardennais mettaient 52 minutes pour faire le trajet Charleville-Givet en train. Il leur faut aujourd'hui environ 1h15.

L'analyse du poids de chaque type de déplacement présentée par le Comité Local d'Animation et de Développement des Transports (CLAD) fin novembre 2011 indique que plus d'un voyageur sur deux est un étudiant ou un scolaire.

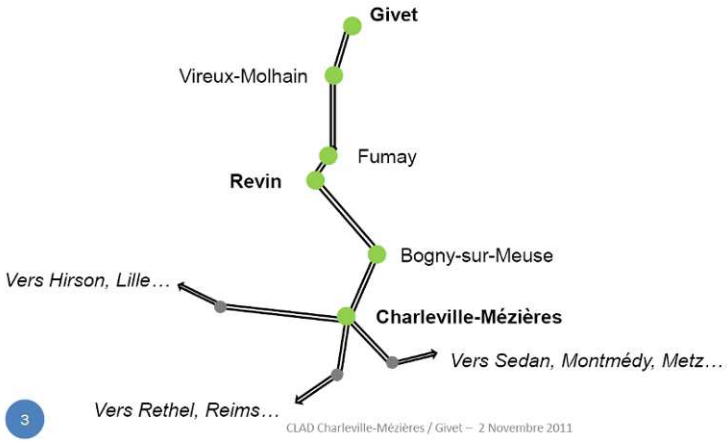
La part liée au déplacement domicile - travail reste importante et proche de celle enregistrée à l'échelle régionale. **Cette ligne a donc son rôle à jouer pour l'accessibilité du territoire et la desserte des entreprises locales**. C'est pourquoi, il a été décidé d'adapter les horaires de la ligne en fonction des emplois du temps de travail d'une entreprise localisée à Revin.

Source : © site internet du C.L.A.D. de Charleville-Mézières / Givet

L'année 2012 s'est terminée par des demandes croisées d'élus, usagers et syndicats divers en faveur de la remise en état urgente de cette ligne.

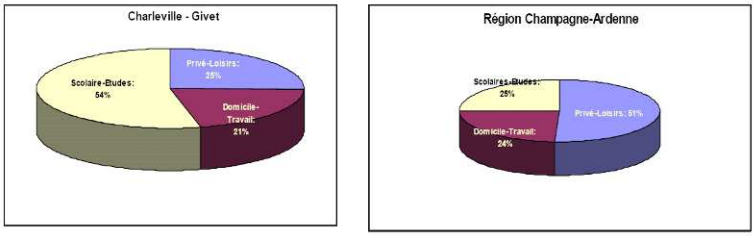
Les actions se poursuivent depuis 2013 mais ne semblent pas s'orienter vers une réponse positive.
Pour mémoire, le C.L.A.D. a aussi présenté fin 2011 plusieurs pistes de réflexion en faveur de l'amélioration de la ligne (voir ci-contre).

CLAD Charleville-Mézières - Givet



Poids de chaque type de déplacement

(Données Fc12k cumulées à fin septembre 2011)



Sur la ligne Charleville-Mézières/Givet, plus d'un voyageur sur deux est un étudiant ou un scolaire (contre 1 sur 4 sur l'ensemble du réseau TER Champagne-Ardenne).

CLAD Charleville-Mézières / Givet – 2 Novembre 2011

Perspectives 2013

Perspectives d'amélioration de la desserte de la Vallée de la Meuse à l'étude pour le service annuel 2013 :

5 demandes ont d'ores et déjà été recensées dans le sens Charleville-Mézières → Givet et 2 dans le sens inverse.

Elles constituent autant de pistes de réflexion visant à :

-Permettre à des scolaires de rentrer plus tôt le samedi midi

- Uniformiser les horaires de la semaine et du week-end

- Combler des creux de desserte en gare d'Anchamps, Vireux-Molhain, Haybes, Fumay et Deville.

Source : © site internet du C.L.A.D. de Charleville-Mézières / Givet

Concernant l'arrêt S.N.C.F. de Haybes, il est implanté au Nord et sur la rive opposée au centre bourg. Il est accessible via un pont qui enjambe le fleuve.

De plus, il est desservi par une **ligne régulière de bus de la Régie Départementale des Transports des Ardennes** *(cf. point 1.11.4. ci-après)*.

Dans un contexte de développement durable du territoire, la localisation de ce point d'arrêt à proximité du centre de la commune et des quartiers d'habitat est un **atout incontestable pour favoriser les modes de transports alternatifs à l'usage de la voiture.**

> ***Approche transversale :***
> - ⇨ **Remplacer le train par le bus conduirait à allonger considérablement la durée des trajets et serait contraire aux objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Ceci conduirait à renforcer le trafic routier global jusqu'à risquer l'abandon des transports en commun par les usagers. Encore faut-il que la ligne de chemin de fer soit pleinement opérationnelle.**
> - ⇨ **L'intérêt du transport ferroviaire tient également dans le fait que l'accessibilité des trains aux personnes à mobilité réduite est à ce jour plus satisfaisante, que celle proposée par les autres modes de transport.**

1.10.2.2 Trafic lié au fret

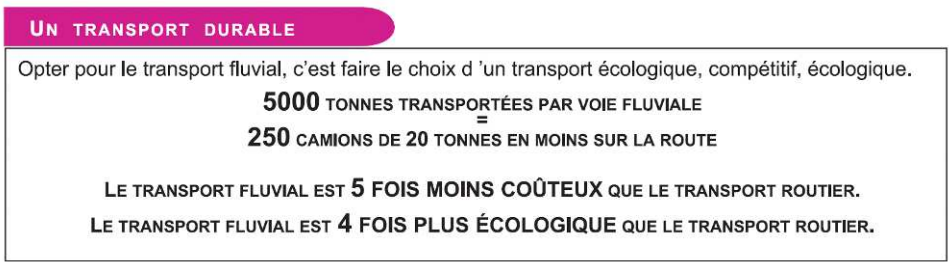
La ligne Charleville-Mézières-Givet présentée précédemment est encore utilisée pour le transport de marchandises dans la Vallée de la Meuse. À ce jour, Haybes n'est plus concernée.

1.10.3. TRANSPORT FLUVIAL

Une seule péniche « grand gabarit » équivaut à 50 camions.

Par ce seul chiffre, on mesure combien les Ardennes, reliées à l'Europe du Nord (Anvers et Rotterdam notamment) par la Meuse, constitue un secteur géographique stratégique pour les prochaines décennies.

À ce titre, il convient de signaler la présence du **port de commerce de Givet, à environ 20 km de Haybes**, qui connaît un certain essor bénéficiant à l'ensemble de la Vallée (implantations d'entreprises créatrices d'emplois et de richesses, effets positifs sur l'image du territoire etc.). Bien que Haybes ne soit pas directement concernée par le développement de ce port, on peut considérer que sa position en rive de Meuse est stratégique si la croissance du transport fluvial tend à se confirmer. Elle offre en effet des potentialités en termes de desserte par la voie d'eau qui pourraient être exploitées à l'avenir.



Comme indiqué précédemment, la halte fluviale de Haybes représente une étape touristique importante pour les plaisanciers en visite dans la vallée de la Meuse et en provenance de l'Europe du Nord notamment. L'enjeu est donc de conforter le développement de ce site fluvial, toujours dans l'objectif de favoriser les modes de transports alternatifs à la route.

1.10.4. TRANSPORT EN COMMUN NON SCOLAIRE

La commune de Haybes est desservie par **la ligne 21 "Hargnies-Haybes-Fumay"**, de la Régie Départementale de Transports des Ardennes (R.D.T.A.), en service du lundi au samedi et uniquement en période scolaire

Les arrêts sont situés dans le centre de Haybes (à côté de l'église) et au niveau de la gare (arrêt S.N.C.F.).



La ligne 21 ne circule que pendant la période scolaire.

HARGNIES - HAYBES - FUMAY

jours de circulation (sauf fériés)	lundi mardi jeudi vendredi				mercredi			samedi
course	*3*	*17*	*5*	*7*	*9*	*11*	*13*	*15*
mission	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*
Hargnies place	6.45		16.00	17.55	6.45	11.50	17.00	6.45
Hargnies arrêt de car	6.47		16.02	17.57	6.47	11.52	17.02	6.47
Haybes centre			16.13	18.08		12.00		
Haybes gare	7.00		16.15	18.12	7.00		17.20	7.00
Fumay collège			16.25			12.05		
Fépin					7.25			
Fumay collège					7.35			
Haybes - 3 arrêts	7.40				7.40			
Fumay collège	7.50	7.50*			7.50			
Fépin		7.55						
Fumay Primaire		8.10						

FUMAY - HAYBES - HARGNIES

jours de circulation (sauf fériés)	lun à ven	lundi mardi jeudi vendredi		lun à ven	mer	lun à ven	samedi
course	*2*	*14*	*4*	*6*	*8*	*10*	*12*
mission	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Fumay collège		16.30	16.45		12.30		
Haybes		**16.40**	**16.50**		12.35		
Fumay collège	8.30				12.40		
Haybes					12.45		
Hargnies			17.10		12.55		
Haybes gare				18.35	13.10	17.30	13.15
Haybes centre	8.35			18.38	13.12	17.32	13.20
Hargnies arrêt de car	8.48			18.53	13.27	17.47	13.35
Hargnies place	8.50			18.55	13.30	17.50	13.37

1.10.5. TRANSPORT EN COMMUN SCOLAIRE

Il est assuré par le Conseil Général des Ardennes via la ligne 21 présentée ci-dessus. Celle-ci permet d'acheminer les collégiens haybois vers Fumay. On recense à ce jour quatre arrêts pour l'ensemble des élèves, situés au centre de Haybes :

- 1 arrêt à côté de l'Église,
- 1 arrêt place du Vivier,
- 2 arrêts rue Saint-Louis.

Les lycéens doivent quant à eux emprunter le train pour rejoindre l'établissement le plus proche, situé à Revin.

Depuis 2007, la municipalité en collaboration avec le CLIP de Moraypré propose un accueil périscolaire et un service de restauration pour les enfants de l'école de Haybes. Dans ce cadre, **un service de transport est organisé par la commune pour emmener les enfants de l'école au CLIP de Moraypré.**

1.10.6. ÉQUIPEMENT AUTOMOBILE

En 2009, **85% des ménages de Haybes possèdent au moins une voiture** (dont 44% deux ou plus). La voiture reste aujourd'hui le mode de déplacement privilégié, y compris pour les petites distances (moins de 3 km).

LOG T9 - Équipement automobile des ménages

	2009	%	1999	%
Ensemble	**849**	**100,0**	**800**	**100,0**
Au moins un emplacement réservé au stationnement	463	54,5	444	55,5
Au moins une voiture	727	85,6	660	82,5
- 1 voiture	376	44,2	429	53,6
- 2 voitures ou plus	352	41,4	231	28,9

Sources : Insee, RP1999 et RP2009 exploitations principales.

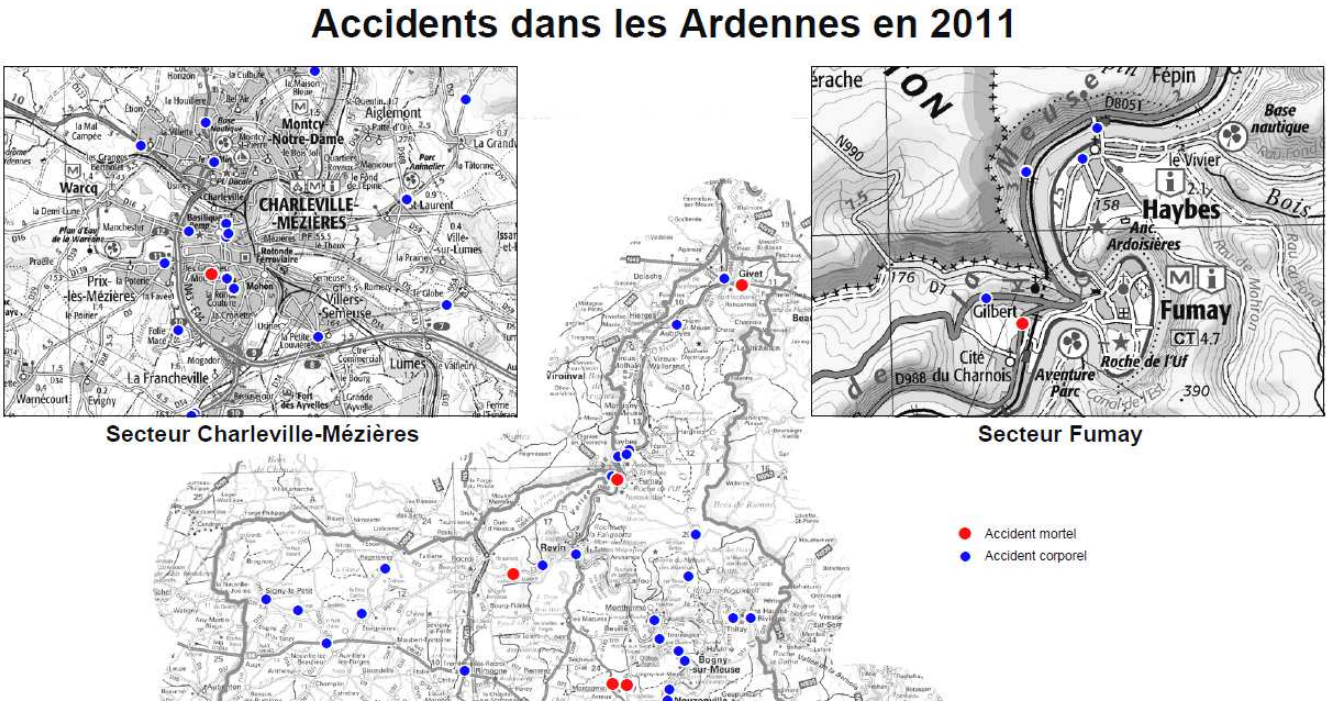
1.10.7. STATIONNEMENT

Les difficultés liées au stationnement sont celles communément rencontrées dans les centres anciens, aux rues plus ou moins étroites et sans que les constructions disposent nécessairement de garages.

1.10.8. SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Les axes qui traversent la commune de Haybes présentent des caractères d'insécurité qui les rendent relativement accidentogènes.

Ainsi, le bilan 2011 des accidents de la route dans les Ardennes fait état de trois accidents corporels survenus sur le territoire de Haybes (RD 8051 et RD 7).



Source : © Observatoire départemental de la sécurité routière des Ardennes

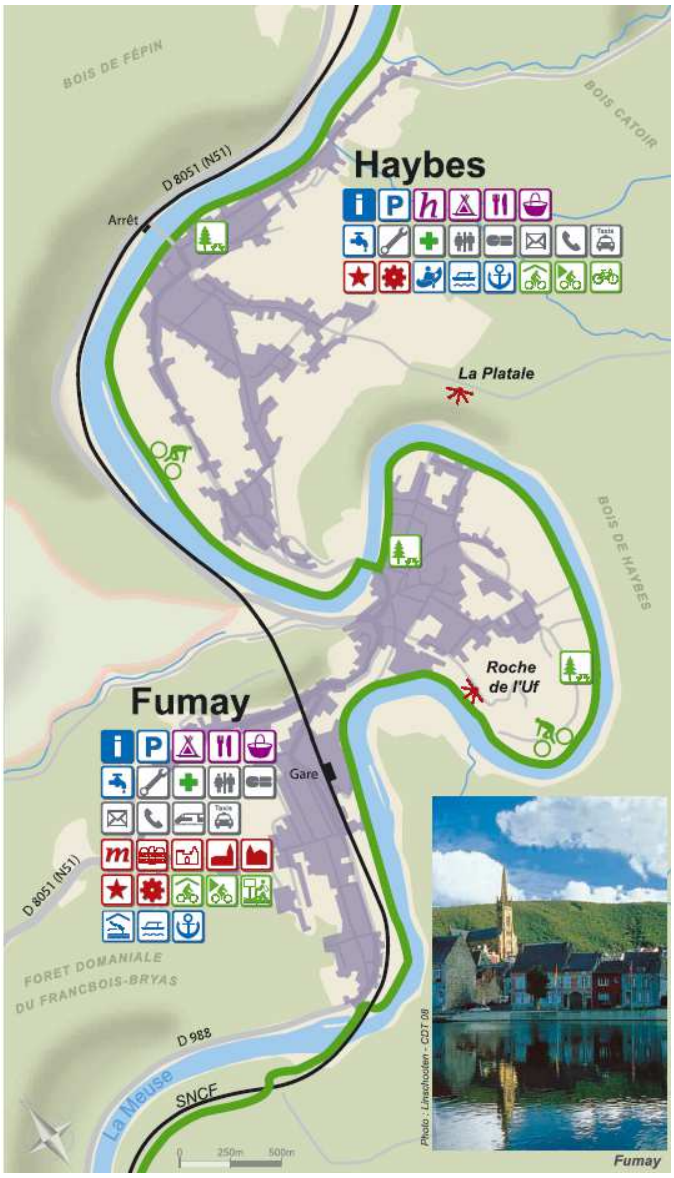
1.10.9. DÉPLACEMENTS DOUX : PIÉTONS ET VÉLOS

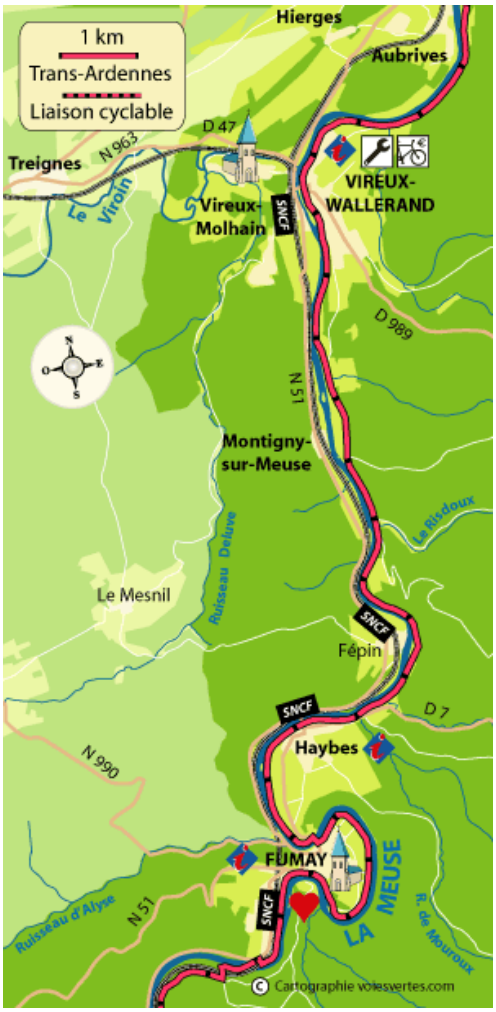
Véritables alternatives à la voiture individuelle, les modes doux sont 100 % non motorisés et non polluants. Vélos, rollers, piétons et trottinettes sont doux ... pour l'environnement et la qualité de vie.

Au 1er juin 2013, le territoire de Haybes est traversé ou à proximité de voies affectées à ce type de déplacements.

1.10.9.1 La voie verte Trans-Ardennes

Haybes est concernée par cette voie aménagée par le Conseil Général des Ardennes, qui représente un parcours de 85 km entre Givet et Charleville-Mézières (Montcy-Notre-Dame).





Source : © Voie verte Trans-Ardennes, la Meuse à vélo - Carnet de route- *éd. 2009, Conseil général des Ardennes.*

Il fait noter qu'une liaison a été réfléchie entre la Voie Verte Trans-Ardennes et le réseau belge RAVeL[13] (***R*** pour réseau, ***A*** pour autonome et ***Ve*** pour Voies et ***L*** pour lentes). L'objectif serait de **connecter la Voie verte au le RAVeL n°2 reliant Mariembourg à Hoegaarden** en passant par le Domaine du Bijou, situé à Givet.

> ⇨ **La révision générale du P.L.U. sera l'occasion d'une réflexion globale sur les déplacements et notamment les déplacements doux, en intégrant la Voie Verte dans une approche touristique et de desserte privilégiée des services et des commerces existants ou à créer.**

[13] « RAVeL » est une appellation wallonne pour un réseau wallon. En dehors de ces frontières, on parle le plus souvent de voies vertes.

1.10.9.2 Sentiers de découverte et de promenade

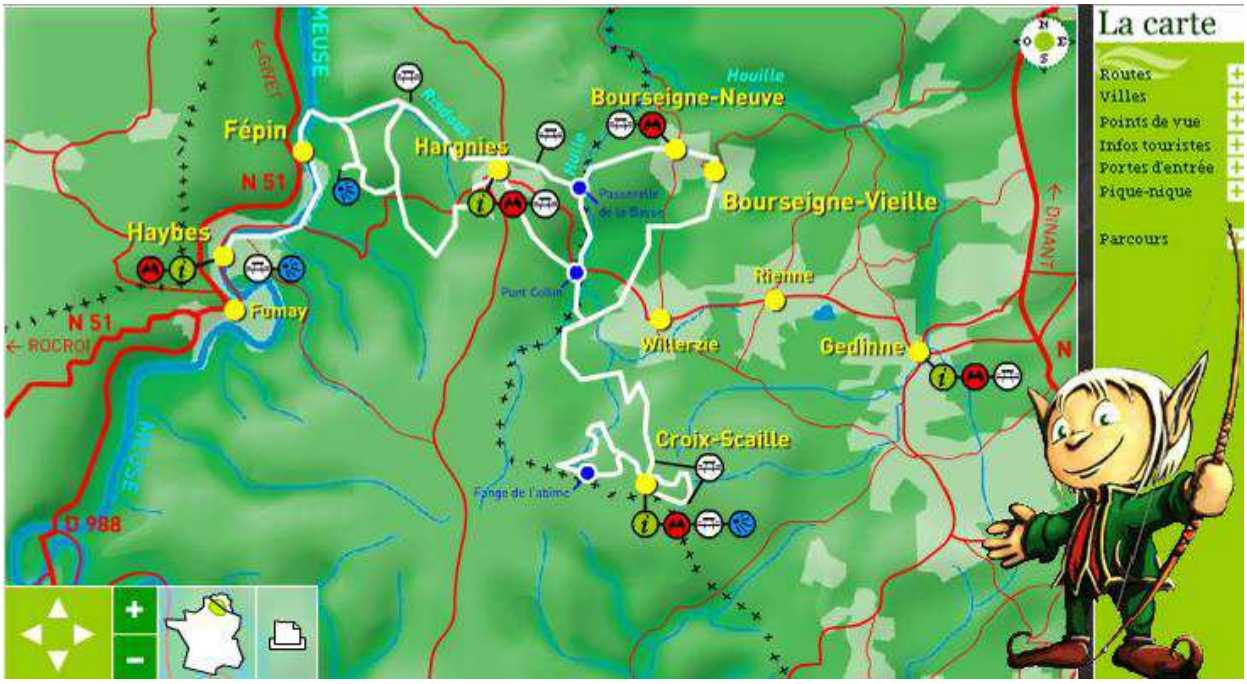
Le territoire de Haybes est principalement concerné par :

❖ **le tracé d'un sentier du réseau de randonnées E.L.F.E. (Espace de Loisirs Forestier Européen)**

Il s'agit du premier réseau de sentiers pédestres transfrontaliers de 80 km environ, dont 35 km s'effectuent sur le territoire français.

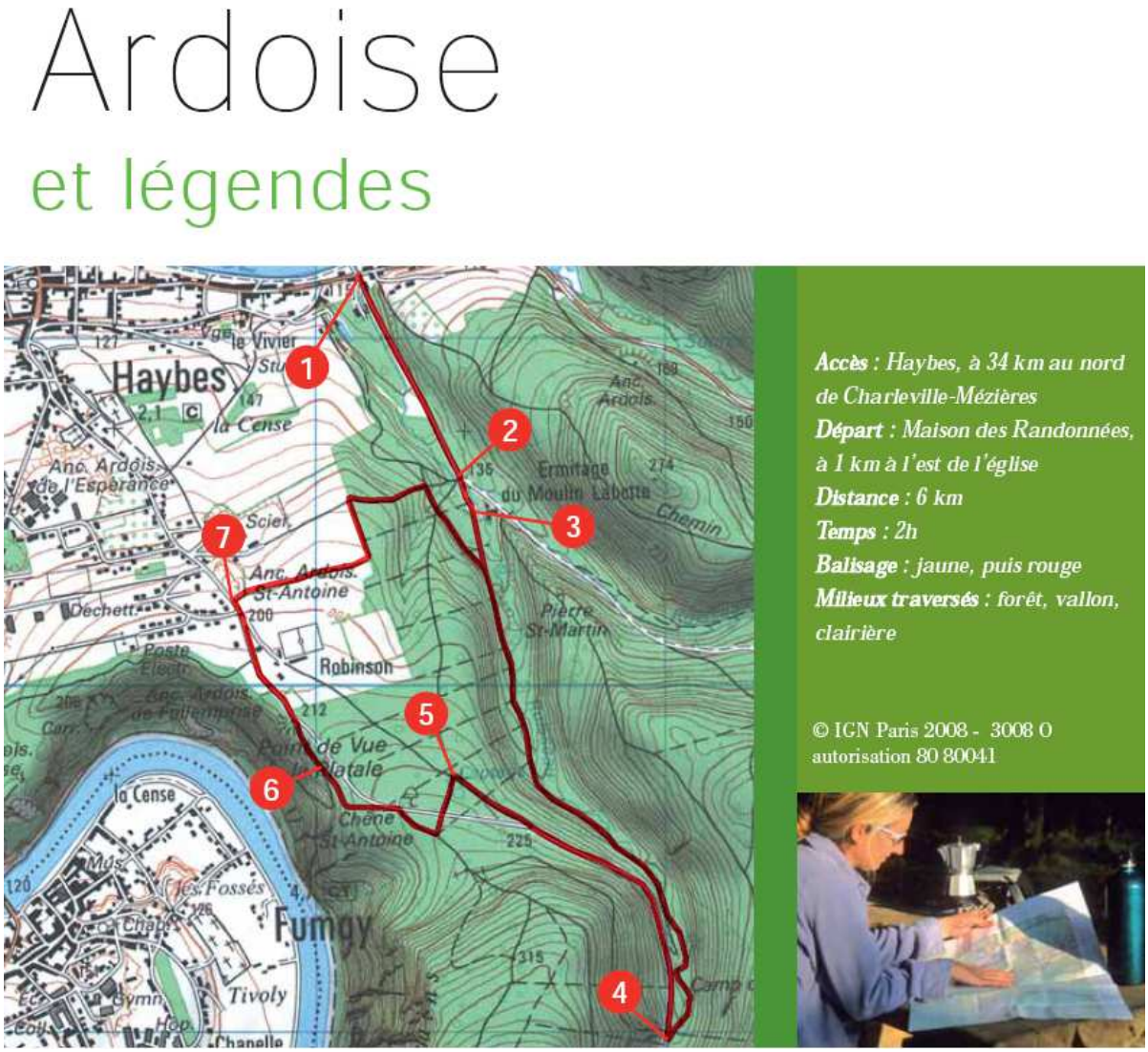
Le tracé emprunte des sentiers interprétés de qualité, entre la Meuse et le plateau forestier de Hargnies, pour rejoindre, au **départ de Haybes et Hargnies, la Tour du Millénaire en Wallonie (Belgique).** Le parcours propose de pénétrer dans la forêt profonde de l'Ardenne, Hargnies et ses clairières, puis d'enjamber les eaux claires de la Houille pour passer en Belgique dans ce secteur connu jadis comme lieu de contrebande du tabac et du café.

Ce sentier permet aussi de découvrir des ruines et des points de vue sur la Vallée, d'observer la faune et la flore, de connaître les légendes de notre région, etc. (présence de panneaux didactiques pour petites et grands). Enfin, cet espace magique sans frontière est l'occasion de se détendre tout en s'amusant grâce à de nombreuses animations : chasses au trésor, parcours thématiques, ...



Source : © site internet du réseau ELFE

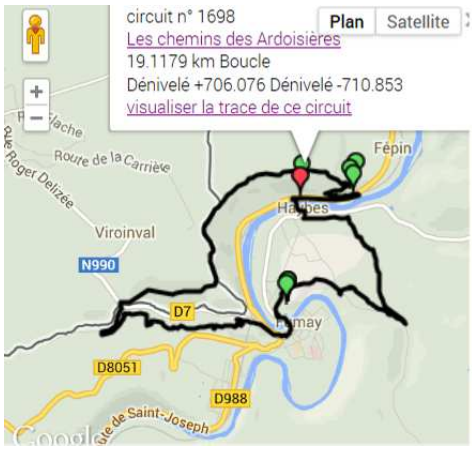
- **un sentier forestier de promenade et de découverte de la vallée de la Morhron,** axé sur la thématique de l'ardoise.



Source : © Guide ballade en Ardenne – Edition 2009

De nombreux autres sentiers de randonnées se trouvent sur le territoire communal. Parmi ceux-ci, on trouve notamment les circuits suivants :

Circuit n°1698: Les chemins des Ardoisières





Source : © Tracegps.com, Géoportail, Google

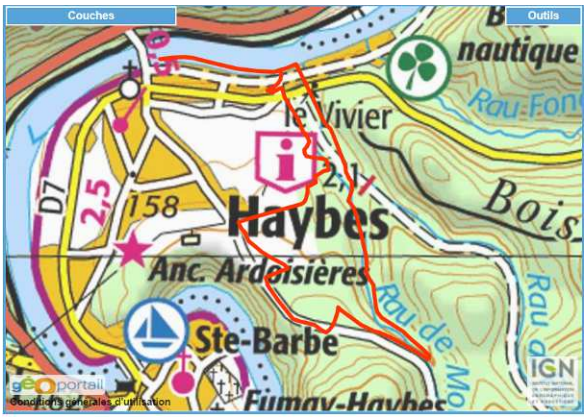
Circuit n°2491: De Hargnies au Point de vue de la Roche à Fépin par la vallée du Risdoux





Source : © Tracegps.com, Géoportail, Google

Circuit n°2873: Espace VTT FFC Vallées de Meuse et Semoy - Circuit n°19 - La Vallée de Morhon



Ce sentier correspond approximativement au sentier forestier de promenade et de découverte de la vallée de la Morhron, axé sur la thématique de l'ardoise.

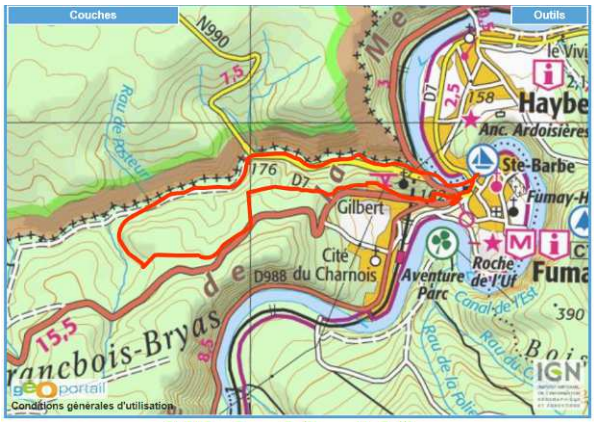
Source : © Tracegps.com, Géoportail, Google

Circuit n°2874: Espace VTT FFC Vallées de Meuse et Semoy - Circuit n°20 - Le Risdoux



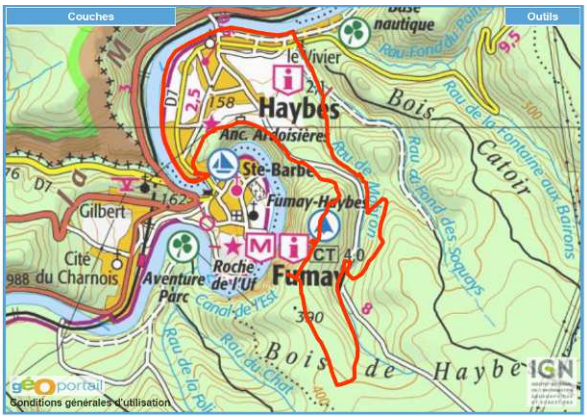
Source : © Tracegps.com, Géoportail, Google

Circuit n°2879: Espace VTT FFC Vallées de Meuse et Semoy - Circuit n°18b - L'Alyse variante



Source : © Tracegps.com, Géoportail, Google

Circuit n°6381: De Haybes la Jolie à Fumay par les sentiers de crêtes



circuit n°6381 photo n°5
Point de vue de la Platale



circuit n°6381 photo n°2
Point de vue sur Fumay

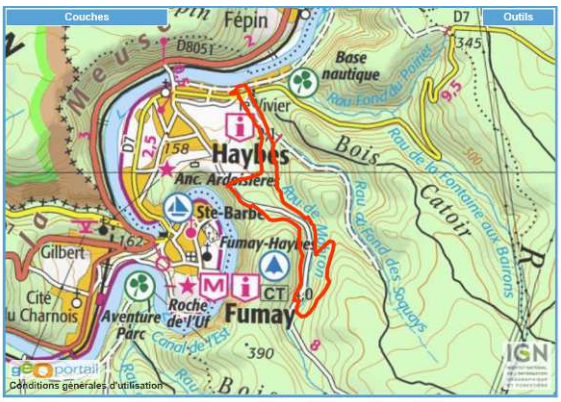


circuit n°6381 photo n°3
Point de vue du parapente



Source : © Tracegps.com, Géoportail, Google

Circuit n°6382: La Vallée du Mohron

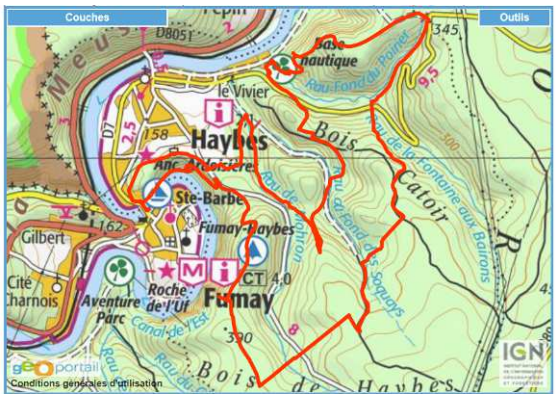


circuit n°6382 photo n°5
Le Point de Vue de la Platale



Source : © Tracegps.com, Géoportail, Google

Circuit n°16968: Forêt de Fumay et Haybes - Fumay



Source : © Tracegps.com, Géoportail, Google

1.10.10. ITINÉRAIRES TOURISTIQUES ARDENNAIS ET TRANSFRONTALIERS

Le territoire communal est traversé par **plusieurs itinéraires touristiques départementaux et/ou internationaux.**

Extrait du site du Conseil Général des Ardennes : « Lancé officiellement en octobre 2009, le projet INTERREG IV Ardenne Tourisme GPS s'est donné pour mission de proposer une offre innovante en matière de circuits touristiques transfrontaliers. Réunis afin de valoriser le territoire de l'Ardenne, la Fédération touristique du Luxembourg belge, la Fédération du tourisme de la Province de Namur et le Comité Départemental du Tourisme des Ardennes ont développé des itinéraires thématiques qui invitent le visiteur à découvrir ou redécouvrir certains traits de l'identité et de la culture ardennaise. […] L'intégralité des contenus informatifs seront disponibles à la fois en français, anglais et néerlandais dans le but d'asseoir l'Ardenne comme une destination touristique majeure. Grâce à l'utilisation de la technologie GPS, le contenu informatif rattaché aux circuits sera directement accessible sur tout appareil connecté. (Smartphone, tablette, etc.). »

En 2014, 6 circuits thématiques existent sont proposés à cheval sur les 3 pays et sont praticables à pieds, à vélo, en voiture, bus et en bateau. **Trois circuits traversent le territoire de Haybes :**

« En bateau : La Meuse et vous »



« La route des fortifications »



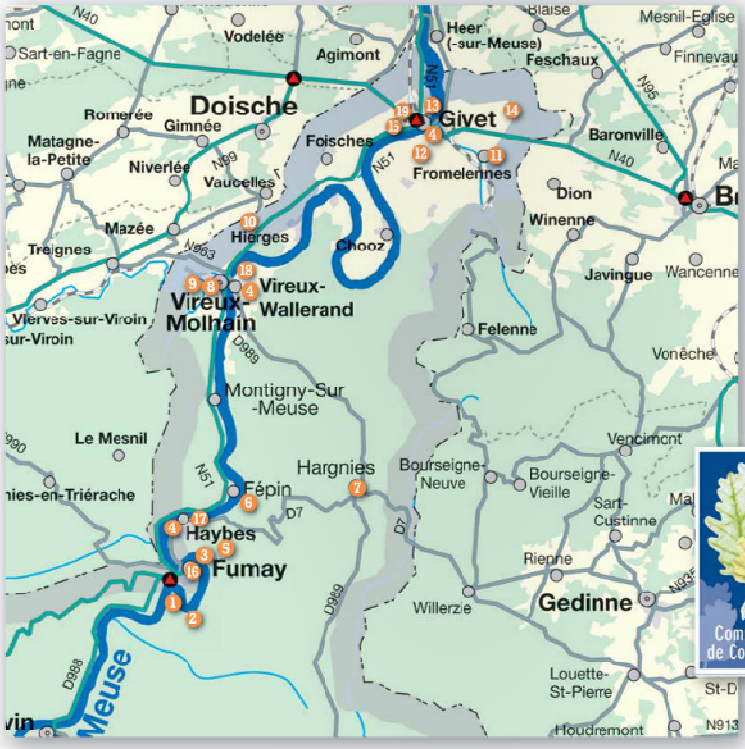
A NE PAS MANQUER EN CHEMIN…

« La Voie verte et le RAVEL »



Source : Site internet « visitardenne.com »

Un **itinéraire intercommunal « de Fumay à Givet »** a été mis en place au niveau de la Communauté de Communes Ardenne Rives de Meuse et identifie deux points d'étapes sur le territoire communal :



Source : Fédération du Tourisme de la Province de Namur

Office de Tourisme Communautaire Val d'Ardenne
Place du Château - 08320 Vireux-Wallerand
Tél : +33(0)3 24 42 92 42
info@valdardennetourisme.com
www.valdardennetourisme.com

1 Fumay - Parc TerrAltitude
2 Haybes/Fumay - Point de vue André Cunin et point de vue du Fantasticable
3 Haybes - Point de vue de la Platale
4 Givet, Vireux-Wallerand et Harbes Bateaux électriques
5 Haybes - Circuit Ardoise et Légendes
6 Haybes - Point de vue de la Roche à Fépin
7 Hargnes - Maison du Parc Naturel Régional des Ardennes
8 Vireux-Molhain - Camp Romain
9 Vireux-Molhain - Collégiale
10 Hierges - Château
11 Fromelennes - Grottes
12 Givet - Circuit du Mont d'Haurs
13 Givet - Bateau Bayard
14 Givet - Centre aqualudique Rivea
15 Givet - Centre Européen des Métiers d'Art
16 Fumay - Point Information
17 Haybes - Maison des Randonnées
18 Vireux Wallerand - Office de Tourisme Val d'Ardenne
19 Givet - Point Information et Syndicat d'Initiative

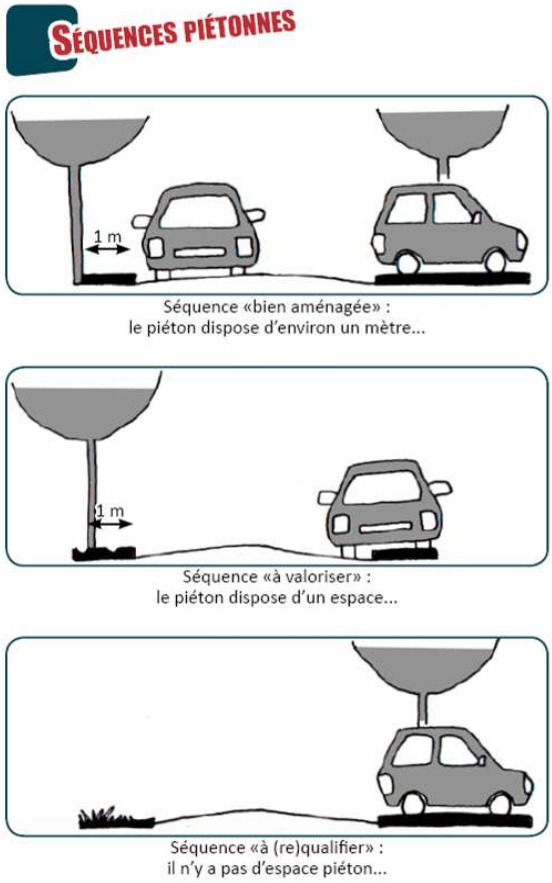
1.10.11. SÉQUENCES PIÉTONNES EN MILIEU URBAIN

L'approche sur la thématique des déplacements doux englobe aussi les parcours effectués au sein de la zone déjà urbanisée.

L'inventaire urbain[14] finalisé en septembre 2011 par le Parc Naturel Régional des Ardennes comporte un volet sur les séquences piétonnes.

Sont reportés sur la carte des enjeux de densification, **les séquences :**
- o **bien aménagées,**
- o **à valoriser,**
- o **à (re)qualifier.**

⇨ ***Ces cartes sont insérées dans le chapitre lié à l'environnement urbain.***



1.10.12. PRISE EN COMPTE DES PERSONNES À MOBILITÉ RÉDUITE

La municipalité s'attache à respecter autant que possible la réglementation en vigueur lors de projet d'aménagement et/ou de requalification des espaces publics.

La topographie locale parfois très pentue ne facilite pas toujours cette prise en compte.

[14] Cet inventaire urbain a été conçu comme un outil au service des municipalités membres du parc, qui consiste à répertorier sur l'ensemble de la commune des **informations relatives aux enjeux locaux d'urbanisme** : maîtrise des consommations foncières, qualification des espaces publics, valorisation des bâtiments de caractère... Les relevés effectués et mis à disposition des municipalités peuvent ainsi permettre d'alimenter les réflexions quant aux documents d'urbanisme, aux travaux de voirie, aux acquisitions foncières, à des aides sur l'habitat...

1.11 COMMUNICATIONS NUMÉRIQUES

Parmi les objectifs de la Loi Grenelle II figure **le développement des communications numériques.** La Loi Pintat relative à la lutte contre la fracture numérique a été adoptée le 17 décembre 2009 (n°2009-1572).
En tant que maître d'ouvrage du **S**chéma **D**irecteur **T**erritorial d'**A**ménagement **N**umérique (S.D.T.A.N.) des Ardennes, **le Conseil Départemental des Ardennes a approuvé le S.D.T.A.N. le 14 février 2014.** La loi n'impose pas de compatibilité entre les SDTAN, qui ont **valeur indicative**, et les documents d'urbanisme opposables comme les plans locaux d'urbanisme (P.L.U.).

1.11.1. SITUATION DE LA COUVERTURE HAUT DÉBIT

ARDENNES
Conseil Général

Direction Générale
des Services Départementaux
Direction des systèmes
d'information
Aménagement Numérique du
Territoire

Situation de la couverture haut débit
Commune de HAYBES

1. Situation ADSL de la commune de HAYBES.

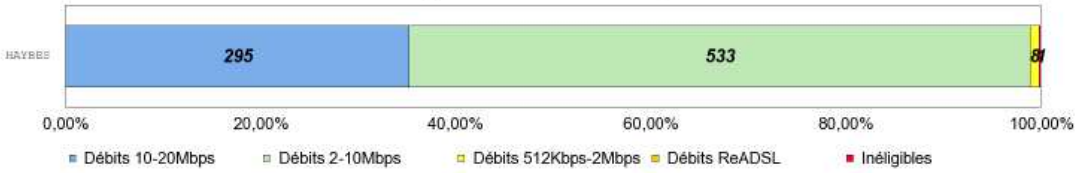
La commune est raccordée à 1 NRA (Nœud de Raccordement des Abonnés) équipé(s) pour rendre éligible(s) les 837 lignes téléphoniques de la commune à la technologie ADSL.

NRA de couverture	Communes couvertes
FUMAY	FEPIN
	FUMAY
	HAYBES

2. Couverture ADSL

La commune de HAYBES comprend 837 lignes téléphoniques éligibles à la technologie ADSL dans les proportions suivantes :

Répartition des débits ADSL



(données provenant de l'étude d'opportunité pour apporter le Très Haut Débit)

Il est cependant possible que certaines lignes ne soient pas éligibles à l'ADSL faute de la qualité du câble, chose que nous ne pouvons évaluer.
De plus, tous les Fournisseurs d'Accès Internet (FAI) ne proposent pas forcément les mêmes offres sur la commune.

3. Couverture Très Haut débit projetée

Dans le cadre du schéma directeur initié par le Conseil général concernant le déploiement d'infrastructures dites « très hauts débits », la technologie projetée pour la commune de HAYBES serait de type:

MED :Montée en débit des lignes téléphonique dites 'cuivre'

Source : Informations fournies par le Conseil Général des Ardennes en novembre 2013

Remarque : De nouvelles orientations politiques plus ambitieuses sont en cours, en faveur du déploiement de la fibre optique jusqu'à l'abonné (F.T.T.H.) sur l'ensemble du département des Ardennes, avec le concours entre autres des différentes structures intercommunales.
Sauf évolution contraire, le S.D.T.A.N. va être révisé.

1.11.2. ANTENNE DE RADIOTÉLÉPHONIE MOBILE

Les instructions ministérielles stipulent que ces installations n'entrent pas dans le service public des télécommunications, elles ne peuvent donc être assimilées à des ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics (O.T.N.F.S.P.) assimilés aux équipements publics.

En conséquence, et afin d'éviter tout risque de contentieux à venir, il est indispensable de prévoir, pour chaque zone, des dispositions spécifiques pour ce type d'équipement au titre des installations nécessaires aux services « d'intérêt collectif ».

Dans le cadre du développement de sa couverture réseau, **la société Orange souhaite implanter une antenne relais de radiotéléphonie mobile sur le territoire communal de Haybes, sur les parcelles cadastrales 90 et 134**. Cette nouvelle infrastructure se situera au Sud de la zone d'activités de l'Espérance, dans la partie ouest du territoire communal *(Source : Étude d'incidence Natura 2000 pour le projet d'implantation d'une antenne relais à Haybes – Airele – septembre 2011).*

1.12 ARTICULATION DU P.L.U. AVEC LES AUTRES DOCUMENTS D'URBANISME ET /OU LES PLANS ET PROGRAMMES SUPRA-COMMUNAUX

À ce jour, l'article L.123-1-9 du code de l'urbanisme prévoit que :

> *« Le plan local d'urbanisme doit, s'il y a lieu, être compatible avec les dispositions du schéma de cohérence territoriale, du schéma de secteur, du schéma de mise en valeur de la mer et de la charte du parc naturel régional ou du parc national, ainsi que du plan de déplacements urbains et du programme local de l'habitat. Il n'est pas illégal du seul fait qu'il autorise la construction de plus de logements que les obligations minimales du programme local de l'habitat n'en prévoient.*
> *Il doit également être compatible avec les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux en application de l'article L.212-1 du code de l'environnement ainsi qu'avec les objectifs de protection définis par les schémas d'aménagement et de gestion des eaux en application de l'article L.212-3 du même code.*
> *(…)*
> *Le plan local d'urbanisme prend en compte, lorsqu'ils existent, les schémas régionaux de cohérence écologique et les plans climat-énergie territoriaux.»*

À ce jour, l'article L.123-1-10 du code de l'urbanisme prévoit aussi que :

> *« Le plan local d'urbanisme doit également, s'il y a lieu, être compatible avec les objectifs de gestion des risques d'inondation définis par les plans de gestion des risques d'inondation pris en application de l'article L.566-7 du code de l'environnement, ainsi qu'avec les orientations fondamentales et les dispositions de ces plans définies en application des 1° et 3° du même article L. 566-7, lorsque ces plans sont approuvés.*
> *Lorsqu'un plan de gestion des risques d'inondation est approuvé après l'approbation d'un plan local d'urbanisme, ce dernier doit, si nécessaire, être rendu compatible dans un délai de trois ans avec les éléments mentionnés au premier alinéa du présent article.*
> *Dans ce cas, et par dérogation aux dispositions de l'article L.123-1-9 du présent code, le plan local d'urbanisme n'a pas à être compatible avec les orientations fondamentales relatives à la prévention des inondations définies par les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux en application de l'article L.212-1 du code de l'environnement. »*

L'article R.123-2-1 du code de l'urbanisme précise enfin que lorsque le plan local d'urbanisme doit faire l'objet d'une évaluation environnementale conformément aux articles L.121-10 et suivants, **le rapport de présentation décrit l'articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes** mentionnés à l'article L.122-4 du code de l'environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en considération.

1.12.1. CHARTE DU PARC NATUREL RÉGIONAL DES ARDENNES

Comme indiqué précédemment au point lié à l'intercommunalité, la commune de Haybes fait partie du Parc Naturel Régional des Ardennes et elle adhère de ce fait à la charte du parc.

Qu'est-ce que la charte ?
(source : site internet du parc naturel régional des Ardennes)

Document de référence pour chaque P.N.R., elle contient les grandes orientations et le programme d'actions que le P.N.R. et tous ses partenaires s'engagent à mettre en œuvre, dans des domaines aussi divers que l'agriculture, la forêt, le tourisme, le paysage, l'énergie, l'environnement ou l'animation du territoire… En adhérant au P.N.R., les collectivités, comme celle de Haybes, s'engagent à respecter le contenu de la charte.

Que trouve-t-on dans la charte ?

La charte regroupe :

- le projet de territoire pour les 12 ans à venir,
- le plan illustrant la charte et les priorités du PNR,
- les statuts du Syndicat mixte, gestionnaire du PNR,
- la marque du P.N.R., composée de son logo et de sa dénomination,
- le programme d'actions sur trois ans, détaillé et chiffré,
- le budget de fonctionnement et l'organigramme du PNR.

Articulation avec le P.L.U. de Haybes ?

Il doit être compatible avec cette charte.

1.12.2. PLAN DE DÉPLACEMENTS URBAINS

À ce jour, la commune de Haybes n'est pas concernée par un P.D.U.

1.12.3. PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT

À ce jour, la commune de Haybes n'est pas concernée par un P.L.H.

1.12.4. S.D.A.G.E. RHIN-MEUSE

Le Schéma Direction d'Aménagement et de Gestion des Eaux «Rhin Meuse 2010-2015», validé par le comité de bassin du 27 novembre 2009 a défini de grandes orientations fondamentales de la politique de l'eau du bassin, parmi lesquelles celles de :

- Réduire les pollutions responsables de la non atteinte du bon état des eaux,
- Organiser la gestion des cours d'eau et des plans d'eau et y mettre en place des actions respectueuses de ces milieux […],
- Prévenir les situations de surexploitation et de déséquilibre quantitatif de la ressource en eau,
- Préserver de toute urbanisation les parties de territoire à fort intérêt naturel,
- etc.

Les décisions prises dans le domaine de l'eau devront prendre en compte les dispositions du SDAGE.

Il s'agit notamment des inondations (crues, digues, coulées boueuses, ruissellements), de la préservation des ressources naturelles (déséquilibre de la nappe souterraine, préservation des zones de mobilités, des zones humides, de la végétation rivulaire, des corridors biologiques), de l'alimentation en eau potable et assainissement des zones ouvertes à l'urbanisation. Pour retrouver toute l'information, il convient de consulter le site internet concerné (www.eau2015-rhin-meuse.fr).

- ***Orientation T5A-O2 :*** le SDAGE recommande aux documents d'urbanisme de prendre en compte, de façon stricte, l'exposition aux risques d'inondations dans l'urbanisation des territoires. Les dispositions mises en œuvre auront pour objectifs d'assurer la sécurité des personnes exposées au risque inondation et limiter la vulnérabilité des biens et activités d'une part, et de préserver les zones à vocation d'expansion des crues de toute urbanisation nouvelle et de tout remblaiement ou endiguement d'autre part.

- ***Orientation T5A-O3.1*** : le SDAGE préconise de mettre à profit l'élaboration ou la révision des documents d'urbanisme pour identifier des zones susceptibles de constituer des zones de stockage de crue, et même de reconquérir de nouvelles zones d'expansion des crues à chaque fois que cela est possible.

- ***Orientation T5A-O3.2 :*** dans l'objectif de limiter l'impact de l'urbanisation sur les risques d'inondations, le SDAGE recommande aux documents d'urbanisme de prévoir des dispositions visant à limiter le débit des eaux pluviales rejetées directement ou indirectement dans les cours d'eau. Il incite en particulier à recourir aux techniques alternatives de gestion des eaux pluviales, permettant de favoriser l'infiltration et/ou de maîtriser les débits de rejets.

- ***Orientation T5A-O3.3*** : la mise en valeur et le maintien des zones humides, ainsi que la mise en place et/ou le maintien d'aménagements tels que couverture végétale, haies et fascines contribuent à limiter et ralentir les ruissellements.

- ***Orientations T5C-O1 et T5C-O2*** : il convient de s'assurer avant l'ouverture à l'urbanisation de nouveaux secteurs, que les conditions sont réunies pour assurer, immédiatement ou dans un avenir maîtrisé, une bonne alimentation en eau potable ainsi qu'une bonne collecte et un bon traitement des eaux usées.

1.12.5. SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SAGE)

À ce jour, il n'existe pas de S.A.G.E. intégrant la commune de Haybes.

1.12.6. SCHÉMA RÉGIONAL DE COHÉRENCE ÉCOLOGIQUE

À ce jour, le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) n'est pas encore finalisé et approuvé.
Ce document issu de la loi Grenelle 2 prévoit notamment l'outil « Trame verte et bleue » (TVB) qui doit être transcrit, en régions, par la réalisation de ces schémas. Cette trame verte et bleue est un des leviers qui doit permettre la préservation et la remise en état des continuités écologiques dans le but d'enrayer le déclin de la biodiversité.

1.12.7. PLAN CLIMAT-ÉNERGIE TERRITORIAL

Le Plan Climat Énergie de la région Champagne-Ardenne a été finalisé en octobre 2008.

La fiche territoriale est la déclinaison de l'atlas régional pour les territoires de projets et les 10 principales villes de Champagne-Ardenne.

L'atlas régional constitue la synthèse, à l'échelle régionale, du bilan des émissions de gaz à effet de serre et de leurs origines en Champagne-Ardenne dans les secteurs du Bâtiment (tertiaire et résidentiel), des Transports, de l'Agriculture/Sylviculture, de l'Industrie et des Déchets.
Ce diagnostic a été déployé à divers échelons territoriaux : départements, parcs naturels régionaux, pays, agglomérations et villes. Chacun des territoires concernés dispose d'un état des lieux de ses émissions de gaz à effet de serre sous la forme d'une « fiche territoriale ».

> ⇨ Le Parc Naturel Régional des Ardennes dispose d'une fiche territoriale (voir le §.2.10.3. sur le volet « Énergie ».

1.12.8. SCHÉMA DÉPARTEMENTAL D'AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE[15]

Le schéma ardennais d'aires d'accueil des gens du voyage, adopté le 19 décembre 2002, ne prévoit pas la création d'aires d'accueil sur le territoire de Haybes.

Par un arrêté préfectoral du 6 décembre 2002, la compétence pour l'accueil des gens du voyage a été transférée à la C.C. Ardenne Rives de Meuse.

Au cours des années 2000, le flux de caravanes s'est accentué sur le territoire communautaire et principalement sur la seule commune de Givet. Face à ce constat, il a été décidé de créer une aire suffisamment adaptée aux besoins sur la Pointe Nord des Ardennes. Celle-ci regroupe 30 places et se situe dans l'emprise du Parc d'Activités Communautaire de Givet. Ainsi, en application de la législation en vigueur, les communes intégrées à la C.C.A.R.M. dont Haybes, ont le droit de faire procéder, après mise en demeure du Préfet, à l'évacuation forcée des résidences mobiles, stationnées de manière illicite.

1.12.9. DOCUMENT DE GESTION DE L'ESPACE AGRICOLE ET FORESTIER

Les lois d'Orientation Agricole du 9 juillet 1999 et de la chasse du 26 juillet 2000, prévoient la réalisation de ce document dans chaque département. Le D.G.E.A.F. identifie les enjeux agricoles, forestiers, environnementaux et paysagers et permet d'avoir une vue d'ensemble de tous les paramètres importants à prendre en considération pour une aide à la décision sur la gestion des territoires.

Il aide à la définition de politiques et à l'utilisation d'outils adaptés aux enjeux des territoires.

L'article R.123-17 du code de l'urbanisme[16] stipule que conformément à l'article L.112-1 du code rural, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent consulte lors de l'élaboration du plan local d'urbanisme le document de gestion de l'espace agricole et forestier (D.G.E.A.F.), lorsqu'il existe.

À ce jour, **le département des Ardennes ne dispose pas d'un tel document**.
(sources : Préfecture des Ardennes et Direction Départementale des Territoires)

1.12.10. PART MINIMALE DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX

L'article 55 de la Loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000, relative à la solidarité et au renouvellement urbains, fixe aux communes de plus de 3.500 habitants (1 500 en Ile de France) situées dans les agglomérations de plus de 50.000 habitants comprenant au moins une commune de plus de 15.000 habitants, de disposer d'**au moins 20 % de logements locatifs sociaux par rapport à leur parc de résidences principales**.

La commune de Haybes n'est pas concernée par l'application de cet article. Pour mémoire, son parc locatif HLM représente en 2009 environ 4% des résidences principales.

[15] Informations extraites du site internet de la C.C.A.R.M.

[16] Dans sa version modifiée par décret n°2012-290 du 29 février 2012 - art.33

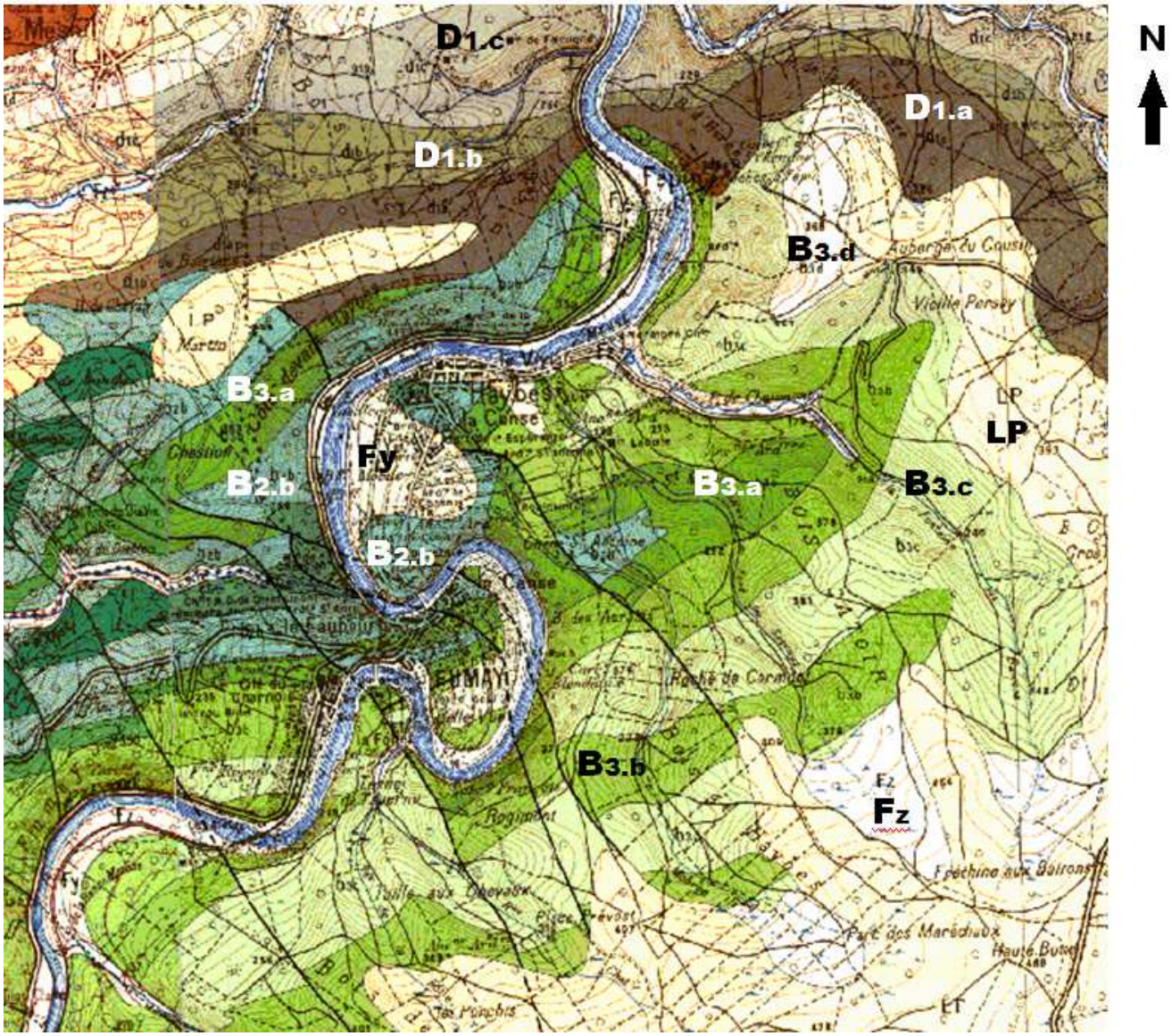
TITRE 2 ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

2.1 MILIEU PHYSIQUE

2.1.1. ORIGINES GÉOLOGIQUES

Le territoire de Haybes est situé sur des **terrains primaires du cambrien**, avec deux étages connus (Revinien et Devillien).

L'essentiel de ce paysage s'est formé lors de l'orogénèse hercynienne durant laquelle la Meuse s'est creusée une profonde entaille, qui constitue aujourd'hui la vallée de la Meuse.



Source : © BRGM

Une partie du bourg de Haybes repose sur des **alluvions anciennes (Fy)**. Cette formation existe surtout dans les boucles des grandes vallées de la Meuse et de la Semoy, occupant un niveau souvent compris entre 5 et 20 mètres au-dessus du cours d'eau. Les alluvions sont formées de blocs roulés et de galets en provenance de quartzites du Cambrien et du Dévonien inférieur et de limons argileux.

On trouve des **alluvions modernes (Fz)**, dans les vallées de cours d'eau.

Le reste de la zone agglomérée repose ensuite sur des terres du **Devillien supérieur (b2.b),** englobant la veine ardoisière de la Renaissance et les Quartzites clairs du Pont-de-Fumay et des Quatre-Fils Aymon. La partie supérieure de l'assise est caractérisée par une veine ardoisière de 15 à 25 m de puissance, divisée dans sa masse par un seul petit lit de quartzite.

Le plateau ardennais repose quant à lui sur des terres du **Revinien moyen et inférieur** :

- Revinien moyen : Phyllades et quartzites noirs d'Anchamps (b3.c) : série alternante de phyllades noirs micacés et de bancs peu épais (quelques cm à 2 m) de quartzite noir s'épaississant vers le sommet de l'assise jusqu'à atteindre une puissance de 5 m.

- Revinien inférieur : Phyllades noirs ardoisiers de la Folie et quartzites de la Roche-à-Sept-Heures (b3.b) : la partie supérieure est constituée par une veine ardoisière noire de 10 à 30 m de puissance (admettant de minces lits de quartzites gris), anciennement exploitée à Fumay, Haybes, Monthermé et Deville.

- Revinien inférieur : Assise de transition (b3.a) : à la partie supérieure de l'assise, la veine ardoisière noire des Peureux, peu épaisse (3 à 5 m) et se débitant en dalles, a été anciennement exploitée pour les ardoises d'écoliers (Haybes, Fumay, Deville, Bogny et Naux). Elle repose sur un ensemble de roches plus phylladeuses que quartzitiques, dont la teinte passe graduellement du gris sombre, au sommet, au vert à la base, faisant ainsi la transition de l'étage noir revinien à l'étage vert devillien (épaisseur variant de 40 à 120 m).

Le plateau est aussi formé de **limons (LP)**, généralement argileux et brunâtres, contenant de nombreux fragments altérés de roches sous-jacentes, principalement à la base de la formation.

2.1.2. DONNÉES CLIMATIQUES

Haybes est soumise à un climat de type semi-continental.

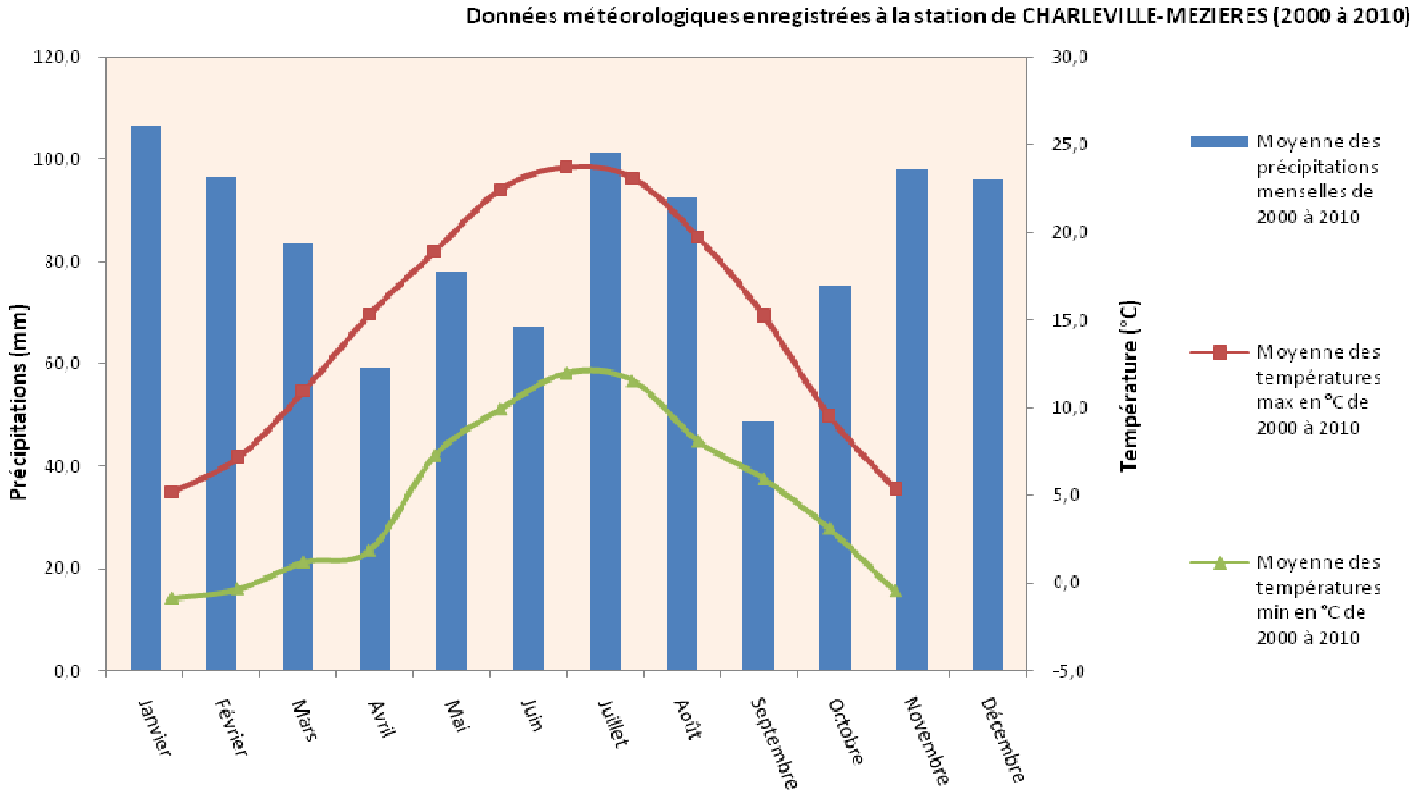
Si les hivers sont relativement froids et les étés « assez chauds », le climat se distingue par une humidité importante, due en grande partie à la présence du massif forestier.

Ce secteur compte parmi les plus arrosés du département des Ardennes.

Les brouillards sont eux aussi très fréquents et ont tendance à stagner dans le fond de vallée. Ils sont issus de phénomènes locaux dus notamment à la présence de vallées encaissées, à de nombreux cours d'eau et principalement la Meuse, et à un couvert végétal dense.

Les données ci-dessous concernent la station de CHARLEVILLE – MÉZIÈRES pour la période 2000-2010. Cette dernière est considérée comme représentative des tendances climatiques du secteur d'étude.

Mois	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Précipit. (mm)	106,3	96,5	83,4	59,1	77,8	67,1	101,2	92,3	48,6	75,4	98,0	95,9
T°C maxi	5,2	7,2	10,9	15,3	18,9	22,5	23,7	23,1	19,7	15,3	9,5	5,4
T°C mini	-0,9	-0,3	1,2	1,9	7,3	9,9	12,0	11,5	8,1	5,9	3,1	-0,5
	Précipitations cumulées : 1001,5 mm				T°C max moyenne annuelle : 14,7°C				T°C min moyenne annuelle : 4,9°C			

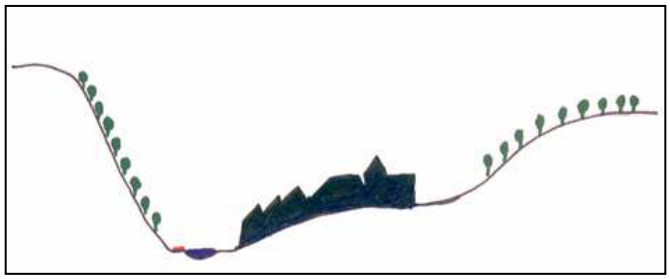


Source : exploitations des données en ligne sur le site de Météo France

2.1.3. RELIEF

La morphologie du territoire de Haybes est tout à fait caractéristique des communes de la vallée de la Meuse.

La zone urbaine est enclavée dans l'étroit défilé du fleuve, limité par la Meuse et ses versants abrupts (pentes de 75 %) formant une véritable barrière rocheuse à l'ouest de la commune sur la rive gauche.



Source : rapport de présentation du P.O.S. avant révision

La rive droite de la Meuse, caractérisée par l'apport d'alluvions et de matériaux arrachés à la rive gauche offre une surface plus plane et présente un site d'implantation anthropique idéal au cœur de ce méandre.

Mais, **l'essentiel du vaste territoire de Haybes (2 805 ha) reste situé sur le plateau ardennais entaillé de vallées encaissées**. Les différents ruisseaux s'y écoulant sont des affluents de la Meuse. La forêt est composée à l'origine de chênes et de bouleaux, cependant les résineux plantés par l'homme se multiplient à certains endroits. Les abords de Haybes, notamment au sud et à l'est ont été déboisés pour laisser place à des herbages et des cultures céréalières.

Comme indiqué précédemment, la dénivellation entre le cours d'eau et le rebord du plateau peut s'avérer très importante, et peut être marquée par des escarpements abrupts ou des pentes (ex : Côte de Haybes et bois des Aurains).

Les talwegs[17] les plus importants sont identifiés sur la carte du relief ci-après.

L'altitude minimale hayboise s'élève à 110 m, au niveau de la Meuse, et l'altitude maximale à 489 m au sud-est du territoire (lieu-dit « Haute Butté »), sur le plateau ardennais.

2.1.4. HYDROGRAPHIE SUPERFICIELLE – TRAME BLEUE

La Meuse, fleuve européen, constitue l'élément majeur du système hydrographique local. Elle structure une partie seulement du territoire de Haybes, mais non la moindre, puisqu'elle encercle à zone urbaine. La limite communale emprunte d'ailleurs une partie de son tracé.

À la sortie du massif ardennais français, la Meuse traverse la Belgique puis la Hollande, où son estuaire sur la mer du Nord avoisine celui du Rhin.

La plaine alluviale de la Meuse constitue une zone d'expansion lors des crues fluviales. La superficie du bassin versant de la Meuse à la confluence avec la Semoy est de 7 621,9 km². A l'aval de Charleville-Mézières, le bassin versant est essentiellement de type forestier, avec notamment la forêt des Ardennes.

Le réseau hydrographique est assez serré sur les terrains cambriens et dévoniens essentiellement schisteux ou quartzitiques et imperméables.
Sur les plateaux, la multiplicité des petites sources, dues à l'imperméabilité du sous-sol, occasionne fréquemment l'installation de marécages qui sont à l'origine de ruisseaux :

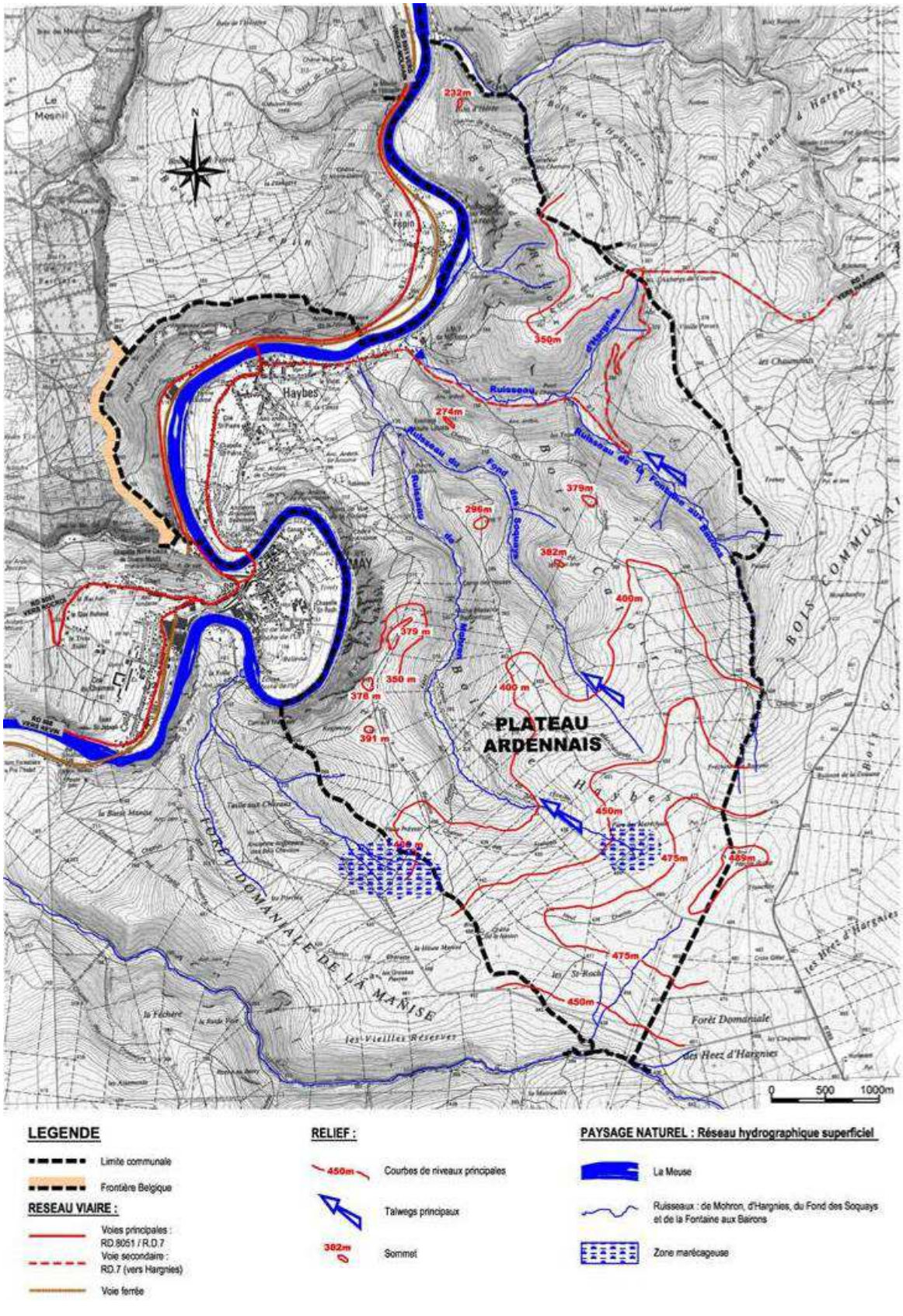
- **ruisseau de Mohron,**
- **ruisseau du Fond des Soquays,**
- **ruisseau de la Fontaine aux Bairons,**
- **ruisseau d'Hargnies.**

[17] Talweg signifie littéralement «chemin de la vallée» en allemand. Il est équivalent de l'expression « ligne de collecte des eaux ». Les talwegs sont en grande majorité modelés par l'érosion fluviatile et fréquemment occupés par le réseau hydrographique.
Le talweg s'oppose à la ligne de crête, ligne de faîte ou ligne de partage des eaux.

Ces ruisseaux entament ensuite les schistes : l'érosion devient alors active et les alluvions s'il y en a, sont uniquement caillouteuses. Entre ces petits cours d'eau, les plateaux sont généralement recouverts de limons argileux et caillouteux. Les sources sont abondantes, mais leur débit est souvent faible en été. Enfin, il est à noter que **le ruisseau des Manises** forme la limite de l'extrémité Sud du territoire communal.

RELIEF ET RÉSEAU HYDROGRAPHIQUE SUPERFICIEL

Source : carte établie à partie du fond de plan IGN 1/25 000ème



2.2 PATRIMOINE PAYSAGER

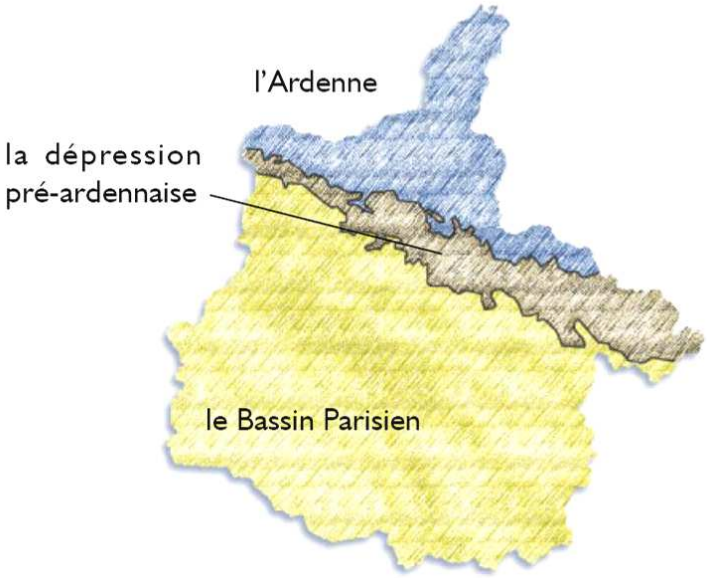
2.2.1. LES GRANDS PAYSAGES ARDENNAIS

Source : Les Ardennes : vers une politique du paysage – Agence FOLLEA et GAUTIER – Juin 2000

L'une des originalités du département des Ardennes est de se trouver "à cheval" sur les confins du Bassin Parisien et du Massif Rhénan.

C'est un territoire de rencontre entre deux mondes radicalement différents : celui du sédiment -calcaire- et celui du schiste, celui de la Champagne et celui de l'Ardenne.

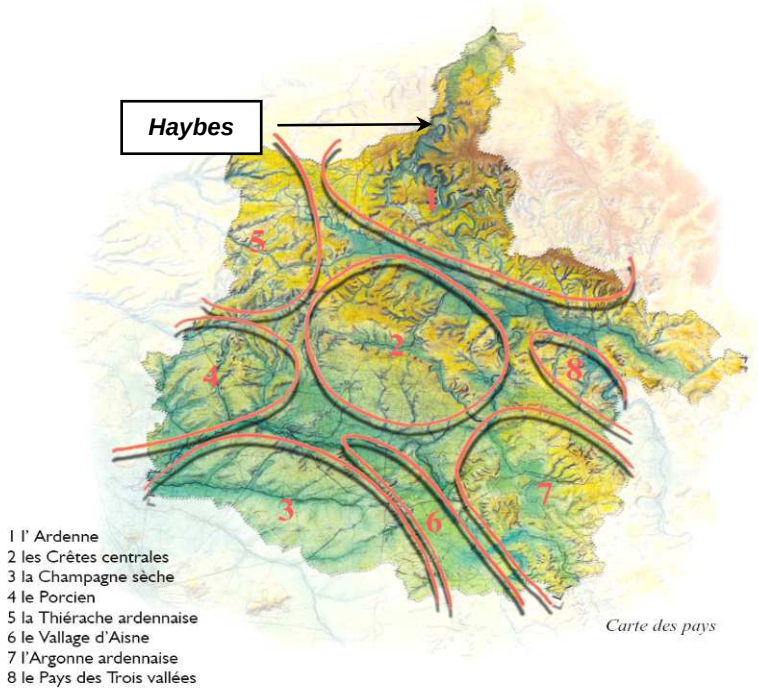
La rencontre entre les deux s'opère au moyen d'une couture : la dépression pré-ardennaise. Il s'agit d'un vaste couloir de vallée qui s'allonge d'est en ouest sur 70 km à travers tout le département.



2.2.2. HAYBES : UN TERRITOIRE AU CŒUR DE L'ARDENNE

L'étude paysagère menée à l'échelle départementale en 2000 a conduit à identifier plusieurs unités paysagères.

Le territoire de Haybes est, quant à lui, englobé dans *l'Ardenne*.



Source : Extrait de l'étude « Les Ardennes : vers une politique du Paysage » - Juin 2000

2.2.3. PLAN DE PAYSAGE DU P.N.R.A. (PARTIE EST DU TERRITOIRE)[18]

Le Parc Naturel Régional des Ardennes s'est lancé en décembre 2012 dans la réalisation des plans de paysage pour chacune des grandes unités paysagères, en privilégiant la dimension intercommunale par une implication forte des collectivités.

L'élaboration des plans de paysage est l'occasion d'une analyse prospective et d'une démarche participative, associant les gestionnaires de l'espace, les organisations agricoles et les habitants, dans un objectif d'appropriation collective des enjeux.

Les communes et les collectivités compétentes s'engagent à prendre en compte les orientations des plans de paysage, notamment au sein de leurs documents d'urbanisme.

Le Plan de Paysage sur la partie Est du territoire du parc a été approuvé le 11 décembre 2013.

Pour Haybes, les objectifs à soutenir prioritairement sont les suivants :

- atténuer les impacts des aménagements forestiers et des boisements agricoles,
- masquer les tranchées forestières et mettre en scène les réseaux aériens RTE,
- mettre en scène le paysage depuis les principaux axes de desserte par des percées visuelles et éviter la conurbation,
- valoriser le cadre de vie par un traitement qualitatif des espaces publics,
- miser sur l'originalité pour la reconversion de friches urbaines,
- enfouir les réseaux aériens,
- intégrer le bâti par la couleur au paysage urbain,
- définir des règles d'urbanisme favorables à l'urbanisation et à la créativité architecturale,
- accompagner les projets d'habitations par des aides techniques et / ou financières.

[18] Source : avis du P.N.R.A. daté du 9 septembre 2014, rendu sur le projet de P.L.U. arrêté

2.3 OCCUPATION DU SOL DU TERRITOIRE COMMUNAL

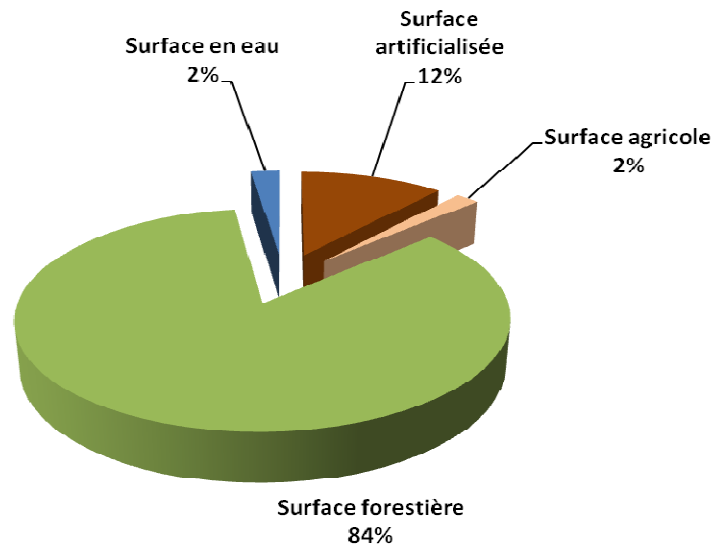
Source : Certu – observation urbaine – Juin 2010

L'occupation des sols de l'ensemble du territoire communal est analysée à partir de quatre grandes composantes calées sur la nomenclature d'occupation du territoire Corine Land Cover.

- **Les surfaces urbanisées** correspondent à des sols bâtis ou des sols artificialisés non bâtis intégrant les sols enherbés tels que pelouses, parcs ou terrains de jeux.
- **Les surfaces agricoles** regroupent, à la fois, les sols cultivés et les surfaces toujours en herbe.
- **Les surfaces forestières** sont composées des sols boisés et des forêts.
- **Les autres surfaces naturelles** sont de types landes ou sols nus naturels, à l'exclusion des surfaces en eaux.

À partir de là, l'occupation des sols **de Haybes** a été étudiée pour **l'année 2013**. La surface en eau a été ajoutée car le territoire est traversé par plusieurs cours d'eau.

Occupation des sols de Haybes en 2013
(selon nomenclature Corine Land Rover)



Sans surprise, la zone forestière est très nettement majoritaire, le massif forestier ardennais étant omniprésent sur le territoire.

Vient ensuite la surface artificialisée qui regroupe :
- la zone déjà urbanisée toute destination confondue (y compris les constructions isolées),
- l'ensemble des voies de circulation du territoire communal,
- les zones de parcs, jardins et vergers privés directement rattachées aux emprises bâties, longeant la boucle de la Meuse ou au sein de la zone urbaine (ex : parc donnant sur les rues de l'Espérance et Pirot Simon).

La surface en eau vise la Meuse et ses affluents (ruisseaux de Mohron, de la Fontaine aux Bairons, etc.).

À Haybes, la surface agricole est peu représentée et se limite à quelques prairies principalement situées en frange Est de la zone bâtie.

2.4 PATRIMOINE ÉCOLOGIQUE - BIODIVERSITÉ

De nombreux régimes de protection coexistent sur le territoire de Haybes, qui revêt un intérêt écologique remarquable, notamment par sa diversité.

> ⇨ **Des fiches descriptives et illustrées de ces espaces sensibles sont jointes dans le document n°1B (Annexes au rapport de présentation environnemental).**

2.4.1. ZONES NATURELLES D'INTÉRÊT ÉCOLOGIQUE, FAUNISTIQUES ET FLORISTIQUE (Z.N.I.E.F.F.)

Source : DREAL Champagne-Ardenne – Base de données communales – mai 2013

Haybes est concernée par deux *Z.N.I.E.F.F.* :

- ***Z.N.I.E.F.F. de type I, n°210020082*, dénommée "Bois des Aurains à l'Est de Fumay".**

D'une superficie de 123 hectares, cette ZNIEFF est divisée en deux sites distincts, chacun situé sur un versant très pentu surplombant la vallée de la Meuse entre Fumay et Haybes. Elle est incluse dans la vaste ZNIEFF de type II du massif ardennais. La végétation très typique et adaptée aux sols acides du lieu, comprend plusieurs types forestiers répandus en forêt d'Ardenne : la chênaie sessiliflore à myrtille et genêt à balais, la chênaie-charmaie de pente montagnarde sur les parties les plus raides du versant ouest et des versants nord et nord-ouest, la chênaie-frênaie sur les pentes moins raides puis l'aulnaie-frênaie inondable (linéaire, très réduite en pied de versant).

On y trouve deux espèces rares, l'orme lisse et la lunaire vivace, d'origine montagnarde, très rare au-dessous de 400 mètres d'altitude et protégée en Champagne-Ardenne.

L'intérêt écologique de la ZNIEFF est dû aussi aux groupements végétaux des falaises et rochers. On rencontre ici des végétations pionnières de pelouses et des groupements de fougères caractéristiques. On y observe des espèces rares à très rares, notamment la canche printanière, l'orobanche du genêt, le trichomanès remarquable (fougère protégée en France et en Europe) ainsi qu'une sous espèce rare du capillaire, tous étant inscrits dans la liste rouge des végétaux menacés de Champagne-Ardenne.

- ***ZNIEFF de type II* (grand ensemble naturel), n° 210001126, dénommée "Le plateau ardennais".**

Le massif forestier d'Ardenne est l'un des massifs les plus vastes de la région. Par son étendue, par son caractère typique, par la richesse de sa flore et de sa faune, ce massif se range parmi les sites majeurs de la Champagne-Ardenne. Il constitue une vaste ZNIEFF de type II de près de 44.000 hectares, limitée dans sa partie Est et Nord par la frontière franco-belge. Bastion élevé dominant tout le pays avoisinant, l'Ardenne constitue une petite région particulière au caractère submontagnard prononcé.

Il s'agit d'une ZNIEFF à dominante forestière (hêtraie acidiphile, hêtraie-charmaie-érablaie, chênaie pédonculée-charmaie, aulnaie-frênaie), mais certaines tourbières et landes relictuelles, une partie des vallées de la Meuse, de la Houille et de la Semoy (avec leurs prairies alluviales), les escarpements rocheux avec leurs végétations particulières, ainsi que des plantations (résineuses et feuillues) et des cultures sont également inclus dans son territoire.

L'intérêt floristique pour la région est exceptionnel avec une cinquantaine espèces rares à très rares dont 21 sont protégées. Deux petites plantes carnivores peuvent s'y rencontrer : la droséra à feuilles rondes et la droséra intermédiaire (en forte régression dans toute la France, et dont les trois stations des Ardennes sont les dernières pour toute la région champ-ardennaise).

Cette Z.N.I.E.F.F. représente également un ensemble faunistique de grand intérêt. Les insectes sont très diversifiés : notamment les sauterelles, criquets ou encore les papillons qui comprennent certaines raretés à l'échelle nationale avec le damier de la succise, etc. La présence des ruisselets, sources et petites mares attire les batraciens dont les plus remarquables sont la salamandre commune et le crapaud accoucheur.

La Z.N.I.E.F.F. présente une bonne diversité en oiseaux, le massif forestier et ses abords permettant l'alimentation et la reproduction de très nombreuses espèces (près de 90). Elle abrite également les seuls grands corbeaux de toute la Champagne-Ardenne.

Le caractère sauvage du site attire enfin de nombreux mammifères. Ainsi, les anciennes ardoisières de Monthermé et de Deville, forment un vaste réseau souterrain abritant plusieurs colonies de chauves-souris. Dix espèces différentes hibernent dans ces anciennes carrières souterraines et sont toutes protégées au niveau national.

2.4.2. ZONE IMPORTANTE POUR LA CONSERVATION DES OISEAUX (Z.I.C.O.)

Sources : DREAL Champagne-Ardenne – Base de données communales – mai 2013

Le territoire de Haybes est inclus dans la délimitation de la ZICO n° CA01 «Plateau Ardennais». Il s'agit d'une vaste zone délimitée au Sud par une ligne reliant Signy-le-Petit à Charleville-Mézières puis Sedan. Elle est constituée à plus de 75% par une forêt de feuillus et occupe une superficie totale de 94.800 ha.

L'intérêt ornithologique de cette zone se justifie par une concentration remarquable de populations d'oiseaux nicheurs. Par ailleurs, le territoire de la commune de Fumay par la présence de plusieurs versants abrupts rocheux qui dominent la Vallée de la Meuse, est susceptible d'accueillir plusieurs espèces déterminantes au titre de la Z.I.C.O., à savoir notamment le Grand-duc d'Europe et le Faucon pèlerin.

2.4.3. NATURA 2000

Sources : DREAL Champagne-Ardenne – Base de données communales – mai 2013

Le territoire est aussi concerné par un site *Natura 2000*. Il s'agit du *site FR 2112013* (*Zone de Protection Spéciale, ZPS*), dénommée "Plateau ardennais".
Ce site englobe une partie des zones naturelles décrites ci-dessus et s'étend sur 31 communes du département. D'une superficie de 75.655 hectares, il est situé à la frontière franco-belge et présente une couverture boisée importante (90%). Celle-ci est entrecoupée de zones de prairies semi-naturelles humides ainsi que par des falaises favorables aux espèces rupicoles.

Le couvert boisé très important de la Z.P.S. permet la présence d'espèces strictement forestières à forte valeur patrimoniale comme la Chouette de Tegmalm (*Aegolius funereus*), le Pic cendré (*Picus canus*) ou la Gélinotte des bois (*Bonasia bonasia*)[19].

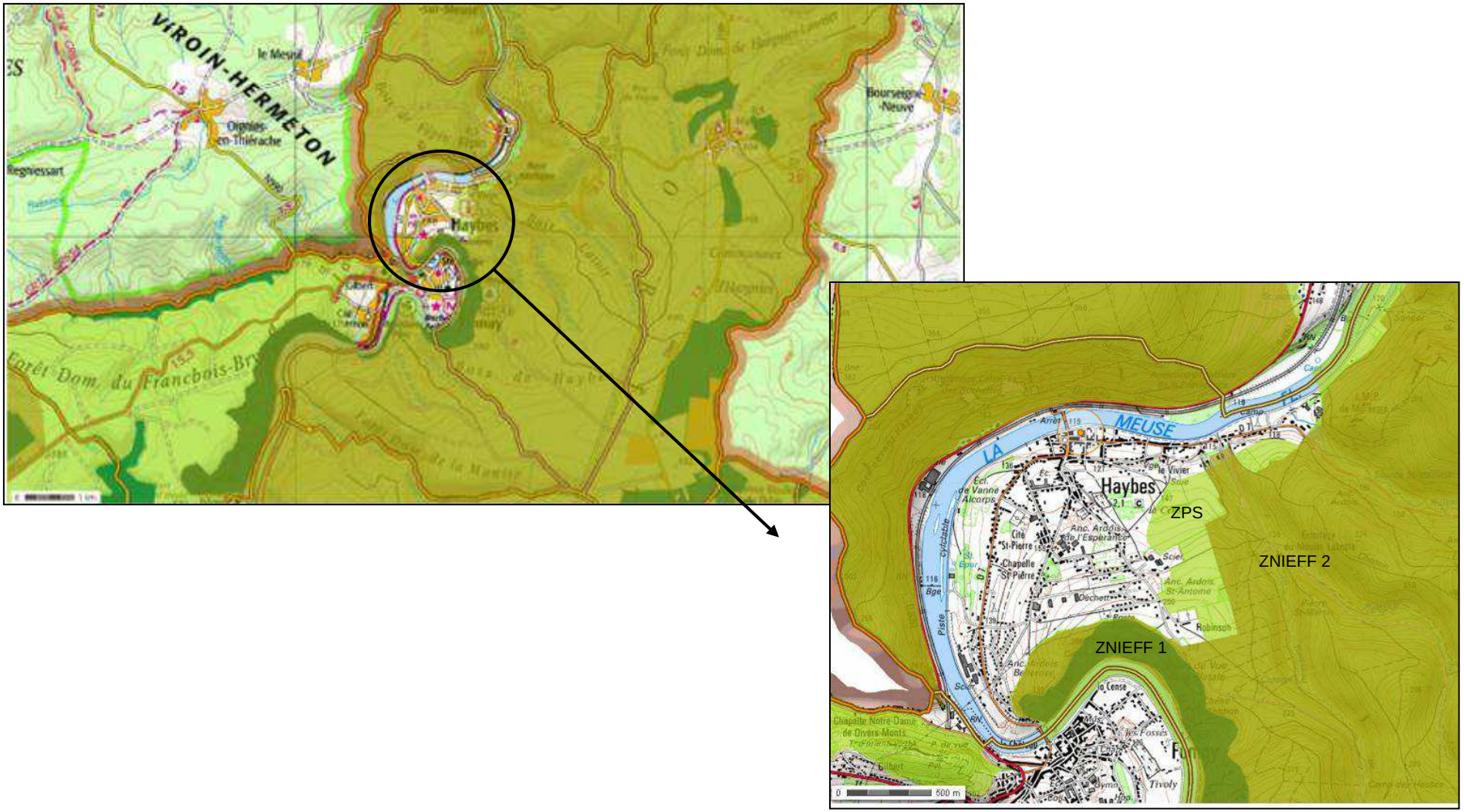
La mosaïque d'habitats ouverts plus ou moins humides permet également la présence d'un grand nombre d'espèces soit en halte migratoire soit en reproduction. À titre d'exemples, les prairies bocagères accueillent la Pie-grièche, la Grue cendrée ou encore la Cigogne noire.

L'existence au sein de la Z.P.S., d'une avifaune riche et variée est directement liée à la conjonction de deux facteurs déterminants : Hétérogénéité et durabilité du couvert forestier ; Présence d'habitats peu communs ou rares (prairies humides, tourbières, etc.) accueillant parfois des taxons aux exigences écologiques (ressources alimentaires, habitat de reproduction, etc.) très spécialisées.

[19] Le Tétras Lyre (*Tetrao tetrix*) a disparu et n'a donc plus à figurer dans cette liste (source : avis de synthèse des services de l'État du 6 janvier 2015).

CARTE DE SYNTHÈSE DES ZONES NATURELLES PROTÉGÉES

Sources : Géoportail ; DREAL Champagne-Ardenne – Base de données communales – mai 2013



2.4.4. RÉSEAU ÉCOLOGIQUE HAYBOIS : TRAME VERTE ET TRAME BLEUE



PRÉ-DIAGNOSTIC ÉCOLOGIQUE

DU PARC NATUREL RÉGIONAL DES ARDENNES

SUR LA COMMUNE DE HAYBES

DÉMARCHE

La commune de Haybes fait partie du Parc naturel régional des Ardennes et à ce titre, elle peut bénéficier d'accompagnements spécifiques pour la réalisation de certains projets. Ainsi, le pré-diagnostic écologique a été conçu comme un outil au service des municipalités souhaitant intervenir dans les domaines de l'aménagement, de l'agriculture ou de l'environnement.

Ce pré-diagnostic répertorie sur l'ensemble de la commune le réseau écologique potentiel, à partir d'analyse de données et de vérifications par inventaires de terrain. Il s'agit donc d'une synthèse organisée des informations environnementales disponibles actuellement. Mis à disposition des municipalités, ce travail peut ainsi permettre de hiérarchiser les enjeux de continuités naturelles et alimenter les réflexions quant aux travaux d'aménagement...

Bien conscient de la complexité des données fournies et de leur portée stratégique pour une collectivité, le Parc naturel régional demeure à votre disposition pour échanger quant à ce document, et développer une animation si besoin. Pour plus d'informations sur nos missions, connectez-vous à :

www.parc-naturel-ardennes.fr



PNR des Ardennes - Mission « environnement » & « aménagement » - Octobre 2014

DÉFINITIONS

Rappel du Code de l'environnement : *« les continuités écologiques constituant la trame verte et bleue comprennent :*

- *des réservoirs de biodiversité, espaces dans lesquels la biodiversité est la plus riche ou la mieux représentée et où les habitats naturels peuvent assurer leur fonctionnement en ayant notamment une taille suffisante ;*
- *des corridors écologiques assurant des connexions linéaires, discontinues ou paysagères entre des réservoirs de biodiversité, offrant aux espèces des conditions favorables à leur déplacement et à l'accomplissement de leur cycle de vie. »*

« Les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques se rattachent à l'une des sous-trames suivantes :

- *milieux boisés,*
- *milieux ouverts,*
- *milieux humides,*
- *cours d'eau... »*

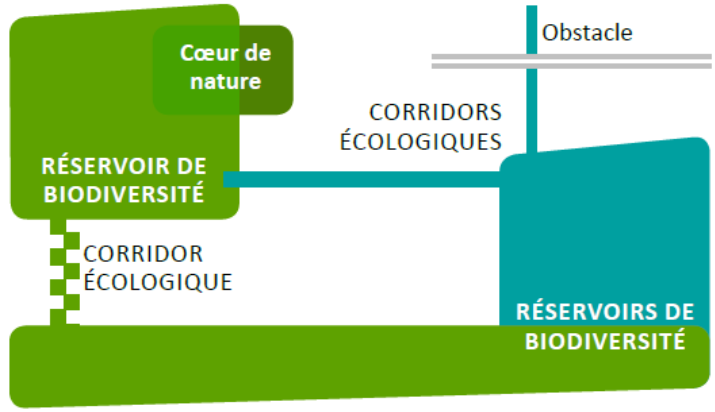
« Les collectivités territoriales et leurs groupements compétents prennent en compte les Schémas régionaux de cohérence écologique (SRCE) lors de l'élaboration ou de la révision de leurs documents d'aménagement de l'espace ou d'urbanisme ». Ce document-cadre fixe des orientations d'actions élaborées à l'échelle régionale, à décliner localement.

Validé en novembre 2011 par un comité représentatif des acteurs locaux, le diagnostic cartographique du réseau écologique du PNR des Ardennes a conduit :

- à considérer l'existence des milieux rupestres parmi les continuités écologiques,
- à préciser que les cœurs de nature définis dans la Charte du PNR des Ardennes - à savoir les Zones naturelles d'intérêts écologique, faunistique et floristique de type 1 (ZNIEFF1), les Zones spéciales de conservation (ZSC), les Réserves naturelles nationales (RNN), les Arrêtés préfectoraux de protection de biotope (APPB) et les Réserves biologiques domaniales (RBD) - sont des réservoirs de biodiversité plus ou moins effectifs selon leur évolution depuis les démarches d'inventaires réalisés.

SCHÉMA DE SYNTHÈSE

Un réseau de continuités écologiques est composé de réservoirs de biodiversité et de corridors écologiques :
relatifs à la trame verte (rassemblant des milieux boisés et ouverts/prairiaux),
relatifs à la trame bleue (rassemblant des milieux humides et aquatiques).



Remarque : les rivières sont tout à la fois des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques de la sous-trame aquatique.

PNR des Ardennes - Mission « environnement » & « aménagement » - Octobre 2014

CARTE DU RÉSEAU ÉCOLOGIQUE



Les obstacles potentiels au réseau écologique ont été catégorisés suivant le tableau ci-dessous.

Obstacles zonaux	Obstacles linéaires	Obstacles ponctuels
Bâtiments, postes de transformation, carrières en cours d'exploitation, zones à vocation urbaine	Routes départementales ou > 2000 véh/jr, parcs à gibier, lignes électriques, voies ferrées	Pylônes, éoliennes, barrages

Réservoirs de biodiversité* à potentiels avérés*, forts*, moyens*, faibles* :

relatifs à la trame verte *(forêts, prairies...)* — en milieux boisés

relatifs à la trame bleue *(tourbières, lacs...)* — en milieux humides

Corridors écologiques* à potentiels forts*, moyens*, faibles* :

relatifs à la trame verte *(haies, bosquets...)* — en milieux rupestres *(ardoisières...)*

relatifs à la trame bleue *(rivières, mares...)*

Obstacles potentiels au réseau* :

zone défavorable*

linéaire défavorable*

ponctuel défavorable*

Limite communale

Sources : ®IGN - BD Ortho IRC® - 2010 / BD Forêt® - 2009 / BD Topo® - 2009 / RPG® - 2013 / ®AE - ROE® - 2013

PNR des Ardennes - Mission « environnement » & « aménagement » - Octobre 2014 3/4

La méthodologie appliquée pour la réalisation de ce pré-diagnostic est le résultat **de la collecte et du traitement de données, issues d'organismes partenaires. Ces informations ont été vérifiées partiellement par des inventaires de terrain. Aussi, ce pré-diagnostic reste un premier document d'analyse, à enrichir en fonction des projets portés par la municipalité.**

Les potentiels de réservoirs de biodiversité relatifs à chaque trame ont été déterminés grâce à l'analyse multicritère présentée dans le tableau ci-dessous.

	Notes	Critères d'analyse de la Meuse, de la Semoy et des zones > 50 ares *(forêts, prairies, tourbières, plans d'eau…)*	TC[1]
Inventaires / Périmètres de patrimoines naturels	3	Si RNN, APPB, RBD, habitat patrimonial ou habitat d'espèces patrimoniales	
	sinon 2	Si ZSC	
	sinon 1	Si ZNIEFF1 ou liste 2 (voir L.214-17 du Code de l'environnement)	
	sinon 0	Si autre zone	
Nature / Occupation du sol	+ 2	Si zone humide	
	+ 1	Si eau de qualité	
	+ 1	Si en forêt à dominante feuillue (hors peupleraie), prairie permanente ou verger	
Connectivité / Mosaïque	+ 1	Si à 50 m d'une lisière feuillue pluristratifiée ou d'un corridor vert d'une nature = 2	
	+ 1	Si à 50 m d'une berge non artificialisée riche, d'une ripisylve ou d'un corridor bleu d'une nature = 2	
Total / Conclusion	≥ 3	**Potentiel avéré** de réservoirs	
	= 2	**Potentiel fort** de réservoirs	
	= 1	**Potentiel moyen** de réservoirs	
	= 0	**Potentiel faible** de réservoirs	

[1]TC : Trame concernée

Les potentiels de corridors écologiques relatifs à chaque trame ont été déterminés grâce à l'analyse multicritère présentée dans le tableau ci-dessous.

	Notes	Critères d'analyse des autres rivières, des haies *(linéaires boisés > 50 m de long et < 25 m de large)* et des sites < 50 ares *(bosquets, ardoisières, mares…)*	TC[1]
Nature / Occupation du sol	2	Si étang ou cours d'eau permanent non artificialisé avec ripisylve, banc de sable ou roselière et pas d'invasives > **Potentiel fort** de réservoir/corridor bleu	
	sinon 1	Si étang ou cours d'eau permanent non artificialisé (non empierré, non bétonné, non consolidé) > **Potentiel moyen** de réservoir/corridor bleu	
	sinon 0	Si autres étang ou cours d'eau > **Potentiel faible** de réservoir/corridor bleu	
	2	Si bosquet, haie feuillue/mixte continue et pluristratifiée (> 10 m de large), falaise, ancienne carrière, ardoisière ou escarpement rocheux	
	sinon 1	Si bosquet ou haie continue et arbustive (< 10 m de large) ou haie continue ou pluristratifiée	
	sinon 0	Si autres bosquet ou haie ou bande enherbée	
Connectivité / Fonctionnalité	+ 2	Si connecté par des tampons de 50 m à 2 réservoirs forts	
	+ 1	Si connecté par des tampons de 50 m à 1 réservoir fort ou 2 réservoirs moyens	
Total / Conclusion	> 2	**Potentiel fort** de corridor vert	
	= 2	**Potentiel moyen** de corridor vert	
	< 2	**Potentiel faible** de corridor vert	

[1]TC : Trame concernée

PNR des Ardennes - Mission « environnement » & « aménagement » - Octobre 2014

2.4.5. ESPACES BOISÉS OU FORESTIERS[20]

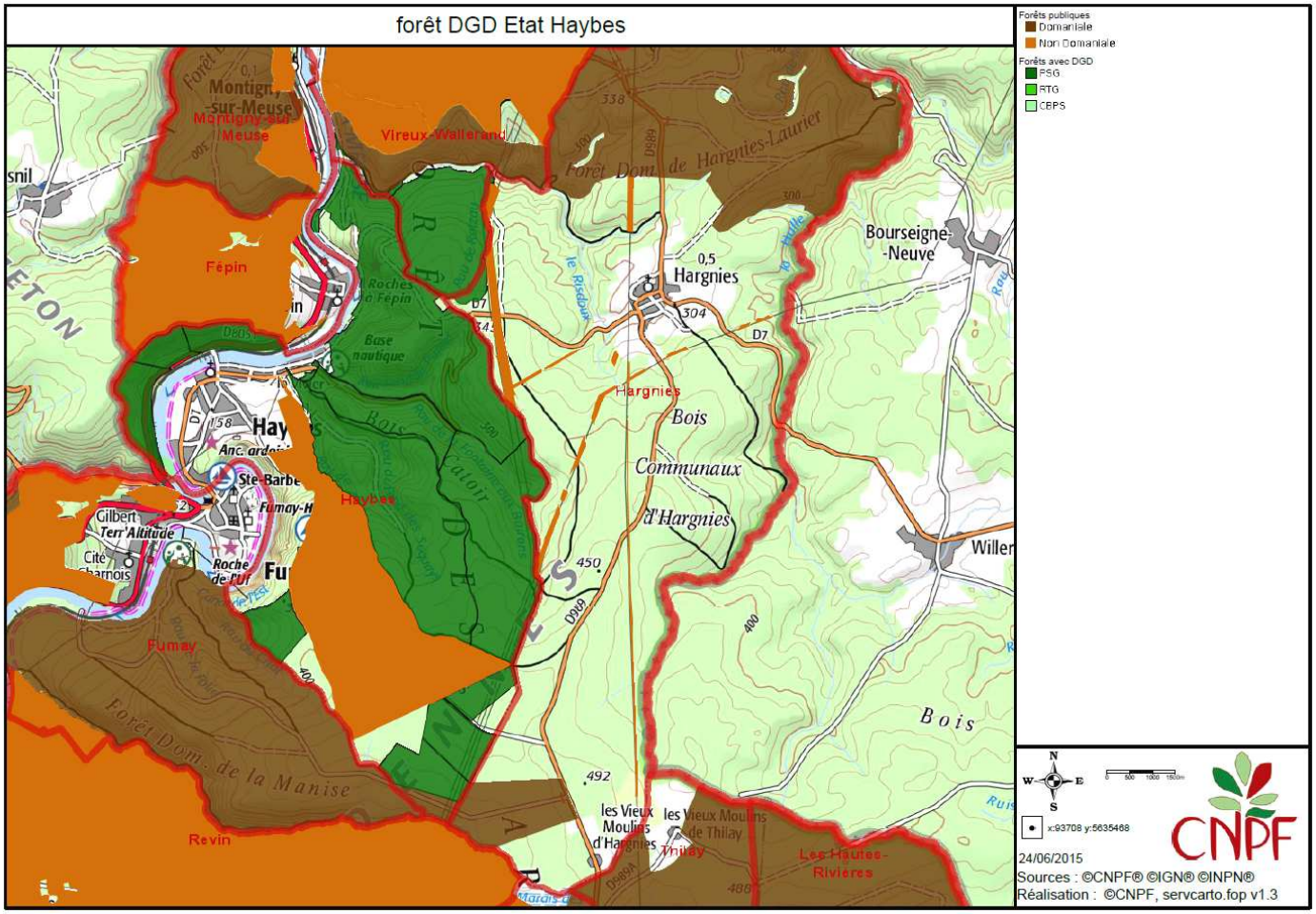
Les espaces boisés ou forestiers sont omniprésents à Haybes, en sachant qu'ils occupent à eux seuls environ 85% du territoire communal (2412 hectares).

Il s'agit pour l'essentiel de forêts privées dont la surface totale s'élève à 1821 hectares.
À ce jour, 9 forêts privées sont dotées d'un document de gestion durable (Plan Simple de Gestion / P.S.G.), pour une surface de 1631 hectares.
Ceci représente pratiquement 90% de la surface totale de forêt privée.

La surface des espaces forestiers publics s'élève quant à elle à 572 hectares environ.

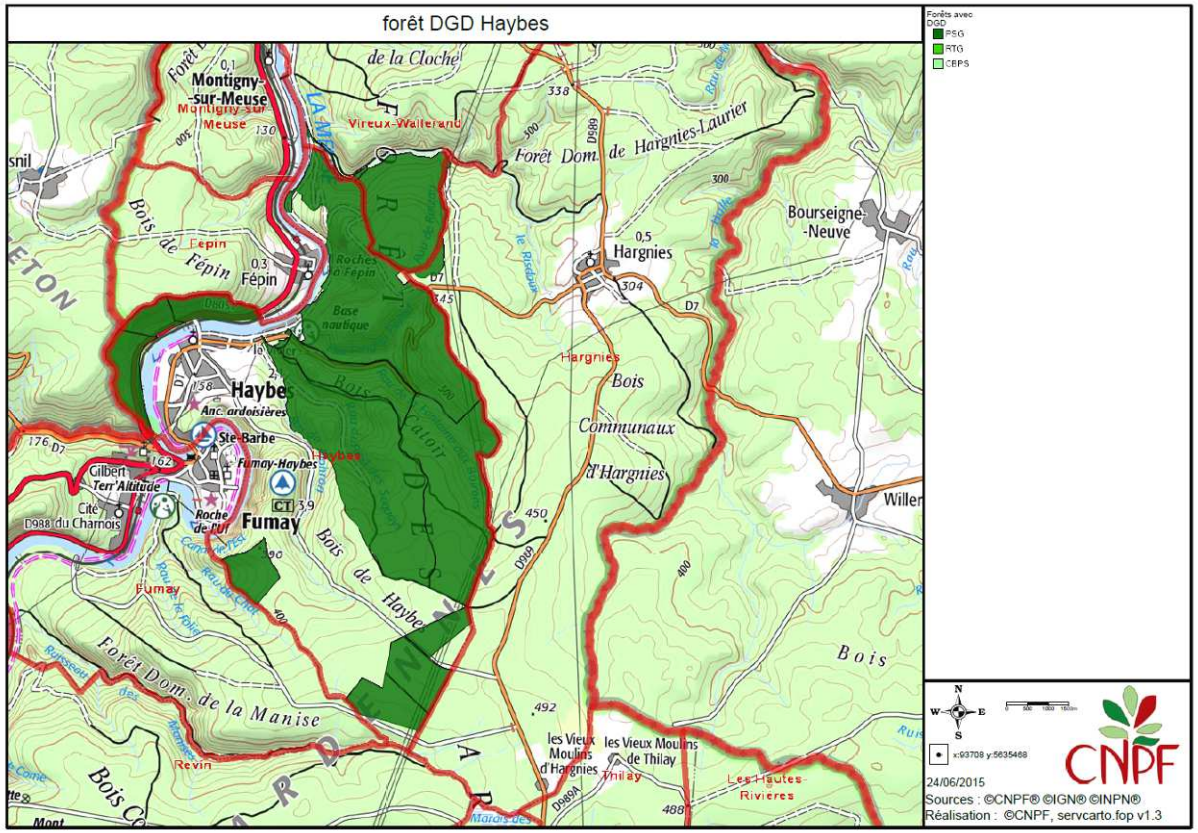
La forêt communale de Haybes (550 hectares environ) **et la forêt domaniale de Heez-Manise** (22 ha environ sur le territoire de Haybes) **sont soumises au régime forestier.** Elles sont gérées par l'Office National des Forêts (O.N.F.).

Enfin, la forêt domaniale de Heez-Manise est concernée actuellement par un plan d'aménagement forestier établi de 2011 à 2030.



[20] Source : Observations croisées du C.R.P.F. de Champagne-Ardenne daté du 30 juillet 2014 et avis de synthèse des services de l'État daté du 6 janvier 2015, rendues sur le projet de P.L.U. arrêté de Haybes - Plans des propriétés forestières fournis par le C.R.P.F. le 24 juin 2015

D'une façon générale, la mise en œuvre de la gestion durable des espaces forestiers est indispensable à la pérennisation des milieux forestiers et au développement économique rural.



Approche liée au classement des espaces boisés (E.B.C.) :

Cette approche fait suite aux observations croisées du C.R.P.F. de Champagne-Ardenne daté du 30 juillet 2014 et de l'avis de synthèse des services de l'État daté du 6 janvier 2015, rendues sur le projet de P.L.U. arrêté de Haybes (voir pièce n°6B du dossier de P.L.U.).
Ces observations rappellent qu'il n'est pas indispensable de classer systématiquement tous les boisements en espaces boisés classés (E.B.C.) dans le document d'urbanisme, et notamment ceux déjà gérés durablement (ex : via un plan simple de gestion ou un document d'aménagement). La majorité d'entre eux, en tous cas en superficie, est soumise à des obligations de gestion durable par le code forestier. Ces espaces sont de plus englobés dans un site Natura 2000, induisant aussi des obligations à respecter.
De grandes surfaces forestières ainsi protégées du défrichement et soumises à des obligations de gestion par le code forestier ne devraient pas être classées en Espace Boisé Classé (E.B.C.), ou uniquement dans des cas très exceptionnels motivés par des préoccupations d'urbanisme ou d'aménagement de l'espace, comme par exemple « La Côte devant Haybes » et le « Bois des Aurains ».

2.5 PATRIMOINE BÂTI, ARCHITECTURAL ET PAYSAGER

Qu'est-ce qu'un Monument Historique ?

art. L. 621-1 du code du patrimoine : *« Les immeubles dont la conservation présente, au point de vue de l'histoire ou de l'art, un intérêt public sont classés comme monuments historiques en totalité ou en partie par les soins de l'autorité administrative.»*

Source : site internet du STAP 08

2.5.1. LES MONUMENTS HISTORIQUES

Sources : Porter à connaissance des services de l'État du 15 mai 2009 – STAP des Ardennes

La commune de Haybes est concernée par le périmètre de protection des deux monuments historiques décrits ci-après.
Un rayon de 500 mètres autour de ces monuments est institué.
Celui-ci détermine une servitude de protection (AC1) reporté sur les plans concernés et annexés au dossier de P.L.U.

. Le Haut-fourneau situé au lieu-dit « Bois d'Hérée » est classé Monument Historique en totalité par arrêté du 14 mars 1991



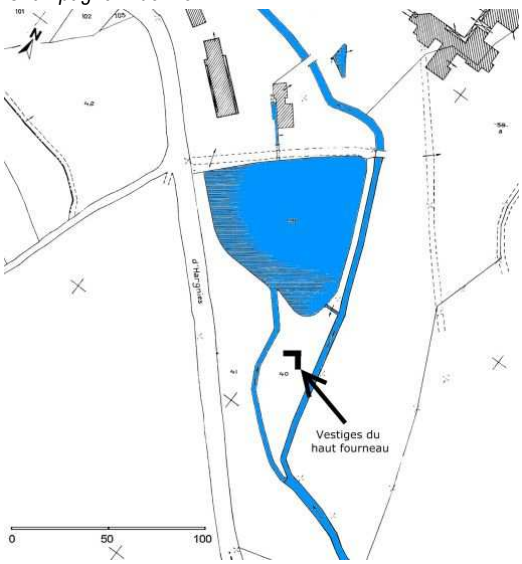


Source : site internet du STAP 08

Source : Service Régional de l'Inventaire de Champagne Ardenne

Source : Inventaire Général du Patrimoine Culturel

« Datant du début du 17ème siècle, les vestiges exceptionnels du haut fourneau du bois d'Hérée ou de Moraypré, sont ceux d'une ancienne usine métallurgique détruite. La présence d'un établissement métallurgique ancien à Moraypré n'est connue que par un texte du 17ème siècle.
On distingue bien sa masse de plusieurs mètres de hauteur ainsi que deux côtés du chemisage intérieur. Seules deux faces du gueulard sont conservées. »



Source : Service de l'Inventaire de Champagne Ardenne

. L'ancien château des Comtes de Bryas, situé sur la commune voisine de Fumay, et classé Monument Historique (façades et toitures, à l'exclusion de la cheminée de la façade postérieure) par arrêté du 20 mars 1972.



Source : site internet « Les Ardennes vues du Sol »

2.5.2. LES SITES PROTÉGÉS

Sources : Porter à connaissance des services de l'État du 15 mai 2009 – STAP des Ardennes

Le territoire communal compte un site inscrit le 4 novembre 1935, protégé par la servitude AC2 de « Protection des Sites et des monuments naturels ».

Ce régime de protection concerne un terrain de 50 mètres de longueur sur 30 mètres de profondeur, formant un **point de vue en bordure de la route d'Haybes à Hargnies**, entre les cotes d'altitude 290 et 307.7 (site inscrit le 4 novembre 1935).

Source : fiche-site présente sur le site internet de la DREAL Champagne-Ardenne :
« Ce point de vue présente une succession de montagnes boisées, séparées par la profonde vallée de la Meuse.
À l'horizon, on aperçoit quelques-unes de ses boucles miroiter au soleil. »

Sources : Porter à connaissance des services de l'État du 15 mai 2009 :
« Ce site est inscrit à l'inventaire des sites bien qu'il ne présente pas un intérêt exceptionnel mais parce que son évolution doit être rigoureusement suivie sur le plan paysager, mais également d'un point de vue architectural. »

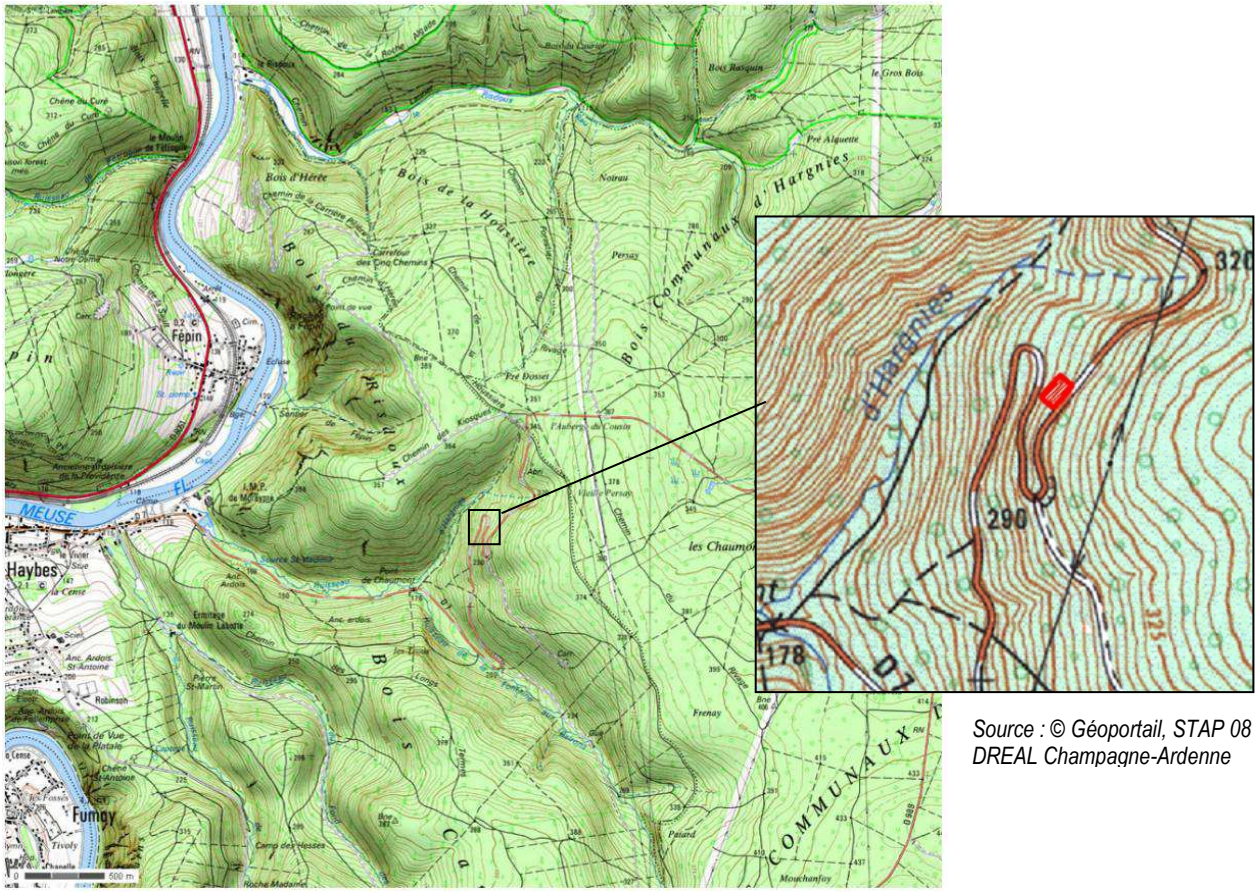
Qu'est-ce qu'un Site protégé ?

C'est un espace naturel, ou façonné par l'homme, « dont la conservation ou la préservation présente, au point de vue artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, un intérêt général. », selon la loi du 4 mai 1930.

Source : site internet du STAP 08



Source : DREAL Champagne-Ardennes



Source : © Géoportail, STAP 08
DREAL Champagne-Ardenne

2.5.3. IDENTIFICATION DES ÉLÉMENTS REMARQUABLES LOCAUX

Sources : © Les Ardennes : vers une politique du paysage – Agence FOLLEA et GAUTIER – Juin 2000
http://pompiersfumayhaybes.voila.net/hllieuxdits.htm

Le territoire communal comprend aussi plusieurs éléments remarquables du paysage naturel ou urbain qui ne font pas l'objet de protections particulières au titre de législations spécifiques, mais qui pourtant font partie intégrante du patrimoine local. En effet, ces éléments confèrent à Haybes une part de son identité, ce qui justifie que la municipalité souhaite les préserver :

Domaine de Moraypré :

Le domaine de Moraypré, […] *est un ancien domaine comprenant une ancienne entreprise de tannerie et une maison de maître construite en 1870. Propriété du roi des Belges, le site accueillit, dans les années 1900, de nombreux artistes et fit fonction, durant la Seconde Guerre Mondiale, d'hôpital militaire allemand. Dans l'ancien parc de la propriété, on peut encore observer un étang ainsi qu'un moulin restauré servant d'hébergement de groupes pour le CLIP (Centre de Loisirs et d'Initiation Permanent) installé également à proximité. Le parc abrite également, mais enterré pour des questions de conservation et de sécurité, un ancien haut-fourneau daté du XVIe siècle et classé aux Monuments Historiques.*
source: Wikipedia

« Construite en 1870, la maison de maître possédait également une petite entreprise de tannerie. Ce domaine était la propriété du roi de Belgique, et dans les années 1900, de nombreux artistes ont été conviés en ces lieux.
Durant la seconde guerre mondiale, elle servit d'hôpital militaire allemand. Un officier allemand fut abattu au sein de cette maison ce qui entraîna l'incendie de la ville de Haybes par les allemands.
La maison de maître fût revendue aux œuvres laïques en 1950, et aujourd'hui, appartient à l'IME.



Source : Les parcs et jardins en Champagne-Ardenne / culture.gouv.fr

Ancien parc ou jardin : Le parc possédait quelques aménagements comme une grande allée de hêtres, où l'on pouvait se promener en calèche.
Il existait également un moulin à eau ainsi qu'un étang et un ruisseau qui coulait dans le parc.
Une rambarde du XIX^{ème} siècle a été placée le long de la Meuse, celle-ci étant un prototype de celle du château de St Germain-en-Laye.
Le parc possédait quelques arbres exceptionnels tels que des tulipiers de Virginie.

Description actuelle du parc ou du jardin :
Le parc possède toujours son moulin, son étang et son ruisseau mais a perdu sa grande allée de hêtres.
La rambarde le long de la Meuse existe toujours et de nombreux arbres ont été abattus dû à leur état. Cependant, il reste de nombreux arbres bicentenaires.
Des allées sillonnent le parc sans aménagement particulier.

Patrimoine religieux :

- **Oratoire en pierre bleue,** abritant une statuette de Saint-Antoine, sur le chemin du petit Saint-Antoine ;



- **Oratoire de la vierge noire,** rue du Docteur Bonnet ;



- **Chapelle Saint-Pierre** rue de l'Espérance



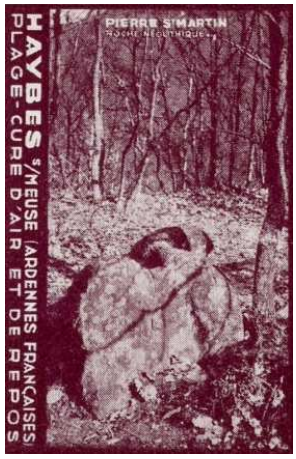




- **Monument aux Morts,** œuvre du sculpteur Raunier et dont le socle est en pierre bleue de Givet avec trois bas-reliefs en bronze. Il commémore le 24 août 1914, lorsque le village fut incendié totalement par les Allemands ;



- **La Légende de la Pierre de St Martin**



Source : site internet http://www.toujoursla.com/La-pierre-saint-Martin_47/chapitre/page3/

source: Meyrac, Albert. Traditions, coutumes, légendes et contes des Ardennes. Les éditions de la Grande Fontaine. 1997 réédition de l'édition originale de 1890 :

.« Saint Martin, passant par Haybes, avait été envoyé à Charleville pour y chercher des bouteilles et des noix. À son retour, un violent orage le frappa sur les hauteurs du village, détruisant et éparpillant les marchandises ramenées de Charleville. Voyant là un avertissement de la puissance céleste, Saint Martin tomba à genoux sur une pierre et pleura sept années durant.
Aujourd'hui, on peut encore voir, sur cette pierre, l'empreinte faite par les genoux et les coudes du Saint, et aussi la petite cavité creusée par ses larmes qui, nuit et jour pendant ces sept années, ne cessèrent de couler. »

La pierre est toujours visible mais malheureusement retournée suite à des travaux forestiers.

Patrimoine architectural :

- **Menuiserie :** Ce bâtiment n'a plus de valeur économique mais présente un certain intérêt architectural.

menuiserie à Haybes-sur-Meuse



- **Lavoir rue de la Cense :**
Haybes comptait jadis huit lavoirs situés place du Vivier, rue du 24 août, Victor Hugo, Abbé Hubert, Guynemer, Madame de Cormont, cité Saint-Pierre ainsi que celui rue de la Cense (notre photo). En avril 1961, après des aménagements sur le réseau de distribution d'eau potable, le conseil municipal de l'époque décide la suppression des bornes fontaines et de ces lavoirs.
Le lavoir rue de la Cense a été conservé et réaménagé en 2012. *source: L'Ardennais*



- **Botary ou cité Saint Pierre**
Lieudit où est situé l'ensemble des maisonnettes de la cité saint Pierre construites après la première guerre mondiale par l'ingénieur Botary pour y loger les ouvriers assurant la reconstruction du village (***voir aussi paragraphe ci-après lié aux formes urbaines***).





- **Murs, murets, clôtures, abris et revêtements de sol en ardoises ou en pierres :**







Source : © http://pompiersfumayhaybes.voila.net/hllieuxdits.htm
Ruelle du R'Nau, pavée d'un hérissonnage en ardoise

Murs en pierre bordant la ruelle du Renard






Mur écaillons en bord de Meuse et de la voie verte





<u>Patrimoine naturel :</u>

- **Ardoisières, Verdeaux**

Ardoisière du fond d'Houry.



http://jleporcq.free.fr/BaladesUnes/HaybesArdoisieres/HaybesArdoises01.htm

- **Roche Madame de Cormont**

http://jleporcq.free.fr/BaladesUnes/HaybesArdoisieres/LegendeCormont.htm



Le Seigneur de Cormont était, nous a-t-on confié, aussi ripailleur, violent, coureur, et pour tout dire infréquentable, que son épouse était pieuse, charitable et dévouée aux paysans de la région. Fort logiquement, celui-ci chercha donc à s'en débarrasser.

C'est la porte cochère de leur château, étroite et basse, qui fut l'instrument du crime. Assise en croupe sur le cheval de son mari, qu'il lança au galop, elle ne put se baisser à temps au passage et heurta la partie basse de la lourde porte.
Etonnamment, c'est le Seigneur de Cormont qui pâtit le plus de "l'accident" et qui en mourut. Quant à l'épouse, remise, elle vécut jusqu'à soixante-quinze ans, et continua de faire le bien autour d'elle. Une chapelle fut construite en sa mémoire, qui disparut dans un incendie, lors de la révolution. C'est au moment où la chapelle partait en fumée que le profil de Madame de Cormont se grava sur le rocher qui porte maintenant son nom.

- **Chêne Saint-Antoine,** au-dessus de la Platale ;

- **Jardins en terrasses**



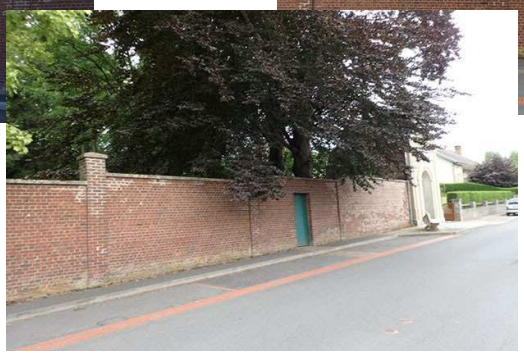


- **Parc en milieu urbain rattaché à une maison de maître (rue de l'Espérance)**









2.5.4. IDENTIFICATION DES UNITÉS PAYSAGÈRES

Sources : Les Ardennes : vers une politique du paysage – Agence FOLLEA et GAUTIER – Juin 2000 ; Atlas régional des paysages – DREAL Champagne-Ardenne – décembre 2008

On peut identifier sur le territoire communal, **trois unités paysagères**[21]

❖ *Unité paysagère n°1 : Massif forestier du plateau ardennais*

Cette vaste entité paysagère couvre environ 82% du territoire communal.

Le Massif ardennais, du latin "arduum" désignant les lieux élevés, est un massif forestier très étendu, entaillé par deux grandes vallées industrielles : la Meuse et la Semoy. La végétation contribue à lui donner un caractère montagneux, d'autant que le climat apporte régulièrement des brumes et de la neige en hiver.
Par ailleurs, c'est ici que se concentrent les «curiosités géologiques», les légendes et les points de vue spectaculaires. Pour des raisons historiques, le taillis sous futaie et le taillis prédominent mais depuis quelques décennies, des plantations de résineux parfois excessives accompagnent les modes d'exploitation traditionnels.

❖ *Unité paysagère n°2 : Défilé de la Meuse – boucles et versants abrupts boisés*

Dans le massif Ardennais, les défilés que forment les boucles de la Meuse (et de la Semoy) constituent les paysages les plus forts, les plus originaux, et les plus émouvants des Ardennes. Ils offrent ainsi à Haybes, où l'habitat et les activités humaines restent concentrés, un cadre géographique spectaculaire.

À Haybes, le passage de la Meuse dans les schistes tendres, contournant les massifs plus durs de quartzite, a conduit à former des boucles serrées, profondément entaillées. Le fleuve a ainsi façonné un paysage de vallée encaissée avec des versants abrupts hostiles à l'occupation humaine. Ces derniers ont de ce fait été réservés à l'exploitation forestière ou de carrières d'ardoises :

- ***La côte devant Haybes*** : elle fait face à la zone urbaine de Haybes en rive gauche de la Meuse
- ***Le bois des Aurains*** : situé sur le territoire de Haybes, il fait face quant à lui à la zone urbaine de Fumay
- ***La Côte de Fépin***

❖ *Unité paysagère n°3 : Zone urbaine et ses franges déboisées*

Composante paysagère à part entière, la zone urbaine de Haybes est nichée au cœur d'un méandre de la Meuse, au nord-ouest du territoire communal, en rive droite du fleuve.

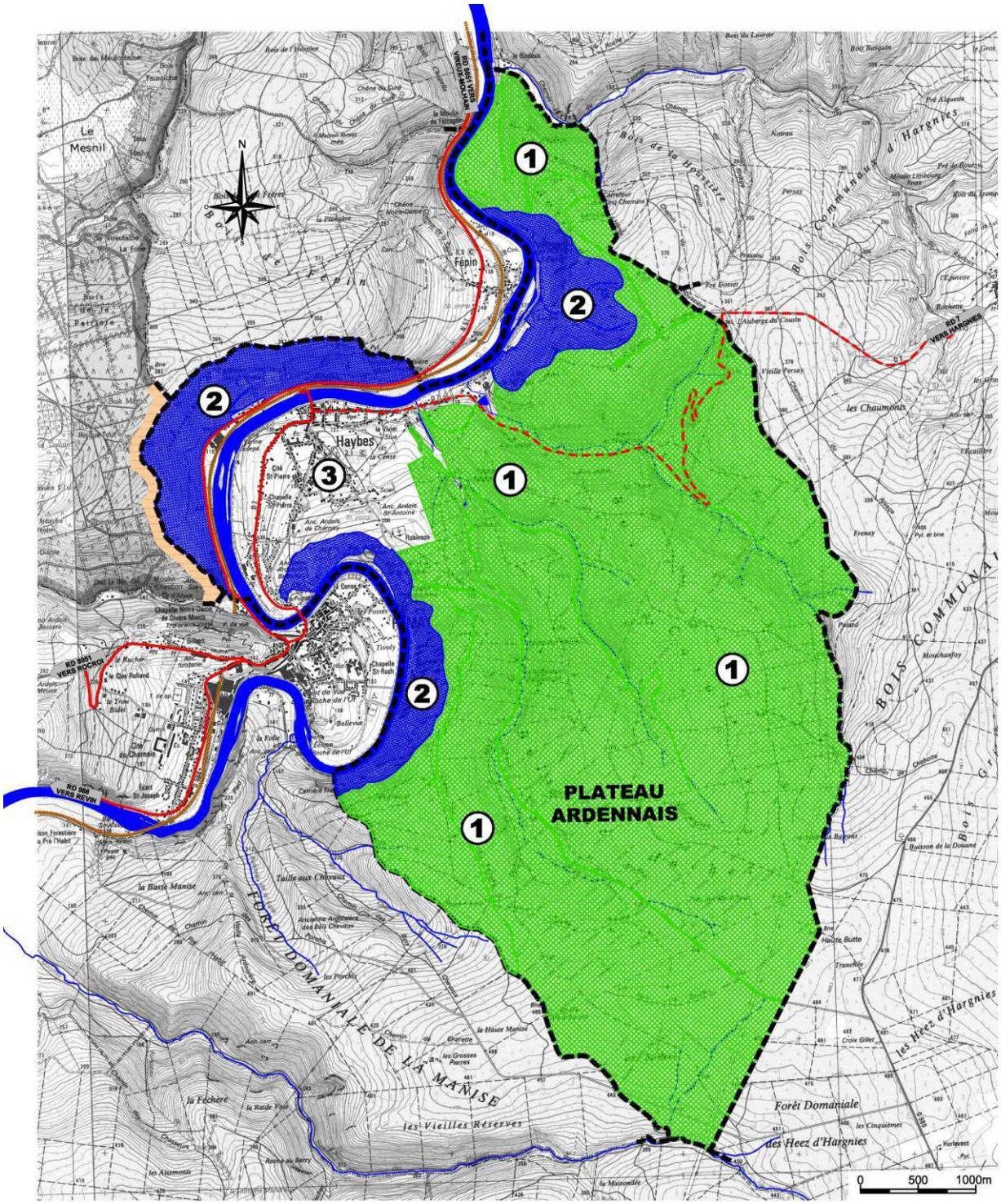
Les abords de la Ville, notamment au sud et à l'est ont été déboisés pour laisser place à des herbages et des cultures céréalières.

La zone inondable de la Meuse a induit le développement progressif de l'habitat au sud du centre ancien, en colonisant peu à peu "le pied" du versant.

[21] Paysages portés par des entités spatiales dont l'ensemble des caractères de relief, d'hydrographie, d'occupation du sol, de formes d'habitat et de végétation présentent une homogénéité d'aspect. Elles se distinguent des unités voisines par une différence de présence, d'organisation ou de formes de caractères.

UNITÉS PAYSAGÈRES : CARTE DE SYNTHÈSE

Source : carte établie à partie du fond de plan IGN 1/25 000ème



LEGENDE

- Limite communale
- Frontière Belgique

RESEAU VIAIRE :

- Voies principales : RD.8051 / R.D.7
- Voie secondaire : RD.7 (vers Hargnies)
- Voie ferrée

UNITES PAYSAGERES:

1. Massif forestier - Plateau ardennais
2. Défilés de la Meuse : boucles et versants abrupts boisés
3. Zone urbaine (vallée de le Meuse)

PAYSAGE NATUREL :

- La Meuse
- Ruisseaux : de Mohron, d'Hargnies, du Fond des Soquays et de la Fontaine aux Bairons

UNITÉS PAYSAGÈRES : REPORTAGE PHOTOGRAPHIQUE

UNITÉ PAYSAGÈRE N°1 : Massif forestier – plateau d'Hargnies (paysage fermé)



Vue depuis la R.D. 7 en direction d'Hargnies, à la sortie d'agglomération de Haybes.



Vue depuis la rue Madame de Cormont, au niveau du lieudit "Robinson"

UNITÉ PAYSAGÈRE N°2 : Défilé de a Meuse – boucles et versants boisés



Vue sur le Mont Devant Haybes depuis le quai des Carmélites à Fumay.



Vue sur le Mont Devant Haybes depuis le point de vue de la Platale.

UNITÉ PAYSAGÈRE N°3 : Zone urbaine et ses franges déboisées





Vues depuis le point de vue de Divers-Monts à Fumay.

2.6 ENVIRONNEMENT URBAIN

2.6.1. ANALYSE DE LA MORPHOLOGIE URBAINE ACTUELLE

❖ ***Centre originel et reconstruction après la première guerre mondiale***

La **proximité immédiate et utile de l'eau** a favorisé le développement du centre ancien de Haybes le long des berges de la Meuse et vers le fond de vallée**.**

Lors de la première guerre mondiale, **le mois d'août 1914 constitue un passage noir** dans l'histoire de Haybes. L'armée Allemande bombarda et incendia la ville dans sa totalité ne laissant que ruines et cadavres.

La fin du conflit mondial marque ensuite le début **d'une vague de reconstruction, avec notamment la Cité Saint-Pierre ou Botary**, du nom de l'ingénieur qui l'a bâtie (rue du Calvaire au sud du centre de Haybes). À l'origine, ces maisons ont été construites pour y loger les ouvriers assurant la reconstruction du village. Plusieurs édifices sont aussi réalisés au cours des années 1920 : **l'hôtel de Ville en 1923, le groupe scolaire rue Bizet en 1924, l'église en 1927.**

Cette vaste opération de reconstruction explique l'**aspect très homogène de l'architecture** et plus « neuf » que dans bien d'autres communes ardennaises.

Au final, la trame viaire du cœur de Haybes est structurée par :

- **deux grandes voies de circulation parallèles au fleuve** (axe « Grande Rue – rue du Docteur Bonnet – rue Edmond Dromart » et axe « rue Saint-Louis – rue du Monument »),
- et **un axe perpendiculaire au fleuve** « rue du Rivage – rue de la Cense – rue Madame de Cormont ».

Des voies transversales et des chemins sont venus progressivement les compléter, pour former plusieurs îlots plus ou moins denses et des fronts bâtis le long de ces axes structurants.

❖ ***Seconde vague de reconstruction après la seconde guerre mondiale (années 50 - 70)***

Haybes traverse la seconde guerre mondiale et la nouvelle période d'occupation allemande. La commune ne sera libérée que **le 4 septembre 1940**.

Dès lors, une seconde vague d'extension s'effectue dans la continuité des axes précités et de l'actuelle R.D.7. Le pont de Haybes est bâti en 1953 et le château d'eau de Robinson en 1960.

L'urbanisation est surtout linéaire, et ce jusqu'à l'aménagement du lotissement communal « Belle-Rose » en 1974, situé néanmoins très à l'écart du centre, le long de la R.D.7 vers Fumay. Cet éloignement du quartier peu propice aux échanges avec le bourg centre de Haybes est aussi d'actualité pour les quelques habitations implantées en rive gauche de la Meuse, à proximité de l'ancienne fonderie le long de la R.D. 8051.

❖ ***Extensions suivantes plus ou moins récentes***

Le développement urbain se poursuit majoritairement dans **l'angle formé par la rue de l'Espérance et la rue Madame de Cormont**, et dont le cœur est occupé par une ancienne ardoisière et des activités artisanales.
La commune est restée partie prenante de cette densification urbaine, avec **"l'espace Mitterrand"** autour duquel plusieurs habitations ont été réalisées au **milieu des années 1990**, et la création progressive du **quartier « Les Zyvages » (2002-2008)**.

Des investissements sont également effectués en matière d'équipements publics (ex. : salle des sports en 1993), mais aussi en faveur de l'activité économique avec **l'aménagement de la zone artisanale** dans les années 2000.

❖ ***Le domaine de Moraypré (actuel I.M.E.)***

Ce domaine comprenait à l'origine une entreprise de tannerie et une maison de maître construite en 1870 (ancien château Catoir). Propriété du roi des Belges, le site accueillit, dans les années 1900, de nombreux artistes et fit fonction, durant la Seconde Guerre Mondiale, d'hôpital militaire allemand.

Dans l'ancien parc de la propriété, on peut encore observer un étang, ainsi qu'un moulin restauré servant **d'hébergement de groupes pour le C.L.I.P.** (Centre de Loisirs et d'Initiation Permanent), installé également à proximité.

Le parc abrite également un **ancien haut-fourneau daté du XVI^{ème} siècle et classé aux Monuments Historiques**. Pour des questions de conservation et de sécurité, celui-ci a été enterré (source : site internet Wikipédia).

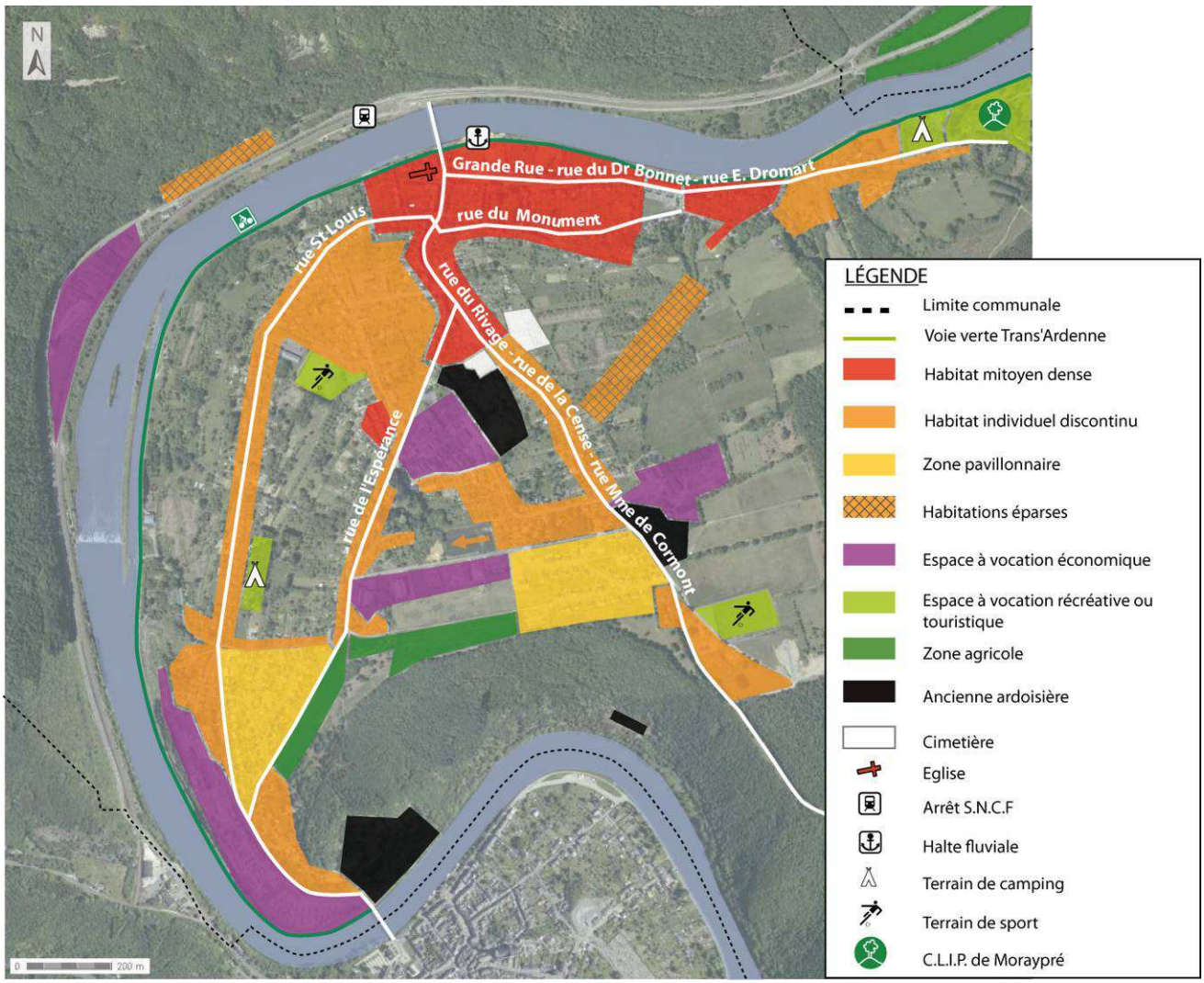
❖ ***Conclusion***

Au fil des siècles, **l'urbanisation est venue occuper la majeure partie du méandre de la Meuse**, en arrivant aujourd'hui au pied du versant abrupt et boisé isolant Haybes de sa voisine Fumay (bois des Aurains).

Outre ce massif forestier qui domine la ville, **l'élément végétal est fortement présent au cœur même du bâti**. On mettra l'accent sur les jardins en terrasse qui existent en cœur d'îlots situés au centre de la ville. Ces derniers confèrent à ce centre un **aspect verdoyant de qualité qui participe activement à son intégration dans le paysage.**

Le **paysage haybois reste marqué par son riche passé ardoisier**, avec la présence de plusieurs anciennes ardoisières et de friches urbaines inoccupées. Les noms des rues, des lieux-dits et des quartiers font d'ailleurs le plus souvent référence à cette activité.

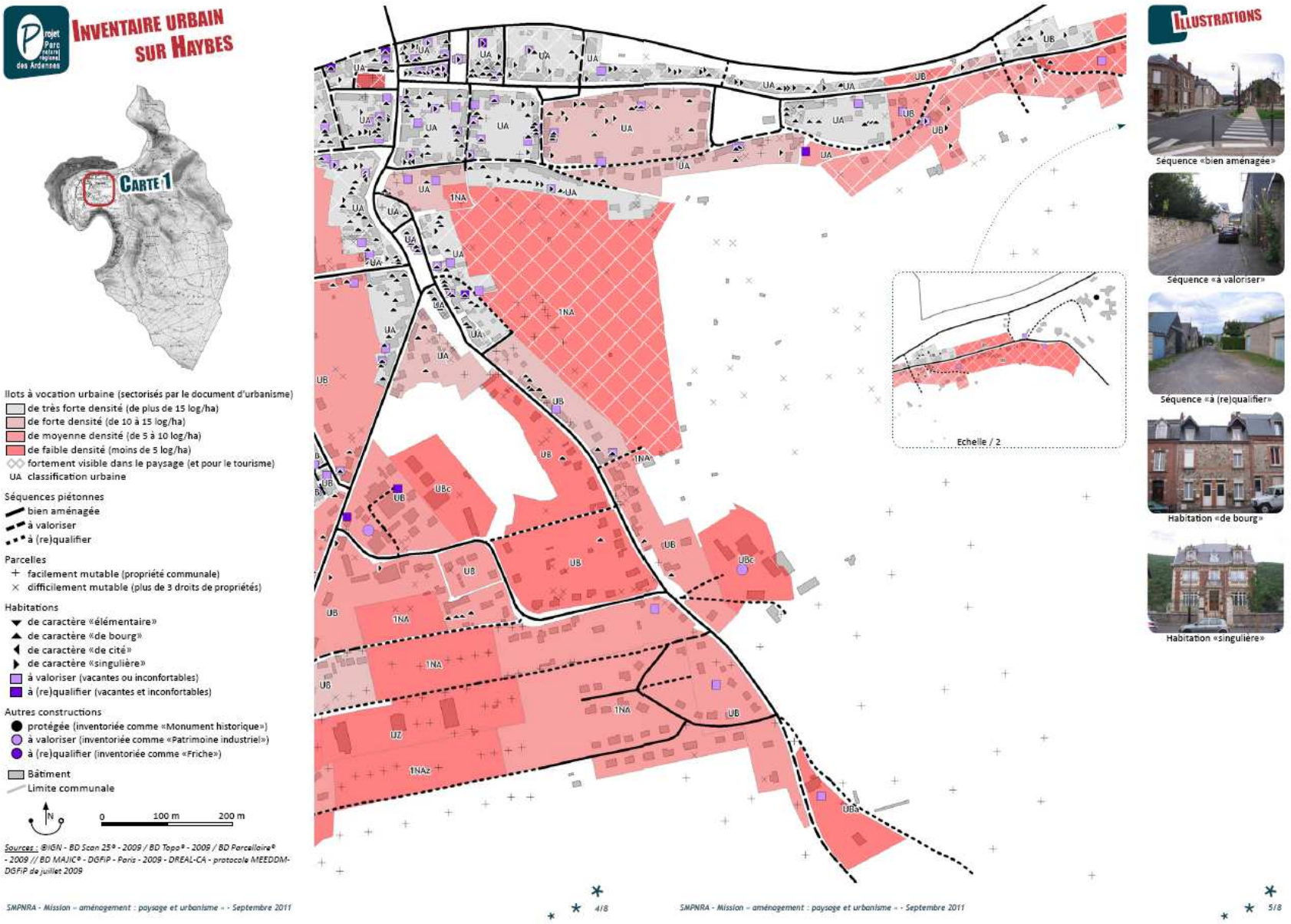
MORPHOLOGIE URBAINE GLOBALE DE HAYBES
Source fond de plan : © Géoportail



2.6.2. INVENTAIRE URBAIN SUR HAYBES

Un inventaire urbain[22] a été finalisé en septembre 2011 par le Parc Naturel Régional des Ardennes.

[22] Cet inventaire urbain a été conçu comme un outil au service des municipalités membres du parc, qui consiste à répertorier sur l'ensemble de la commune des **informations relatives aux enjeux locaux d'urbanisme** : maîtrise des consommations foncières, qualification des espaces publics, valorisation des bâtiments de caractère... Les relevés effectués et mis à disposition des municipalités peuvent ainsi permettre d'alimenter les réflexions quant aux documents d'urbanisme, aux travaux de voirie, aux acquisitions foncières, à des aides sur l'habitat...


Projet Parc naturel régional des Ardennes
INVENTAIRE URBAIN SUR HAYBES
CARTE 1
Ilots à vocation urbaine (sectorisés par le document d'urbanisme)
de très forte densité (de plus de 15 log/ha)
de forte densité (de 10 à 15 log/ha)
de moyenne densité (de 5 à 10 log/ha)
de faible densité (moins de 5 log/ha)
fortement visible dans le paysage (et pour le tourisme)
UA classification urbaine
Séquences piétonnes
bien aménagée
à valoriser
à (re)qualifier
Parcelles
facilement mutable (propriété communale)
difficilement mutable (plus de 3 droits de propriétés)
Habitations
de caractère «élémentaire»
de caractère «de bourg»
de caractère «de cité»
de caractère «singulière»
à valoriser (vacantes ou inconfortables)
à (re)qualifier (vacantes et inconfortables)
Autres constructions
protégée (inventoriée comme «Monument historique»)
à valoriser (inventoriée comme «Patrimoine industriel»)
à (re)qualifier (inventoriée comme «Friche»)
Bâtiment
Limite communale
N
0
100 m
200 m
Sources : ©IGN - BD Scan 25® - 2009 / BD Topo® - 2008 / BD Parcellaire® - 2009 // BD MAJIC® - DGFiP - Paris - 2009 - DREAL-CA - protocole MEEDDM-DGFiP de juillet 2009
SMPNRA - Mission « aménagement : paysage et urbanisme » - Septembre 2011
4/8
Echelle / 2
ILLUSTRATIONS
Séquence «bien aménagée»
Séquence «à valoriser»
Séquence «à (re)qualifier»
Habitation «de bourg»
Habitation «singulière»
SMPNRA - Mission « aménagement : paysage et urbanisme » - Septembre 2011
5/8

INVENTAIRE URBAIN SUR HAYBES



Ilots à vocation urbaine (sectorisés par le document d'urbanisme)
- de très forte densité (de plus de 15 log/ha)
- de forte densité (de 10 à 15 log/ha)
- de moyenne densité (de 5 à 10 log/ha)
- de faible densité (moins de 5 log/ha)
- fortement visible dans le paysage (et pour le tourisme)
- UA classification urbaine

Séquences piétonnes
- bien aménagée
- à valoriser
- à (re)qualifier

Parcelles
- facilement mutable (propriété communale)
- difficilement mutable (plus de 3 droits de propriétés)

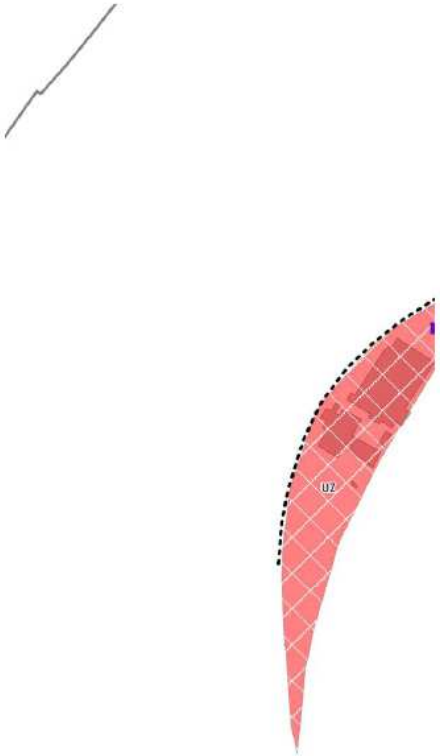
Habitations
- de caractère «élémentaire»
- de caractère «de bourg»
- de caractère «de cité»
- de caractère «singulière»
- à valoriser (vacantes ou inconfortables)
- à (re)qualifier (vacantes et inconfortables)

Autres constructions
- protégée (inventoriée comme «Monument historique»)
- à valoriser (inventoriée comme «Patrimoine industriel»)
- à (re)qualifier (inventoriée comme «Friche»)

Bâtiment
Limite communale

N 0 100 m 200 m

Sources : ©IGN - BD Scan 25® - 2009 / BD Topo® - 2009 / BD Parcellaire® - 2009 // BD MAJIC® - DGFiP - Paris - 2009 - DREAL-CA - protocole MEEDDM-DGFiP de juillet 2009



SMPNRA - Mission « aménagement : paysage et urbanisme » - Septembre 2011 6/8

Les parcelles ont été désignées comme :
- «facilement mutables», lorsqu'elles sont répertoriées comme la propriété exclusive de la commune[1] ;
- «difficilement mutables», lorsqu'elles appartiennent à plus de 2 propriétaires ayant des droits concurrents sur la parcelle[1].

Les propriétés de l'Etat, du Département, des établissements publics, des offices HLM, des personnes morale ou privée seules n'ont pas été représentées.

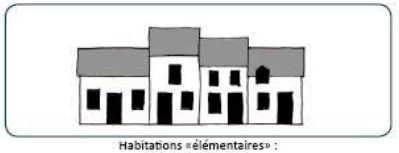
Ont été répertoriées comme habitations de caractère les constructions principalement bâties avant 1945[1], et n'ayant pas subi de dénaturation de leur principale façade donnant sur la rue, au vu de leur caractère original, à savoir des modifications inappropriés de baies (avec une tolérance plus importante pour les vitrines commerciales et les créations de garage), l'emploi de matériaux inadaptés ou de multiples modifications secondaires, dûes à des adjonctions multiples, des couleurs disgracieuses... Sont distinguées visuellement sur le terrain :
- les habitations «élémentaires», souvent basses et témoignant de conditions de vie modestes, généralement implantées à l'alignement, composées d'un bloc à base rectangulaire de matériaux de construction locaux, d'une hauteur maximale de R+1, d'une toiture simple à 2 pans, d'ouvertures en façade, plus hautes que larges et parfois irrégulièrement réparties ;
- les habitations «de bourg», fréquemment organisées en travées régulières dans un espace urbain dense, généralement implantées à l'alignement, composées d'un bloc à base rectangulaire de matériaux locaux, d'une hauteur maximale de R+1+C, d'une toiture simple à 2 pans, d'ouvertures en façade de 3 longueurs de haut et 2 de large (sauf si commerce) et arborant parfois des éléments de décors ;
- les habitations «singulières», témoignant d'un statut social élevé, fréquemment implantées en recul ou en surplomb de la rue, généralement composées d'un volume imposant, parfois complexe, d'une hauteur minimale de R+1, d'une toiture souvent complexe, à 4 pans ou avec brisis par exemple, d'ouvertures nombreuses et grandes et arborant un style architectural reconnu (classique, pittoresque, moderne...) et/ou des éléments de décors ;
- les habitations «de cité», appartenant à un ensemble de 3 constructions minimum, à l'implantation, aux volumes et au style architectural identiques, constitué par des habitations à caractère patrimonial sur des parcelles proches. Localement, elles correspondent souvent à des cités ouvrières ou à des cités-jardins, caractéristiques du boom industriel ardennais de la fin du XIX[ème] et du début du XX[ème] siècle.

Les habitations ont été désignées comme :
- «à valoriser», si elles sont vacantes ou à confort médiocre[1],
- «à (re)qualifier», si elles sont vacantes et à confort médiocre[1].

Ont été répertoriées comme autres constructions :
- «protégées», les constructions bénéficiant d'une protection au titre des «monuments historiques»[3] ;
- «à valoriser», les constructions industrielles, hors habitations, recensées par le Service régional de l'inventaire de Champagne-Ardenne (SRICA)[5] ;
- «à (re)qualifier», les friches artisanales, commerciales, ferroviaires et industrielles répertoriées par la Direction départementale des territoires des Ardennes (DDT08) en 2005 et aisément localisables grâce aux données transmises.

SMPNRA - Mission « aménagement : paysage et urbanisme » - Septembre 2011

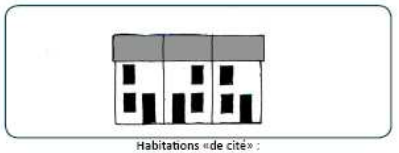
HABITATIONS DE CARACTÈRE



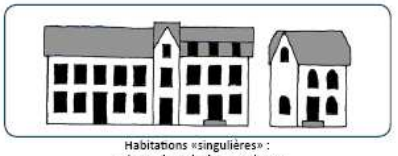
Habitations «élémentaires» : maisons modestes...



Habitations «de bourg» : maisons ordonnancées...



Habitations «de cité» : maisons d'un ensemble...



Habitations «singulières» : maisons de style, bourgeoises...

RESSOURCES

1 : Selon la Base de données MAJICII établie par la DGFiP à la date du 1er janvier 2009
2 : Plus d'informations sur : sdiac.perso.sfr.fr/index.php?option=com_rokdownloads&view=folder&Itemid=19&id=172
3 : Plus d'informations sur : http://www.culture.gouv.fr/culture/sites-sdaps/sdap08/pages/MonumentsHistoriques.htm
4 : Selon la Base de données BDTopo2 établie par l'IGN en 2009
5 : Selon l'inventaire du «Patrimoine industriel des Ardennes», établi par la SRICA en 2007. Plus d'informations sur : www.cr-champagne-ardenne.fr/patrimoineindustriel08/IA08001406.html

3/8

Méthodologie

La méthodologie appliquée pour la réalisation de cet inventaire urbain est le résultat de la collecte et du traitement de données, issues d'organismes partenaires et de repérages sur le terrain. Certaines informations mériteraient parfois d'être confrontées avec d'autres ressources complémentaires, plus à jour. L'inventaire réalisé reste un premier document d'analyse, à enrichir en fonction des projets portés par la municipalité.

Définitions

A été considéré comme un îlot à vocation urbaine un ensemble de parcelles cadastrales jointives bornées par des voies publiques et sectorisées par le document d'urbanisme existant, c'est-à-dire les zones UA, UB, 1NA/1AU, 2NA/2AU et UE/UY/UZ, matérialisées à l'échelle des ilôts parcellaires.

La densité, exprimée en logements par hectare (log/ha), a été calculée à partir des données recueillies par la Direction générale des finances publiques (DGFiP)[1] et selon les catégories de densité établies par le Shéma de cohérence territorial (SCoT) de l'agglomération de Charleville-Mézières[2].

A été considéré comme fortement visible dans le paysage un îlot à vocation urbaine, visible depuis au moins une des voies principales et stratégiques à l'échelle du projet de PNRA (A304, RN43, RN51, RD1, voie ferrée de la Meuse, voie verte «Trans-Ardennes», routes touristiques) ou depuis un point de vue aménagé pour le tourisme. Les aspects de covisibilité relatifs aux sites et monumemts historiques n'ont pas été étudiés et méritent d'être analysés avec le concours du Service territorial de l'architecture et du patrimoine des Ardennes (STAP08)[3].

A été considérée comme une séquence piétonne une longueur de voie, telle que délimitée par l'Institut géographique national (IGN)[4], et comprise au moins partiellement au sein de l'espace à vocation urbaine de la commune.

Les séquences piétonnes ont été désignées comme :

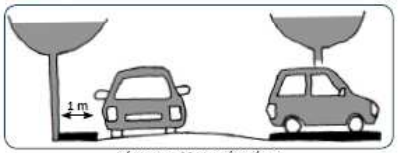
- «bien aménagées», lorque la circulation piétonne dispose clairement, d'après une analyse visuelle sur le terrain, d'une largeur d'environ 1 m, sans obstacles majeurs ou répétés (du fait de la nature du sol, du stationnement, du mobilier urbain...), d'un côté ou de l'autre de la voie routière ;
- «à valoriser», lorsque la circulation piétonne dispose clairement d'un espace délimité, d'un côté ou de l'autre de la voie routière ou lorsque la circulation piétonne ne dispose pas d'un espace très qualitatif (sécurisation du cheminement, bon revêtement, verdissement agréable...) en paysage monotone (tracé de voie rectiligne sans repères visuels esthétiques séquençant le parcours...) ;
- «à (re)qualifier», lorsque la circulation piétonne ne dispose d'aucun espace délimité, d'un côté ou de l'autre de la voie routière.

Ces données méritent d'être confrontées aux mesures du trafic routier et aux relevés effectués dans le cadre de la réalisation d'un Plan de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics (PAVE).

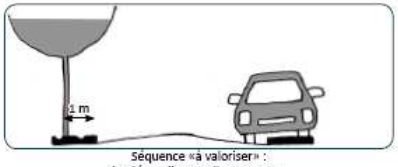
Attention

La non-vectorisation du cadastre est source d'approximations quant aux parcelles et aux constructions ciblées sur les cartes et quant aux calculs de superficies effectués (une propriété reste désignée cartographiquement par un simple point, malgré des attributs surfaciques, d'où des difficultés à travailler sur des recoupement de surface par exemple).

Séquences piétonnes

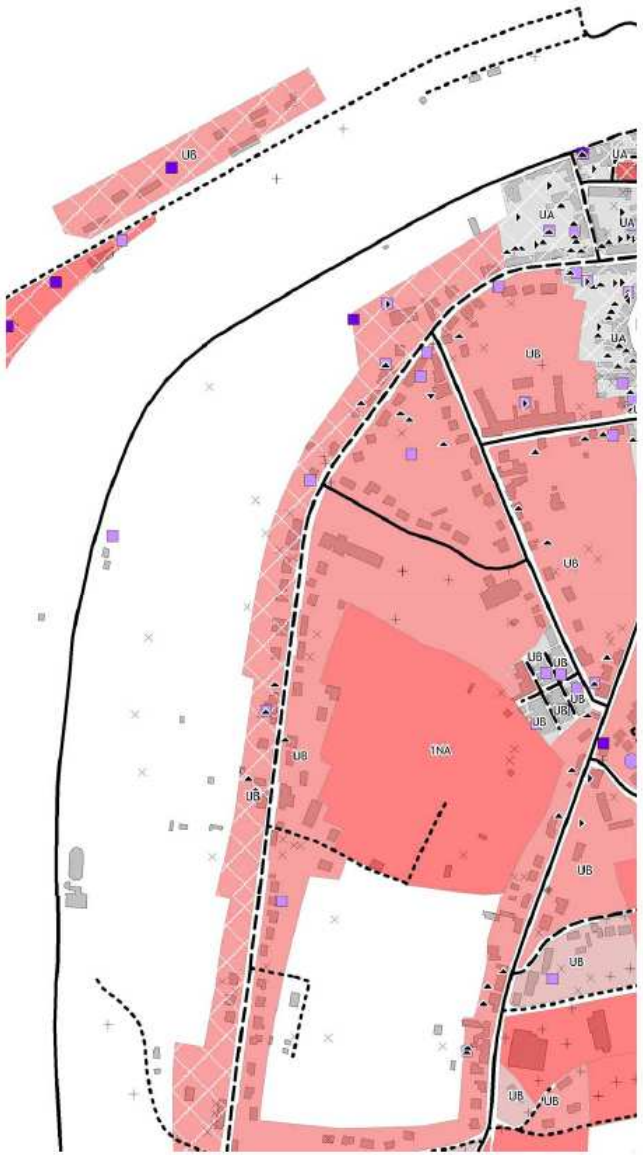


Séquence «bien aménagée» :
le piéton dispose d'environ un mètre...



Séquence «à valoriser» :
le piéton dispose d'un espace...


Séquence «à (re)qualifier» :
il n'y a pas d'espace piéton...



Illustrations


Séquence «bien aménagée»


Séquence «à valoriser»


Séquence «à (re)qualifier»


Habitation «de bourg»


Habitation «de cité»


Habitation «singulière»

2.6.3. FORMES URBAINES ET TYPOLOGIES DU BÂTI

2.6.3.1 Formes urbaines traditionnelles

La ville est encore appelée aujourd'hui **Haybes–la-Jolie ou Haybes-la-Rose pour ses toits en ardoise, allant du violet au bleu en passant par d'incomparables nuances rosées**.



Comme indiqué précédemment, il reste très peu de constructions datant d'avant 1915.

La photographie ci-contre montre une habitation ayant échappée à la destruction massive de la première guerre mondiale. Le volume est simple, avec une hauteur limitée à R + 1. Le toit à deux pans est en ardoise, et les murs en schiste (pierre de Fépin). Les ouvertures sont à dominante verticale.

La reconstruction intervenue dans les années 1920 a quant à elle engendré une architecture unique, avec de belles demeures de maître.

Les matériaux utilisés à l'époque sont le schiste, souvent associé à la brique, ainsi que plus ponctuellement des pierres bleues (modénature) pour les murs. Les toits sont en ardoise et présentent pour la plupart deux pentes. Les habitations ainsi construites sont mitoyennes, à l'alignement des voies.

Ces constructions dites traditionnelles caractérisent le noyau ancien du village où l'habitat est principalement constitué par des alignements urbains denses.

L'homogénéité entre les habitations est toujours présente mais des enduits trop clairs appliqués sur d'anciens bâtiments tendent à briser cette unité d'aspect. De même, les volets roulants perturbent le dimensionnement des ouvertures verticales et "cassent" l'homogénéité des façades du bâti traditionnel.

Bien que détruite lors de la première guerre mondiale, Haybes dispose d'un patrimoine bâti ancien remarquable. Les maisons de maîtres de styles pittoresque ou moderne (avec une influence évidente de l'art déco, l'utilisation fréquente de la brique et de la céramique) sont caractéristiques de l'entre-deux guerres et leurs toitures mansardées, recouvertes d'ardoises aux couleurs et aux formes différentes, témoignent de la qualité des ressources et des savoir-faire locaux.

Des traces de cette exploitation (verdaux, murets, calades) sont encore visibles et mériteraient d'être encore valorisées.

Désormais, de nouvelles entreprises bornent la partie urbanisée de la commune, et force est de constater que la Ville s'est largement étendue le long des axes de circulation et sur les espaces hauts agricoles, pourtant rares en vallée. Le cœur de la ville peut apparaître loin pour de nouveaux habitants, même si de nombreux petits chemins concourent à favoriser les déplacements et la convivialité. Par ailleurs, les constructions comportent moins de rapports évidents avec leur environnement proche, si ce n'est le fait d'être de plain-pied, peut-être pour des raisons de risques d'effondrements miniers.

Le guide de l'habitat du P.N.R.A. diffusé en avril 2009 à toutes les communes du territoire, offre quelques conseils concernant le maintien et l'amélioration du patrimoine bâti. Il peut être utile pour définir des règles favorisant l'embellissement de l'architecture vernaculaire mais aussi le développement de l'écoconstruction.

ALIGNEMENTS URBAINS HOMOGÈNES ET DENSES














CAFE DE LA GRANDE RUE












22







DEMEURE DE PRESTIGE









ÉCART DE MORAYPRÉ





CITÉ OUVRIÈRE SAINT-PIERRE

Cet ensemble bâti est desservi par la rue du Calvaire. La cité se compose de bandes d'habitations mitoyennes, construites après la première guerre mondiale par l'ingénieur Botary, pour y loger les ouvriers assurant la reconstruction du village.
Tous les logements ne disposent pas d'un espace de jardins.







Cette cité est ceinturée de sentes piétonnes qu'il faut préserver.

2.6.3.2 Les altérations du patrimoine traditionnel

Exemples d'interventions contraires à la préservation de la qualité architecturale de la façade, ou de bâtiments insalubres.











2.6.3.3 Formes urbaines plus ou moins récentes

Elles sont constituées par des **pavillons individuels et des bâtiments à usage d'activités.**

HABITAT PAVILLONNAIRE





Les constructions de type pavillonnaire se sont réalisées **au coup par coup dans les dents creuses du centre ancien, mais surtout en périphérie**, le long des voies de circulation. D'une façon générale, les pavillons sont implantés en retrait par rapport à la voie publique sur des parcelles de tailles moyennes (600 à 800 m²) ou plus conséquentes (1000 m² et plus).

Les volumes sont simples; ils varient du rez-de-chaussée sur sous-sol avec combles aménageables à un étage droit au dessus du rez-de-chaussée, surmontés de toitures majoritairement sombres (tuile marron ou ton schiste).

Les matériaux utilisés sont différents avec d'une façon plus systématique des murs enduits blancs ou blanc cassé et des toitures utilisant d'autres couvertures que l'ardoise et notamment la tuile couleur schiste.

Les quelques pavillons implantés dans les dents creuses du centre ancien ne présentent pas de réels problèmes d'intégration paysagère et urbaine.



Vue sur le lotissement communal «Belle-Rose»





Vues depuis le quartier d'habitat «Les Zyvages»

SECTEUR À VOCATION D'ACTIVITÉS :

Ils se caractérisent par des volumes, des hauteurs et des pans de mur plus importants que le reste du bâti. De plus, l'utilisation des bardages métalliques est généralisée.







2.7 PERCEPTION DU PAYSAGE NATUREL ET URBAIN (VUES, AMBIANCES)

2.7.1. VISION EXTERNE

2.7.1.1 Vues à partir des points hauts du relief

La perception du paysage de Haybes s'appréhende d'abord **à partir des points hauts, qui sont fonction du relief et des traits caractéristiques du paysage (ouvert ou fermé).**

Dans ces conditions, et hormis les perspectives offertes depuis le ciel (ex : U.L.M., parapente, etc.), **les vues dominantes sur la zone urbaine de Haybes sont limitées.** Néanmoins, plusieurs points de vue panoramiques ont été aménagés sur le territoire communal ou à proximité. Ceux-ci permettent d'apprécier le paysage urbain et naturel de Haybes mais aussi des communes voisines :

- point de vue de Divers-Monts à Fumay,
- point de vue de la Platale : vue incomparable sur Fumay et la boucle de la Meuse,
- rocher de Madame de Cormont,
- point de vue de la Roche à Fépin.

Au final, ce sont **les points de vue de la Roche à Fépin et de Divers-Monts** qui offrent les vues « terrestres » hayboises les plus imprenables. *(Cf. reportage photographique ci-après)*

Les points hauts offrent un angle de vue en fond mais vite limité par le versant abrupt situé de l'autre côté. De plus le bâti étant implanté en pente, les vues ne s'ouvrent pas sur le détail de la ville mais sur un panorama général des parties hautes (notamment les toits) à l'image d'une vue aérienne.

La carte de synthèse ci-après répertorie **les principaux points hauts du relief.** Pour chaque cône de vue identifié, l'angle d'ouverture et la longueur du champ de vision ont été déterminés, ceci permettant de les hiérarchiser en distinguant les vues lointaines ou dominantes, des vues restreintes.

REPORTAGE PHOTOGRAPHIQUE

Exemple : Vues à partir du point de vue de Divers-Monts







2.7.1.2 Vues sur la « façade fluviale » hayboise

Ces vues sont également intéressantes car elles offrent un recul suffisant pour bénéficier d'un angle de vue assez large, permettant d'appréhender une grande partie du paysage.

La R.D.8051 et le chemin de halage le long de la Meuse permettent ce recul et font découvrir une grande partie de la ville, dans la mesure où cette dernière est implantée en pente.



Le manque d'espace dans les fonds de vallées et la proximité immédiate et utile de l'eau ont conduit les villes à développer « **des façades fluviales »**. Dans le parcours de la vallée, cette façon systématique de se tourner vers le fleuve finit par composer une valeur paysagère très particulière à l'Ardenne.

La Meuse notamment offre un recul qui met en scène la ville dans son site fluvial depuis la rive opposée ; c'est vrai à peu près partout : **à Haybes**, à Bogny, à Vireux-Wallerand, à Givet, à Haybes, etc.

Au final, l'image des villes de la vallée, c'est d'abord celle de leur façade fluviale.

Cette valeur propre à l'Ardenne incite à devoir maîtriser particulièrement les silhouettes et les formes architecturales, les couleurs et les matériaux des bâtiments qui composent la façade fluviale de chaque ville.

La mise en valeur des façades fluviales suppose également une **reconquête qualitative des rives urbaines** de la Meuse et de la Semoy : les rives forment l'espace public qui met en scène les façades fluviales s'offrant à voir depuis la rive opposée.
(Source : Les Ardennes : vers une politique du paysage – Agence FOLLEA et GAUTIER – Juin 2000)



A Haybes, un exemple intéressant de mise en valeur des bords de Meuse ...



... qui offre depuis la rive opposée un aspect agréable pour mettre en valeur la façade fluviale, avec ici le choix de quais enherbés.

2.7.2. VISION INTERNE

Les vues restreintes

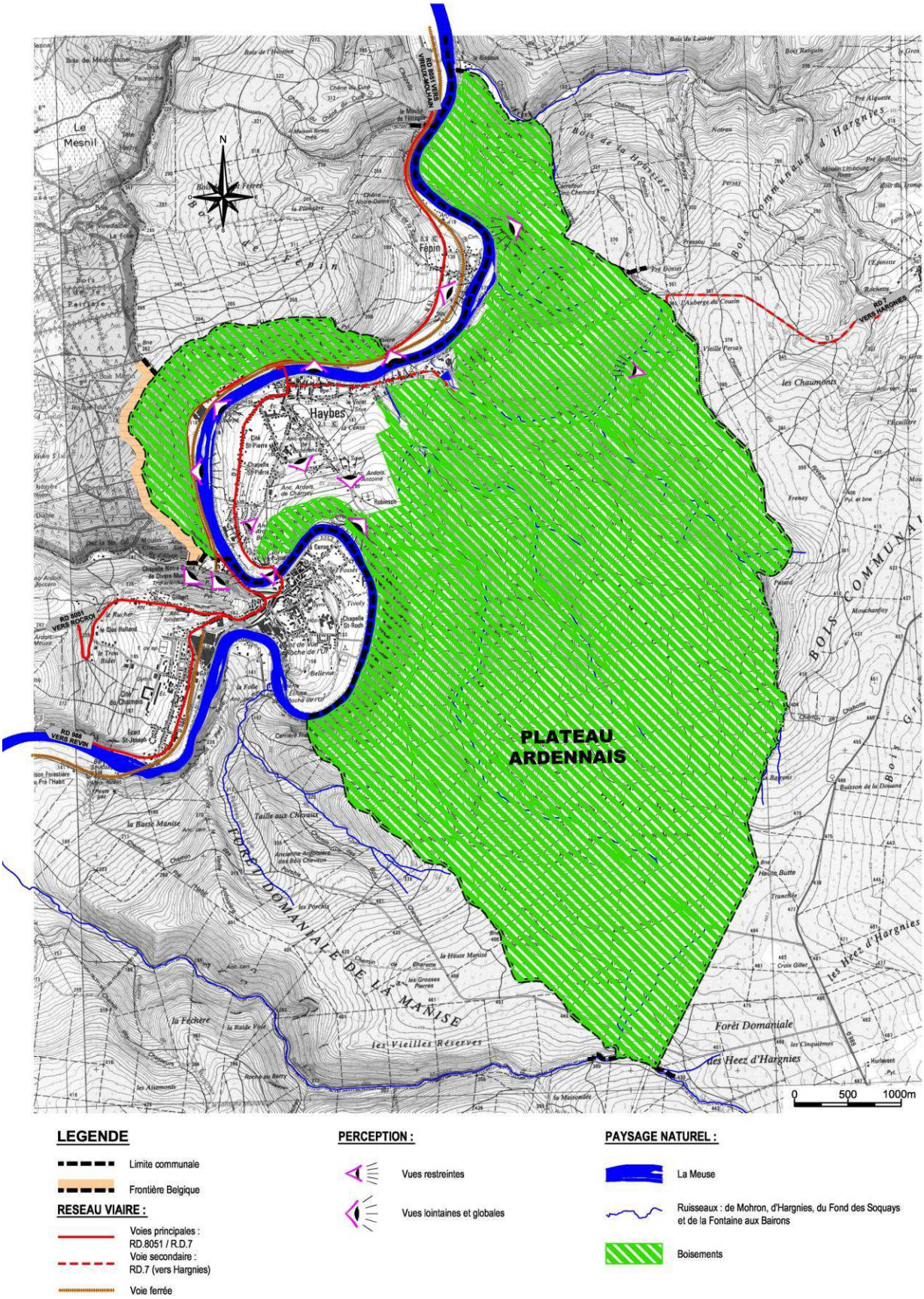
Situées à partir des voies de circulation ou cheminements, elles caractérisent essentiellement les entrées du village, les ouvertures et les perspectives visibles à l'intérieur du village.

Haybes dispose de quatre accès routiers :

- entrée Sud-ouest au dessus de la Meuse en venant de Fumay,
- entrée Nord au dessus de la Meuse en venant de la RD.8051,
- entrée Est en venant de Hargnies par la D.7,
- entrée Sud-est en venant des vieux moulins d'Hargnies et de Thilay.

Il est à noter que les **cônes de vues et l'exposition des entrées par la RD.8051 et le secteur du Robinson** sont particulièrement importants.

CARTE DE SYNTHÈSE DE L'ANALYSE PAYSAGÈRE



LEGENDE

- Limite communale
- Frontière Belgique

RESEAU VIAIRE :

- Voies principales : RD.8051 / R.D.7
- Voie secondaire : RD.7 (vers Hargnies)
- Voie ferrée

PERCEPTION :

- Vues restreintes
- Vues lointaines et globales

PAYSAGE NATUREL :

- La Meuse
- Ruisseaux : de Mohron, d'Hargnies, du Fond des Soquays et de la Fontaine aux Bairons
- Boisements

2.7.3. ÉVALUATION DE LA SENSIBILITÉ PAYSAGÈRE

On peut distinguer trois **types de zones :**

❖ ***Les zones peu sensibles***

Ce sont des zones où la qualité paysagère est faible, voire nulle. Elles correspondent à des sites sans particularité propre, ou qui ont été progressivement dégradés par l'action humaine :

- trame agraire très ouverte,
- monoculture,
- aménagements importants,
- zones de nuisances, …

Ces zones font pour la plupart, l'objet d'écrans permettant de limiter l'impact d'éléments nouveaux dans le paysage.

Il peut s'agir également de zones de qualité médiocre, pour lesquelles un aménagement permettrait d'améliorer l'aspect. Certaines zones peuvent également de par leur configuration et leur exposition être propices à l'urbanisation.

❖ ***Les zones sensibles***

Ce sont des zones où la qualité paysagère est bonne, et qui ne sont généralement pas le lieu de perturbations importantes. Sans être des éléments structurants, elles contribuent à l'harmonie générale du paysage et à son équilibre. Il s'agit :

- des **quatre entrées de ville**, particulièrement importantes dans la perception de l'image locale ;
- de **la vallée du Morhon** qui constitue un élément à part du fait de la présence d'un cours d'eau tumultueux qui tranche avec le caractère « plus calme » de la Meuse. Par ailleurs, cette zone présente des atouts touristiques certains, avec la présence d'anciennes ardoisières, des circuits de randonnées et V.T.T., de restaurant, etc.
- des **quelques prairies** qui assurent la liaison entre les différents types de constructions (centre ancien et extensions récentes) ;
- le **secteur situé entre le bois des Aurains et le lotissement des Zyvages**, à usage notamment agricole (bande écotone);
- la **zone de stockage** de la scierie BARET située en bord de la Meuse, au Sud de la zone bâtie. Cet espace est longé par un mur d'écaillons symbolisant l'activité passée de la ville qui de ce fait doit être protégé.

Ces zones peuvent intégrer des terrains propices à une urbanisation, de par leur configuration, leur exposition et leur liaison avec l'environnement urbain et paysager. Néanmoins, les aménagements projetés devront faire l'objet d'une réflexion globale, afin de ne pas dénaturer le site environnant tant urbain que paysager.

❖ ***Les zones très sensibles***

Ce sont des zones où la qualité paysagère est excellente, voire remarquable, et leur porter atteinte endommagerait sensiblement la richesse et la particularité du paysage local.

- Les **bords de Meuse** sont concernés car d'une part le fleuve est un élément primordial dans le paysage local et d'autre part, il offre des cônes de vue importants sur la ville. Tout aménagement devra faire l'objet d'une réflexion d'ensemble avec un traitement paysager particulier, permettant de préserver le caractère "naturel" du fleuve ;
- Le **massif boisé situé en face de Fumay (bois des Aurains)** permet de séparer les deux villes et d'affirmer pour chacune leur propre identité. Il est donc indispensable de le protéger. Cette côte au relief accentué sert de toile de fond et domine puissamment le fond de la vallée ;
- La **côte de Haybes** boisée, qui s'élève le long de la Meuse, représente également un élément fondamental dans le paysage communal ;
- **Le centre ancien et sa façade fluviale**.

2.8 NUISANCES LIÉES À L'ACTIVITÉ HUMAINE

2.8.1. PROTECTION AUTOUR DES BÂTIMENTS AGRICOLES D'ÉLEVAGE

Source : Porter à connaissance des services de l'État du 15 mai 2009

Les bâtiments agricoles peuvent être soumis à diverses réglementations leur imposant une distance d'éloignement par rapport aux habitations. Les exploitations d'élevage et leurs annexes (fumières, fosses, silos,…) sont soumises au Règlement Sanitaire Départemental (R.S.D.) ou au régime des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (I.C.P.E.), en fonction du type d'élevage et du nombre d'animaux. Il en résulte l'application **de périmètres d'éloignement de 50 ou 100 m autour des installations d'élevage.**

S'applique également **la règle de réciprocité,** énoncée à l'article L.111-3 du code rural et de la pêche maritime, modifié par la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 - art.240 :

« Lorsque des dispositions législatives ou réglementaires soumettent à des conditions de distance l'implantation ou l'extension de bâtiments agricoles vis-à-vis des habitations et immeubles habituellement occupés par des tiers, ***la même exigence d'éloignement doit être imposée à ces derniers*** *à toute nouvelle construction et à tout changement de destination précités à usage non agricole nécessitant un permis de construire, à l'exception des extensions de constructions existantes.*

Dans les parties actuellement urbanisées des communes, des règles d'éloignement différentes de celles qui résultent du premier alinéa peuvent être fixées pour tenir compte de l'existence de constructions agricoles antérieurement implantées*. Ces règles sont fixées par le plan local d'urbanisme ou, dans les communes non dotées d'un plan local d'urbanisme, par délibération du conseil municipal, prise après avis de la chambre d'agriculture et enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement.*

Dans les secteurs où des règles spécifiques ont été fixées en application de l'alinéa précédent, ***l'extension limitée et les travaux rendus nécessaires par des mises aux normes des exploitations agricoles existantes sont autorisés, nonobstant la proximité de bâtiments d'habitations****.*

Par dérogation aux dispositions du premier alinéa, une distance d'éloignement inférieure peut être autorisée par l'autorité qui délivre le permis de construire, après avis de la chambre d'agriculture, pour tenir compte des spécificités locales. Une telle dérogation n'est pas possible dans les secteurs où des règles spécifiques ont été fixées en application du deuxième alinéa.

Il peut être dérogé aux règles du premier alinéa, sous réserve de l'accord des parties concernées, par la création d'une servitude grevant les immeubles concernés par la dérogation, dès lors qu'ils font l'objet d'un changement de destination ou de l'extension d'un bâtiment agricole existant dans les cas prévus par l'alinéa précédent. »

⇨ À ce jour, il n'existe aucun siège d'exploitation agricole classée pour la protection de l'environnement.

2.8.2. ENVIRONNEMENT SONORE

Le bruit est l'une des préoccupations majeures des administrés et il doit faire l'objet d'une attention particulière dans cette révision du Plan Local d'Urbanisme.
La loi distingue deux grandes catégories de bruits susceptibles d'être sanctionnés dès lors que ces bruits troublent de manière anormale le voisinage : les bruits domestiques et les bruits d'activité.

Concernant les bruits domestiques (ou de voisinage) pouvant causer un trouble anormal, ce sont tous les bruits provoqués de jour comme de nuit :

- par un individu locataire ou propriétaire ou occupant (cri, talons, chant...)
- ou par une chose (instrument de musique, chaîne hi-fi, outil de bricolage, pétard et feu d'artifice, pompe à chaleur, éolienne, électroménager...)
- ou par un animal (aboiements…).

Lorsque ces bruits sont commis la nuit, entre 22h et 7h, on parle de tapage nocturne.
Le bruit de voisinage relève de la compétence du maire au titre de ses pouvoirs de police.

Concernant les bruits d'activité pouvant causer un trouble anormal, ce sont tous les bruits provoqués de jour comme de nuit :

- par une activité professionnelle (commerce, atelier…) ou de loisirs, organisée de façon habituelle ou soumise à autorisation (manifestation culturelle, sportive…),
- ou par une activité réputée bruyante, c'est-à-dire les bruits de chantiers (marteaux piqueurs et autres engins), les infrastructures de transport (autoroute, avion…) et les lieux diffusant de la musique (discothèque, bar…).

  Pour les lieux musicaux et les activités professionnelles ou de loisirs, la loi considère que l'infraction est constituée dès lors que les normes acoustiques réglementaires, spécifiques à chacune de ces activités, ne sont pas respectées. Pour le savoir, un mesurage acoustique est effectué par la mairie.

  S'agissant des bruits de chantier, la loi considère qu'un chantier est par nature bruyant. Par conséquent, elle ne reconnaît aucun seuil acoustique à respecter. Toutefois, l'infraction peut être caractérisée dès lors que les conditions de réalisation des travaux (par exemple, respect des horaires) ou d'utilisation des équipements ne sont pas respectées.

  On ne parle pas de tapage nocturne pour les bruits d'activité occasionnés la nuit, mais d'activité anormale, à moins qu'il ne s'agisse de bruits générés sur la voie publique par la clientèle d'un lieu diffusant de la musique, et perçu à l'intérieur des habitations.

⇨ Le code de l'environnement comprend des règles visant à lutter contre le bruit, et notamment les bruits de voisinages et ceux liés aux lieux musicaux. **Ces règles sont actuellement traduites aux articles R.571-25 et suivants dudit code.** D'après les informations mentionnées sur le site Internet « Legifrance », le contenu du code de l'environnement va évoluer en fin d'année 2015, en 2016 et 2017. Dans ces conditions, les textes liés aux bruits de voisinage et aux lieux musicaux ne sont pas directement retranscrits dans le présent paragraphe. Il est jugé préférable de consulter au besoin **le site Internet « Légifrance »** pour cerner la règlementation qui sera alors en vigueur.

⇨ À ce jour, **il existe aussi un arrêté préfectoral (n°108/2009 du 18 juin 2009), qui porte réglementation des bruits de voisinage dans les Ardennes**. À la demande du Préfet des Ardennes[23], cet arrêté est annexé au dossier de P.L.U. (cf. Pièce n°5A).

Les infrastructures terrestres et aériennes sont aussi susceptibles d'occasionner des nuisances sonores.

Le P.L.U. détermine les conditions permettant d'assurer la réduction des nuisances sonores et doit être un outil de prévention permettant de prendre en compte en amont les contraintes acoustiques liées à l'implantation des voies de circulation, d'activités industrielles, artisanales, commerciales ou équipements de loisirs. Une réflexion à ce stade permet d'apporter des réponses efficaces et économiques et de prévenir ainsi les impacts sur la santé.

⇨ À Haybes, **la R.D.8051 (tronçon 9) est portée au classement sonore des infrastructures de transports terrestres par l'arrêté préfectoral n° 2010-199 du 5 mai 2010** (cf. Documents Annexes - Pièce n°5A et 5E du dossier).
À ce titre, des secteurs de part et d'autre de ces voies ont été définis et ils doivent être reportés aux documents graphiques du P.L.U. Par ailleurs, une attention particulière devra être apportée sur la prise en compte de la nuisance bruit par rapport au choix d'urbanisation et d'équipement de zones industrielles ou artisanales et faire état des solutions pour en réduire l'incidence.
⇨ *Voir tableau page suivante*.

[23] Source : Avis de synthèse des services de l'État rendu le 6 janvier 2015 - voir pièce n°6B du dossier

Catégorie de la voie affectée	Largeur du secteur affecté par le bruit	Niveau sonore au point de référence en période diurne (6h-22h) (db(A))	Niveau sonore au point de référence en période nocturne (22h-6h) (db(A))
3	100m	70 < L ≤ 76	65 < L ≤ 71

Source : Extrait de l'arrêté préfectoral n°2010-199 du 5 mai 2010, portant classement sonore des infrastructures de transports terrestres dans le département des Ardennes

2.8.3. QUALITÉ DE L'AIR

Sources : DREAL Champagne-Ardenne ; ATMO Champagne-Ardenne

L'air est l'une des composantes du milieu naturel. Des variations dans sa composition peuvent avoir des répercussions sur la santé humaine et plus généralement sur les milieux.

La loi du 30 décembre 1996 relative à la pollution de l'air et à l'utilisation rationnelle de l'énergie a permis de réserver une part de crédits d'État à la qualité de l'air, d'achever la modernisation des stations de mesure et de doter la plupart des associations françaises de matériel embarqué (camion-laboratoire ou remorque).

Cette loi prévoit également l'élaboration d'un plan régional de la qualité de l'air (PRQA). Celui-ci a été approuvé par le préfet de la région Champagne-Ardenne le 27 mai 2002. Il fixe les orientations permettant de réduire de façon significative la pollution de l'air et ses impacts. Il se décline en trois grandes mesures visant à :

- développer les connaissances sur la qualité de l'air et ses impacts,
- maîtriser les émissions provenant des installations fixes et des transports et déplacements,
- former, informer et sensibiliser.

Enfin, la loi prévoit l'élaboration de plans de déplacements urbains (P.D.U.) pour les agglomérations de plus de 100 000 habitants. Ceci devrait permettre une diminution sensible du trafic automobile à l'intérieur des villes et une amélioration de la qualité de vie des habitants.

Dans la région, le suivi de la qualité de l'air est réalisé par l'association ATMO Champagne-Ardenne.

⇨ À ce jour, **le département des Ardennes compte un Plan de Déplacements Urbains**, celui de (l'ancienne) Communauté d'Agglomération Cœur d'Ardenne, approuvé le 1er février 2011. **Le territoire de Haybes n'est pas concerné.**

2.8.4. POLLUTION DES SOLS

Sources : Basias.brgm.fr - Inventaire des anciens sites industriels et activités de service

❖ Définition d'un site pollué

Le terme de « site pollué » fait référence à toute pollution du sol, du sous-sol et/ou des eaux souterraines, du fait d'activités anthropiques.
Le type de contamination, sa gravité et sa cause sont donc très variables. Peuvent être concernés, par exemple, les sites d'anciennes usines à gaz, des carrières reconverties en décharges, des anciennes zones d'enfouissement des déchets ou encore des entrepôts de produits toxiques.

❖ État des lieux des sites pollués sur le territoire de Haybes

Selon l'inventaire historique des sites industriels et activités de service, en activité ou non, pouvant avoir occasionné une pollution des sols, il a été répertorié **7 sites sur le territoire de Haybes**. Il faut souligner que l'inscription d'un site dans la banque de données BASIAS, ne préjuge pas d'une éventuelle pollution à son endroit.

Raison(s) sociale(s) de l'entreprise	Activité(s)	Dernière adresse	Etat d'occupation du site
Ets FLORES	Serrurerie – chaudronnerie	Rue du 24 Août	Activité terminée
PROXI ; Ets AGUILAR René	Dépôt de liquides inflammables	20, ru du Docteur Bonnet	En activité
Fonderie Bouvart	Fonderie	Rue Edmond Dromart	Activité terminée
Sté « La Fonte Ardennais 4 »; Ets Toussaint et compagnie	Fonderie	Route nationale 51 (entre Fumay et Haybes)	En activité
Garage Bosquet	Garage	Rue Saint-Louis	En activité
Carrière du Port de Fumay ; Sté Minière de Rougé	Carrière	n.r.	Activité terminée
Ets VIDAL Vincent ; Ets PLOUCHARD (actuelle hôtellerie de l'Ermitage du Moulin Labotte)	Dépôt ou stockage de gaz	Ermitage du Moulin Labotte	Activité terminée

2.9 GESTION DES RISQUES

L'article 21 de la loi 87-565 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs consacre le droit à l'information aux citoyens sur les risques majeurs, auxquels ils sont soumis et sur les mesures de sauvegarde qui les concernent.

Ce droit s'applique à la fois **aux risques technologiques et aux risques naturels prévisibles**. Le décret 90-918 du 11 octobre 1990 est venu préciser le contenu et la forme des informations auxquelles doivent avoir accès les personnes susceptibles d'être exposées à ces risques majeurs ainsi que les modalités selon lesquelles ces informations leur seront portées à connaissance.

Par arrêté préfectoral du 2 janvier 2006, le **dossier départemental des risques majeurs** (D.D.R.M.) signale que la commune de Haybes est concernée par les risques suivants :

- Inondations
- Feux de forêt
- Mouvement de terrain
- Transport de matières dangereuses

Ces risques sont détaillés ci-après, ainsi que d'autres dont les données émanent de sites spécialisés (ex : B.R.G.M.). Il s'agit par exemple du phénomène de retrait - gonflement d'argile.

2.9.1. RISQUES NATURELS

2.9.1.1 Risque d'inondations

Sources : www.prim.net ; Porter à connaissance des services de l'État du 15 mai 2009

Une inondation est une submersion plus ou moins rapide due à une augmentation du débit d'un cours d'eau, principalement provoquée par des pluies importantes et durables.

Le département des Ardennes a subi, ces dernières années, de graves inondations dans la vallée de la Meuse. Les crues exceptionnelles de décembre 1993 et surtout de janvier 1995 ont imposé à l'Etat d'engager des actions propres à la prise en compte de ce risque naturel.

L'une des actions prioritaires a consisté à mettre en place un Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles d'inondation (P.P.R.i.) sur le secteur dit « Meuse aval ».

Une partie du territoire communal de Haybes est concerné par ce P.P.R.i. approuvé le 28 octobre 1999, lequel défini plusieurs types de zones inondables (vert, bleu ou rouge) selon le type d'aléa :

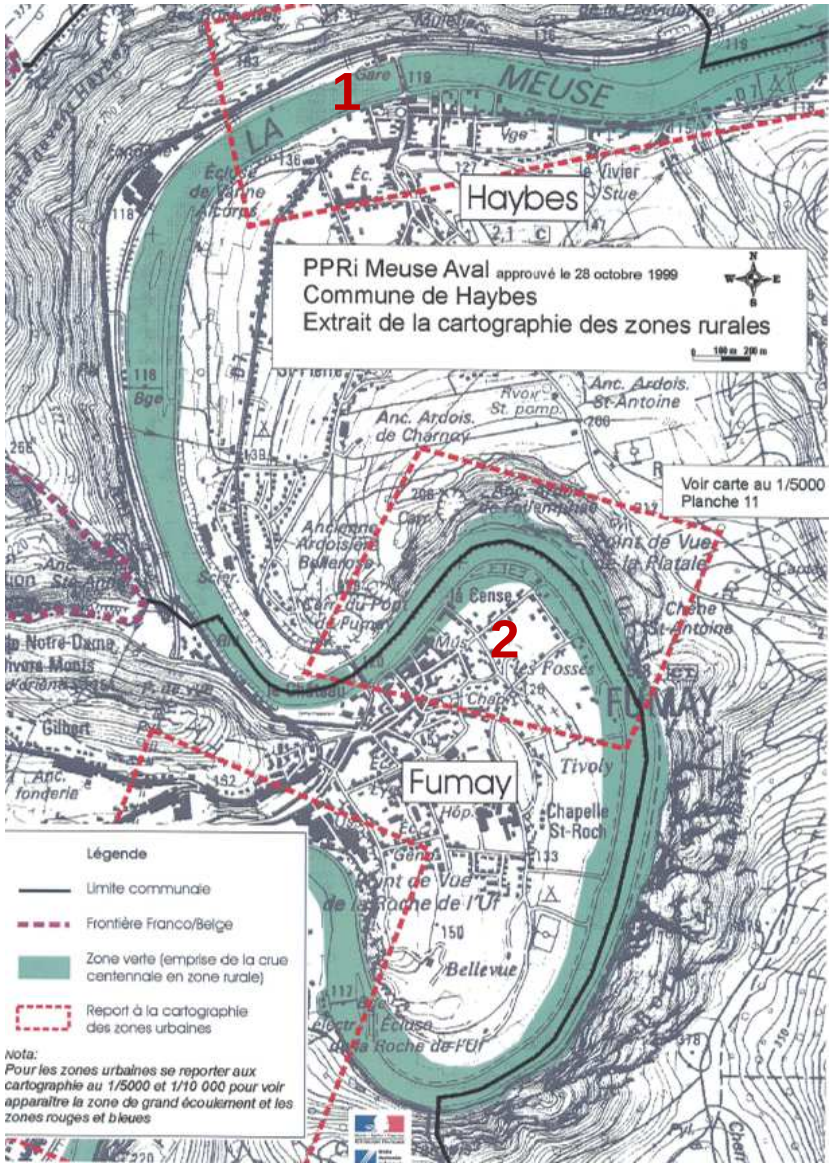
- **les zones rurales ou zones vertes** sont des zones inondables identifiées comme étant des zones d'expansion des crues, telles que définies dans la circulaire du 24 janvier 1994 : « [...] secteurs non urbanisés ou peu urbanisés et peu aménagés où la crue peut stocker un volume d'eau important. [Ces zones] jouent un rôle déterminant en réduisant momentanément le débit à l'aval, mais en allongeant la durée de l'écoulement. La crue peut ainsi dissiper son énergie au prix de risques limités pour les vies humaines et les biens. Ces zones d'expansion des crues jouent également le plus souvent un rôle important dans la structuration du paysage et l'équilibre des écosystèmes ». Elles n'ont par conséquent pas été scindées en plusieurs zones de risques.

- **les zones urbanisées** sont des secteurs pour lesquels trois zones de risques ont été définies :

    - **La zone de grand écoulement de la crue centennale**, correspondant à un risque très fort (comprise dans la zone rouge) ;

    - **La zone à risque fort ou zone rouge**, englobant la zone de grand écoulement de la crue centennale, définie comme suit : hauteur d'eau en crue centennale supérieure ou égale à 1m ou hauteur d'eau inférieure mais fort courant (zones où les vitesses d'écoulement ne permettent pas à un homme de se tenir debout et où il faut un bateau motorisé pour circuler) ;

    - **La zone à risque modéré ou zone bleue**, correspondant à des secteurs ne contribuant qu'à l'expansion de la crue centennale, définie comme suit : hauteur d'eau inférieure à 1 m et vitesse d'écoulement faible.


1
2
MEUSE
Haybes
Fumay
PPRi Meuse Aval approuvé le 28 octobre 1999
Commune de Haybes
Extrait de la cartographie des zones rurales
Voir carte au 1/5000
Planche 11
Légende
Limite communale
Frontière Franco/Belge
Zone verte (emprise de la crue centennale en zone rurale)
Report à la cartographie des zones urbaines
Nota:
Pour les zones urbaines se reporter aux cartographie au 1/5000 et 1/10 000 pour voir apparaître la zone de grand écoulement et les zones rouges et bleues

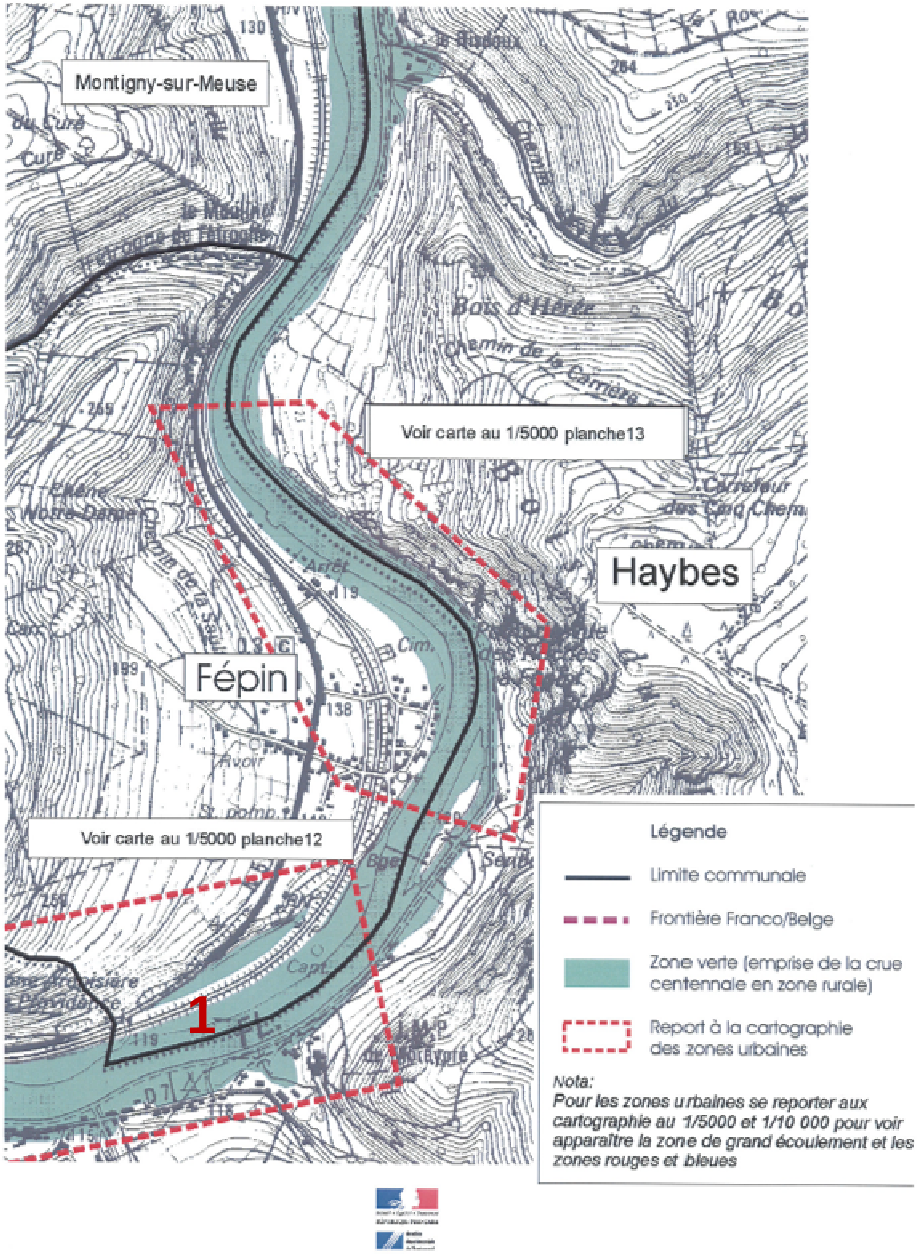

Montigny-sur-Meuse
Voir carte au 1/5000 planche13
Haybes
Fépin
Voir carte au 1/5000 planche12
1
Légende
Limite communale
Frontière Franco/Belge
Zone verte (emprise de la crue centennale en zone rurale)
Report à la cartographie des zones urbaines
Nota:
Pour les zones urbaines se reporter aux cartographie au 1/5000 et 1/10 000 pour voir apparaître la zone de grand écoulement et les zones rouges et bleues

Planche n°1 (cf. dossier de P.P.R.i. – pièce n°5F du P.L.U.)

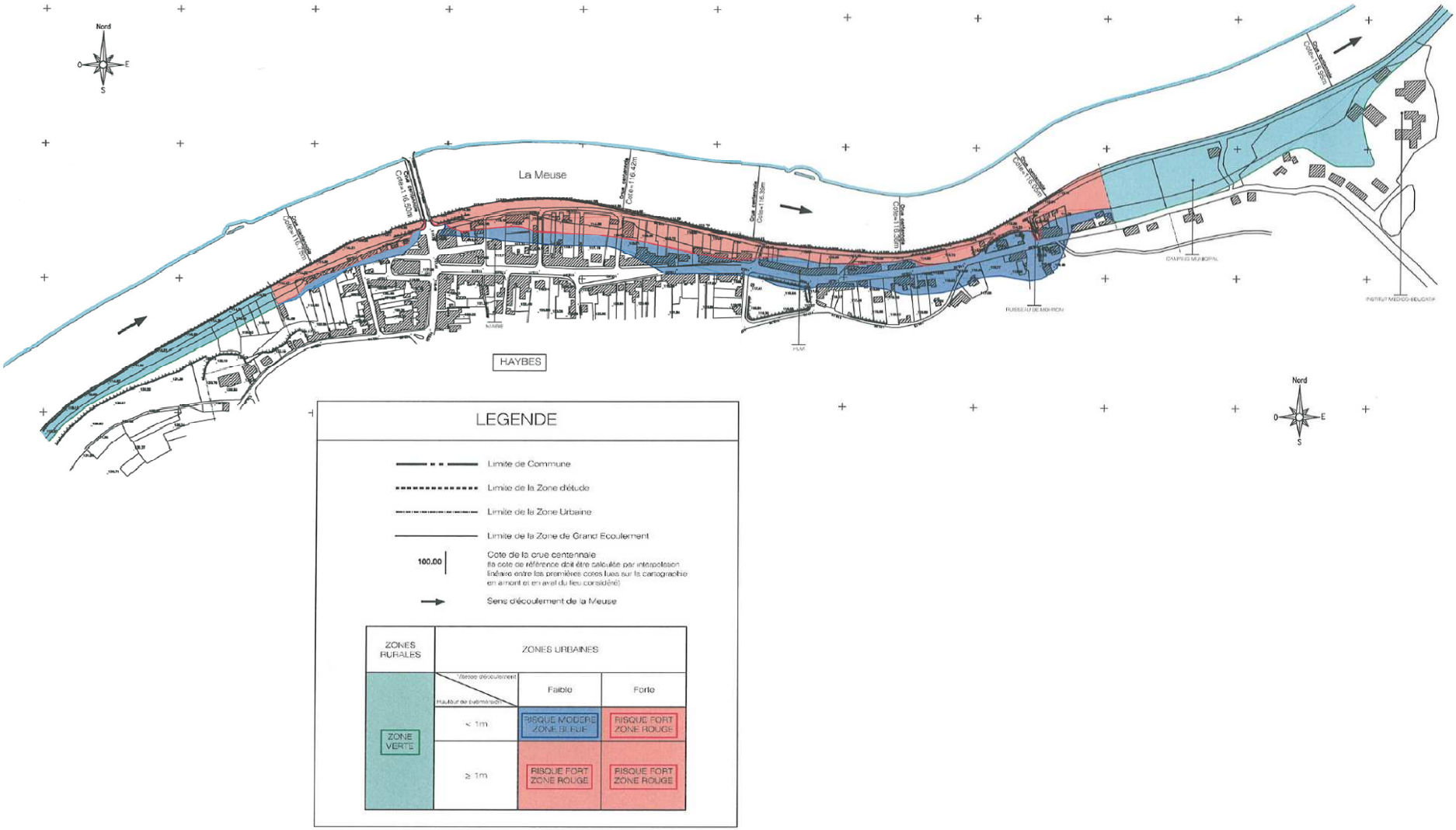


Planche n°2 (cf. dossier de P.P.R.i. – pièce n°5F du P.L.U.)



⇨ **Le Plan de Prévention des Risques Inondation s'impose en tant que servitude d'utilité publique (codifiée PM1) ; il est donc annexé au P.L.U. révisé (voir pièce n°5F du dossier de P.L.U.).**
Dans les secteurs concernés par le P.P.R.i., le développement urbain se fera en cohérence et en conformité avec son règlement, en plus des règles édictées par le Plan Local d'Urbanisme.

2.9.1.2 Risque de phénomène météorologique

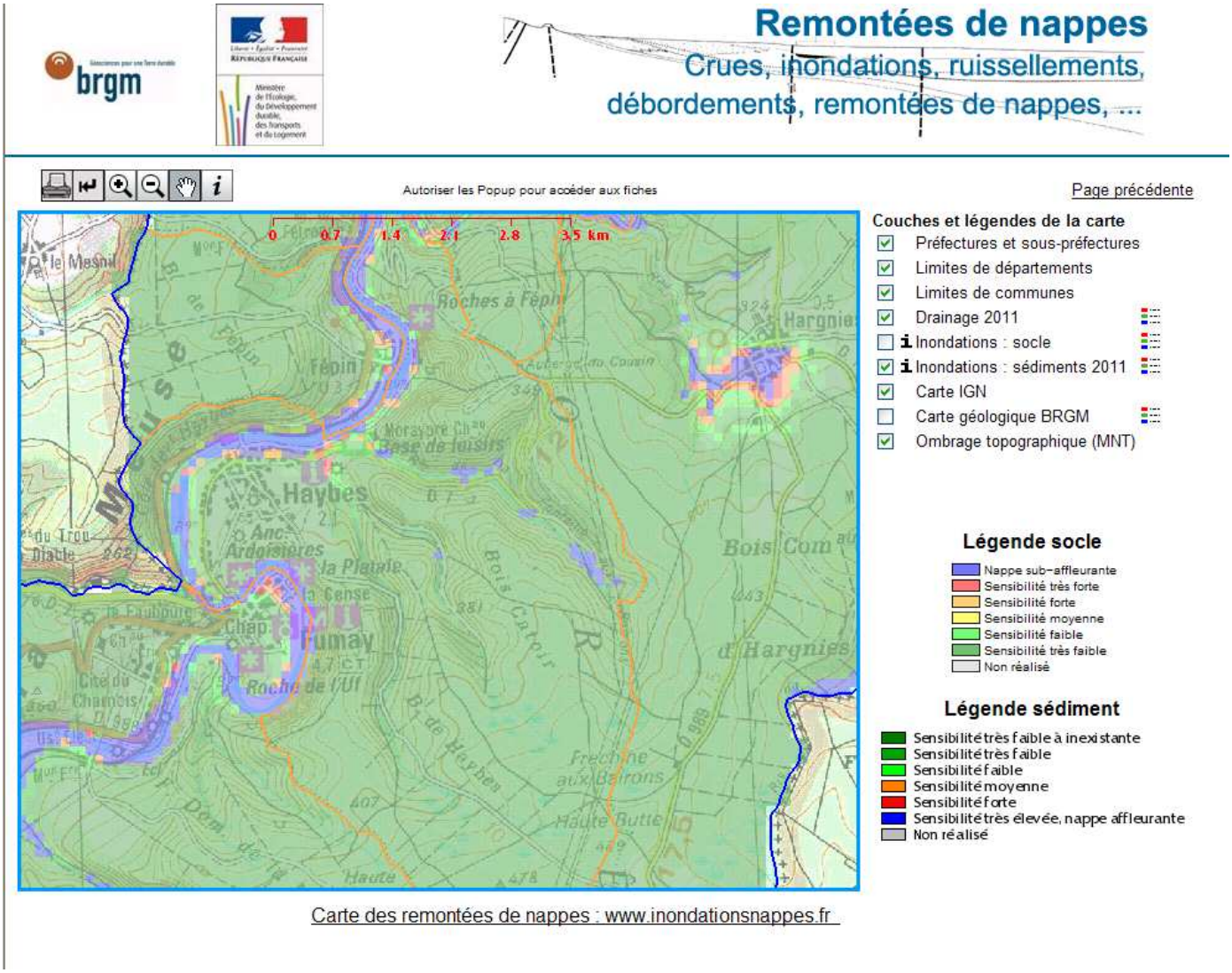
Si la canicule et les intempéries majeures ne sont pas citées dans la loi relative à la mise en place des Plans Communaux de Sauvegarde, elles nécessitent toutefois la mise en place d'une réponse. **Les aléas identifiés sont : la canicule, les vents violents, les fortes précipitations, les orages violents, la neige et le verglas**.

Pour répondre à ces situations, Météo France signale un danger météorologique 24 heures à l'avance en diffusant un message d'alerte ainsi qu'une carte de vigilance.

La région Champagne-Ardenne n'est pas située en zone permanente de vigilance particulière.

2.9.1.3 Risque de remontées de nappe

Le B.R.G.M. nous indique **la présence d'une nappe sub-affleurante (sédiment) et une sensibilité faible à très forte aux abords de la Meuse et le long de ruisseaux au sein du massif forestier** (ex : ruisseau de la Fontaine aux Bairons).



Source : extrait du site internet en décembre 2013

2.9.1.4 Risque de mouvement de terrain

Source : www.bdmvt.net

Haybes est concerné par le risque de mouvement de terrain, défini comme un déplacement plus ou moins brutal du sol et/ou du sous-sol. Il est fonction de la nature et de la disposition des couches géologiques.

Trois mouvements de terrains ont été recensés à ce jour sur le territoire communal :

- **un éboulement/chute de blocs**, le 4 mars 1937, à l'emplacement de l'ancienne ardoisière Bellerose,
- **un glissement,** le 1er août 1987 le long de la RD.8051 au niveau de la fonderie « La Fonte Ardennaise » ;
- **un glissement**, le long de la RD.8051 au niveau de la gare (date inconnue).

2.9.1.5 Arrêtés de catastrophe naturelle

Dans les années 1980 et 1990, le territoire a fait l'objet de plusieurs arrêtés de reconnaissance de catastrophe naturelle (ex : inondations de 1993 et 1995 liées aux débordements de la Meuse).

Plus récemment, un arrêté de reconnaissance de catastrophe naturelle a été délivré le 14 juillet 2010, relatif à une violente tempête qui a touché l'ensemble de la vallée de la Meuse. À Haybes, environ 350 toitures, dont celle de l'église, ont dues êtres remplacées suite à cette tempête.

Arrêtés de reconnaissance de catastrophe naturelle

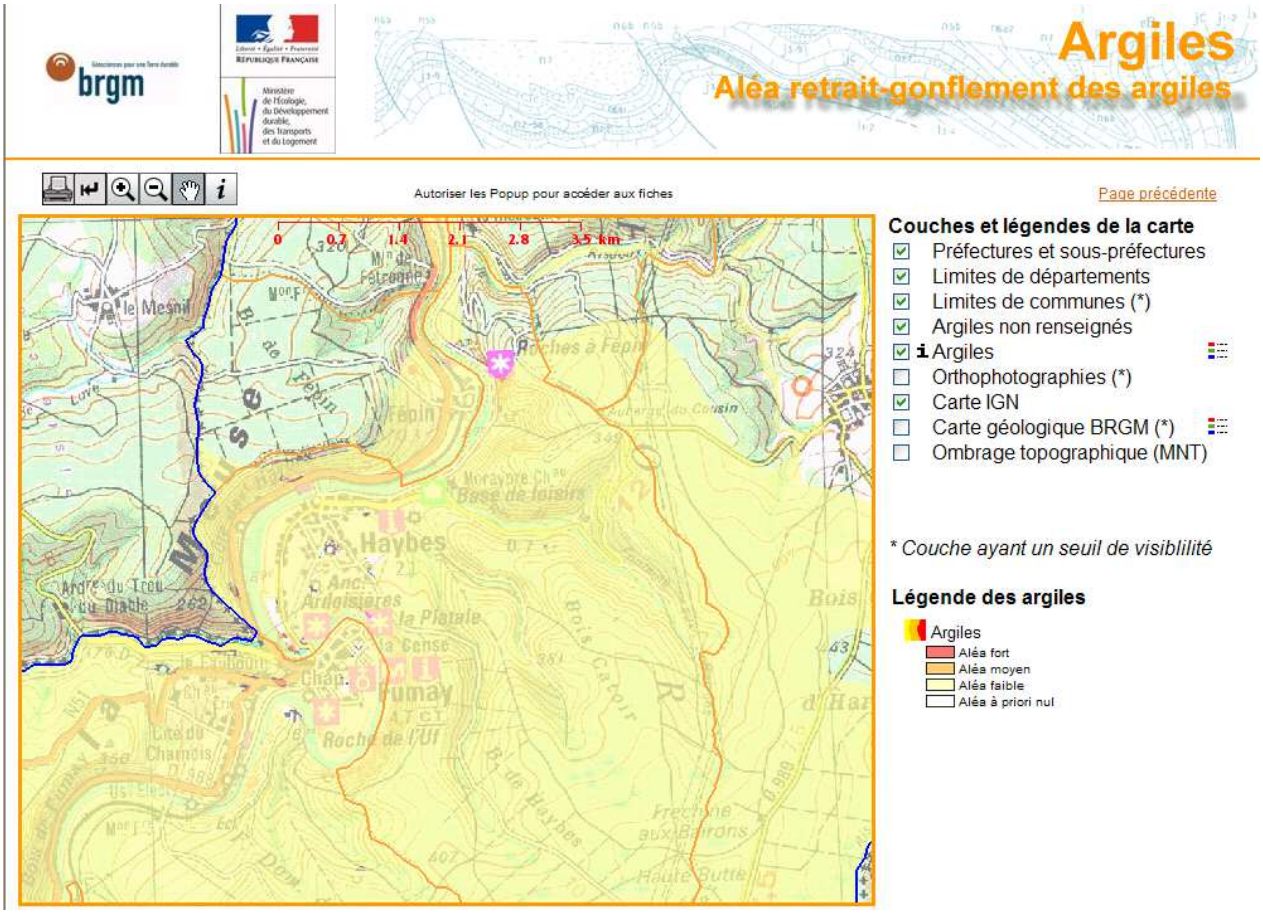
Type de catastrophe	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
Inondations et coulées de boue	07/02/1984	12/02/1984	11/05/1984	24/05/1984
Inondations et coulées de boue	23/07/1988	23/07/1988	19/10/1988	03/11/1988
Inondations et coulées de boue	31/12/1990	15/01/1991	28/03/1991	17/04/1991
Inondations et coulées de boue	11/01/1993	22/01/1993	18/05/1993	12/06/1993
Inondations et coulées de boue	19/12/1993	02/01/1994	27/05/1994	10/06/1994
Inondations et coulées de boue	20/12/1993	02/01/1994	11/01/1994	15/01/1994
Inondations et coulées de boue	17/01/1995	31/01/1995	06/02/1995	08/02/1995
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999
Inondations et coulées de boue	14/07/2010	14/07/2010	07/09/2010	10/09/2010

Source : site internet prim.net

La parution de ces arrêtés interministériels permet aux victimes entrant dans le cadre prévu par la loi du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles, d'être indemnisées par leur Compagnie d'Assurance.

2.9.1.6 Retrait et gonflement d'argiles

La commune de Haybes est majoritairement concernée **par un aléa faible de retrait/gonflement d'argiles,** voire pour quelques secteurs un aléa à priori nul (ex : extrémité nord du territoire).



Source : donnée extraite du site www.argiles.fr, développé par le BRGM – décembre 2012

Description du phénomène

Source : site www.argiles.fr, développé par le BRGM – octobre 2012

Un matériau argileux voit sa consistance se modifier en fonction de sa teneur en eau : dur et cassant lorsqu'il est desséché, il devient plastique et malléable à partir d'un certain niveau d'humidité. On sait moins en revanche que ces modifications de consistance s'accompagnent de variations de volume, dont l'amplitude peut être parfois spectaculaire.

En climat tempéré, les argiles sont souvent proches de leur état de saturation, si bien que leur potentiel de gonflement est relativement limité. En revanche, elles sont souvent éloignées de leur limite de retrait, ce qui explique que les mouvements les plus importants sont observés en période sèche.

La tranche la plus superficielle de sol, sur 1 à 2 m de profondeur, est alors soumise à l'évaporation. Il en résulte un retrait des argiles, qui se manifeste verticalement par un tassement et horizontalement par l'ouverture de fissures, classiquement observées dans les fonds de mares qui s'assèchent. L'amplitude de ce tassement est d'autant plus importante que la couche de sol argileux concernée est épaisse et qu'elle est riche en minéraux gonflants. Par ailleurs, la présence de drains et surtout d'arbres (dont les racines pompent l'eau du sol jusqu'à 3 voire 5 m de profondeur) accentue l'ampleur du phénomène en augmentant l'épaisseur de sol asséché.

Ces mouvements sont liés à la structure interne des minéraux argileux qui constituent la plupart des éléments fins des sols (la fraction argileuse étant, par convention, constituée des éléments dont la taille est inférieure à 2 µm). Ces minéraux argileux (phyllosilicates) présentent en effet une structure en feuillets, à la surface desquels les molécules d'eau peuvent s'adsorber, sous l'effet de différents phénomènes physico-chimiques, provoquant ainsi un gonflement, plus ou moins réversible, du matériau.

Certaines familles de minéraux argileux, notamment les smectites et quelques interstratifiés, possèdent de surcroît des liaisons particulièrement lâches entre feuillets constitutifs, si bien que la quantité d'eau susceptible d'être adsorbée au cœur même des particules argileuses, peut être considérable, ce qui se traduit par des variations importantes de volume du matériau.

Manifestation des dégâts
Source : site www.argiles.fr, développé par le BRGM – septembre 2011

Le sol situé sous une maison est protégé de l'évaporation en période estivale et il se maintient dans un équilibre hydrique qui varie peu au cours de l'année. De fortes différences de teneur en eau vont donc apparaître dans le sol au droit des façades, au niveau de la zone de transition entre le sol exposé à l'évaporation et celui qui en est protégé. Ceci se manifeste par des mouvements différentiels, concentrés à proximité des murs porteurs, et particulièrement aux angles de la maison. Ces tassements différentiels sont évidemment amplifiés en cas d'hétérogénéité du sol ou lorsque les fondations présentent des différences d'ancrage d'un point à un autre de la maison (cas des sous-sols partiels notamment, ou des pavillons construits sur terrain en pente).

Ceci se traduit par des fissurations en façade, souvent obliques et passant par les points de faiblesse que constituent les ouvertures.

Les maisons individuelles sont les principales victimes de ce phénomène et ceci pour au moins deux raisons :

- la structure de ces bâtiments, légers et peu rigides, mais surtout fondés de manière relativement superficielle par rapport à des immeubles collectifs, les rend très vulnérables à des mouvements du sol d'assise ;
- la plupart de ces constructions sont réalisées sans études géotechniques préalables qui permettraient notamment d'identifier la présence éventuelle d'argile gonflante et de concevoir le bâtiment en prenant en compte le risque associé.

Les désordres se manifestent aussi par des décollements entre éléments jointifs (garages, perrons, terrasses), ainsi que par une distorsion des portes et fenêtres, une dislocation des dallages et des cloisons et, parfois, la rupture de canalisations enterrées (ce qui vient aggraver les désordres car les fuites d'eau qui en résultent provoquent des gonflements localisés).

Depuis la vague de sécheresse des années 1989-91, le phénomène de retrait-gonflement a été intégré au régime des catastrophes naturelles mis en place par la loi du 13 juillet 1982. En l'espace de 20 ans, ce risque naturel est devenu en France la deuxième cause d'indemnisation derrière les inondations.

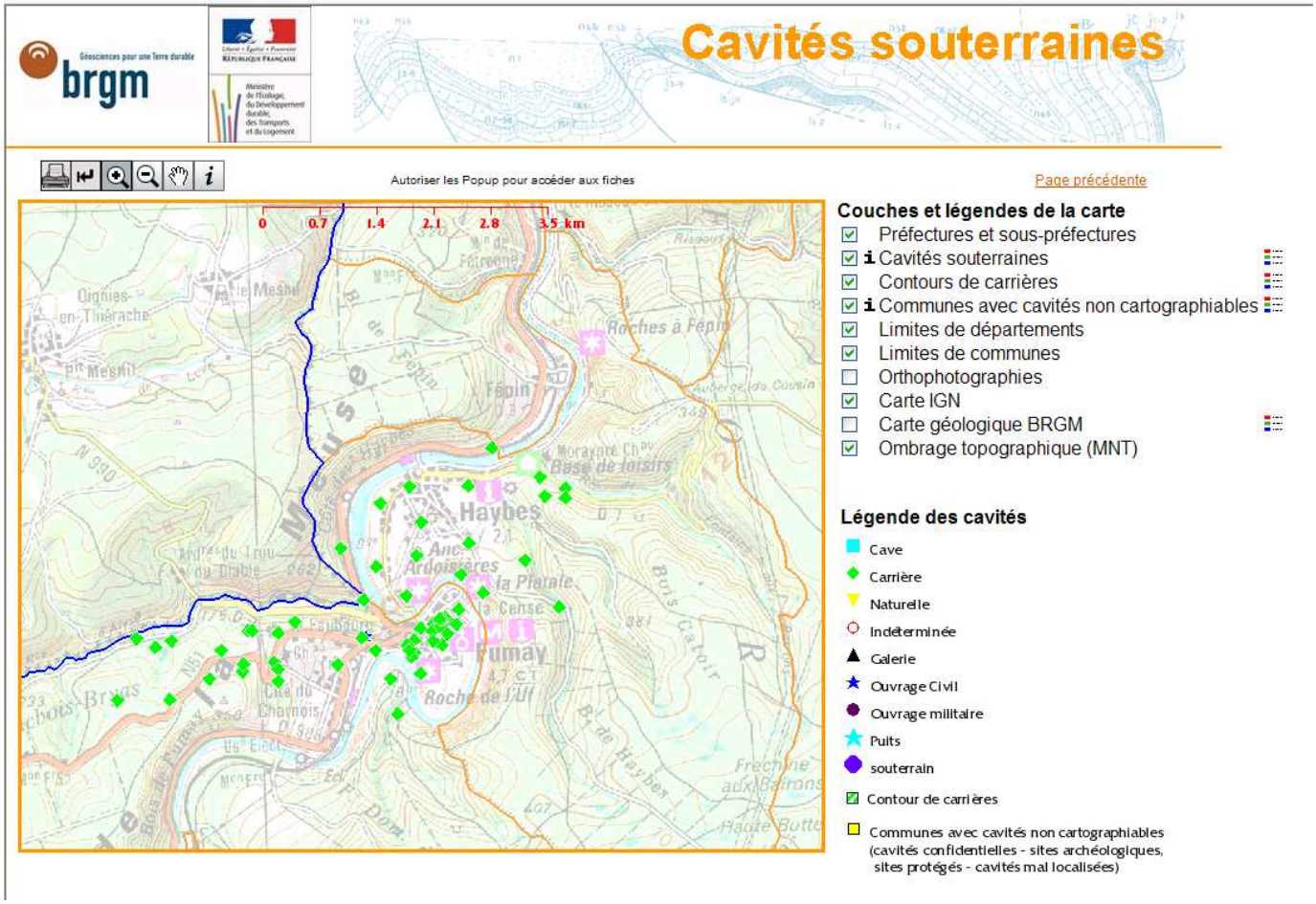
⇨ ***Des fiches de recommandations sont annexées au présent rapport de présentation environnemental. Elles visent les dispositions élémentaires relatives aux modes de construction indispensables pour assurer la résistance aux phénomènes (voir pièce n°1B du dossier de P.L.U.).***

2.9.1.7 Cavités souterraines

Plusieurs cavités souterraines de type carrière sont répertoriées par le B.R.G.M. sur le territoire de Haybes.

N°	Identifiant	Nom	Type	Département	Commune
1	CHAAW0006114	Ardoisieres de Charnoy	carrière	Ardennes - (08)	HAYBES (08222)
2	CHAAW0006118	Belle Joyeuse	carrière	Ardennes - (08)	HAYBES (08222)
3	CHAAW0006116	Belle-Rose	carrière	Ardennes - (08)	HAYBES (08222)
4	CHAAW0006112	Esperance	carrière	Ardennes - (08)	HAYBES (08222)
5	CHAAW0006119	Follemprise	carrière	Ardennes - (08)	HAYBES (08222)
6	CHAAW0006109	Fond d'Oury	carrière	Ardennes - (08)	HAYBES (08222)
7	CHAAW0006115	Liemery	carrière	Ardennes - (08)	HAYBES (08222)
8	CHAAW0006121	Morhon	carrière	Ardennes - (08)	HAYBES (08222)
9	CHAAW0006104	Providence	carrière	Ardennes - (08)	HAYBES (08222)
10	CHAAW0006120	Sainte Blanche	carrière	Ardennes - (08)	HAYBES (08222)
11	CHAAW0006111	Saint Jean	carrière	Ardennes - (08)	HAYBES (08222)
12	CHAAW0006117	Saint Lambert	carrière	Ardennes - (08)	HAYBES (08222)
13	CHAAW0006110	SAINT ROCH	carrière	Ardennes - (08)	HAYBES (08222)
14	CHAAW0006113	St Antoine	carrière	Ardennes - (08)	HAYBES (08222)
15	CHAAW0006108	Ste Barbe	carrière	Ardennes - (08)	HAYBES (08222)
16	CHAAW0006107	ST Pierre	carrière	Ardennes - (08)	HAYBES (08222)
17	CHAAW0006105	St Vladimir	carrière	Ardennes - (08)	HAYBES (08222)
18	CHAAW0006106	St Vladimir	carrière	Ardennes - (08)	HAYBES (08222)

1



2.9.2. LES RISQUES TECHNOLOGIQUES

2.9.2.1 Risque industriel

Sources : http://installationsclassees.ecologie.gouv.fr ; Basol.environnement.gouv.fr - Base de données sur les sites et sols pollués

La commune de Haybes accueille sur son territoire plusieurs installations industrielles, présentant pour certaines un risque potentiel. Ces sites sont soumis à la réglementation concernant les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (I.C.P.E.), soumises à autorisation.

Nom établissement	Code postal	Commune	Régime Seveso
BARET - Haybes	08170	HAYBES	Non-Seveso
FONTE ARDENNAISE FA4-Haybes	08170	HAYBES	Non-Seveso

Source : http://installationsclassees.ecologie.gouv.fr – juin 2013

Ces deux établissements font partie des sites industriels répertoriés dans les Ardennes, pour leur dangerosité potentielle, et sont de fait inscrits dans la base de données BASOL[24] :

- Les **Etablissements Baret (sciage et traitement du bois)** sont implantés sur des remblais schisteux en bordure de la Meuse (cours d'eau).
  Les unités d'imprégnation (à la créosote) présentaient un risque de contamination des sols et des eaux, d'une part à cause des stockages de produits en présence et d'autre part à cause des égouttages de bois traités.
  L'évaluation simplifiée des risques conclut que le site est classé en classe 2 (à surveiller), avec une contamination des sols en métaux, en hydrocarbures et en hydrocarbures aromatiques polycycliques.
  Les zones d'égouttage et de séchage des bois traités ont été couvertes (abri) et les sols ont été imperméabilisés.
  4 piézomètres sont implantés sur le site. La surveillance est réalisée en période de hautes eaux et en période de basses eaux, soit 2 campagnes par an.

- La société **FONTE ARDENNAISE (fonderie)** dispose d'un ancien site de stockage de sables usés issus de la fonderie d'une superficie de 5000 m². Le crassier a cessé d'être exploité en 2002.
  Une visite d'inspection a été réalisée le 20 juillet 2010 et a conclu à la conformité des travaux de remise en état du site.
  3 piézomètres ont été mis en place pour permettre la surveillance des eaux souterraines.

La réglementation liée aux I.C.P.E. impose aux établissements industriels les plus dangereux d'établir préalablement à leur mise en service :

- **une étude d'impact**, afin de réduire au maximum les nuisances éventuelles causées par le fonctionnement normal de l'installation ;
- **une étude de dangers**, qui identifie et analyse les risques générés par l'installation. Cette étude décrit les accidents potentiels, leurs conséquences, et prévoit les mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents éventuels ainsi que les moyens de secours.

Par ailleurs, l'établissement de plans de secours est obligatoire pour chaque site potentiellement dangereux :

- **Plan d'opération interne (POI)**
- **Plan particulier d'intervention (PPI)**
- **Plan de secours spécialisé (PSS)**

[24] Base de données sur les sites et sols polluées ou potentiellement pollués appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif.

2.9.2.2 Risque de transport de matières dangereuses

Source : Porter à connaissance des services de l'État du 15 mai 2009

Le risque de transport de matières dangereuses correspond aux transports de transit ou de dessertes de produits inflammables, explosifs, toxiques, corrosifs ou radioactifs.

Le risque de transport de matières dangereuses est consécutif à un accident se produisant lors du transport, par voie routière, d'eau ou par canalisation souterraine.

Aux conséquences habituelles des accidents de transports, peuvent venir se surajouter les effets du produit transporté. Alors, l'accident de transport de matières dangereuses (TMD) combine un effet primaire immédiatement ressenti (incendie, explosion, déversement...) et des effets secondaires (propagation aérienne de vapeurs toxiques, pollution des sols et/ou des eaux).

⇨ La commune de Haybes est exposée à ce risque du fait de l'utilisation par les véhicules transportant des matières dangereuses, de la **R.D.8051 et de la ligne de chemin de fer Charleville-Mézières/Givet.**

Les accidents sont peu nombreux, mais, lorsqu'ils surviennent, font peser des risques importants sur les personnes et l'environnement. Un accident de ce type entraînerait, suivant les matières, un confinement de la population à proximité de l'accident, voire une évacuation dans une zone limitée.

⇨ Le territoire communal est également traversé par **deux canalisations de transport de gaz** sous haute pression.

Ces canalisations de gaz ont été examinées par GRT gaz, lequel a produit une note des distances limitée au seul risque majeur des effets létaux : la canalisation de diamètre 150mm est implantée de telle sorte qu'il n'existe dans la zone des premiers effets létaux (soit dans un rayon de 40 m autour de la canalisation), ni établissement recevant du public (ERP) de 1ère et 3ème catégorie, ni immeuble de grande hauteur, ni installation nucléaire de base. Dans la zone des effets létaux significatifs (rayon de 30m) aucun ERP susceptible de recevoir plus de 100 personnes n'est admis.

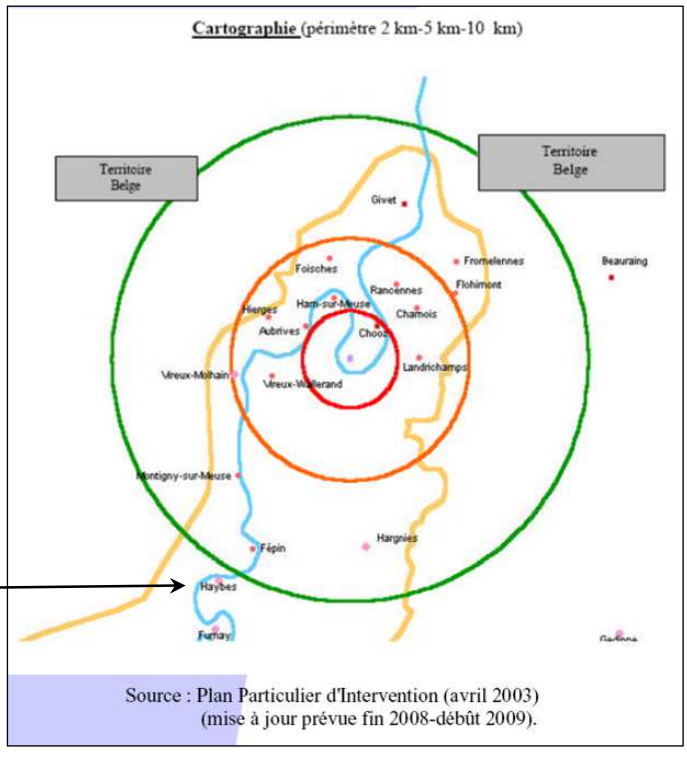
Ces zones peuvent toutefois être réduites par la mise en œuvre de dispositions compensatoires adaptées.

2.9.2.3 Risque nucléaire

La commune de Haybes est à environ 10 km à vol d'oiseau de la centrale nucléaire de Chooz.

En cas d'accident et si le niveau de gravité le justifie, la Préfecture des Ardennes déclenche le Plan Particulier d'Intervention propre à l'installation nucléaire.

Ce plan prévoit l'organisation de l'ensemble des moyens de secours et d'intervention disponibles.



Source : Plan Particulier d'Intervention (avril 2003)
(mise à jour prévue fin 2008-début 2009).

2.9.3. AUTRES RISQUES

2.9.3.1 Risque « feux de forêt »

On parle de feu de forêt lorsqu'un incendie concerne une surface minimale d'un hectare. Le risque est limité aux zones boisées du territoire communal. Peu de population est donc concernée.

La défense incendie doit répondre à des normes sur les débits à prévoir pour l'alimentation du matériel d'incendie et sur les mesures à prendre pour constituer des réserves d'eau suffisantes.

Actuellement la commune de Haybes est défendue par des poteaux d'incendie et des points d'eau naturels. **Ce dispositif n'est pas totalement satisfaisant, à en juger par les résultats de tournées réalisées le 14 mai 2013** (consulter le document n°5A et voir le paragraphe 2.10.1. ci-après).

Ceci étant, les interventions pour stopper les feux de forêts peuvent appeler des moyens aériens plus conséquents.

2.9.3.2 Risque sismique

Les décrets n° 2010-1254 et n° 2010-1255 ainsi que l'arrêté du 22 octobre 2010 fixent le nouveau zonage et les nouvelles règles de construction parasismique avec une mise en application au 1er mai 2011.

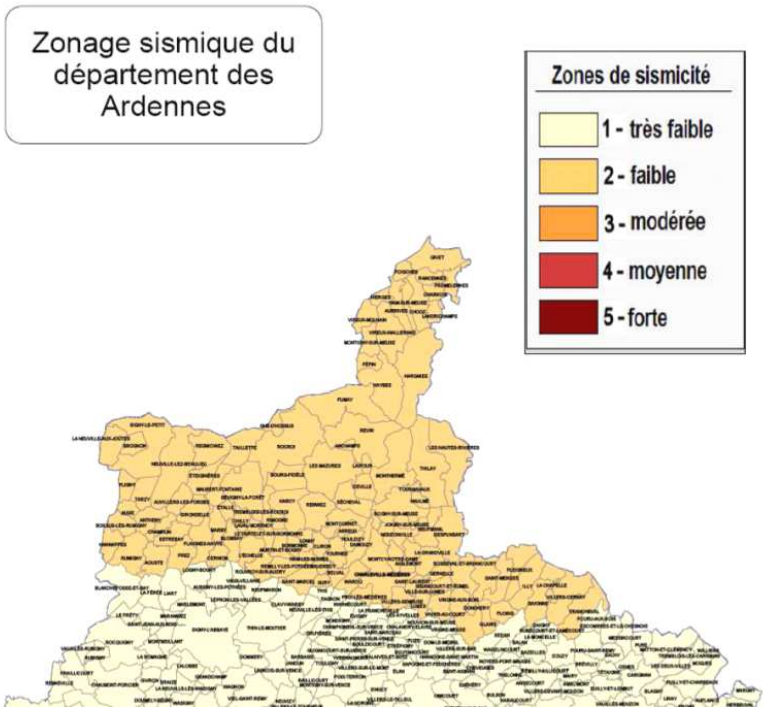
Le décret n° 2010-1255 du 22 octobre 2010 redéfinit le zonage sismique du territoire français, en prenant en compte l'amélioration des connaissances en la matière, notamment en adoptant une approche probabiliste et non plus statistique pour définir les zones à risques. Ce zonage facilitera l'application et l'harmonisation des nouvelles normes européennes de construction parasismique basées elles aussi sur une approche probabiliste : l'Eurocode 8.

Contrairement au précédent zonage qui était fondé sur des limites cantonales, ces limites sont désormais communales.

Le territoire national est ainsi divisé en 5 zones de sismicité croissante :

- zone 1 : sismicité très faible
- zone 2 : sismicité faible
- zone 3 : sismicité modérée
- zone 4 : sismicité moyenne
- zone 5 : sismicité forte

⇨ **À ce jour, le territoire de Haybes est englobé dans la zone 2 de sismicité faible.**



Source : extrait de la carte jointe dans le DDRM – 1er mai 2011

La nouvelle réglementation sismique s'applique sur les constructions neuves et existantes depuis le 1er mai 2011.

Il existe actuellement :
- 5 zones de sismicité croissantes selon le niveau d'aléa (de très faible à fort),
- 5 catégories principales de sols distinguées par l'Eurocode 8 (de la classe A pour un sol de type rocheux à la classe E pour un sol mou),
- 4 catégories de bâtiments d'importance croissante (de I à IV).

⇨ Au regard des dispositions actuelles de l'article R.431-16 du code de l'urbanisme, **il convient de préciser que les demandes de permis de construire dont le projet sera tenu de respecter les règles parasismiques, devra comporter l'attestation d'un contrôleur technique** *(document attestant qu'il a fait connaître au maître d'ouvrage son avis sur la prise en compte, au stade de la conception, des règles parasismiques - et paracycloniques - prévues par le code de l'environnement)*.

Catégories de bâtiments

Les bâtiments à risque normal sont classés en quatre catégories d'importance croissante, de la catégorie I à faible enjeu à la catégorie IV qui regroupe les structures stratégiques et indispensables à la gestion de crise.

Catégorie d'importance		Description
I		■ Bâtiments dans lesquels il n'y a aucune activité humaine nécessitant un séjour de longue durée.
II		■ Habitations individuelles. ■ Établissements recevant du public (ERP) de catégories 4 et 5. ■ Habitations collectives de hauteur inférieure à 28 m. ■ Bureaux ou établissements commerciaux non ERP, h ≤ 28 m, max. 300 pers. ■ Bâtiments industriels pouvant accueillir au plus 300 personnes. ■ Parcs de stationnement ouverts au public.
III		■ ERP de catégories 1, 2 et 3. ■ Habitations collectives et bureaux, h > 28 m. ■ Bâtiments pouvant accueillir plus de 300 personnes. ■ Établissements sanitaires et sociaux. ■ Centres de production collective d'énergie. ■ Établissements scolaires.
IV		■ Bâtiments indispensables à la sécurité civile, la défense nationale et le maintien de l'ordre public. ■ Bâtiments assurant le maintien des communications, la production et le stockage d'eau potable, la distribution publique de l'énergie. ■ Bâtiments assurant le contrôle de la sécurité aérienne. ■ Établissements de santé nécessaires à la gestion de crise. ■ Centres météorologiques.

Pour les structures neuves abritant des fonctions relevant de catégories d'importance différentes, la catégorie de bâtiment la plus contraignante est retenue.

Pour l'application de la réglementation sur les bâtiments existants, la catégorie de la structure à prendre en compte est celle résultant du classement après travaux ou changement de destination du bâtiment.

Source : http://www.planseisme.fr/

Exigences sur le bâti neuf

Les exigences sur le bâti neuf dépendent de la catégorie d'importance du bâtiment et de la zone de sismicité.



	I	II		III	IV
Zone 1	aucune exigence				
Zone 2				Eurocode 8 [3] a_{gr}=0,7 m/s²	
Zone 3		PS-MI [1]	Eurocode 8 [3] a_{gr}=1,1 m/s²	Eurocode 8 [3] a_{gr}=1,1 m/s²	
Zone 4		PS-MI [1]	Eurocode 8 [3] a_{gr}=1,6 m/s²	Eurocode 8 [3] a_{gr}=1,6 m/s²	
Zone 5		CP-MI [2]	Eurocode 8 [3] a_{gr}=3 m/s²	Eurocode 8 [3] a_{gr}=3 m/s²	

[1] Application **possible** (en dispense de l'Eurocode 8) des PS-MI sous réserve du respect des conditions de la norme PS-MI
[2] Application **possible** du guide CP-MI sous réserve du respect des conditions du guide
[3] Application **obligatoire** des règles Eurocode 8

Cas particulier : les établissements scolaires simples en zone 2

Les établissements scolaires sont systématiquement classés en catégorie III. Cependant, pour faciliter le dimensionnement des bâtiments scolaires simples, les règles forfaitaires simplifiées PS-MI peuvent être utilisées en zone 2 sous réserve du respect des conditions d'application de celles-ci, notamment en termes de géométrie du bâtiment et de consistance de sol.

Source : http://www.planseisme.fr/

Quelles règles pour le bâti existant ?

Gradation des exigences

TRAVAUX	Principe de base	Je souhaite **améliorer le comportement** de mon bâtiment	Je réalise des **travaux lourds** sur mon bâtiment	Je crée une **extension** avec joint de fractionnement
	L'objectif minimal de la réglementation sur le bâti existant est la non-aggravation de la vulnérabilité du bâtiment.	L'Eurocode 8-3 permet au maître d'ouvrage de moduler l'objectif de confortement qu'il souhaite atteindre sur son bâtiment.	Sous certaines conditions de travaux, la structure modifiée est dimensionnée avec les mêmes règles de construction que le bâti neuf, mais en modulant l'action sismique de référence.	L'extension désolidarisée par un joint de fractionnement doit être dimensionnée comme un bâtiment neuf.

Travaux sur la structure du bâtiment

Les règles parasismiques applicables à l'ensemble du bâtiment modifié dépendent de la zone sismique, de la catégorie du bâtiment, ainsi que du niveau de modification envisagé sur la structure.

Source : http://www.planseisme.fr/

	Cat.	Travaux	Règles de construction
Zone 2	IV	> 30% de SHON créée > 30% de plancher supprimé à un niveau	**Eurocode 8**[3] a_{gr}=0,42 m/s²
Zone 3	II	> 30% de SHON créée > 30% de plancher supprimé à un niveau Conditions PS-MI respectées	**PS-MI**[1] Zone 2
		> 30% de SHON créée > 30% de plancher supprimé à un niveau	**Eurocode 8**[3] a_{gr}=0,66 m/s²
	III IV	> 30% de SHON créée > 30% de plancher supprimé à un niveau	**Eurocode 8**[3] a_{gr}=0,66 m/s²
Zone 4	II	> 30% de SHON créée Conditions PS-MI respectées	**PS-MI**[1] Zone 3
		> 30% de SHON créée > 30% de plancher supprimé à un niveau	**Eurocode 8**[3] a_{gr}=0,96 m/s²
	III IV	> 20% de SHON créée > 30% de plancher supprimé à un niveau > 20% des contreventements supprimés Ajout équipement lourd en toiture	**Eurocode 8**[3] a_{gr}=0,96 m/s²
Zone 5	II	> 30% de SHON créée Conditions CP-MI respectées	**CP-MI**[2]
		> 20% de SHON créée > 30% de plancher supprimé à un niveau > 20% des contreventements supprimés	**Eurocode 8**[3] a_{gr}=1,8 m/s²
	III IV	> 20% de SHON créée > 30% de plancher supprimé à un niveau > 20% des contreventements supprimés Ajout équipement lourd en toiture	**Eurocode 8**[3] a_{gr}=1,8 m/s²

[1] Application **possible** (en dispense de l'Eurocode 8) des PS-MI. La zone sismique à prendre en compte est celle immédiatement inférieure au zonage réglementaire (modulation de l'aléa).
[2] Application **possible** du guide CP-MI
[3] Application **obligatoire** des règles Eurocode 8

Agir sur les éléments non structuraux

Les éléments non structuraux du bâti (cloisons, cheminées, faux-plafonds etc.) peuvent se révéler dangereux pour la sécurité des personnes, même sous un séisme d'intensité modérée. Pour limiter cette vulnérabilité, l'ajout ou le remplacement d'éléments non structuraux dans le bâtiment doit s'effectuer conformément aux prescriptions de l'Eurocode 8 partie 1 :

- pour les bâtiments de catégories III et IV en zone de sismicité 2,
- pour l'ensemble des bâtiments de catégories II, III et IV dans les zones 3, 4 et 5.

Source : http://www.planseisme.fr/

2.10 RESSOURCES NATURELLES

2.10.1. ALIMENTATION EN EAU POTABLE

2.10.1.1 Ressources

Sources : Rapport annuel du délégataire Véolia Eau - 2011 ; infoterre.brgm.fr
PAC du Préfet de 2009

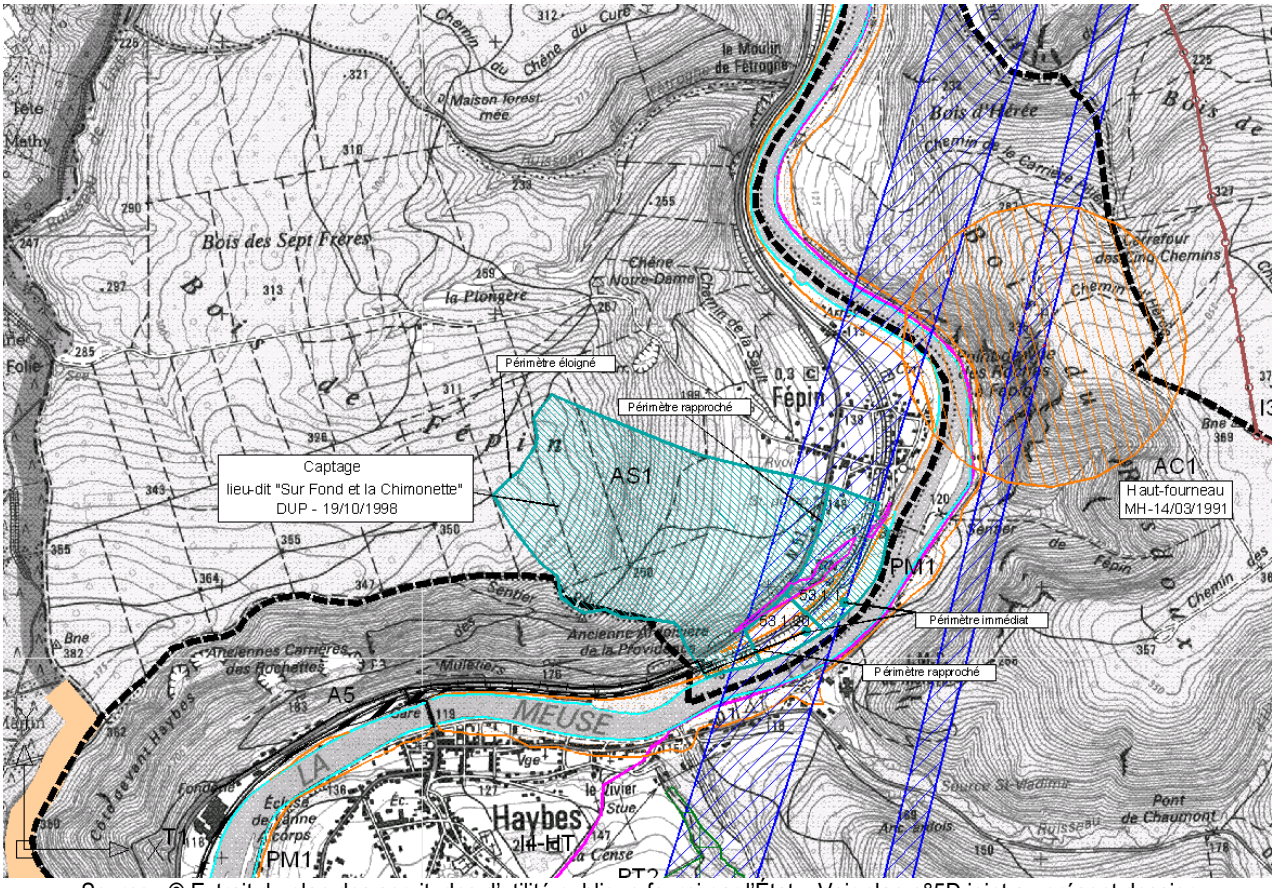
La commune de Haybes est alimentée par un captage situé sur le territoire limitrophe de Fépin.

La commune est alimentée en eau potable par :

- un **réservoir principal dit «du haut du Village»** situé en haut de la rue Madame de Cormont. Celui-ci est composé de deux cuves disposant chacune d'une capacité de 150 m³.
- un **réservoir secondaire situé en bas de la rue Madame de Cormont** et d'une capacité totale de 200 m³.

Ces réservoirs sont alimentés par un **captage distant de 300 mètres environ de celui de Fépin.** La station de pompage est située le long de la R.D. 8051sur le territoire limitrophe de Fépin.

Cette station de pompage est équipée de deux pompes de 40 m³/h (Volume pompé en 2008 : 113 966 m³). En moyenne, 350 m³ d'eau sont produits par jour.



Source : © Extrait du plan des servitudes d'utilité publique fourni par l'État – Voir plan n°5D joint au présent dossier

À titre d'information, le captage situé sur le ruisseau du Mohron n'est plus en activité.

2.10.1.2 Protection du captage en eau potable de Haybes

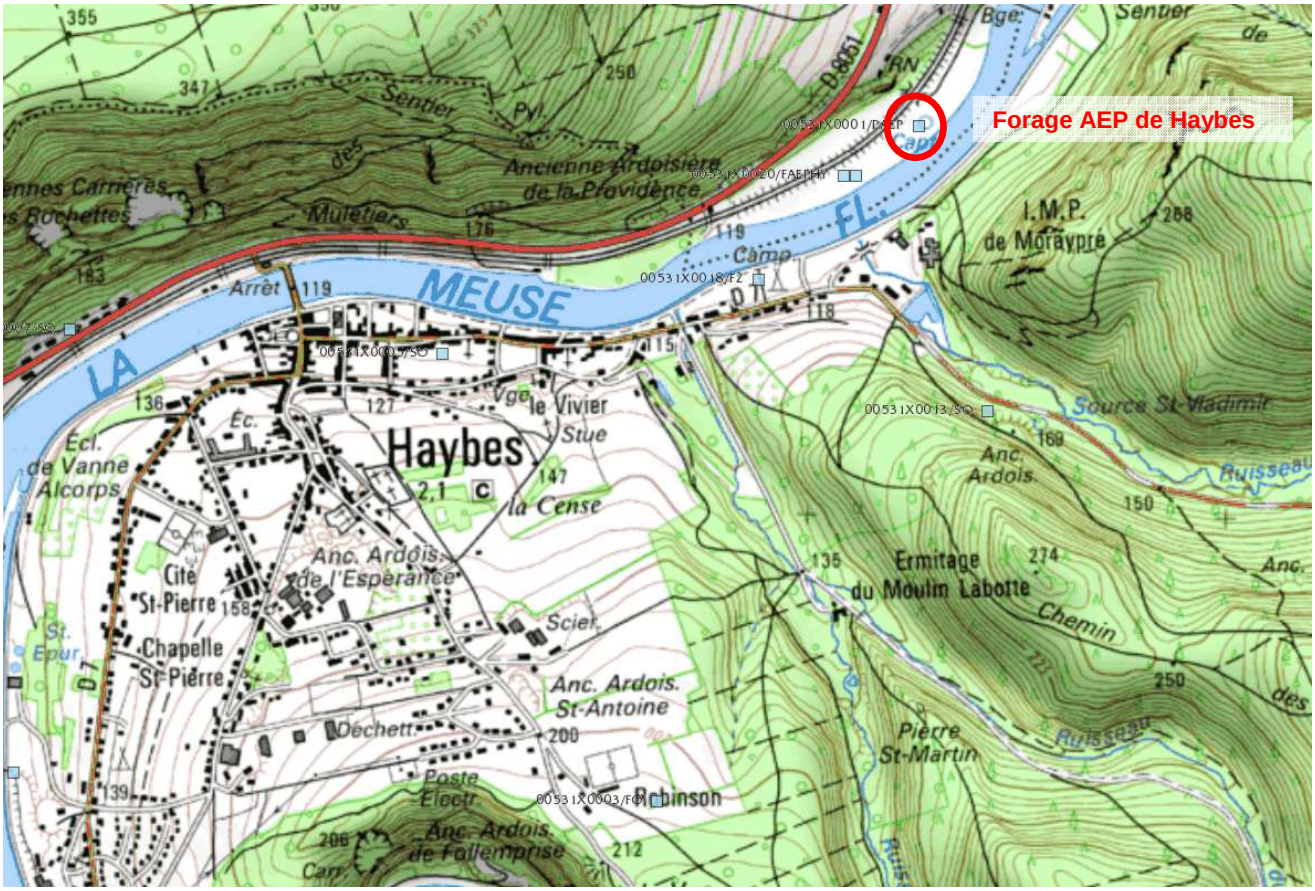
Le porter à connaissance du Préfet précise que le captage alimentant la commune de Haybes fait l'objet de périmètres de protection déclarés d'utilité publique en 1998.

- **Servitudes résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux destinées à la consommation humaine et des eaux minérales : AS 1**

La commune de Haybes est concernée par le périmètre de protection de captages suivant :

Code Minier :	Lieu dit :	Maître d'Ouvrage :	Localisation :	Date de DUP :
053 – 1 - 0014	Puits de Haybes	HAYBES SUR MEUSE	FEPIN	19/10/1998

Source : © Extrait du porter à connaissance de l'État du 15 mai 2009



2.10.1.3 Réseau de distribution

Source : Rapport annuel du délégataire Véolia Eau - 2011

Le réseau d'alimentation en eau potable est géré par **Véolia Eau** par le biais d'un contrat d'affermage établi entre Véolia et la commune de Haybes.

La longueur totale du réseau s'élève à 30,2 km, dont une partie n'est pas gravitaire. Deux surpresseurs ont donc été installés successivement afin de permettre l'alimentation de quartiers d'habitat situés sur les hauteurs de Haybes (ex : lotissement Robinson, Les Zyvages, etc.).

Il est à noter que l'un des surpresseurs assure la défense incendie à 60 m³/h.

2.10.1.4 Défense contre l'incendie

La défense extérieure contre l'incendie dans une commune peut être obtenue de la façon suivante :

- par le réseau de distribution (poteau ou bouche d'incendie) ;
- et / ou par des points d'eau naturels (aspiration sur un cours d'eau, un étang) ;
- et / ou par des points d'eau artificiels (réserve enterrée et exceptionnellement à l'air libre du fait d'un risque de noyade ou d'indisponibilité en hiver à cause du gel).

État existant (au 1er juillet 2015) :

Actuellement la commune de Haybes est défendue par des poteaux d'incendie et des points d'aspiration (réserve ou point d'eau naturel). **Ce dispositif n'est pas totalement satisfaisant, à en juger par les résultats de tournées réalisées fin avril 2015** (consulter le document n°5A).

- **22 poteaux d'incendie (PI), dont 5 en service mais présentant une à plusieurs anomalies à corriger :**
  - une installation gênant la manœuvre (végétation à couper) pour le PI de la rue de la Cense,
  - des difficultés d'accessibilité au PI de la rue de Saint-Roch (stationnement de véhicules),
  - débit ou volume < 30 m^3/h pour deux PI de la rue Saint-Louis (et une manœuvre difficile pour l'un d'entre eux),
  - bouchon manquant rue des Mésanges (bas du lotissement Les Dzivages).

- **12 points d'aspiration (PAS) présentant aucune anomalie** et situés à proximité de la Meuse (ex : scierie Baret, Fonte Ardennaise) ou d'un étang (ex : Moraypré).

L'avis rendu le 6 janvier 2015 par les services de l'État sur le projet arrêté de P.L.U. mentionne la présence :

- de secteurs ne présentant pas actuellement une défense extérieure contre l'incendie correcte en termes de débit et de couverture par rapport aux risques ;
- de secteurs d'extension de l'urbanisation non protégés.

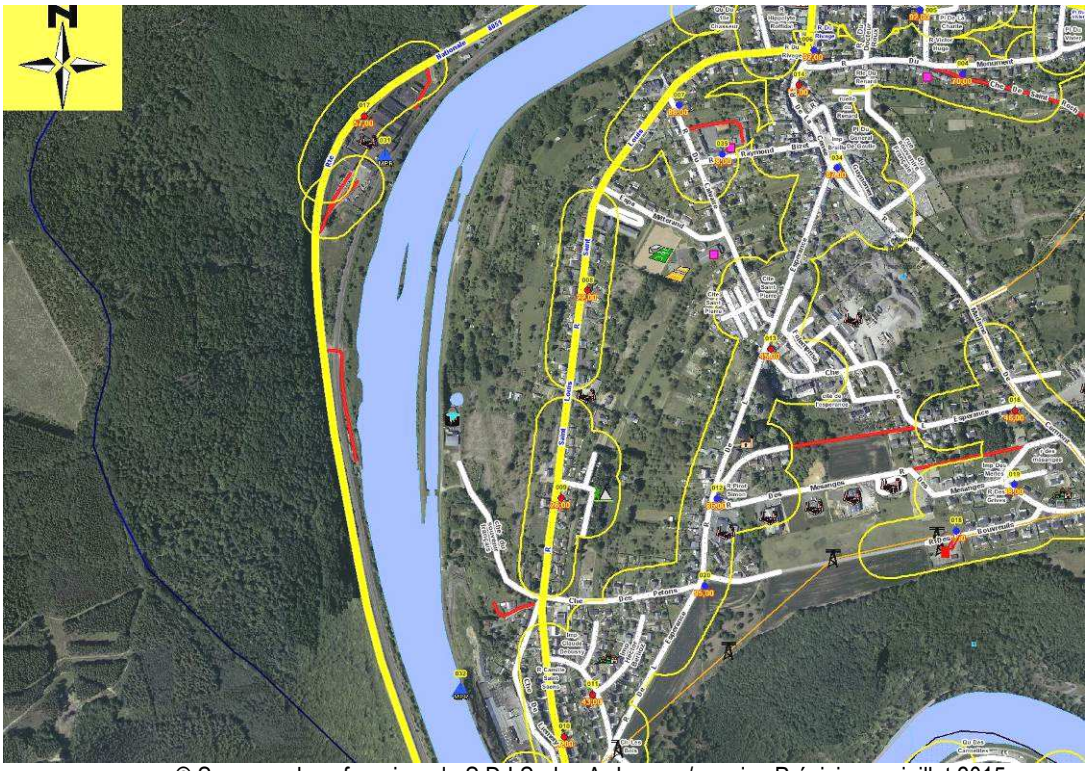
⇨ **Le repérage cartographique de ces secteurs est joint ci-après.**
(plans fournis par le S.D.I.S. des Ardennes / service Prévision en juillet 2015).

Cet avis rappelle également que dans ces secteurs mal ou pas protégés, l'article R.111-2 du code de l'urbanisme[25] pourra s'appliquer :

> *« Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations ».*

[25] Dans sa version en vigueur à ce jour, modifiée par le décret n°2007-18 du 5 janvier 2007 – art. 1

❖ ***Rue Saint-Louis :***



© Source : plans fourni par le S.D.I.S. des Ardennes / service Prévision en juillet 2015

❖ ***Rue des Mésanges (et zones d'extension projetées de l'urbanisation) :***



© Source : plans fourni par le S.D.I.S. des Ardennes / service Prévision en juillet 2015

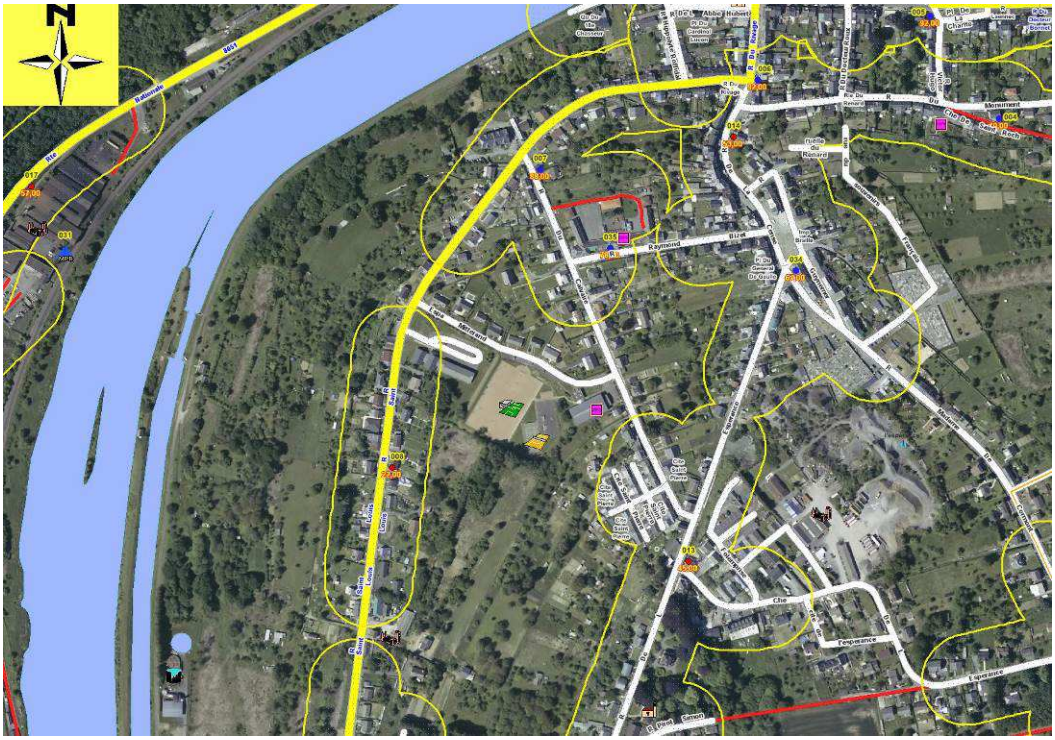
⇨ **Remarque** : ce plan intègre aussi deux secteurs d'extension de l'urbanisation non protégés à ce jour : **la zone à urbaniser à long terme du « Cœur d'Ilot » (2AU)** et **la zone d'extension projetée de la Zone d'Activités de l'Espérance (1AUz**).

❖ ***Hermitage du Moulin Labotte :***



© Source : plans fourni par le S.D.I.S. des Ardennes / service Prévision en juillet 2015

❖ ***Espace Mitterrand :***



© Source : plans fourni par le S.D.I.S. des Ardennes / service Prévision en juillet 2015

État futur (au 1er juillet 2015) :

À ce jour, les explications et/ou observations suivantes sont formulées par la commune de Haybes et ses services techniques.

Les réflexions se poursuivent entre la commune et le S.D.I.S. pour améliorer cette couverture incendie, et les travaux prévisionnels suivants ont été listés :

a) Secteurs ne présentant pas actuellement une défense extérieure correcte contre l'incendie, en termes de débit et de couverture par rapport aux risques :

- *Espace Mitterrand :*
  Étude en cours pour la pose d'un poteau incendie en partie basse de l'Espace Mitterrand.

- *Hermitage du Moulin Labotte :*
  Étude de la création d'une réserve incendie de 120 m^3.

- *Rue Saint-Louis :*
  Prévision de changer la conduite d'eau lors de la requalification de la rue.

- *Rue des Mésanges :*
  Installer un poteau incendie face à la déchetterie.

b) Secteurs d'extension programmée de l'urbanisation non protégés :

- *2AU « Cœur d'ilot » :*
  La protection incendie sera mise en place avec l'aménagement futur.

- *Zone 1AUz de la Z.A. de l'Espérance*
  La protection de cette zone sera faite le jour où la zone sera réalisée (actuellement absence de voirie).

- *Rue Saint-Louis :* voir ci-dessus.

2.10.2. ASSAINISSEMENT

2.10.2.1 Inventaire des réseaux d'assainissement existant

Source : Rapport annuel du délégataire Véolia Eau – 2011

La commune de Haybes dispose d'un **réseau d'assainissement à dominante collectif et majoritairement unitaire** (collecte des eaux usées et des eaux pluviales dans le même réseau). Les plans des réseaux sont annexés au dossier de P.L.U.

Les eaux usées collectées sont transférées vers la **station d'épuration de Haybes-Fumay**, installée sur le territoire de Haybes, en rive droite de la Meuse.

La rive gauche de la Meuse n'est pas raccordable au réseau existant.

2.10.2.2 Caractéristiques et fonctionnement de la STEP de Haybes-Fumay

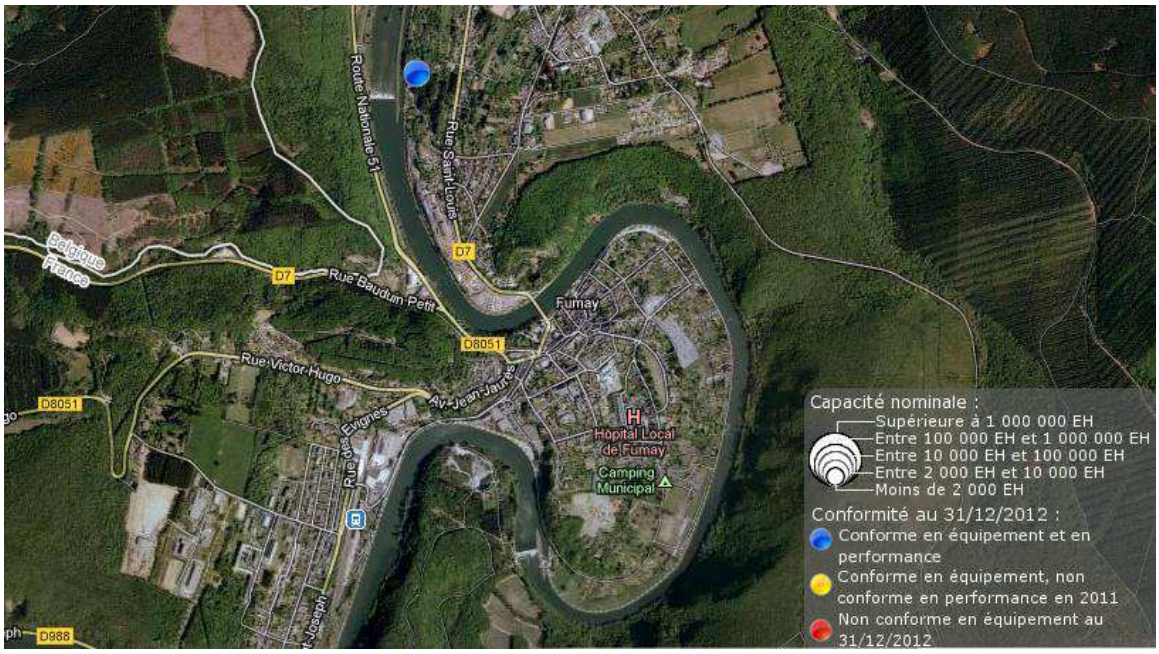
La station d'épuration (STEP) de Haybes-Fumay a été construite en 2001 et elle est de type boues activées.
Sa capacité nominale est de **9.000 Équivalents Habitants**[26] pour un débit moyen journalier de 2.700 m^3/j par temps sec et de 5.400 m^3/j par temps de pluie. Le débit de pointe de temps sec est de 235 m^3/h.

[26] Équivalent-Habitant (EH) : Unité de mesure permettant d'évaluer la capacité d'une station d'épuration. Cette unité de mesure se base sur la quantité de pollution émise par personne et par jour. 1 EH = 60 g de DBO5/jour soit 21,6 kg de DBO5/an.

Les effluents sont collectés par le réseau d'assainissement gravitaire et transférés par des postes de refoulement vers la station d'épuration. Le débit de ces postes varie selon la quantité d'effluents à récupérer.

Fonctionnement et audit de la station d'épuration :

À l'entrée de la station, les effluents sont dirigés jusqu'au bassin de prétraitement par un canal venturi. Le prétraitement est assuré par un dégrillage, un dessablage et un déshuilage. Les effluents subissent ensuite un traitement biologique composé d'une aération et d'une clarification. Une re-circulation des boues a été mise en place.



FUMAY

Description de la station

Nom de la station : FUMAY (Zoom sur la station)
Code de la station : 0208222201356
Nature de la station : Urbain
Réglementation : Eau
Région : CHAMPAGNE-ARDENNE
Département : 08
Date de mise en service : 28/11/2001
Service instructeur : DDT 08
Maitre d'ouvrage :
Exploitant : VEOLIA EAU - CIE GEN DES EAUX
Commune d'implantation : HAYBES
Capacité nominale : 9000 EH
Débit de référence : 5400 m3/j
Autosurveillance validée : validé
Traitement requis par la DERU :
- Traitement secondaire
+ Filières de traitement :

Agglomération d'assainissement

Code de l'agglomération : 020000108185
Nom de l'agglomération : FUMAY
Commune principale : FUMAY
Tranche d'obligations : [2 000 ; 10 000 [EH
Taille de l'agglomération en 2011 : 4250 EH
Somme des charges entrantes : 4250 EH
Somme des capacités nominales : 9000 EH
+ Liste des communes de l'agglomération :

Chiffres clefs en 2011

Charge maximale en entrée : 4250 EH
Débit entrant moyen : 1435 m3/j
Production de boues : 130 tMS/an

Destinations des boues en 2011 (en tonnes de matières sèches par an) :



Chiffres clefs en 2010
Chiffres clefs en 2009
Chiffres clefs en 2008

Milieu récepteur

Bassin hydrographique : RHIN-MEUSE
Type : Eau douce de surface
Nom : La Meuse
Nom du bassin versant : Meuse B7050008

Zone Sensible : La Meuse
Sensibilité azote : Oui (Ar. du 23/11/1994)
Sensibilité phosphore : Oui (Ar. du 23/11/1994)

Voir le point de rejet (Double-cliquer sur le point pour l'effacer)

Conformité équipement (31/12/2012 : prévisionnel) : Oui

Respect de la réglementation en 2011

Conforme en équipement au 31/12/2011 : Oui
Date de mise en conformité : 28/11/2001
Abattement DBO5 atteint : Oui
Abattement DCO atteint : Oui
Abattement Ngl atteint : Sans objet
Abattement Pt atteint : Sans objet
Conforme en performance en 2011 : Oui

Réseau de collecte conforme : Oui
Date de mise en conformité : 28/11/2001

Respect de la réglementation en 2010
Respect de la réglementation en 2009
Respect de la réglementation en 2008

précédent | suivant | accueil

Source : MEDDE - ROSEAU - Janvier 2013

Source : http://assainissement.developpement-durable.gouv.fr

La directive européenne du 21 mai 1991 définit l'équivalent-habitant comme la charge organique biodégradable ayant une demande biochimique d'oxygène en cinq jours (DBO5) de 60 grammes d'oxygène par jour. Il arrive que le seuil de 50 g soit pris en référence dans les projets de STEP. C'est précisé le cas échéant.

Après décantation dans le clarificateur, **les boues sont dirigées vers l'unité de déshydratation** où elles sont déshydratées par centrifugation puis chaulées. **Une fois par an, elles sont déstockées puis épandues dans le cadre d'une valorisation agricole.**

Les eaux traitées sont rejetées dans la Meuse.

Un audit technique de la station d'épuration de Fumay-Haybes a été réalisé (installations d'épuration des collectivités du bassin Rhin-Meuse). Une visite bilan avec validation de l'auto surveillance a été effectuée du 11 au 12 juin 2012. Les résultats des mesures effectuées au cours des 2 jours de visite ont été les suivants[27] :

- Taux de charge hydraulique par temps sec = 52%
- Taux de charge organique par temps sec (DBO5) = 31%
- Taux de collecte base DBO5 60g/hab = 2816 EH soit 39 % de la capacité
- Taux de collecte base NK 11g/hab = 5120 EH soit 72 % de la capacité
- Bons rendements, respect des exigences règlementaires

À ce jour, la STEP n'est pas utilisée à sa pleine capacité.

2.10.2.3 Résorption des dysfonctionnements hydrauliques

Rappel de la situation passée :

Lors d'épisodes pluvieux importants, des **dysfonctionnements hydrauliques étaient constatés dans le secteur de la Zone d'Activités**, lesquels n'étaient pas sans incidences sur les zones déjà urbanisées.

En cas de fortes pluies ou orages, **les eaux pluviales venant de la voirie, des parkings et des toitures des entreprises de la Zone d'Activités provoquaient la mise en charge des réseaux de la rue de l'Espérance**. Ceci induisait l'inondation des niveaux bas des constructions riveraines. En effet, les écoulements superficiels intenses non collectés ruisselaient en travers de la rue de l'Espérance et envahissaient régulièrement les rez-de-chaussée des constructions en vis-à-vis de la voirie de la Zone d'Activités.

Il s'est avéré que sur les zones déjà urbanisées les débits étaient très importants. **Les réseaux existants avaient une capacité bien inférieure aux débits de pointe des pluies d'orages qu'ils devaient collecter**, en particulier dans la rue qui mène à la déchetterie.

En définitive, les réseaux de la rue de l'Espérance ne suffisaient pas à l'évacuation des eaux issues de ces zones bâties.

Des travaux réalisés en réponse à ces dysfonctionnements :

Face à ce constat et en considérant aussi les perspectives de développement souhaités par la municipalité dans ce secteur communal (Zone d'activités rue des Mésanges / habitat rue Pirot Simon), des travaux ont été réalisés par la commune de Haybes afin de résorber durablement les dysfonctionnements hydrauliques précités.

Ils ont consisté en :

- la création d'ouvrages de régulation des débits des eaux pluviales avant rejet dans le réseau existant de la rue de l'Espérance,
- la mise en place d'un réseau séparatif rue des Mésanges et rue Pirot Simon, en conservant le réseau unitaire existant pour l'acheminement des eaux usées, et comprenant la création d'un nouveau réseau et d'un bassin pour les eaux pluviales.
- et la création d'un bassin enterré de rétention des eaux pluviales au sein de la zone d'activités.

[27] Selon le rapport rédigé par IRH, daté du 19/07/2012

2.10.2.4 Zonage d'assainissement

ANC	Assainissement Non Collectif
SPANC	Service Public d'Assainissement Non Collectif

État existant

La majorité des habitations est raccordée au réseau d'eaux usées existant. L'assainissement individuel de quelques maisons. **Les zones non desservies par le réseau d'assainissement collectif existant sont les suivantes :**

- **Habitations situées en rive gauche de la Meuse :** ces habitations sont séparées du centre de la commune par la Meuse. Elles présentent des contraintes de pente et de surface importantes. Seule la maison située plus à l'est est caractérisée par des contraintes moyennes d'accessibilité et de surface.

- **Constructions à proximité du domaine Le Risdoux**, situé au nord du territoire, le long de la Meuse : les parcelles concernées sont très éloignées du centre de Haybes, mais situées en zone inondable. C'est pourquoi les contraintes à l'Assainissement Non Collectif (ANC) sont fortes.

- **La maison éclusière au nord de la commune et une habitation à sa proximité :** encadrée par la Meuse, cette parcelle ne présente pas de contraintes particulière car hors zone inondable. L'habitation située à proximité de l'écluse présente quant à elle de fortes contraintes notamment parce qu'elle est située en zone inondable.

- **Le camping municipal (rue du 24 août) :** le terrain de camping occupe une importante surface plane située le long de la Meuse, pour la majeure partie en zone inondable. Les contraintes à l'assainissement non collectif sont donc fortes. Le camping est déjà équipé d'une micro-station, aucun dysfonctionnement n'a été observé. Le système, qui ne fonctionne que l'été, période d'ouverture du camping, n'est pas perturbé par les inondations éventuelles. L'état général de l'ouvrage de traitement autonome devra être diagnostiqué dans le cadre du SPANC.

- **IME de Maraypré, route d'Hargnies :** de nombreux bâtiments sont présents sur cette zone qui accueille chaque jour 20 à 50 enfants, en plus du personnel qui représente environ 50 personnes. Le terrain est en partie inondable. La majeur partie de la propriété, située hors zone inondable, ne présente pas de contraintes particulières à l'ANC. Il existe une micro-station sur le site, qui n'est plus en service.

- **Ermitage du Moulin Labotte** : le domaine est vaste mais fortement aménagé (parking, bois…). Les contraintes sont donc considérées comme moyennes au vu de la surface disponible.

- **Lieudit « Mal Avise » (à proximité de la maison des randonnées) :** seule la dernière habitation n'est pas raccordée au réseau situé en contrebas. Elle présente des contraintes moyennes principalement de contre pente.

- **Ruelle Saint-Brice :** la maison située au niveau de l'impasse est déjà équipée d'un champ d'épandage. L'accès à l'arrière de l'habitation est assez difficile. Les contraintes à l'ANC sont faibles.

- **Rue du Monument :** les premières habitations situées sur le haut de la rue du Monument sont raccordées au réseau d'assainissement collectif suite à des travaux réalisés par les propriétaires au moment de la construction de leurs maisons. La dernière maison située au bout de la rue du Monument est équipée d'un système d'assainissement non collectif et ne présente pas de contraintes particulières.

- **Chemin rural dit Pirot-Simon** : un réseau (séparatif) a été créé pour desservir les futures habitations de cette zone à urbaniser à court terme. Les habitations situées au carrefour de ce chemin et de la rue de l'Espérance sont raccordées au réseau.

- **Carrefour rue de l'Espérance / voie communale N°101** : les contraintes sont essentiellement des contraintes de surface.

- **Rue Saint-Louis** : Les habitations situées au niveau de la limite avec la commune de Fumay présentent d'importantes contraintes de surface et d'accessibilité.

- **Impasse Rue Saint-Louis / chemin dit des pétons** : 2 habitations reculées ne présentent aucune contrainte à l'assainissement non collectif.

- **Chemin de Halage** : la maison éclusière présente des contraintes moyennes par rapport à la surface disponible ; il en est de même pour l'habitation située en face, de l'autre côté de la Meuse.

État futur

En parallèle à cette procédure de révision générale du P.L.U., **la commune a formalisé son zonage d'assainissement**, qui définit les zones raccordées ou raccordables au réseau public d'assainissement et celles non raccordées ou non raccordables (voir pièce n°5G du dossier de P.L.U.).

Environ 45% des parcelles actuellement non raccordées au réseau présentent des contraintes nulles à moyennes qui ne remettront pas en cause une solution d'assainissement non collectif.

Les contraintes fortes relevées sur certaines parcelles sont dues à leur caractère inondable ou sont liées à l'étroitesse ou au caractère fortement aménagé de celles-ci. En effet, certaines habitations ne disposent pas de la surface suffisante permettant de mettre en place un système d'assainissement non collectif.

2.10.3. ÉNERGIE

2.10.3.1 Plan Énergie Climat

Ce plan vise à mobiliser les acteurs locaux autour d'un objectif commun de **diviser par 4 nos émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2050.**

Dans cette optique, et pour favoriser le déploiement de plans climat énergie territoriaux, chaque territoire reçoit de la part de la Région un bilan de ses émissions de gaz à effet de serre sous forme de **« fiche territoriale ».**

Cette fiche offre une vision globale des émissions de gaz à effet de serre du territoire. C'est un outil qui permet de dégager les grands enjeux du territoire au regard de la problématique climat afin de définir les orientations majeures d'une stratégie climat.
Cette fiche n'a pas vocation à se substituer à un Bilan Carbone® détaillé du territoire.

Fiche Territoriale du Parc Naturel Régional des Ardennes :
Source : © extraits de la fiche Territoriale du Parc Naturel Régional des Ardennes

Ce qu'il faut retenir…

Les données récoltées suggèrent la hiérarchisation suivante des enjeux, en vue de la mise en œuvre d'un plan climat énergie. Chacun de ces enjeux s'inscrit dans le cadre d'un ou plusieurs programmes d'actions du plan climat énergie régional, numérotés de P1 à P20.

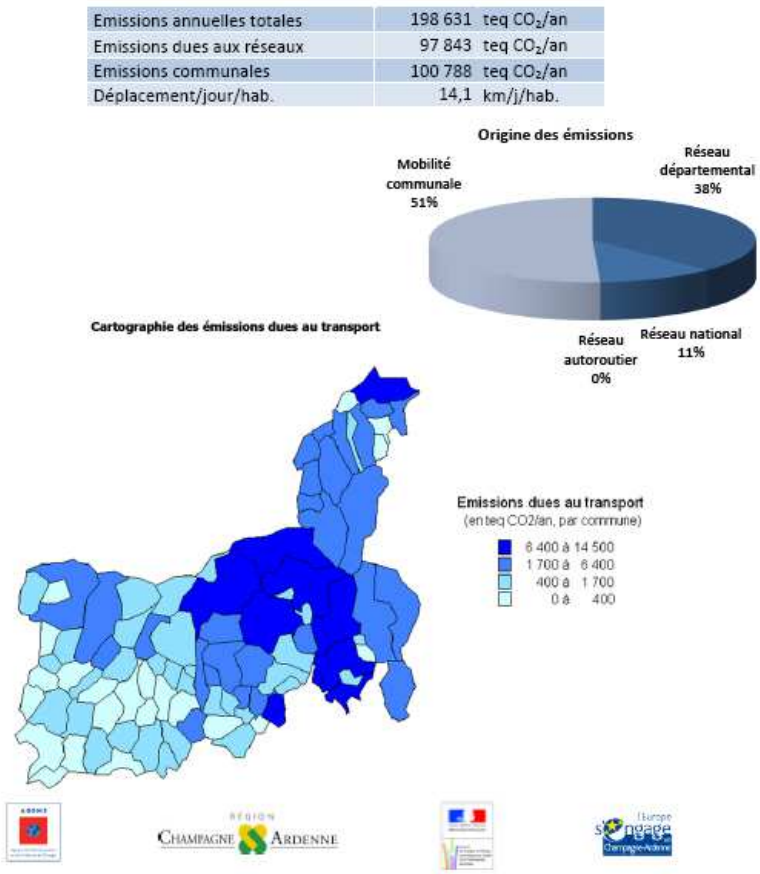
1) Agriculture: l'élevage, en particulier bovins, est responsable de la majorité des émissions du secteur.	**P10 à P12**
3) Transport : le territoire est marqué par les émissions dues aux déplacements de proximité (communaux et départementaux).	**P8 et P9**
4) Bâtiment: le parc résidentiel, principal émetteur du secteur du bâtiment, est constitué en majorité de maisons individuelles. Les points à traiter en priorité sont : - la qualité thermique du bâti - le chauffage au fioul et au gaz. Il en résulte une dépendance importante à la hausse des prix des énergies fossiles et un phénomène de précarisation énergétique.	**P4 à P7**
2) Industrie : les industries des métaux marquent le tissu industriel, l'emploi industriel et les émissions du secteur de manière importante.	**P13 et P14**

À Haybes, les **émissions les plus importantes sont dues au secteur des transports.**

Les émissions du secteur transports ayant lieu sur le territoire sont liées à la circulation observée sur les différents réseaux. Cette circulation est déterminée à partir de la complémentarité de deux approches.

- ***L'approche réseaux routiers*** : une analyse linéique par le comptage de la circulation sur les grands axes routiers, prenant en compte déplacements de longues distances, les déplacements liés aux mouvements pendulaire domicile/travail, au transit de marchandises et de personnes sur le territoire.

- ***L'approche mobilité communale***: une analyse surfacique par le traitement statistique des déplacements dans les communes, prenant en compte l'ensemble des déplacements de petite proximité (courses, services, loisirs petite distances et une partie des déplacements domicile/travail).



Source : © extraits de la fiche Territoriale du Parc Naturel Régional des Ardennes

2.10.3.2 Énergies renouvelables

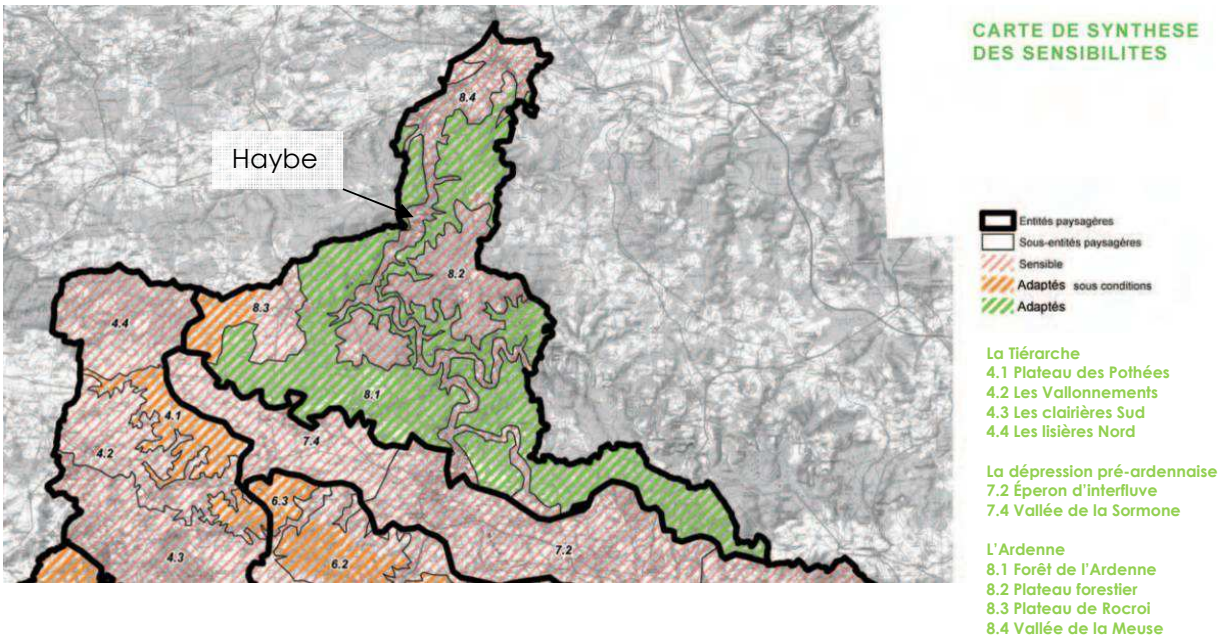
Sur cette thématique, le porter à connaissance de l'État lié à cette procédure de révision générale précise qu'il faut veiller à ce que le règlement du P.L.U. n'ait pas pour effet d'interdire :

- l'installation de systèmes domestiques solaires thermiques ou photovoltaïques, ou tout autre dispositif individuel de production d'énergie renouvelable,
- l'utilisation en façade du bois ou tout autre matériau renouvelable permettant d'éviter des émissions de gaz à effet de serre,
- ou la pose de toitures végétalisées ou retenant les eaux pluviales.

❖ **<u>Énergie éolienne</u>**

L'énergie éolienne est produite par des hélices entraînées en rotation par la force du vent (éole = dieu du vent de la Grèce antique), ce qui permet la production d'énergie mécanique ou électrique en tout lieu suffisamment venté.
Les applications de l'énergie éolienne sont variées mais la plus importante consiste à fournir de l'électricité à l'échelle d'une région, d'un pays. Ce sont des parcs d'aérogénérateurs ou «fermes» éoliennes. Ils mettent en œuvre des machines de moyenne et grande puissance (200 à 2 000 kW).
Des systèmes autonomes, de 500 W à quelques dizaines de kW, sont également intéressants pour électrifier des sites isolés du réseau électrique (îles, villages...).

⇨ D'après le plan départemental de paysage éolien (décembre 2007), la majorité du territoire communal de Haybes est repris en zone paysagère sensible.



❖ Énergie solaire

On peut distinguer deux formes d'application de captage de l'énergie solaire ; le solaire thermique et le solaire photovoltaïque.

En ce qui concerne **le solaire thermique,** le flux solaire peut être directement converti en chaleur par l'intermédiaire de capteurs solaires thermiques.

Cette technique est applicable au chauffage des habitations, des piscines, à la production d'eau chaude sanitaire (ECS), ou encore au séchage des récoltes (fourrage, céréales, fruits).
Contrairement aux idées reçues, l'intérêt du solaire est sensiblement le même sur tout le territoire. En effet l'ensoleillement est plus fort dans le Sud, mais dans le Nord, les besoins en chauffage sont plus importants et plus étalés sur l'année.

Le solaire photovoltaïque, permet de transformer la lumière du soleil en électricité par des panneaux photovoltaïques, sans pièces tournantes et sans bruit. L'électricité produite peut être soit stockée dans des batteries, soit convertie par un onduleur pour être distribuée aux normes sur le réseau.

> ⇨ Il faudra veiller à ce que le règlement du P.L.U. n'ait pas pour effet d'interdire l'installation de ces systèmes domestiques solaires ou tout autre dispositif individuel de production d'énergie renouvelable.

❖ Biomasse

Le terme «biomasse» désigne au sens large l'ensemble de la matière vivante. Depuis le premier choc pétrolier, ce concept s'applique aux produits organiques végétaux et animaux utilisés à des fins énergétiques ou agronomiques.

- Bois-énergie (biomasse sèche) : Il s'agit d'une source d'énergie issue du bois de feu.
- Biomasse humide : Il s'agit d'une source d'énergie issue de déchets organiques d'origine agricole (fumiers, lisiers…), agro-alimentaire ou urbaine (déchets verts, boues d'épuration, fraction fermentescible des ordures ménagères…).

> ⇨ Pas de projet biomasse à ce jour.

❖ **Biogaz**

Les biogaz sont issus de la méthanisation des déchets. La méthanisation permet de diminuer la charge en matière organique des boues de station d'épuration urbaine, des effluents industriels et plus récemment des déchets organiques ménagers. La méthanisation est également une voie de conversion de la biomasse en énergie. Elle produit :

- o du biogaz, un proche parent du gaz naturel fossile
- o un résidu stabilisé et désodorisé, dont la valeur agronomique n'est pas altérée. Il peut être valorisé sous forme solide (compost) ou liquide.

⇨ Pas de projet biogaz à ce jour.

2.10.3.3 Canalisations de transport de gaz naturel

Une canalisation de transport de gaz haute pression est exploitée sur la commune de Haybes. Il s'agit de la canalisation Fumay – Givet DN 150, 602 bars de catégorie B, disposant :

- d'une bande de servitude de 6 mètres,
- des effets létaux significatifs ELS : 20 mètres,
- des premiers effets létaux : 30 mètres.

À ce jour, la règlementation applicable en matière de densification dans les zones de dangers très graves en fonction de la catégorie d'emplacement A, B ou C est prévue à **l'arrêté multi-fluide ci-dessous rappelé, et notamment son article 6 :**

« Arrêté du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques »

⇨ *Lien actuel :*
http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000028770330&dateTexte=&categorieLien=id#JORFARTI000028770379

Sont aussi précisés les points suivants[28] :

⇨ **GRTgaz ne souhaite pas donner un avis favorable à la réalisation de projets d'urbanisme dans ces zones de danger significatif, car il convient de les éloigner autant que possible de chaque ouvrage relevant de ces catégories. Dès le stade d'avant-projet sommaire, GRTgaz demande à être consulté afin d'étudier en amont les interactions éventuelles entre des futurs projets et les ouvrages de transport de gaz.**

⇨ **Pour tout type de demande relative à l'urbanisme, GRTgaz peut être joint à l'adresse suivante :**

GRTgaz Région Nord-Est Centre de traitement des DICT
Boulevard de la République - 62232 ANNEZIN

[28] Source : extrait de l'avis de synthèse des services de l'État daté du 6 janvier 2015, rendu sur le projet de P.L.U. arrêté (voir pièce n°6B du dossier de P.L.U.)

2.10.4. DÉCHETS

2.10.4.1 Généralités : typologie de déchets

Définition déchet :
« tout résidu d'un processus de production, de transformation ou d'utilisation, toute substance, matériau, produit ou plus généralement tout bien meuble abandonné ou que son détenteur destine à l'abandon » d'après le code de l'environnement (article L.541-1).

- **les déchets dangereux :**
  Ils sont définis dans le décret n°2002-540 du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets. Ils peuvent générer des nuisances pour l'homme et l'environnement, et présenter une ou plusieurs propriétés de danger (explosif, inflammable, irritant, infectieux, mutagène, écotoxique…). Ils font l'objet d'un contrôle administratif renforcé (production, stockage, transport, élimination).

- **les déchets non dangereux (ou banals) :**
  Ils sont principalement constitués des déchets ménagers et des déchets industriels du type bois, emballages, papier, carton, verre, plastique, métaux.

- **les déchets inertes :**
  Ce sont des déchets qui ne subissent aucune modification physique, chimique ou biologique importante (gravas, terres…).

- **les déchets ultimes :**
  « Est ultime un déchet, résultant ou non du traitement d'un déchet, qui n'est plus susceptible d'être traité dans les conditions techniques et économiques du moment, notamment par extraction de la part valorisable ou par réduction de son caractère polluant ou dangereux. » Article L.541-1 du Code de l'environnement.

2.10.4.2 Collecte des déchets

Source : Site internet de la Communauté de Communes Ardenne Rives de Meuse

La collecte des ordures ménagères de la commune de Haybes est gérée par la **Communauté de Communes Ardenne - Rives de Meuse**.

La collecte bihebdomadaire des déchets est portée à **la station de transfert de Fumay, propriété du Syndicat Mixte de Traitement des Déchets Ménagers Ardennais (SMTDA) et labellisé HQE (Haute Qualité Environnementale)**. Il s'agit d'une collecte sélective appliquant un ramassage simultané, en porte à porte, des déchets valorisables et non valorisables.

En effet, en avril 2001, et en complément de la collecte du verre en apport volontaire, le tri sélectif des emballages et des papiers, journaux magazines est instauré avec un ramassage en porte à porte de ces matériaux recyclables, propres et secs, et du verre. Il est étendu à tous les foyers depuis juin 2003.

Les immeubles de 6 logements et plus sont, à leur tour, équipés de bacs de tri et parfois d'abris à conteneurs en l'absence de locaux « propreté ».

Cette collecte distingue quatre types d'ordures ménagères :

1er flux : les emballages ménagers :
- les boîtes de conserve,
- les bouteilles et bidons plastiques,
- les briques alimentaires (en carton).

2ème flux : le verre ménager

3ème flux : les journaux, magazines, papiers et cartonettes alimentaires

4ème flux : les déchets non valorisables. Ces déchets, après compression, sont transportés au Centre de Stockage des Déchets Ultimes (CSDU) départemental d'Eteignières (classe 2).

Le mode de collecte s'effectue en deux temps :
1er jour – ramassage des emballages ménagers (1er flux) et des non valorisables,
2ème jour – ramassage du verre, du papier (2ème et 3ème flux) et des non valorisables.

2.10.4.3 Tri sélectif

Depuis le 1er février 2011, et dans le but de conserver la gratuité du service de collecte pour tous les usagers, **la C.C.A.R.M. a opté pour une mise en place du tri sélectif en multimatériaux,** c'est-à-dire le contenu des sacs jaunes et bleus en mélange dans un seul sac.

Depuis son lancement jusqu'à ce jour, ce programme de collecte sélective s'appuie sur des actions de communication (campagne de sensibilisation au tri par les Ambassades du tri). La C.C.A.R.M. propose également à chaque foyer d'acquérir un composteur individuel à moindre coût en bois ou en plastique, de 350 ou 600 L. À ce jour, plus de 1177 composteurs ont été distribués depuis 2003.

2.10.4.4 Déchetterie

Le territoire communautaire dispose de plusieurs déchetteries intercommunales, dont **une est située à Haybes**, rue de l'Espérance.

La déchetterie de Haybes est ouverte du mardi matin au samedi soir de 9h00 à 12h00 et de 13h30 à 18h00.

Les déchetteries communautaires sont réparties de manière à ce que chaque habitant puisse s'y rendre en moins de dix minutes depuis son domicile. Les usagers peuvent y déposer les objets encombrants, déchets verts, bois, déchets inertes (gravats), ferraille, gros cartons, huiles (de vidange et de friture), batteries automobiles et autres déchets toxiques autorisés.

L'accès à la déchetterie de Haybes est autorisé pour les commerçants et les artisans du territoire communautaire.

2.11 ANALYSE DE LA CONSOMMATION DE L'ESPACE

2.11.1. APPROCHE LIÉE AUX AUTORISATIONS D'URBANISME

STATISTIQUES COMMUNALES (source : mairie de Haybes) **Nombre annuel d'autorisations d'urbanisme délivrées par la commune,** *(tout objet confondu : construction neuve, travaux d'extension ou de réhabilitation, etc.)*			
Année	**Permis de construire (PC)**	**Déclaration de travaux (DT) Déclaration préalable (DP)**	**Total**
2000	08	91	99
2001	15	59	74
2002	25	73	98
2003	19	63	82
2004	22	77	99
2005	10	46	56
2006	08	44	52
2007	12	67	79
2008	17	44	61
2009	07	114	121
2010	15	59	74
2011	09	42	51
2012	05	28	33
2013 *au 28.10.2013*	06	34	40
Total	***178***	***841***	***1019***

Depuis janvier 2000 à fin octobre 2013, la commune de Haybes délivre **en moyenne** et **par an** :
- **13 permis de construire,**
- et **60 déclarations préalables.**

Logements autorisés par type et par commune (2003-2012)

	Nombre de logements autorisés individuels purs	Nombre de logements autorisés individuels groupés	Nombre de logements autorisés collectifs	Nombre de logements autorisés en résidence	Total nombre de logements	Surface en m² de logements autorisés individuels purs	Surface en m² de logements autorisés individuels groupés	Surface en m² de logements autorisés collectifs	Surface en m² de logements autorisés en résidence	Total surface en m²
08 - Haybes **2003**	4	0	0	0	4	585	0	0	0	585
08 - Haybes **2004**	14	0	0	0	14	1 913	0	0	0	1 913
08 - Haybes **2005**	5	0	0	0	5	697	0	0	0	697
08 - Haybes **2006**	5	0	0	0	5	514	0	0	0	514
08 - Haybes **2007**	7	4	0	0	11	963	169	0	0	1 132
08 - Haybes **2008**	5	0	0	0	5	685	0	0	0	685
08 - Haybes **2009**	1	0	0	0	1	136	0	0	0	136
08 - Haybes **2010**	2	0	0	0	2	332	0	0	0	332
08 - Haybes **2011**	1	1	0	0	2	116	109	0	0	225
08 - Haybes **2012**	1	0	0	0	1	141	0	0	0	141

Source : Sit@del2 - http://developpement-durable.bsocom.fr/statistiques/TableViewer/tableView.aspx

Réhabilitation de logements

Le bilan de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et de Revitalisation Rurale terminée en 2012 s'avère plutôt positif.

2.11.2. ANALYSE DE LA CONSOMMATION DE L'ESPACE

Dans le respect des nouvelles dispositions du code de l'urbanisme[29], le rapport de présentation du P.L.U. présente une analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers.

Afin d'apprécier cette consommation de l'espace sur le territoire de Haybes, l'analyse s'appuie sur le document d'urbanisme approuvé le 5 septembre 2000 (date d'approbation initiale du Plan d'Occupation des Sols) et sur l'état actuel de la zone urbanisée hayboise.

Depuis l'approbation du Plan d'Occupation des Sols en 2000, l'espace consommé s'élève à 12,6 ha environ, qui se répartissent de la façon suivante :

- **usage d'habitat** : **9,4 hectares environ** concernant essentiellement
  - les lotissements communaux « Les Zivages » et rue Pirot Simon (avec voies de desserte),
  - les constructions « au coup par coup » le long de plusieurs voies, telles que la rue Saint-Louis, la rue du Calvaire, le chemin des Pétons, rue du 24 août, etc.

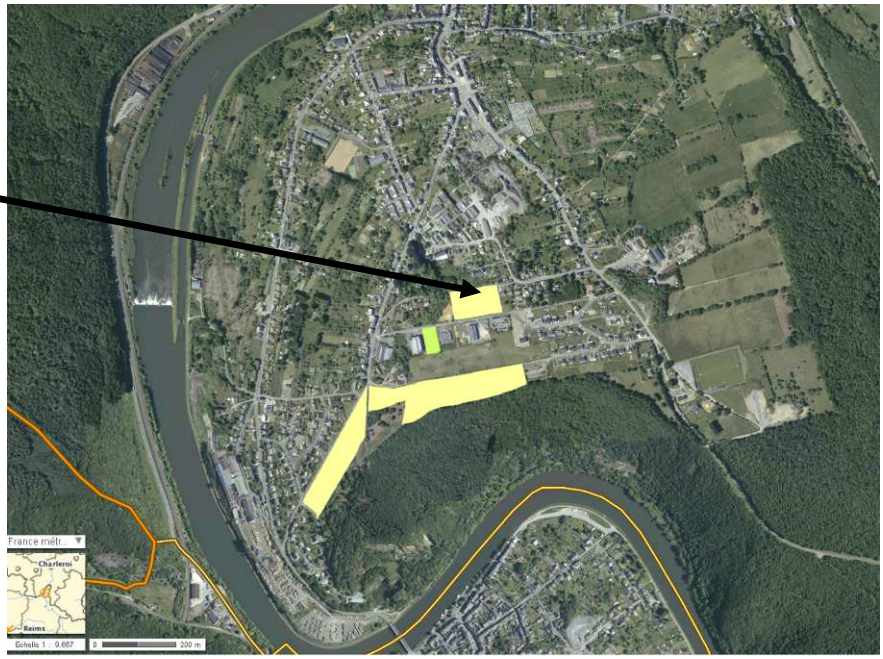
- **à usage d'activités**: **0,9 hectare environ** : essentiellement au sein d'espaces déjà voués à l'accueil d'activités (ex : zone d'activités de la rue de l'Espérance, bâtiments nouveaux liés aux établissements Baret et La Fonte Ardennaise),

- **à usage d'équipements publics ou d'intérêt collectif** : **2,3 hectares environ** (station d'épuration intercommunale, S.D.I.S., ouvrages publics de régulation des eaux pluviales, déchetterie intercommunale).

⇨ **La carte schématique page suivante illustre cette analyse.**

Les espaces naturels et forestiers étaient quant à eux plutôt bien préservés jusqu'à la tempête du 14 juillet 2010.

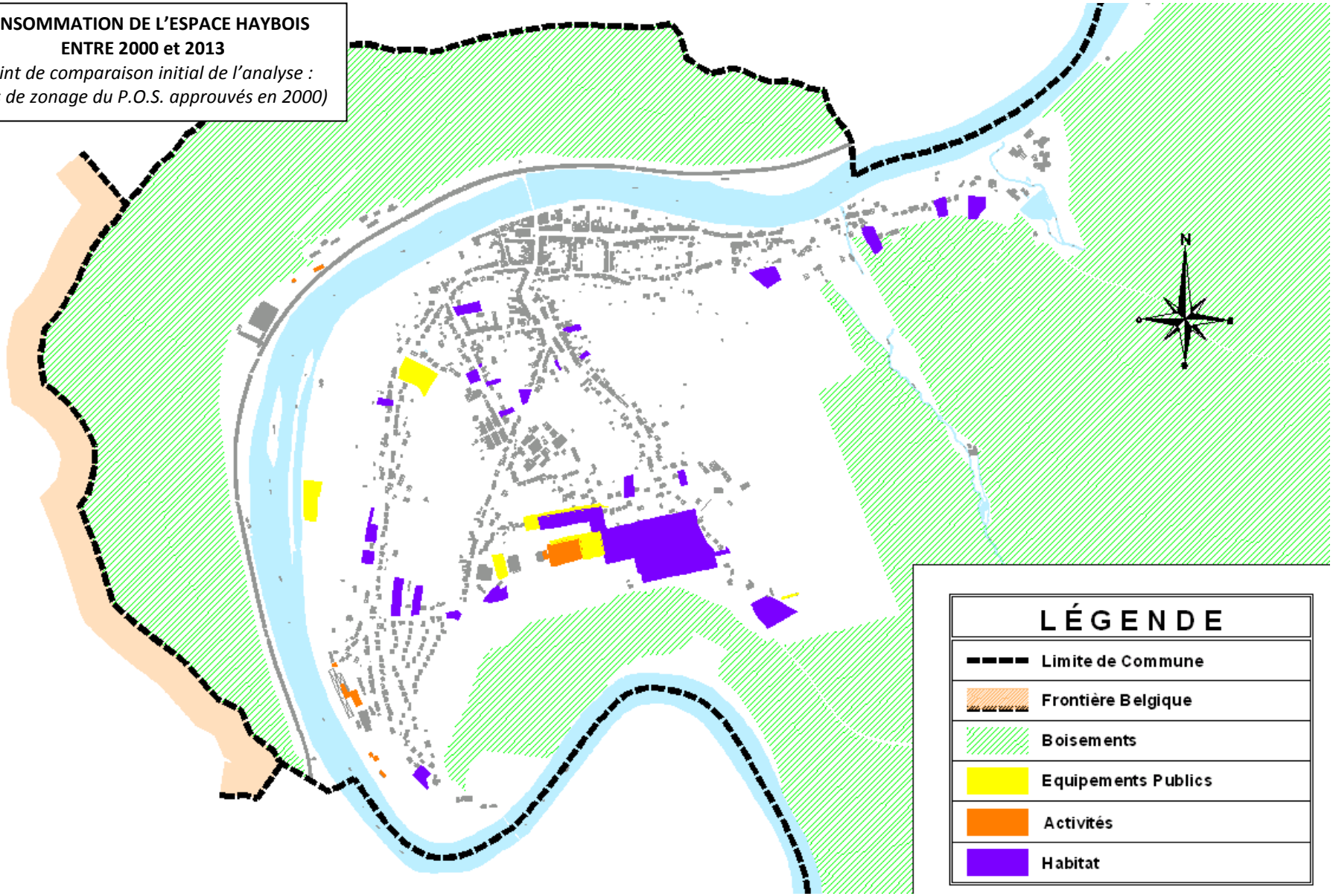
Des espaces agricoles identifiés sur le Registre Parcellaire Graphique en 2010 sont aujourd'hui consommés pour partie (nouvelle frange urbaine de la rue Pirot Simon).



Source : géoportail - Registre Parcellaire Graphique de 2010

[29] Actuel article R.123-2 modifié par décret n°2012-290 du 29 février 2012

CONSOMMATION DE L'ESPACE HAYBOIS
ENTRE 2000 et 2013
(point de comparaison initial de l'analyse : plans de zonage du P.O.S. approuvés en 2000)



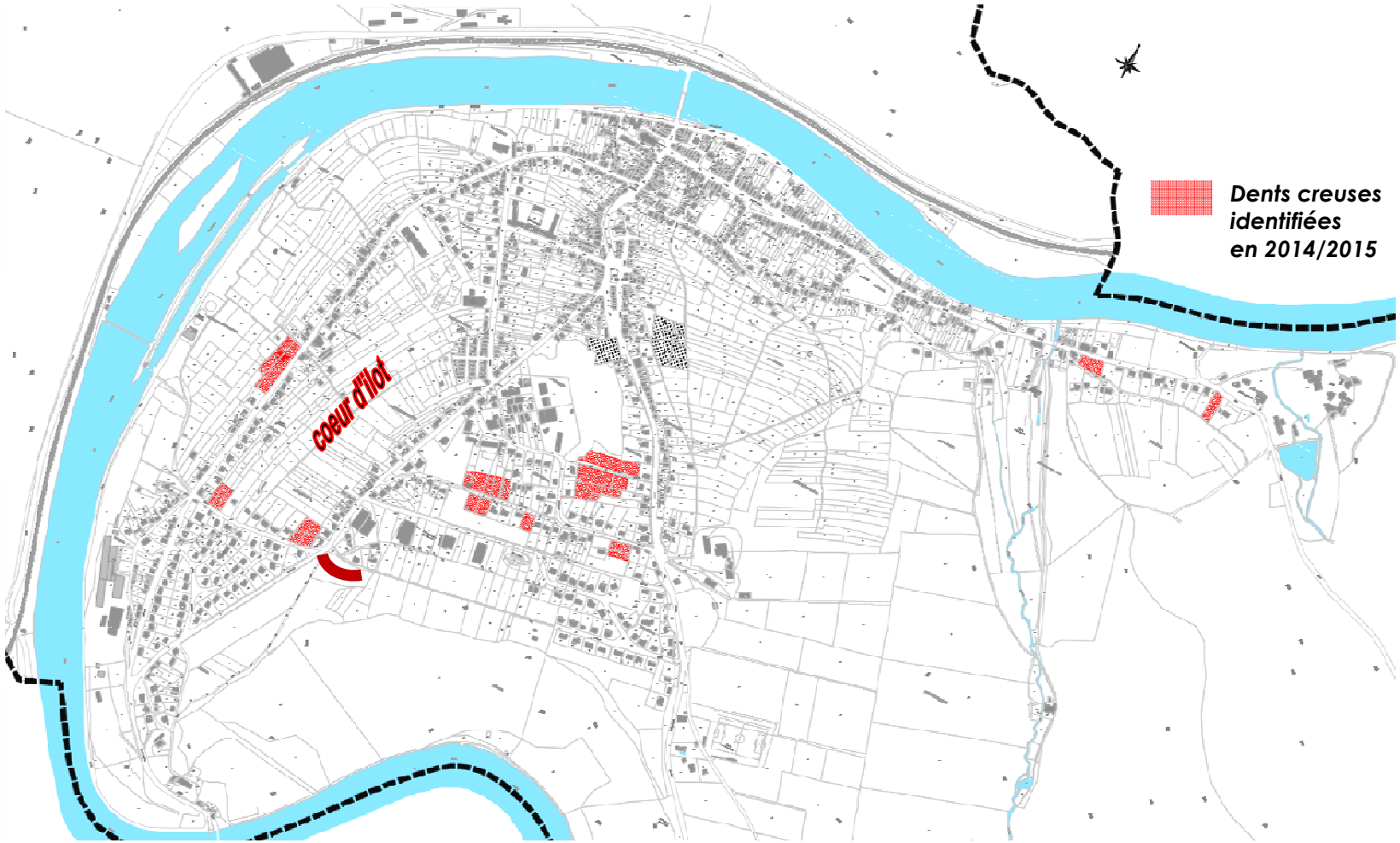
2.11.3. APPROCHE LIÉE AU POTENTIEL DE CONSTRUCTIONS EN DENTS CREUSES

Les dents creuses identifiées en 2014/2015 sont localisées :

- Rue Saint-Louis,
- Chemin des Pétons,
- Rue Pirot Simon,
- Rue de l'Espérance,
- Chemin rural dit des Ardennais,
- Rue du 24 août.

Elles représentent un potentiel prévisionnel de 25 à 30 logements.
Seul le chemin rural dit des Ardennais nécessite des travaux de réaménagement et de passage des réseaux.

Remarques:
S'ajoute à ces terrains **un vaste cœur d'ilot de 9 ha environ**, à usage actuel de jardins, vergers, pâtures ou avec des parcelles en friches (voir O.A.P., pièce n°3 du dossier de P.L.U.).



© source : fond de plan cadastral utilisé dans le cadre de la révision générale du P.L.U.

Quelques terrains à bâtir sont aussi envisageables en face du croisement de la rue de l'Espérance et du chemin rural des Pétons, sans que les travaux de viabilisation ne soient trop conséquent du point de vue technique et du point de vue financier (voir plan ci-dessus).

2.12 SYNTHÈSE SUR LE VOLET ENVIRONNEMENTAL : ENJEUX PRINCIPAUX

	FAIBLESSES	ATOUTS	ENJEUX
Biodiversité et espaces naturels	Fragilité relative des espaces face à l'urbanisation	- **Vaste massif forestier** et la diversité de ses milieux faunistiques et floristiques. - **Boucles de la Meuse et** ses versants abrupts et boisés. - **Espaces environnementaux identifiés (Natura 2000 ; Z.N.I.E.F.F.)**	Préserver les espaces et sites naturels notamment en frange des espaces urbanisés (ex : bande écotone) Préserver la qualité paysagère de la commune
Paysages, cadre de vie et Patrimoine	**Évolution pouvant entraîner la dégradation irréversible de la richesse architecturale du centre ancien.** **Rénovations maladroites, qui dénaturent** le bâtiment et rompent l'homogénéité architecturale de l'environnement, les interventions les plus courantes et les plus dommageables étant notamment : **le changement des proportions des ouvertures** **des ravalements de façades agressifs,** → des volets roulants, → Remplacement des menuiseries d'origine par des menuiseries "standard" inadaptées au bâti. - Dégradation du patrimoine bâti par manque d'entretien régulier des propriétaires, - Présence de **friches** , **Banalisation de l'architecture** pavillonnaire des lotissements	- **Habitat qualitatif et plutôt préservé du centre ancien**, d'influence art nouveau, - **Présence de beaux alignements denses** en pierre bleue et moellons de schiste, - Cité ouvrière Saint-Pierre à préserver, - Cheminements piétonniers et ruelles pour certains débouchant sur les berges de Meuse, - **Maisons de maître remarquables,** - Quelques r**éhabilitations de qualité du patrimoine bâti,** - **Richesse du "Petit patrimoine" à identifier et à préserver** (chapelles, oratoires, etc.). - **Points de vue à préserver**	Préserver le patrimoine architectural Privilégier une densification du tissu urbain existant, Choisir l'urbanisation future de Haybes au contact direct du village, par épaississement de la zone urbaine, avec un traitement paysager des zones de transition (franges urbaines) Cesser l'urbanisation linéaire le long des voies Maitriser l'extension des zones d'habitat pavillonnaire. Contenir le noyau urbain dans son enveloppe actuelle.
Ressources naturelles et énergie	Commune hors zone de développement de l'éolien		Limiter les consommations énergétiques en favorisant les organisations urbaines plus économes Promouvoir le développement des énergies renouvelables

	FAIBLESSES	ATOUTS	ENJEUX
Risques	Risques inondations liés à la Meuse, Risque de feux de forêts Risque de mouvement de terrain Aléa faible gonflement d'argiles Risque de cavités souterraines Risque lié au transport de matières dangereuses (RD 8051 et voie ferrée) Risque industriel : présence de deux installations industrielles présentant un risque potentiel (sites soumis à la réglementation concernant les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), soumises à autorisation : Ets Baret et Fonte Ardennaise FA 4. Présence de deux canalisations de transport de gaz haute pression		Veiller à la sécurité des habitants en limitant au maximum leur exposition aux risques et en les informant. Assurer **la maîtrise des eaux pluviales,** **Proscrire l'urbanisation nouvelle dans les zones sensibles**
Pollutions et nuisances	Présence de quelques activités jugées nuisantes (bruits, …) : ex : ferrailleur Plusieurs sites pollués sont recensés sur le site internet du Basol. Certains ne sont plus en activité. Défense incendie pas totalement satisfaisante	Bonne qualité de l'eau et ressource suffisante générant un périmètre de protection au Nord-Est du bourg-centre (Fépin) Assainissement collectif hormis certains secteurs, Tri sélectif	Veiller à la préservation de la qualité des milieux aquatiques et de l'eau

2.13 SYNTHÈSE SUR LES VOLETS URBAINS ET ARCHITECTURAUX

source : © extraits de l'inventaire urbain de Haybes réalisé par le P.N.R.A. - septembre 2011

ENJEUX URBAINS

Au sein de l'ancien POS de Haybes :

- Les zones UA sont d'une densité de 27 log/ha en moyenne, soit 3 fois plus qu'en zone UB par exemple. Regroupant 79% des habitations de caractère, souvent alignées et jointives, ce centre historique a des séquences piétonnes généralement «bien aménagées», notamment pour la desserte des commerces et services.
- Les zones UB se composent majoritairement de quartiers pavillonnaires récents, étirés le long des voies d'accès. Ce sont des secteurs moins qualitatifs, cumulant les problèmes de dénaturation, de divisions de propriétés et de profils de voies usés ou banalisants (trottoirs bitumés, clotûres hétéroclites, reculs systématiques de toute construction...).
- La zone UZ est relativement petite mais très exposée visuellement. Tout comme pour les zones 1NA, peu construites malgré leurs étendues, les possessions communales sont ici un atout pour aménager rapidement ces sites, en prenant garde aux aspects paysagers.

	Logements	Fortement visibles dans le paysage	En propriété communale	En surface parcellaire difficilement mutable	Des habitations de caractère	Des habitations dénaturées
Sur 17 ha de zones UA	464	32%	7%	10%	79%	50%
Sur 60 ha de zones UB	455	32%	10%	13%	21%	48%
Sur 8 ha de zone UZ	3	65%	19%	0%	0%	2%
Sur 28 ha de zones 1NA	25	29%	37%	9%	0%	0%

ENJEUX ARCHITECTURAUX

Parmi les habitations de Haybes :

- Les habitations «élémentaires» et «de «cité» sont très rares, car elles sont souvent anciennes et modestes ; or la ville a été entièrement reconstruite après guerre, grâce aux ressources abondantes que représentait alors l'exploitation des ardoisières toutes proches.
- Les habitations «de bourg» et «singulières» sont, à l'inverse, nombreuses, soit l'équivalent du 1/3 des logements. Elles sont cependant vacantes à plus de 10% et occupées dans 6 cas sur 10 par une majorité de locataires. Il faut souligner l'importance des habitations «singulières» à Haybes, à plus de 25% des maisons de caractère.
- Les habitations «dénaturées» représentent 33% des habitations construites avant 1945. Les travaux menés semblent étrangement avoir occasionnés une perte de confort, mais les propriétaires y demeurent présents pour les 3/4 d'entre eux.
- Les habitations construites après 1945 apparaissent enfin confortables, avec un fort taux de propriétaires occupants soucieux de leur confort. Pour des raisons paysagères, il peut être regretté la réalisation de constructions sans rapport au territoire et injustifiées au regard des conditions climatiques locales (habitats de type montagnard, allongé, complexe, sur butte...).

Enfin, le patrimoine industriel, reconnu en 3 sites, a pris place sur des espaces nettement en recul de l'urbanisation initiale mais il est désormais intégré au «tissu».

	Ne sont ni vacantes, ni de confort médiocre	Sont vacantes	Sont de confort médiocre	Sont occupées majoritairement par leurs propriétaires	Rapport au nombre de logements du territoire communal
Sur 1 habitation «élémentaire»	100%	0%	0%	0%	0%
Sur 239 habitations «de bourg»	87%	10%	4%	65%	25%
Sur 10 habitations «de cité»	90%	10%	0%	40%	1%
Sur 86 habitations «singulières»	84%	14%	3%	59%	12%
Sur 174 habitations «dénaturées»	80%	10%	13%	72%	19%
Sur 365 habitations construites après 1945	94%	5%	2%	84%	42%

DES OUTILS À VOTRE SERVICE

Un Plan local d'urbanisme (PLU) permet de faire valoir le droit de préemption urbain, de fixer des règles d'organisation urbaine et d'aspect architectural. La concertation prévue par la loi est l'occasion de débattre avec les habitants, quant à l'importance de disposer d'un cadre constructif.

Pour rappel, le projet de Parc naturel régional des Ardennes se tient à votre disposition, pour agir en faveur d'un urbanisme et d'une architecture de qualité. Pour plus d'informations sur nos missions (conseils architecturaux gratuits, guides de l'habitat et du fleurissement, appui à la réalisation de «PLU de qualité», pré-étude d'urbanisme...), connectez-vous à :

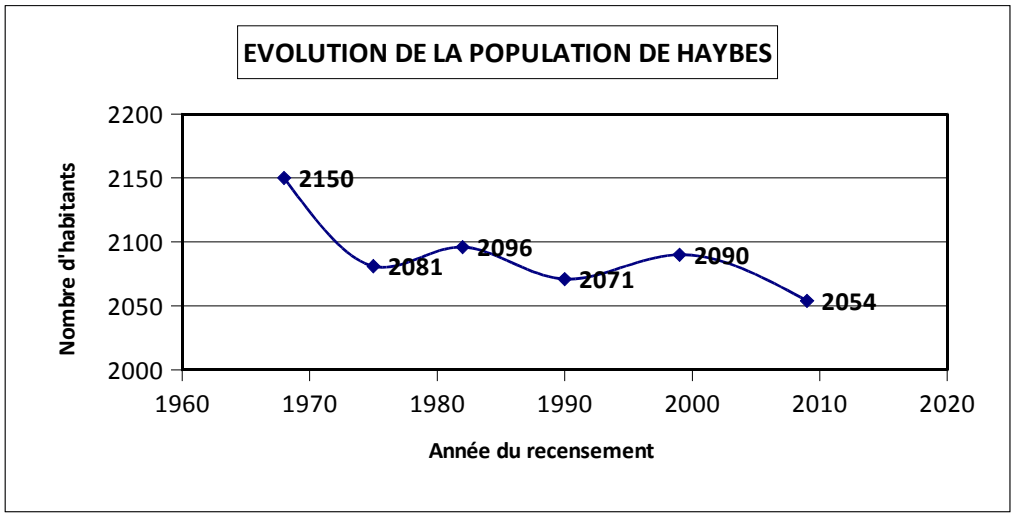
www.parc-naturel-ardennes.fr

SMPNRA - Mission « aménagement : paysage et urbanisme » - Septembre 2011 8/8

2.14 PERSPECTIVE D'ÉVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT EN L'ABSENCE DE P.L.U. : SCÉNARIO DE RÉFÉRENCE

2.14.1. LES PERSPECTIVES DÉMOGRAPHIQUES AU FIL DE L'EAU

Ces perspectives s'appuient sur les données statistiques et l'analyse globale du territoire communal dans toutes ses composantes (titre 1 et titre 2 du présent rapport de présentation).
Elles débouchent sur un **scénario de référence dit « scénario au fil de l'eau »** (évolution des composantes du territoire sans intervention politique particulière).



Comme toute projection, ces chiffres sont à prendre avec précaution car ils ne constituent en rien la garantie formelle que la population totale de Haybes évoluera de cette façon au cours des prochaines années. Ces chiffres ont néanmoins le mérite de donner un ordre de grandeur fondé sur des tendances réelles passées observées.

Paramètres de référence pour les projections démographiques au « fil de l'eau »

- Prise en compte des tendances observées à compter de 1980,
- taux de variation annuel moyen de la population nul (en considérant les taux ci-dessus rappelés),
- niveau actuel de population fixé à 2110 habitants (population légale au 1er janvier 2014).

Le scénario de référence se cale sur les tendances successives de hausse et de baisse démographique observées depuis les années 1980, avec un niveau de population qui se maintient entre 2050 à 2100 habitants.

2.14.2. LES BESOINS EN LOGEMENTS ET LES MODES D'URBANISATION

La municipalité désire répondre aux besoins de la population actuelle et des générations futures, sans discrimination et dans le respect du principe d'équité entre citoyens.

Sans vouloir atteindre des objectifs importants de développement démographique, **il s'agit en premier lieu de contribuer au maintien du niveau actuel de la population au-delà du seuil de 2000 habitants**, **pour atteindre ensuite un objectif de population établi à 2500 habitants,** lorsque la conjoncture économique sera meilleure.

Or, on sait que tous les logements neufs construits ne permettent pas à eux seuls d'augmenter la population d'un territoire, certains servant seulement à "compenser" d'autres phénomènes tels que :

- le desserrement des ménages (augmentation du nombre de ménages à population égale, due au vieillissement de la population et à l'évolution des structures familiales),

- **la variation du nombre de résidences secondaires et de logements vacants,** qui a un impact fort (à la hausse ou à la baisse) sur le nombre de résidences principales d'un territoire donné,

- **le renouvellement du parc de logements** démolis, changeant d'usage ou restructurés, qui "absorbe" une part de la construction neuve.

L'exploitation de l'ensemble de ces données conduit à évaluer **le « point mort » de Haybes à 78 logements entre 1999 et 2009, soit une moyenne de 7 à 8 logements par an.**

Entre 1999 et 2009, 6 à 7 logements par an en moyenne ont été construits à Haybes, ce qui est insuffisant pour :

- maintenir la population à son niveau de 1999,
- ou promouvoir une hausse de la population (effet démographique).

Ainsi, concernant Haybes et ses 2110 habitants (population légale en vigueur au 1er janvier 2014), on peut évaluer le nombre de logements nécessaires au maintien de la population à 120 logements à échéance de 2029, auxquels s'ajoutent les 163 logements évalués nécessaires au gain maximum de 390 habitants souhaité par la commune (2,4 personnes par ménages).

> ⇨ **À l'horizon de 15 ans, le besoin maximum en logements est estimé à 283, soit 18 logements par an environ.**

2.14.3. L'ENVIRONNEMENT, LES PAYSAGES ET LE CADRE DE VIE

Comme indiqué à maintes reprises dans les paragraphes précédents, la Ville de Haybes possède un cadre paysager et un patrimoine naturel et architectural remarquable. Une gestion du foncier approximative induira la perte de cette qualité.

Le Plan Local d'Urbanisme (contenu POS) de 2000 avait défini des zones d'urbanisation futures (INA et IINA) ouvertes à l'urbanisation. Ces secteurs d'urbanisation étaient destinés à l'habitat ou à l'extension de la zone artisanale (INAz).

Dans le cadre de la révision du P.L.U., un travail de reclassement de ces zones est nécessaire, en fonction de l'occupation de ces terrains et de leurs sensibilités environnementales potentielles.

En l'absence de P.L.U., la poursuite de l'urbanisation induirait:

- une urbanisation linéaire et pavillonnaire « banale » : implantations, clôtures,…
- **un gaspillage du foncier**, où l'intérêt particulier prédomine sur l'intérêt général,
- une altération globale des paysages,
- une réduction des surfaces agricoles et un mitage des espaces naturels,
- une altération des paysages,
- des coûts d'équipements importants (réseaux, voirie, collecte des ordures ménagères, …) rapportés au nombre d'habitants accueillis, à supporter par la collectivité,
- un accroissement des déplacements motorisés, des émissions de gaz à effet de serre, de la dégradation de la qualité de l'air en raison des conditions d'accessibilité de ces quartiers et des comportements d'utilisation des véhicules personnels associés au mode d'habitat individuel pavillonnaire.

Le P.L.U. permet à une commune de traduire son projet urbain dans le P.A.D.D. et d'en définir les conditions d'aménagement dans le cadre des Orientations d'Aménagement et de Programmation.

Il importe d'être vigilant sur les espaces à enjeux en termes d'image, de biodiversité et de cadre de vie préservé.

Il s'agit en particulier :

- de la Meuse et ses versants boisés abrupts (côte de Haybes, bois des Aurains),
- des espaces naturels boisés du Plateau Ardennais, et des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique,
- du centre ancien de Haybes et son patrimoine architectural et sa façade fluviale.

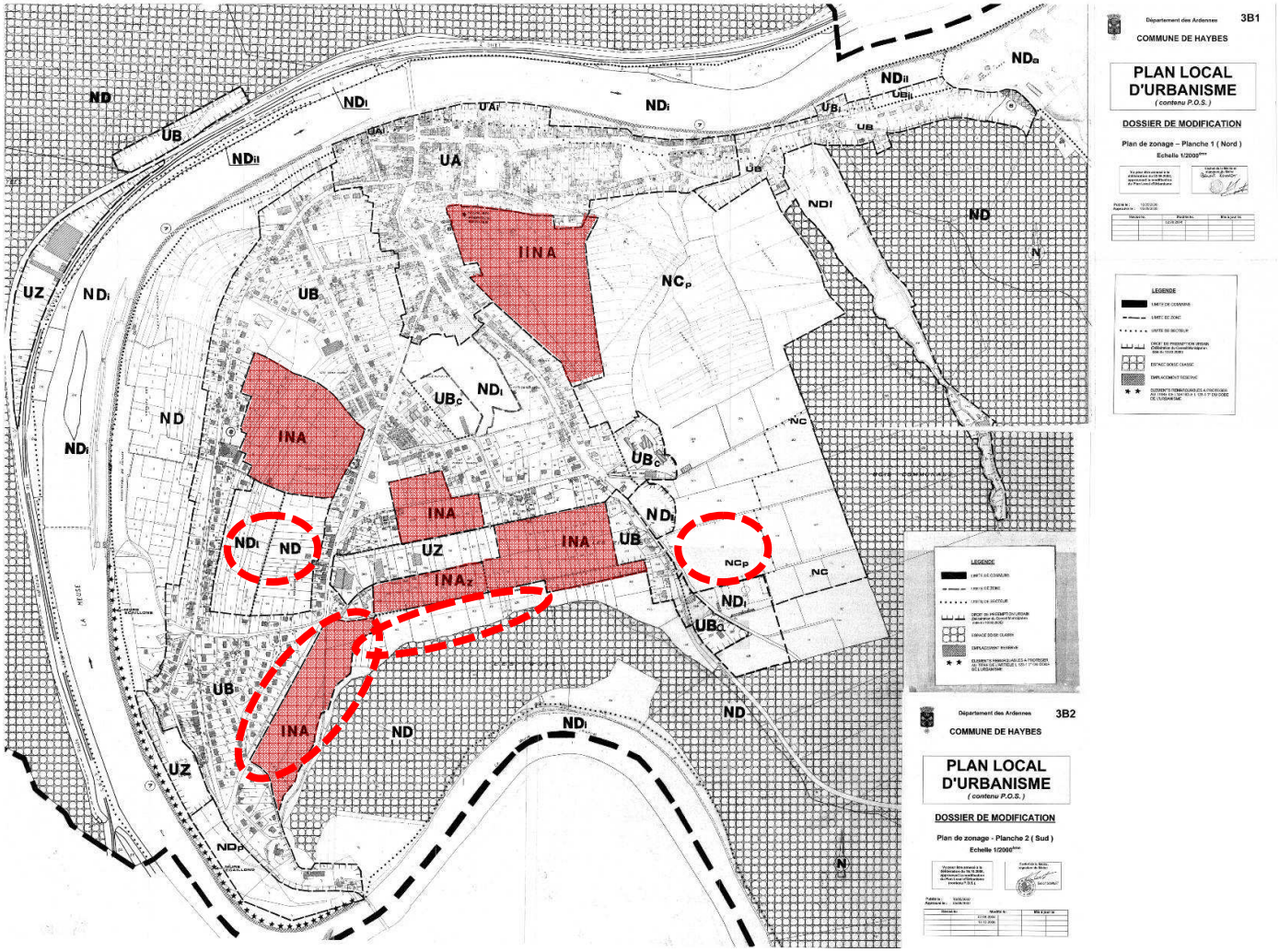
La Meuse traverse le territoire communal et elle est source de débordements potentiels rendant certains terrains inondables ou particulièrement humides par endroits, et limitant ainsi l'urbanisation.

2.15 CARACTÉRISTIQUES DES ZONES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE TOUCHÉES DE MANIÈRE NOTABLE PAR LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN

Le P.O.S. approuvé en 2000 a pris en compte des enjeux environnementaux que la révision générale du P.L.U. se doit aussi d'intégrer ou de réajuster le cas échéant (ex : zone inondable, etc.).

Parmi les zones à urbaniser définies en 2000, certaines sont aujourd'hui urbanisées en tout ou partie (voir le chapitre ci-après lié aux zones à urbaniser - §. 3.2.11.).

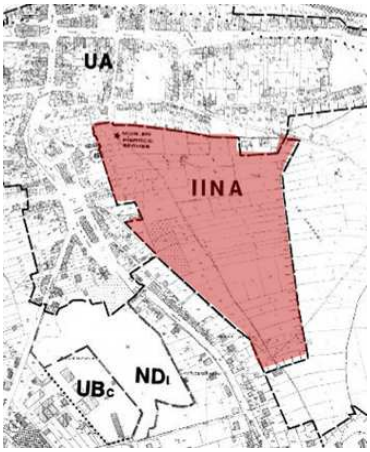
Outre la nécessité d'actualiser la forme et le fond du document d'urbanisme de Haybes, le passage au P.L.U. a impliqué de réexaminer ou débattre sur plusieurs sites susceptibles d'être touchés de manière notable par la mise en œuvre du P.L.U.

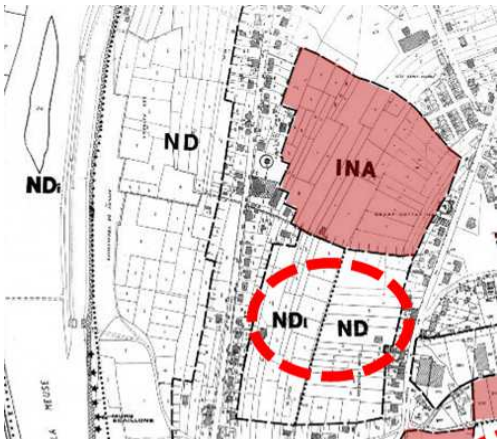


NB : La délimitation des secteurs ci-dessus est approximative.

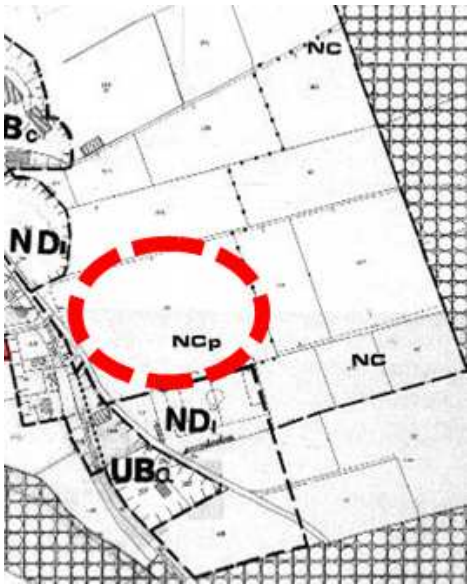
Zones à urbaniser du POS de 2000

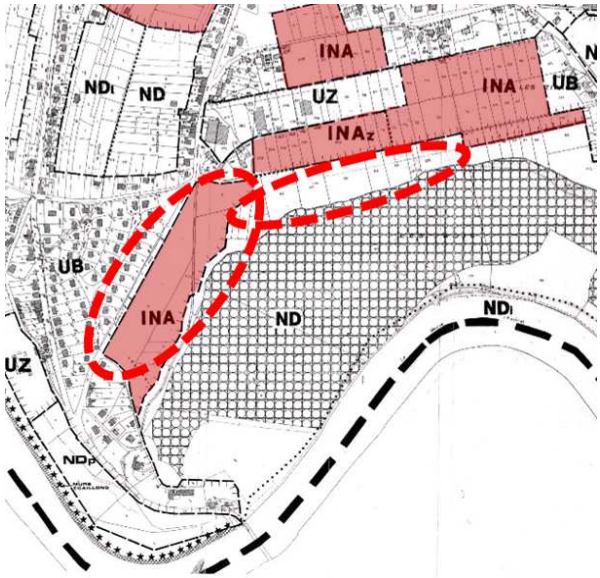
Secteurs susceptibles d'être touchés par la révision du Plan Local d'Urbanisme

1. Zone IINA « Le Charnoy » *(8 ha 28 a env.)*	
Situation	**Constat / caractéristiques**
	**<u>Protections :</u>** . proximité Natura 2000 / ZPS «Plateau Ardennais» . hors zone inondable **<u>Approche environnementale / biodiversité :</u>** Zone de jardins, vergers. **<u>Approche paysagère / Cadre de vie :</u>** Topographie et accessibilité difficiles. Proximité du centre-ville **<u>Nuisances et risques</u>** - **<u>Gestion et protection des ressources naturelles</u>** Néant.
Sensibilité du site	**Très forte.**

2. Cœur d'ilot et ses abords[30]	
Situation	**Constat / caractéristiques**
	**<u>Protections :</u>** - **<u>Approche environnementale / biodiversité :</u>** Zone de jardins, vergers. **<u>Approche paysagère / Cadre de vie :</u>** Secteur à enjeux en matière de densification urbaine Urbanisation linéaire riveraine à prendre en compte **<u>Nuisances et risques</u>** Présence d'un camping privé toujours en activité à ce jour accessible depuis la rue Saint-Louis. **<u>Gestion et protection des ressources naturelles</u>** Extension de réseaux à prévoir,
Sensibilité du site	**Faible à moyenne.**

[30] Remarque : ce secteur fait l'objet d'une analyse plus détaillée dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation (O.A.P. / voir pièce n°3 du dossier de P.L.U.).

3. Entrée sud de Haybes – rue Madame de Cormont	
Situation	**Constat / caractéristiques**
	**Protections :** . Natura 2000 / ZPS «Plateau Ardennais» **Approche environnementale / biodiversité :** Zone agricole au Sud et partiellement boisée au Nord de la voie. **Approche paysagère / Cadre de vie :** **Nuisances et risques** Proximité du stade de football Jean Druart **Gestion et protection des ressources naturelles**
Sensibilité du site	**Forte**

4. Franges du bois des Aurains	
Situation	**Constat / caractéristiques**
	**Protections :** proximité immédiate de . la Z.N.I.E.F.F. de type 1 « Bois des Aurains » . la Natura 2000 / Z.P.S. «Plateau Ardennais» **Approche environnementale / biodiversité :** Usage agricole partiel Bande écotone **Approche paysagère / Cadre de vie :** Accessibilité multiple Foncier communal pour l'essentiel Sensibilité paysagère (point « haut ») **Nuisances et risques** Lignes électriques « Haute Tension » Poste de transformation EDF Implantation future d'une antenne de radiotéléphonie mobile. **Gestion et protection des ressources naturelles** Réseaux à proximité
Sensibilité du site	**Forte.**

TITRE 3 MOTIFS DES CHANGEMENTS APPORTÉS AU P.L.U.

En cas de** modification, **de révision** ou de mise en compatibilité dans les cas prévus aux articles R.123-23-1, R.123-23-2, R.123-23-3 et R.123-23-4, du plan local d'urbanisme, **le rapport de présentation est complété par l'exposé des motifs des changements apportés.

Extrait de l'article R.123-2-1 du code de l'urbanisme (point 5°) modifié par décret n°2013-142 du 14 février 2013 - art.4

Point de cadrage

Sont exposés dans les chapitres suivants, les seuls changements apportés dans le cadre de cette procédure de révision générale de P.L.U.

En cas de besoin, les dossiers suivants devront être consultés pour toutes explications complémentaires sur les choix précédemment effectués et retranscrits dans le document d'urbanisme de Haybes :

- **dossier d'élaboration du P.L.U.** approuvé le 5 septembre **2000,**
- **dossier de révision simplifiée** approuvé le 2 août **2004** en vue de prendre en compte les besoins liés à la création du pôle de loisirs communautaire «Terre'Altitude», installé sur le territoire limitrophe de Fumay (ancien site ardoisier Saint-Joseph),
- **dossiers de modification** approuvés le 02 août **2004**, le 16 octobre **2006** et le 27 février **2012**, concernant des points de règlement et des adaptations de zonage.

3.1 DÉFINITION DU P.A.D.D.

Le document d'urbanisme de Haybes en vigueur avant cette révision générale ne comportait pas de Projet d'Aménagement de Développement Durable (P.A.D.D.), créé par la loi Solidarité et Renouvellement Urbains.

Dans le dossier de P.L.U., le projet politique fait l'objet d'une pièce spécifique appelée « **P**rojet d'**A**ménagement et de **D**éveloppement **D**urables », **à laquelle il convient de se reporter pour toute information complémentaire (voir pièce n°2 du dossier).**

Sont ici exposées les bases fondamentales du projet que la Ville de Haybes souhaite mettre en œuvre pour les quinze prochaines années.

3.1.1. OBJECTIFS POURSUIVIS PAR LA VILLE DE HAYBES

Le Conseil Municipal de Haybes a décidé de prescrire la révision générale du P.L.U. le 31 juillet 2008. Cette décision a été principalement motivée par le fait que le document d'urbanisme de Haybes se présente sous la forme et le contenu d'un Plan d'Occupation des Sols.

En effet, le P.O.S. initial de Haybes a été approuvé le 5 septembre 2000, peu avant la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (S.R.U.) adoptée le 13 décembre 2000, réformant le contenu et la forme du P.O.S. désormais appelé Plan Local d'Urbanisme.

Depuis cette loi S.R.U., d'autres lois sont intervenues (ex : la loi Urbanisme et Habitat du 2 juillet 2003, lois Grenelle I et II de 2009 et 2010, etc.) venant à nouveau compléter ou réformer le P.L.U. Ces vagues de réformes se poursuivent encore aujourd'hui.

Au-delà du caractère obsolète du document d'urbanisme, **les élus de Haybes souhaitent définir un projet de P.L.U. autour des trois enjeux suivants :**

- ***Enjeu n°1*** : Maintenir le niveau actuel de population *(voir explications ci-dessous visant à promouvoir un développement urbain mesuré)*

- ***Enjeu n°2*** : Sauvegarder et dynamiser le tissu économique haybois et conforter son statut de pôle de loisirs et d'activités sportives de la vallée de la Meuse

- ***Enjeu n°3*** : Préserver l'identité de la ville au regard de ses atouts paysagers et historiques

3.1.2. LES GRANDES LIGNES DU PROJET

À travers cette révision générale du P.L.U., les élus se sont fixés les grandes orientations et les objectifs suivants :

- ***Protéger et gérer durablement les espaces naturels remarquables et sensibles*** (Bois des Aurains à l'Est de Fumay, bois de la Côte Devant Haybes, Plateau ardennais), et les « poumonts verts » en zone urbaine (parc attenant à la maison de prestige visible depuis la rue de l'Espérance et la rue Pirot Simon, jardins en terrasse).

- ***Protéger et gérer durablement les espaces forestiers et préserver en feuillus la façade forestière de la vallée*** (Côte devant Haybes et bois des Aurains).

- ***Prendre des mesures en faveur des continuités écologiques*** (veiller à préserver la liaison entre les espaces protégés, prendre en compte le corridor écologique localisé sur la cartographie du Parc Naturel Régional des Ardennes, etc.) ;

- ***Préserver l'activité agricole locale*** en identifiant la vocation agricole des terrains propices à cette activité, et en veillant à ce que les perspectives de développement de l'urbanisation, habitat et activités confondues, ne remettent pas fondamentalement en cause le fonctionnement et la pérennité de l'activité agricole locale.

- ***Économiser l'espace agricole :***
  - en maintenant au P.L.U. des zones d'extension de l'urbanisation dans les secteurs jugés les plus propices (cœur d'îlot).

- ***Préserver le patrimoine historique et architectural haybois exceptionnel :***
  - la façade fluviale,
  - des éléments de paysage ou un quartier remarquables (Cité ouvrière Saint-Pierre, Chapelle Saint-Pierre, centre ancien).

- ***Protéger et informer la population contre les risques identifiés***
  - en veillant à éviter les constructions nouvelles dans les zones inondables et humides.

- ***Encourager un développement respectueux de l'environnement***
  - en étant vigilant sur la qualité urbanistique, architecturale et environnementale des constructions en fixant des densités et formes urbaines garantes du développement durable et en adéquation avec les objectifs de population,
  - en encourageant le recours aux énergies renouvelables et en incitant à la Haute Qualité Environnementale du bâti (QEB) pour l'ensemble des aménagements et des constructions / réhabilitations,
  - en veillant à la ressource en eau et en assurant une bonne défense incendie,
  - en finalisant le zonage d'assainissement communal et en surveillant les capacités de traitement de la station d'épuration intercommunale,

- ***Promouvoir un développement urbain mesuré***
  - La municipalité désire répondre aux besoins de la population actuelle et des générations futures, sans discrimination et dans le respect du principe d'équité entre citoyens.
  - Sans vouloir atteindre des objectifs importants de développement démographique, **il s'agit en premier lieu de contribuer au maintien du niveau actuel de la population au-delà du seuil de 2 000 habitants**, **pour atteindre ensuite un objectif de population établi à 2 500 habitants,** lorsque la conjoncture économique sera meilleure.
  - La diversification de l'offre de logement est privilégiée, afin de s'adapter à la diversification structurelle de la population et lutter plus efficacement contre le vieillissement de la population. Il faut ainsi continuer à développer une offre résidentielle tout en essayant de renforcer l'offre locative existante.
  - Les terrains formant des dents creuses identifiées en 2014/2015 seront valorisés (maitrise foncière communale pour partie).
  - La recherche d'une maitrise foncière globale des terrains formant le cœur d'ilot (2AU) est à privilégier pour les années futures. La zone sera ouverte à l'urbanisation au fur et à mesure des possibilités.

- ***Fixer des objectifs communaux de modération de la consommation de l'espace***
  - optimiser le choix géographique des zones d'extension de l'habitat.
  - Définir une politique de développement urbain adapté,

- ***Fixer les objectifs communaux en faveur de la lutte contre l'étalement urbain***
  - densifier la zone urbaine existante en comblant les espaces interstitiels,
  - stopper le développement linéaire de l'urbanisation aux entrées de Haybes à l'Est (Route d'Hargnies) et au Sud-Est (route de Monthermé).

- ***Identifier et promouvoir la reconquête des friches urbaines***
  - maintenir les efforts de réhabilitations du parc ancien,
  - favoriser les opérations de reconversion de sites en friches ou abandonnés, et la valorisation du bâti rural (ex : friche industrielle bordant la voie communale n°110).

- ***Maintenir l'offre commerciale locale, essentielle pour les résidents actuels et futurs, et pour la fréquentation touristique.***

- ***Réserver des terrains pour l'extension de la Z.A. de l'Espérance***
  - dégager une nouvelle offre de terrains susceptibles d'accueillir de nouvelles activités,
  - pouvoir s'adapter à toute opportunité et favoriser l'installation de nouvelles activités, dans le cadre d'un développement durable du territoire,

- ***Maintenir autant que possible le tissu économique local :***
  - prendre en compte autant que possible les besoins liés aux activités existantes et disséminées sur le territoire (ex : diversification, extension),
  - offrir les conditions favorables au maintien et au développement des activités existantes, tout en les rendant compatibles avec la proximité de zones d'habitat existantes ou futures,
  - préserver dans les zones urbaines le principe de mixité des fonctions Habitat / Activités, tout en veillant à ce que cette "cohabitation géographique" soit possible (ex : interdire les nouvelles activités industrielles, commerciales ou artisanales polluantes ou bruyantes, etc.).

- ***Préserver l'activité agricole et forestière***

- ***Conforter son statut de pôle de loisirs et de commune touristique de la vallée de la Meuse en accompagnant :***
  - les projets et communiquer le label de station verte, décernée à la commune en 2012,
  - les projets publics ou privés liés au développement d'infrastructures touristiques, sportives et de loisirs, complémentaires aux équipements existants et compatibles avec la préservation de la forte identité locale.

- ***Agir en faveur du développement des communications numériques ;***
  - accompagner les démarches futures des différents acteurs en faveur du développement potentiel du très haut débit à Haybes,
  - renforcer la couverture en téléphonie mobile.

- ***Développer le tourisme fluvial*** (orientation transversale, lié au développement touristique, culturel et de loisirs)

- ***Soutenir les démarches en faveur du maintien et du développement du trafic ferroviaire,*** en veillant au maintien et à la remise en état de la ligne Charleville-Revin-Givet.

- ***Préserver les itinéraires de randonnées existants*** (liaisons douces existantes aux abords du centre ancien et dans les quartiers périphériques : voie verte, ruelles, sentes piétonnes existantes en frange de la cité saint-Pierre et le cœur d'îlot entre les rues Saint-Louis et de l'Espérance,

- ***Poursuivre le développement des déplacements doux,***

- ***Poursuivre la requalification des voies et espaces publics.***

⇨ Se reporter au document n°2 du dossier de P.L.U.

3.2 CHANGEMENTS APPORTÉS AUX DOCUMENTS GRAPHIQUES DU RÈGLEMENT

Avant-propos

Le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) distingue **quatre types de zones**.

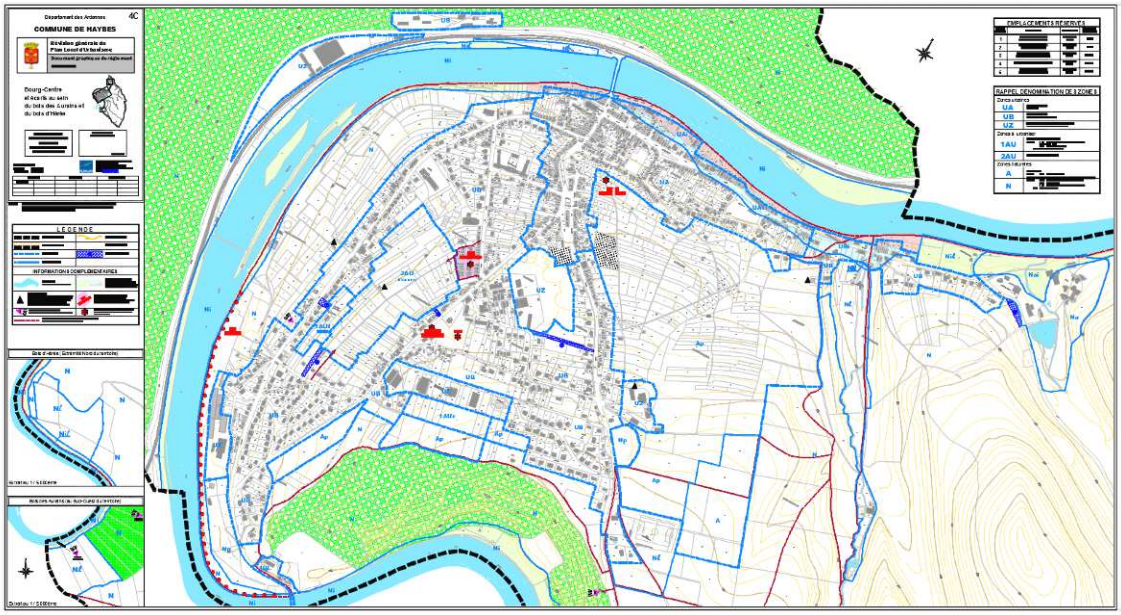
- ✓ **La zone urbaine dite "Zone U",** qui englobe les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter"

- ✓ **La zone à urbaniser "Zone AU",** qui englobe les secteurs à caractère naturel de la commune destinés à être ouverts à l'urbanisation (1AU : urbanisable à court terme / 2AU : réserve foncière).

- ✓ **La zone agricole "Zone A",** qui englobe les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.

- ✓ **La zone naturelle et forestière "Zone N",** qui englobe les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison :
  a) Soit de la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique ;
  b) Soit de l'existence d'une exploitation forestière ;
  c) Soit de leur caractère d'espaces naturels.

<u>Création de secteurs</u> :
Parmi chacune de ces quatre zones, il est possible de créer des secteurs afin d'y appliquer des règles spécifiques.



⇨ Se reporter aux documents graphiques du règlement à l'échelle 1/2000ème ou à l'échelle 1/10000ème

3.2.1. RÉAJUSTEMENT DE LA LIMITE DE LA ZONE INONDABLE

Le risque d'inondations était déjà pris en considération par le P.O.S. de 2000, par le biais de secteurs indicés « i » (pour inondable), dans les zones UA, UB et N.

Ces secteurs sont reconduits dans le cadre de la révision générale du P.L.U., mais la limite de la zone inondable est réajustée à l'aide des moyens techniques plus performants aujourd'hui. En effet, le travail effectué à l'époque de l'élaboration du P.L.U. était calé sur du calque et des plans « papier » du P.P.R.i.

Le fond de plan utilisé dans le cadre du P.L.U. est informatisé et les plans du P.P.R.i. ont été numérisés, ce qui facilite la superposition entre les deux.

Il en résulte qu'à certains endroits sur les documents graphiques du règlement (pièces n°4B et 4C), la zone inondable peut apparaître plus importante que sur le P.O.S. (ex : au pied du bois des Aurains) ou à l'inverse moins importante.

3.2.2. PROTÉGER LES ESPACES NATURELS, FORESTIERS ET LES CONTINUITÉS ÉCOLOGIQUES

3.2.2.1 Changements apportés aux espaces naturels et forestiers

Globalement, ce projet de P.L.U. conduit à diminuer de 7 ha environ les emprises hayboises classées en zones naturelles et forestières (N).

Cette baisse résulte pour l'essentiel du reclassement en zone à urbaniser à long terme (2AU) du cœur d'îlot au sein de la zone urbanisée existante (objectif de densification urbaine).

Ceci étant, ces terrains ne font pas partie des zones environnementales de Haybes identifiées comme étant les plus sensibles, et qui restent classées en zone naturelle et forestière (bois des Aurains, massif forestier, Cote Devant Haybes). Ce classement, couplé le cas échéant par une protection au titre des espaces boisés classés, va contribuer à maintenir les continuums paysagers et les corridors biologiques de la faune et de la flore (prise en compte du corridor écologique localisé sur la cartographie du Parc Naturel Régional des Ardennes, etc.).

La révision du P.L.U. conduit enfin aux adaptations suivantes concernant les limites de la zone N :

- ***Entrée Sud de Haybes en venant de Fumay*** :
  - À l'entrée immédiate du territoire, après la traversée du pont sur la Meuse, quelques terrains non bâtis classés initialement en zone urbaine UB sont reclassés en zone N : (parcelle cadastrée section AL 258 et une partie de la parcelle cadastrée AL 293).

    ⇨ Il s'agit de prendre en compte la topographie très pentue rendant impossible la construction.

  - Quelques mètres plus loin, rue de l'Espérance, des terrains dont l'usage actuel n'est pas agricole, sont aussi reclassés en zone N (superficie totale approchée de 18000 m² environ). Cette adaptation intervient suite à la suppression de la zone à urbaniser (1NA) initialement programmée par le P.O.S. au lieudit « Les Bois » (prise en compte de la concertation préalable engagée avec la C.D.C.E.A.).

- ***Frange du Bois des Aurains au sud du territoire (boucle de la Meuse)***:
  - Dans la continuité géographique des adaptations opérées ci-dessus, plusieurs parcelles, initialement classées en zone naturelle « au pied » du bois des Aurains, sont reclassées en zone agricole inconstructible (Ap). L'objectif poursuivi est de favoriser la préservation de l'activité agricole locale, en considérant que cette emprise est encore exploitée à ce jour par un agriculteur extérieur à Haybes.

- ***Entrée Sud-est « Robinson » / Route de Monthermé***
  - Extension limitée du secteur existant à vocation sportive, touristique et de loisirs (dénommé NDℓ au P.O.S. et Nℓ au P.L.U.).
    ⇨ Voir paragraphe concerné pages suivantes.

- ***Lieudit Folemprise***
  - Suppression du classement en zone de loisirs NDℓ, au profit de la zone urbaine UZ.
    ⇨ Voir paragraphe concerné pages suivantes.

  - Suppression du classement en zone de loisirs NDℓ, au profit de la zone urbaine UZ.
    ⇨ Voir paragraphe concerné pages suivantes.

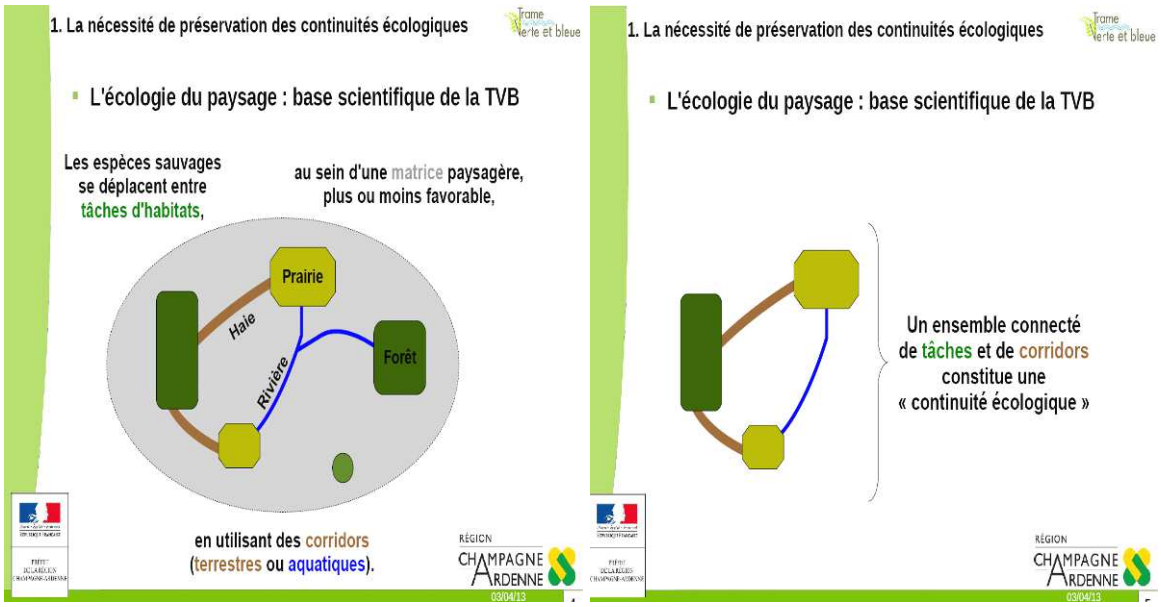
- ***Rue du 24 août à proximité du camping municipal :***
  - Suppression du secteur UBi délimité en contre bas de la rue et dans le prolongement du camping municipal, reclassé dans le secteur naturel Niℓ.
    ⇨ Voir paragraphe concerné pages suivantes.

3.2.2.2 Changements apportés aux espaces boisés classés

Le P.L.U. peut identifier des espaces boisés en les classant à préserver (représentation graphique par un quadrillage avec des ronds). Ce classement conduit à une protection optimale, qui ne peut être réexaminée que par le biais de procédures d'urbanisme spécifiques telles que la présente révision générale du P.L.U. (même pour un seul m²).

Les adaptations apportées aux espaces boisés classés dans le cadre de cette procédure sont jugées minimes en ce sens qu'elles sont liées à la prise en compte des (nouvelles) lignes électriques en dessous desquelles les espaces boisés classés ne sont pas autorisés.

3.2.2.3 Continuités écologiques



Source : D.R.E.A.L. Champagne-Ardenne © Extraits d'un diaporama présenté à l'occasion de l'installation du Comité régional trames verte et bleue (CR-TVB) de Champagne-Ardenne le 28 mars 2013

⇨ D'une façon générale, il n'apparait pas que les changements apportés dans le cadre de cette révision générale du P.L.U. affectent les continuités écologiques.

3.2.3. PRÉSERVER LOCALEMENT L'ACTIVITÉ AGRICOLE

IINA et INA
⏻
Ap

Globalement, ce projet de P.L.U. conduit à augmenter de 13 ha environ les emprises hayboises classées en zone agricole.

Cette hausse résulte pour l'essentiel **de la suppression** :

- **de la zone à urbaniser à long terme 2AU « Le Charnoy » :** il s'agit d'économiser l'espace et prolonger la protection paysagère de ce versant déjà amorcée par le P.O.S. approuvée en 2000,
- **de la zone 1AU « Les Zivages » au bout de la zone 1AUz (propriété communale) :** ces terrains à urbaniser inscrits par le P.O.S. en vigueur n'apparaissent plus propices au développement urbain (proximité immédiate du poste électrique et de la future antenne de radiotéléphonie mobile d'Orange France). Ces terrains sont reclassés en zone agricole inconstructible, avec aussi l'avantage de constituer une zone tampon avec la future zone d'activités limitrophe maintenue au projet de P.L.U. (zone 1AUz).
- **de la quasi-totalité de la zone à urbaniser 1AU le long de la rue de l'Espérance :** terrains stratégiques pour maintenir localement l'activité agricole - prise en compte des propositions formulées par la C.D.C.E.A. (voir photographie ci-dessous) ; maintien d'une bande constructible le long du chemin à réaménager faisant face au chemin des Petons, afin de dégager quelques terrains à bâtir (reclassement en zone urbaine UB).

Se reporter également au paragraphe ci-après lié à la synthèse des zones à urbaniser



Vue sur la bande écotone depuis le chemin desservant l'îlot « Les Bois », reclassée en zone agricole (Ap).

3.2.4. PRISE EN COMPTE DES EXTENSIONS URBAINES RÉALISÉES OU DÉJÀ PROGRAMMÉES

Se reporter également au titre 1 « Diagnostic » / analyse de la consommation de l'espace et au paragraphe ci-après lié à la synthèse des zones à urbaniser.

Les efforts consentis par la municipalité pour aménager et commercialiser des terrains à vocation d'habitat ont porté leur fruit.

1AU
⏻
UB

⇨ **Cette révision générale du P.L.U. conduit à reclasser les emprises aujourd'hui équipées et/ou urbanisées en tout ou partie en zone urbaine UB (quartiers Les Dzivages et rue Pirot Simon).**

ND
⏻
UZ

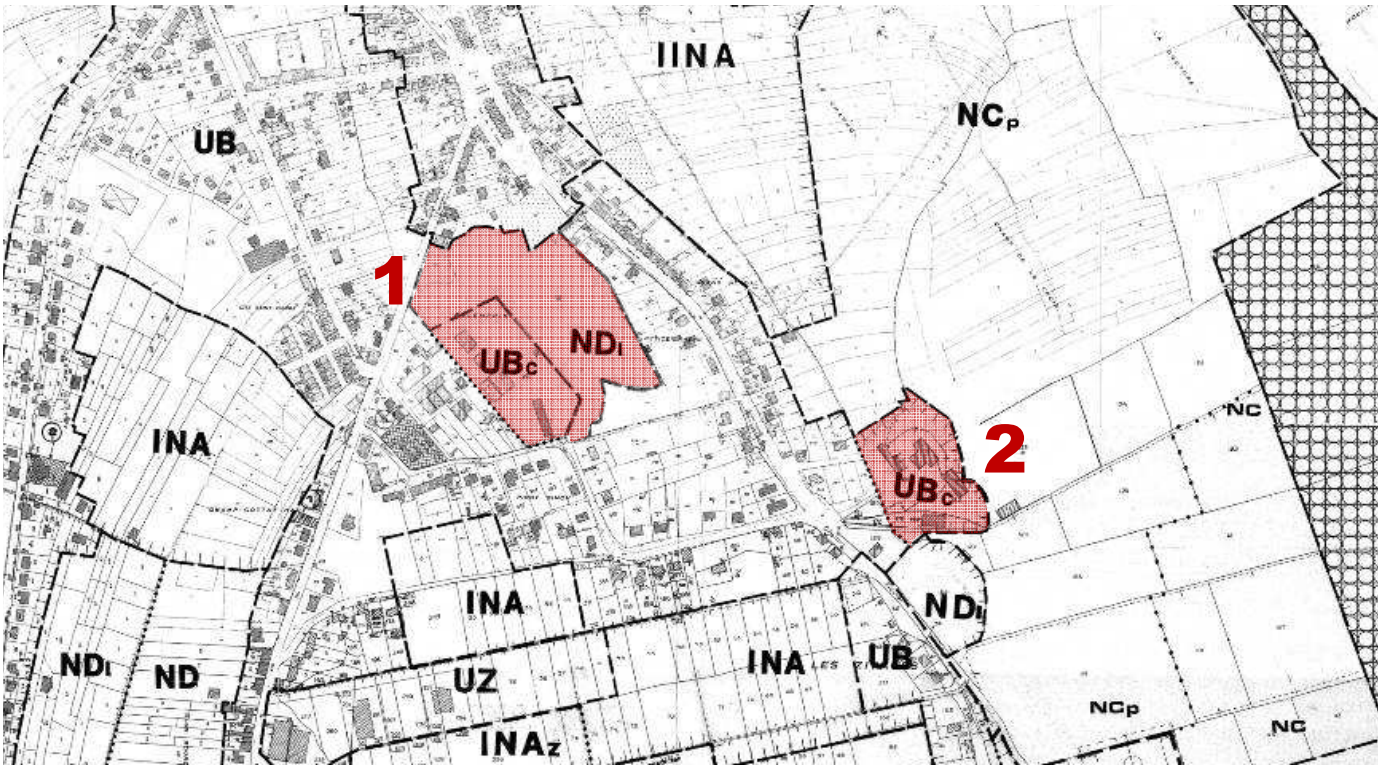
La zone urbaine UZ délimitée sur le site de scierie Baret est ajustée au nord au lieudit Liemery, pour intégrer un bâtiment existant à vocation d'activités.

3.2.5. REVOIR LE CLASSEMENT D'EMPRISES À VOCATION D'ACTIVITÉS

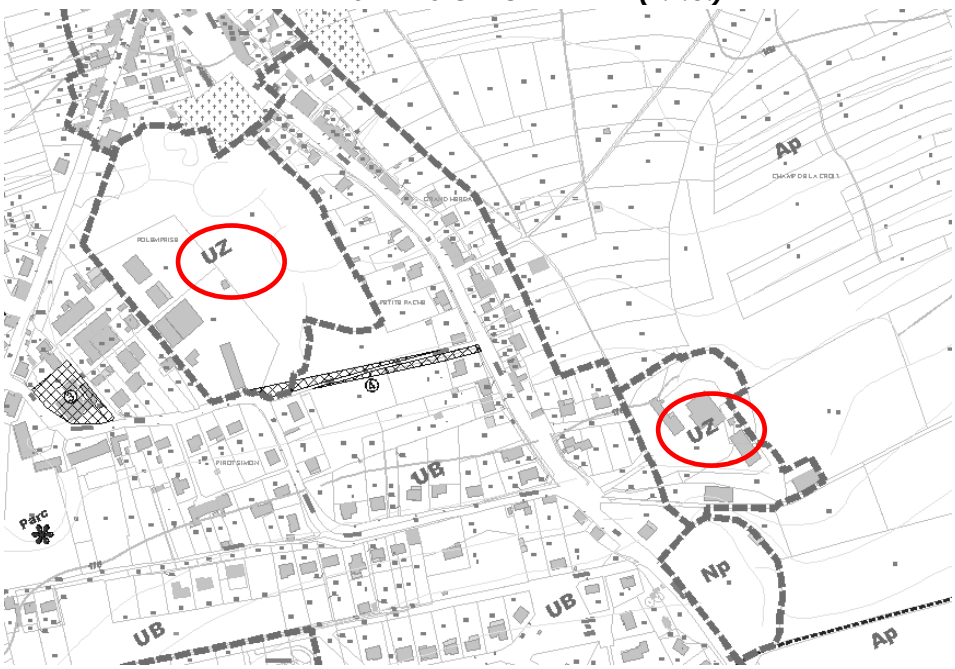
Deux secteurs communaux à vocation d'activités sont classés par le P.O.S. en zone urbaine UBc. Il s'agit plus particulièrement de la **Z.A. au lieudit "Folemprise" accessible depuis la rue de l'Espérance (1) et de la Z.A. accessible depuis la rue Madame de Cormont (2).** Ces deux zones regroupent des activités plus ou moins nuisantes.

La zone urbaine UB est dite mixte (habitat / activités) et le secteur UBc a été créé en 2000 pour y autoriser l'ouverture et l'exploitation des carrières.

AVANT LA RÉVISION GÉNÉRALE (P.O.S.)



APRES RÉVISION GÉNÉRALE (P.L.U.)



⇨ **Cette révision générale du P.L.U. conduit à reclasser ces emprises en zone urbaine à vocation d'activités UZ, en réajustant leurs limites respectives de la façon suivante :**

UBc et NDℓ
⇩
UZ et UB

- Pour la ZA de Folemprise, la majeure partie de la plate-forme existante est reclassée en zone UZ, le classement en zone de loisirs NDℓ étant supprimé afin de pérenniser les activités existantes.
  Une bande de zone urbaine UB est délimitée le long de la rue de l'Espérance, au pied du verdeau, pour permettre le cas échéant le prolongement du front bâti (une à deux constructions sont envisageables).

- Pour la Z.A. rue Madame de Comont, les limites de la zone sont réajustées à la marge sur le parcellaire actualisé, et un bâtiment existant à vocation d'activités est réintégré dans la zone urbaine UZ. Ce bâtiment classé par le P.O.S. en zone agricole (NCp) n'a pas d'usage agricole. Il est a priori à ce jour occupé par un ferrailleur (M. MASUY), qui utilise également la majeure partie de la parcelle riveraine 344 pour faire du stockage. Cette dernière proche de la zone Natura 2000, reste non constructible (maintien de la zone de protection paysagère édictée par le document d'urbanisme en vigueur – secteur Ap).

Concernant les possibilités de réouverture et d'exploitation de ces deux anciennes carrières, la municipalité ne les envisage plus aujourd'hui, d'où la non reconduction de cette règle dans le P.L.U. révisé (suppression du secteur UBc).

3.2.6. REVOIR LE CLASSEMENT DE L'ANCIENNE ARDOISIÈRE RUE MADAME DE CORMONT

Cette ancienne ardoisière jouxte la zone d'activités de la rue Madame de Cormont (numérotée 2 sur les plans de la page précédente). Elle est classée par le P.O.S. en zone NDℓ, à vocation sportive, touristique et de loisirs.

⇨ Après débat, l'emprise est reclassée en zone Np, ce terrain communal était jugé plus propice à de simples aménagements paysagers. Le secteur Np est une zone de protection paysagère, où toute construction est interdite (voir extrait de plans page précédente).

3.2.7. ENTRÉE SUD-EST « ROBINSON » / ROUTE DE MONTHERMÉ

- Réajustement partiel des limites du secteur existant à vocation sportive, touristique et de loisirs (dénommé NDℓ au P.O.S. et Nℓ au P.L.U.),

  ⇨ **mise en cohérence des limites pour intégrer l'ensemble de l'emprise occupée par les installations sportives existantes (terrain de football et ses abords) et le reliquat de la parcelle AK 169 classée en zone agricole (NC) le long de la route de Monthermé**

  NCp et NC
  ⇩
  NDℓ

- **Suppression du secteur UBa existant** et reclassement de l'emprise concernée en zone urbaine UB. Ce secteur avait été créé dans le cadre de la modification du P.O.S. en 2006. Il était concerné par des règles spécifiques en matière d'aspect extérieur des constructions (autorisation des matériaux utilisés pour les constructions en bois).

  ⇨ **Les terrains sont aujourd'hui urbanisés et l'utilisation du bois est généralisée (matériau durable).**

  UBa
  ⇩
  UB

3.2.8. PRISE EN COMPTE DE LA Z.A.D. CARMINATI

Cette Zone d'Aménagement Différé (Z.A.D.) a été créée au profit de la Communauté de Communes Ardenne Rives de Meuse (C.C.A.R.M.) avec l'accord de la commune de Haybes, qui a cédé son droit de préemption urbain. L'objectif est d'y aménager une "Via Ferrata", et de modifier le tracé du sentier ELFE (Espace de Loisirs Forestier Européen). Il s'agit d'un réseau de sentiers pédestres transfrontaliers de 70 km, dont 35 km sur le sol français.

Sa prise en compte conduit à apporter les adaptations suivantes au P.L.U. :
- suppression de l'espace boisé classé dans l'emprise de la Z.A.D.,
- classement des terrains en zone naturelle et forestière N*ℓ* (secteur voué aux activités sportives et de loisirs, à l'image du secteur adopté pour la tyrolienne du parc Saint-Joseph).

3.2.9. RÉDUIRE PARTIELLEMENT LA ZONE URBAINE UB

Ces adaptations sont faites à hauteur de :

- *la rue prolongeant la Place du Vivier,* pour exclure les parcelles 69 et 70 : stopper l'urbanisation de ce secteur communal en considérant les problèmes d'eaux pluviales constatés par le passé (dévalant du versant).

- *l'entrée sud de Haybes en venant de Fumay*, pour exclure des terrains bordant la route (topographie très pentue rendant impossible la construction).

- *l'entrée est de Haybes en venant d'Hargnies*, pour exclure les parcelles 42 et 102 bordant la route (maintien de la réserve existante pour redresser le virage de Moraypré).
  Cette entrée bucolique, touristique et sportive de Haybes est caractérisée ces dernières années par un développement linéaire de l'habitat, désormais contraire aux objectifs nationaux de lutte contre l'étalement urbain.

- *de la rue Saint-Louis :* Il s'agit de prendre en compte une étude réalisée par le P.N.R.A. en collaboration avec la municipalité (voir le document Orientations d'Aménagement et de Programmation – pièce n°3 du dossier de P.L.U.). Cette étude identifie entre autres une « fenêtre paysagère » à protéger le long de cette rue.
  ⇨ Après débat, les terrains concernés seront reclassés en zone N, en faisant état d'un cône de vue à préserver sur la vallée de la Meuse.

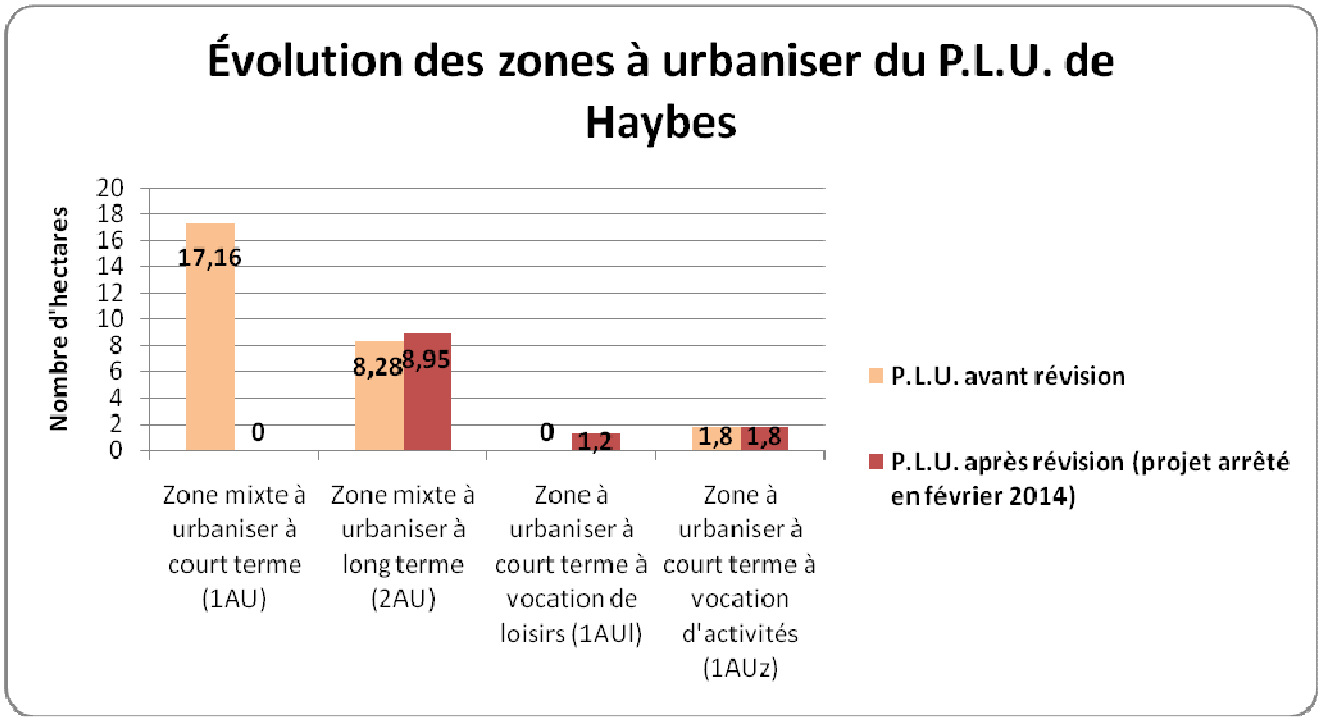
- *de la rue du 24 août et camping municipal :* Il s'agit de supprimer le secteur UBi délimité en contre bas de la rue et dans le prolongement du camping municipal. Cette bande de terrains est reclassée dans le secteur Ni*ℓ*, qui reste soumis au respect du règlement du P.P.R.i.

3.2.10. EXTENSION MESURÉE DES LIMITES DE LA ZONE URBAINE UB

À l'inverse, la révision générale conduit à étendre de façon mesurée la zone constructible UB :

- ***À l'entrée Sud de Haybes, en face au croisement de la rue de l'Espérance et du chemin rural des Pétons :*** volonté communale de préserver une bande constructible en zone urbaine UB (3600 m² environ), desservie par un chemin existant où arrivent différents réseaux, et qui dessert déjà quelques habitations. Ces terrains communaux étaient classés par le P.O.S. en zone à urbaniser immédiate (INA), supprimée en concertation avec la C.D.C.E.A.

3.2.11. SYNTHÈSE DES ADAPTATIONS APPORTÉES AUX ZONES À URBANISER



Ces adaptations sont importantes :

<u>- Camping Saint-Louis / Densification urbaine de l'îlot central:</u>

Le projet de révision du P.L.U. apporte les adaptations suivantes:
- classement des terrains en zone à urbaniser à vocation touristique, sportive et de loisirs (1AUℓ), afin que la révision générale du P.L.U. n'entrave pas la poursuite éventuelle de l'activité ;
- classement en zone à urbaniser à long terme (2AU) à l'arrière du camping.

Pour mémoire, le camping était classé par le P.O.S. en zone naturelle NDℓ (secteur à vocation sportive, touristique et de loisirs). Eu égard aux objectifs de pouvoir urbaniser à long terme une partie du cœur d'îlot au lieudit « Clos Bourdon », il est plus cohérent de revoir ce classement sans toutefois entraver la poursuite de l'activité.

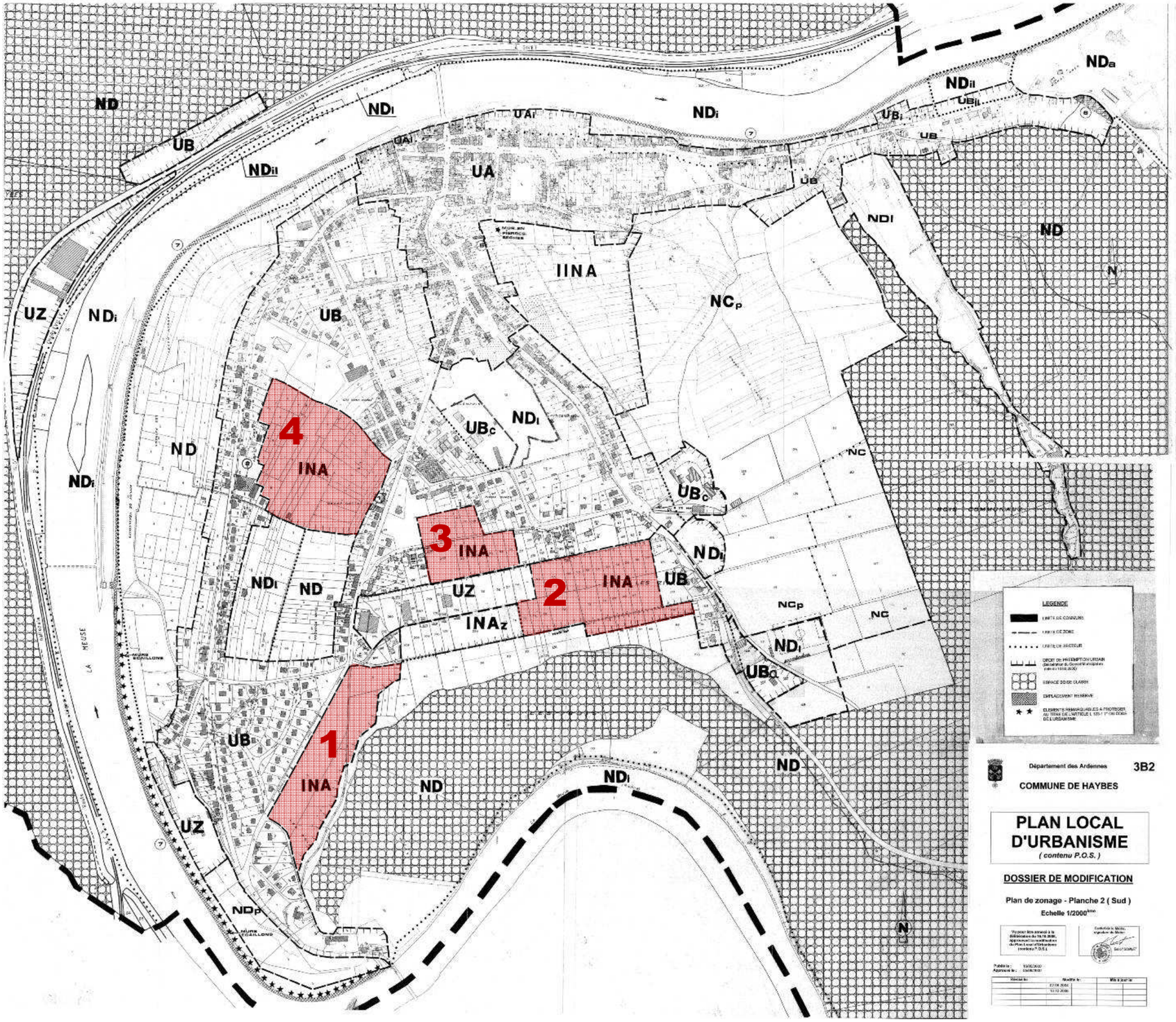
Enfin et pour pallier autant que possible aux difficultés d'accessibilité et de desserte du cœur d'îlot, un emplacement réservé sur la parcelle 122 bordant le chemin des Pétons est créé.

ZONES À URBANISER À COURT TERME ET À VOCATION PRINCIPALE D'HABITAT				
Dénomination de la zone	**Zone existante avant la présente révision ?**	**Si oui, état d'avancement de son urbanisation**	**Choix opéré dans le cadre de cette révision**	**Superficie totale approchée** *(dans le cadre de cette procédure)*
1	**Zone INA « Les Bois »** *(4ha 00a env.)*	Oui	*Non équipée et non urbanisée à ce jour*	Zone non reconduite à l'exception d'une bande constructible reclassée en zone urbaine UB le long du chemin existant menant au poste EDF. Le reste de l'emprise est reclassée en zone agricole Ap et en zone naturelle N (prise en compte de l'avis préalable de la CDCEA)	*Supprimée à l'exception d'une bande constructible reclassée en UB (environ 3600 m²).*
2	**Zone INA « Les Zivages »** *(4ha 85a env.)*	Oui	*Zone équipée et majoritairement urbanisée à ce jour*	Emprise équipée et urbanisée reclassée en zone UB / Suppression du reste de la zone en 1AU	-
3	**Zone INA « Pirot Simon »** *(2ha 25a env.)*	Oui	*Zone équipée et partiellement urbanisée à ce jour*	Reclassement en zone urbaine UB (mais une partie non vouée à l'urbanisation : zone tampon communale avec la Z.A. et parc privé à préserver).	-
4	**Zone INA « Champ Cottay Haut »** *(6ha 00a env.)*	Oui	*Non équipée et non urbanisée à ce jour*	Reclassement en zone à urbaniser à long terme 2AU « Cœur d'îlot »	- *(Voir zone 2AU « Cœur d'îlot »)*

TOTAL ZONE À URBANISER À COURT TERME « 1AU » à vocation d'habitat	
Avant cette révision	*Après cette révision*
17 ha 16a[31]	-

[31] Source : rapport de présentation du dossier de modification du P.L.U. approuvé le 16.10.2006

ZONES À URBANISER À COURT TERME AVANT RÉVISION GÉNÉRALE DU P.L.U.





ZONE À URBANISER À COURT TERME APRÈS RÉVISION GÉNÉRALE - PROJET AU 10.02.2014



ZONES À URBANISER <u>À LONG TERME</u> ET À VOCATION PRINCIPALE D'<u>HABITAT</u>				
Dénomination de la zone	**Zone existante avant la présente révision ?**	**Si oui, état d'avancement de son urbanisation**	**Choix opéré dans le cadre de cette révision au 28.10.2013**	**Superficie totale approchée** *(dans le cadre de cette procédure)*
Zone IINA « Le Charnoy » *(8 ha 28 a env.)*	Oui	*Non urbanisée à ce jour*	Réserve foncière non reconduite au profit d'un reclassement en zone agricole inconstructible (secteur Ap)	-
Zone 2AU « Cœur d'îlot »	Non en tant que telle, mais terrains concernés déjà classés pour partie en zone à urbaniser à court terme 1NA (sur 6 ha environ)	*Non équipée à ce jour (présence d'un bâtiment à usage agricole déjà englobé dans la zone 1NA précité du P.O.S. en vigueur).*	Réserve foncière nouvellement créée avec adaptation de limites / Cessation annoncée du camping privé existant.	environ 90 000 m²

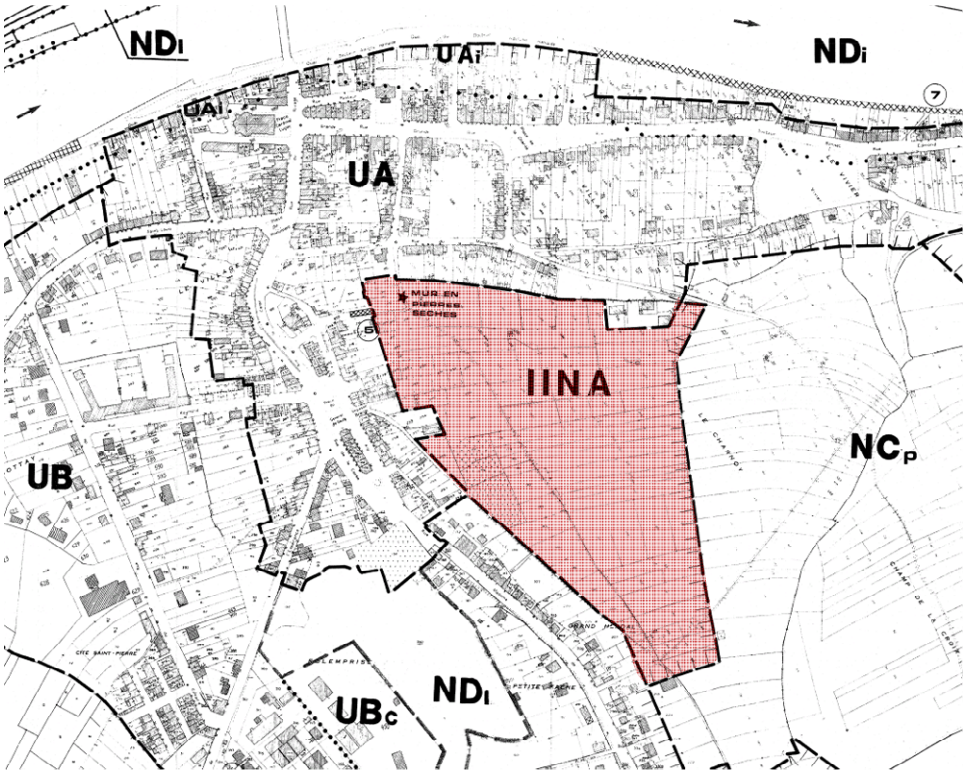
TOTAL ZONE À URBANISER À LONG TERME « 2AU »	
Avant cette révision	*Après cette révision*
8 ha 28[32]	8 ha 95[33]

[32] Source : rapport de présentation du dossier de modification du P.L.U. approuvé le 16.10.2006

[33] Source : Surfaces approchées et indicatives calculées sous D.A.O. (Autocad, comprenant les surfaces affectées aux voies)

1. ZONE À URBANISER À LONG TERME « LE CHARNOY »

AVANT RÉVISION GÉNÉRALE

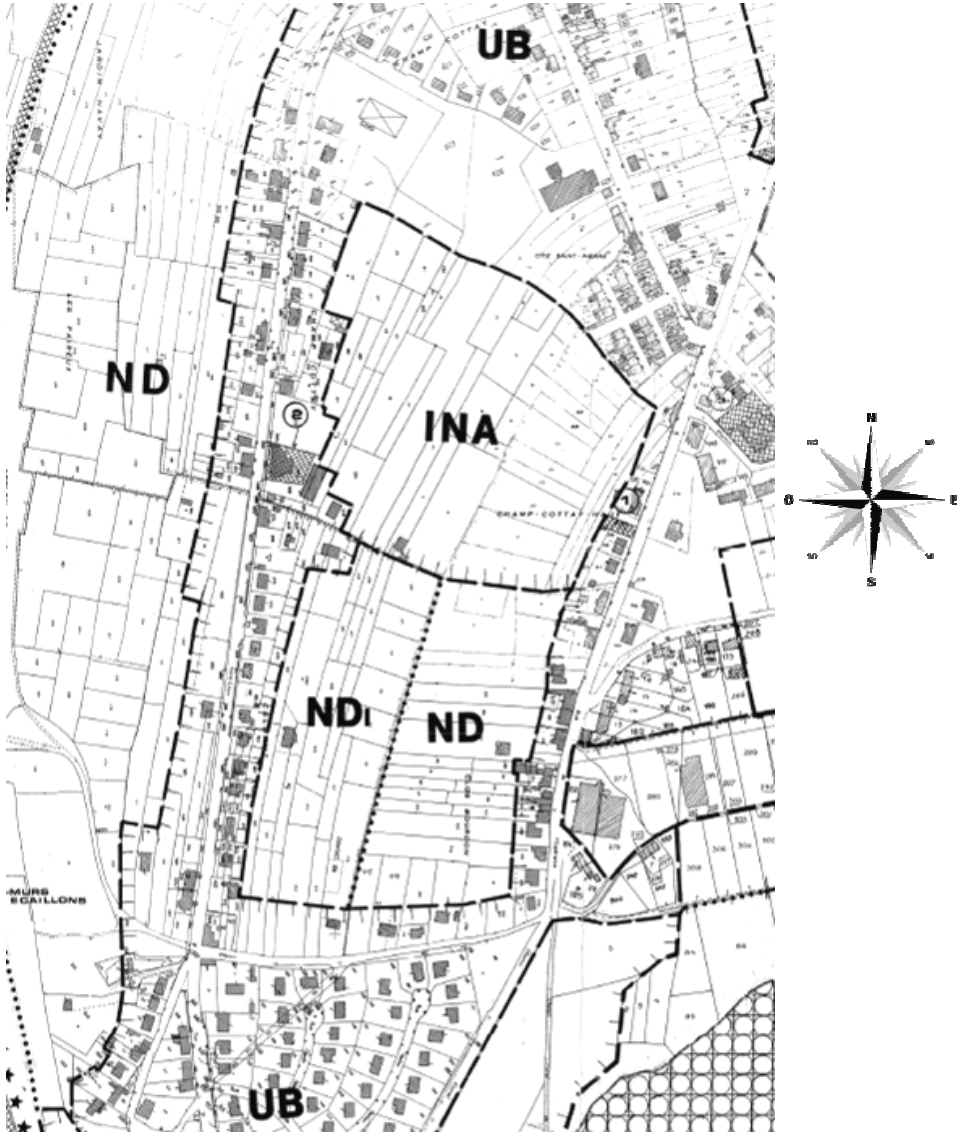


PROJET DE RÉVISION GÉNÉRALE AU 10.02.2014

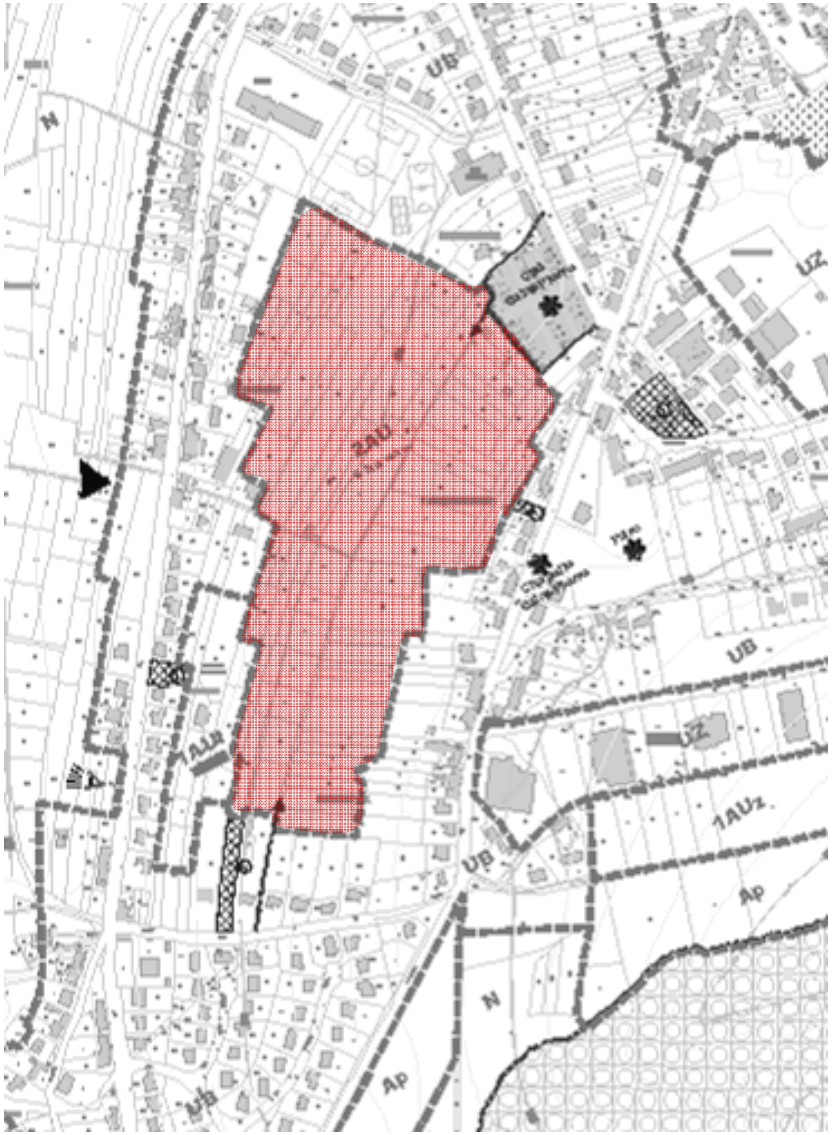


2. ZONE À URBANISER À LONG TERME « CŒUR D'ILOT »

AVANT RÉVISION GÉNÉRALE



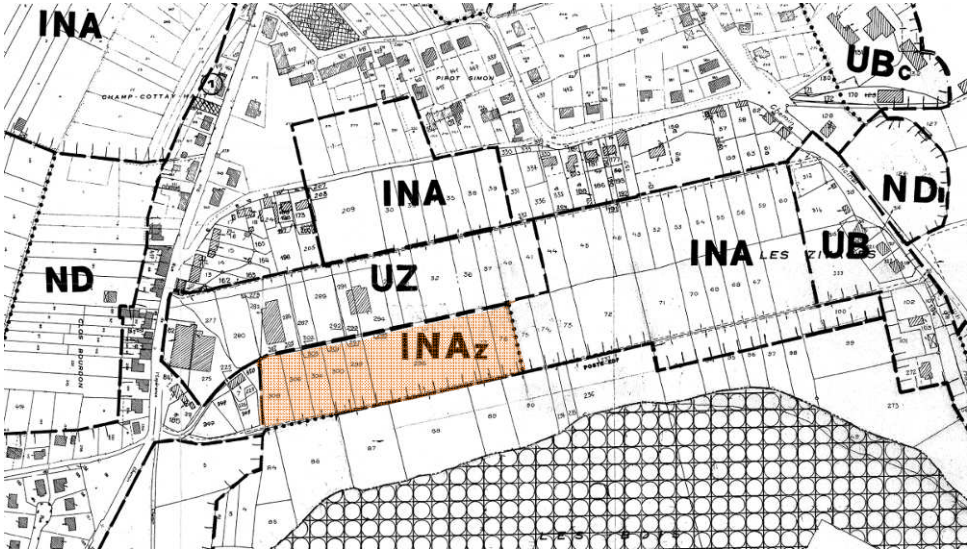
PROJET DE RÉVISION GÉNÉRALE AU 10.02.2014



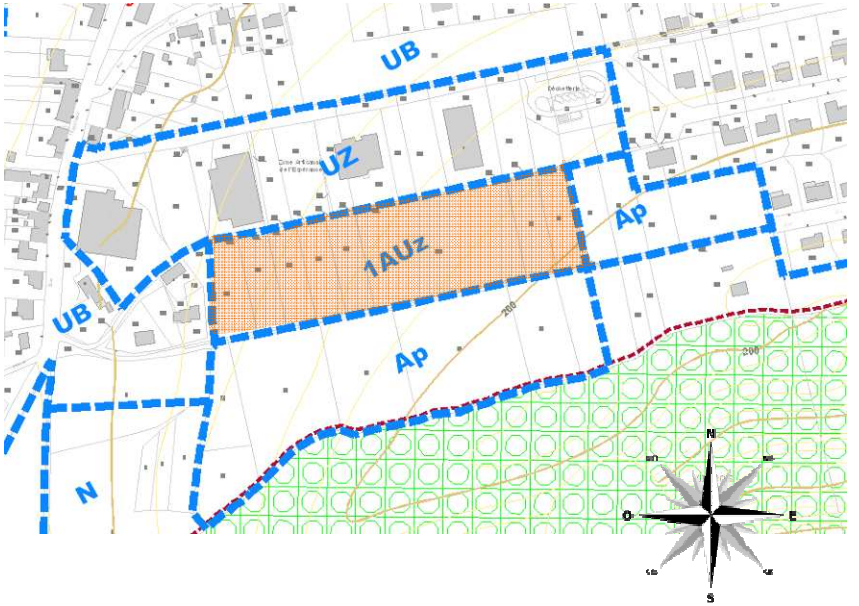
ZONES À URBANISER À COURT TERME ET À VOCATION D'ACTIVITÉS				
Dénomination de la zone	**Zone existante avant la présente révision ?**	**Si oui, état d'avancement de son urbanisation**	**Choix opéré dans le cadre de cette révision au 28.10.2013**	**Superficie totale approchée**
Zone INAz **Extension de la Zone d'Activités rue de l'Espérance.**	Oui	*Non urbanisée à ce jour*	Zone à urbaniser reconduite sous la dénomination de 1AUz *(sans adaptation de limites)*	18 000 m²

TOTAL ZONE À URBANISER À COURT TERME À VOCATION D'ACTIVITÉS	
Avant cette révision	*Après cette révision*
1 ha 80a *(surface corrigée car celle annoncée depuis 2000 est erronée, à savoir 3ha 75a).*	1 ha 80a

AVANT RÉVISION GÉNÉRALE



PROJET DE RÉVISION GÉNÉRALE AU 10.02.2014



3.2.12. REPORT DE SENTIERS TOURISTIQUES D'INTÉRÊT COMMUNAUTAIRE (S.T.I.C.)

En cohérence avec les orientations du P.A.D.D., le projet de P.L.U. identifier plusieurs S.T.I.C. comme étant des chemins protégés au titre du code de l'urbanisme et de son article L.123-1-3 6° :

Le règlement peut :

*6° **Préciser le tracé** et les caractéristiques des voies de circulation **à conserver**, à modifier ou à créer, **y compris les rues ou sentiers piétonniers** et les itinéraires cyclables, les voies et espaces réservés au transport public et délimiter les zones qui sont ou peuvent être aménagées en vue de la pratique du ski et les secteurs réservés aux remontées mécaniques en indiquant, le cas échéant, les équipements et aménagements susceptibles d'y être prévus;*

Ces sentiers seront reportés sur la base des plans fournis ce jour par la commune.

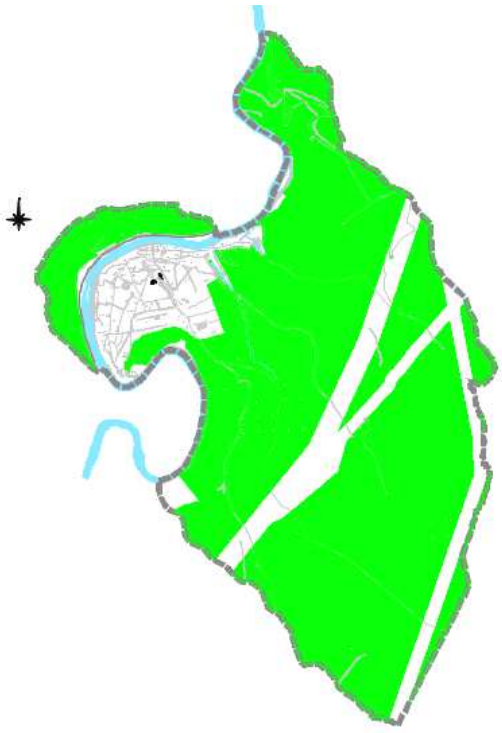
3.2.13. RÉDUCTION DU CLASSEMENT EN ESPACES BOISÉS CLASSÉS

Cette réduction importante du classement fait suite aux observations croisées formulées par le Préfet des Ardennes et par le C.R.P.F. dans leurs avis respectifs rendus sur le projet de P.L.U. arrêté (voir pièce n°6B du dossier de P.L.U.).

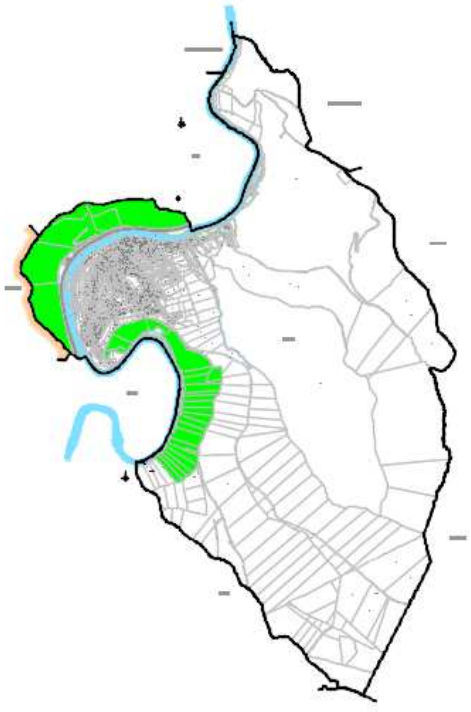
En raison de leur intérêt paysager ou écologique (lien avec les trames verte et bleue issues de l'application des lois du Grenelle de l'Environnement) et après réflexion, le classement en Espace Boisé Classé (E.B.C.) est maintenu pour :

- **le Bois des Aurains jusqu'au lieudit « Les Bois »,** à l'Est de Fumay, cœur de nature accueillant des espèces protégées ou des associations végétales originales (Z.N.I.E.F.F. de type 1),
- **le bois de la Côte Devant Haybes**.

E.B.C. avant révision



E.B.C. après révision



3.3 CHANGEMENTS APPORTÉS AUX RÈGLES ÉCRITES

À ce stade d'arrêt du projet de révision générale du P.L.U., les modifications proposées dans le document numéroté 4A sont signalées par un ombrage jaune. Ce dernier ne figurera plus dans la version du P.L.U. qui sera approuvée le moment venu par le conseil municipal de Haybes.

Les points ci-après synthétisent ces adaptations.

3.3.1. ACTUALISATION DU RÈGLEMENT SUITE À DES ÉVOLUTIONS LÉGISLATIVES

- **Inversion des articles 1 et 2 du règlement de toutes les zones du P.L.U. :**
  Cette modification intervient pour respecter les dispositions actuelles de l'article R.123-19 du Code de l'Urbanisme. L'article 1 vise à présent « les occupations et utilisations du sol interdites », et l'article 2 « les occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières ».

  ⇨ L'ordre des articles du règlement initial du P.L.U. approuvé le 5 septembre 2000 était établi selon les règles de l'époque.

- **Complément suivant apporté au(x) rappel(s) à l'article 2 de toutes les zones du P.L.U. :**
  « En application des dispositions actuelles de l'article R.123-10-1 du Code de l'Urbanisme, dans le cas d'un lotissement ou d'un permis devant faire l'objet de division en propriété ou en jouissance, les règles édictées par le P.L.U. s'appliquent à chaque parcelle ainsi divisée. »

  ⇨ Si cette mention ne figure pas dans le P.L.U., la règle s'applique à l'unité foncière.

- **Actualisation, le cas échéant, de la dénomination de chaque article du règlement :**
  Comme indiqué ci-dessus, il s'agit de respecter les dispositions actuelles de l'article R.123-19 du Code de l'Urbanisme.
  ⇨ La dénomination des articles du règlement initial du P.L.U. approuvé le 5 septembre 2000 était établie selon les règles de l'époque.

- **Suppression des règles désormais illégales mentionnées à l'article 5 des zones UA, UB et 1AU du P.L.U. (superficie minimale des terrains constructibles) :**
  ⇨ Depuis la loi Solidarité et Renouvellement Urbains du 13 décembre 2000, il n'est plus possible de prévoir en principe des conditions minimales pour qu'un terrain soit constructible (ex : surface minimum, façade minimale, etc.).

  L'article 5 indique à présent les dispositions suivantes :
  « Dès lors qu'un dispositif d'assainissement non collectif est nécessaire, un terrain ne peut recevoir une construction que si la nature du sol le permet, si sa superficie est suffisante, et si le dispositif adopté est conforme à la réglementation en vigueur. »

- **Suppression dans chaque zone du règlement de l'article 15 lié au dépassement du Coefficient d'Occupation des Sols.**
  ⇨ Depuis la loi Solidarité et Renouvellement Urbains du 13 décembre 2000, il n'est plus possible de prévoir un article spécial pour les cas de dépassement du C.O.S. Il est à noter que cette suppression n'a pas d'incidence réglementaire directe à Haybes, puisqu'aucun dépassement de C.O.S. n'était alors prévu dans chaque zone du P.O.S. de Haybes.

- **Ajout de deux articles dans le règlement de chaque zone du P.L.U., créés par la loi n°2010-874 du 27 juillet 2010 (modernisation de l'agriculture et de la pêche):**
  Article 15: Obligations imposées aux constructions, travaux, installations et aménagements, en matière de performances énergétiques et environnementales

  Article 16: Obligations imposées aux constructions, travaux, installations et aménagements, en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques

  ⇨ La municipalité ne souhaite pas réglementer à ce jour ces articles.

- **Actualisation de la règle liée à la reconstruction après sinistre à l'article 2 des zones du P.L.U., de la façon suivante :**
  *L'article L.111-3 du code de l'urbanisme précise à ce jour que « **La reconstruction à l'identique d'un bâtiment détruit ou démoli depuis moins de dix ans est autorisée nonobstant toute disposition d'urbanisme contraire, sauf si** la carte communale, **le plan local d'urbanisme ou le plan de prévention des risques naturels prévisibles en dispose autrement**, dès lors qu'il a été régulièrement édifié ».*

  ⇨ Le règlement du P.P.R.i. autorise la reconstruction de bâtiments sinistrés, sous réserve que cela n'aggrave pas les risques et sous réserve de ne pas gêner l'écoulement.
  ⇨ Le règlement actuel du P.O.S. de Haybes n'interdit pas la possibilité de reconstruction, hormis pour les Habitations Légères de Loisirs (H.L.L.) dans la zone agricole, et il fait référence à des notions qui n'existent plus en tant que telles aujourd'hui. La reconstruction à l'identique (et non plus après sinistre) reste soumise à plusieurs conditions rappelées par le code de l'urbanisme (voir article ci-dessus).
  Les habitations Légères de Loisirs ne sont pas autorisées en zone agricole.

  ⇨ En considérant ce qui précède, il n'est pas nécessaire d'indiquer explicitement dans les zones du P.L.U. la règle liée à la reconstruction. Elle est donc supprimée dans les articles 1 ou 2 des zones UA, UB, 1AU, 2AU, A et N, mais reste autorisée par principe dans les conditions établies par le code de l'urbanisme et/ou le P.P.R.i.

- **Actualisation du règlement avec la notion de surface de plancher aux articles concernés du P.L.U. (articles 2 ; 12 et 14).**

  ⇨ À ce jour, les surfaces hors œuvre nette ou brute n'existent plus, en application du décret n°2011-2054 du 29 décembre 2011, pris pour l'application de l'ordonnance n°2011-1539 du 16 novembre 2011. Le terme de « SHON ou SHOB » est remplacé par « surface de plancher ».

- **Suppression de la référence explicite aux articles du code de l'urbanisme gérant la création de cours communes (article 7 des zones concernées UA et UB).**
  ⇨ Les articles R.451 et suivants du code de l'urbanisme sont cités en référence, alors qu'il ne s'agit plus aujourd'hui de ces articles. Force est de constater que la législation est en évolution constante et afin de ne plus conserver de référence erronée, il est proposé de faire uniquement référence au code de l'urbanisme.

- **Clarification de l'interdiction liée au stationnement de caravanes :**
  ⇨ Le stationnement des caravanes soumis à autorisation, est interdit dans toutes les zones du P.L.U., or le code de l'urbanisme (actuel article R.111-40) prévoit des cas où il reste autorisé. Cette règle est modifiée en conséquence dans toutes les zones de la façon suivante :
  Est interdit l'entreposage des caravanes visées par le Code de l'Urbanisme, hormis dans les cas prévus par ce dernier[34]

- **Réajustement des règles liées à l'assainissement des eaux usées domestiques (article 4 des zones concernées).**
  ⇨ L'arrêté de 1996 fixant les principes techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif n'est plus d'actualité. Un arrêté de septembre 2012 en actuellement en vigueur. De la même façon que pour les H.L.L. et les cours communes ci-dessus, il est proposé de revoir la rédaction de ces règles édictées en l'absence de réseau public, afin d'éviter autant que possible les références erronées.
  ⇨ En zones UA et UB, la règle imposant « une mini-station d'épuration » pour des habitations collectives et des opérations de 5 logements et plus est supprimée.

[34] Cas actuellement prévu à l'article R.111-40 du code de l'urbanisme

- **Alimentation en eau potable en zone agricole (article 4) :**
  A la demande des services de l'Etat, l'article 4 de la zone A est complété par les dispositions suivantes : *« Dans le cas de la création d'un double réseau d'alimentation en eau (cas des bâtiments desservis à la fois par le réseau public et un captage privé), compte tenu du risque de pollution par retour d'eau du réseau public d'eau potable, celui-ci devra être protégé par l'installation en concertation avec le gestionnaire du réseau, de dispositifs adéquats en amont de chaque poste à risque (articles R.1321-55 à R.1321-57 du code de la Santé Publique).*
  Pour les constructions à usage agroalimentaire alimentées en eau à partir d'un point d'eau privé, cette alimentation devra faire l'objet d'une autorisation préfectorale conformément aux articles R.1321-1 et suivants du même code. »

- **Isolement acoustique.**
  Actuellement, la route départementale **n°8051** (ex. RN51) est portée au classement sonore des infrastructures de transports terrestres par l'arrêté préfectoral n°2010/199 du 5 mai 2010. Il est proposé d'indiquer la rédaction suivante au début du règlement de chaque zone du P.L.U. concernée (UB, UZ et N) :
  « À ce jour, la R.D.8051 est portée au classement sonore des infrastructures de transports terrestres par arrêté préfectoral n°2010-199 du 5 mai 2010 (cf. Documents Annexes - Pièces n°5A et 5E du dossier). À ce titre un secteur d'isolement acoustique de 100 mètres est instauré de part et d'autre de cette voie. L'arrêté préfectoral susvisé prévoit des mesures relatives à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation, d'enseignement, de santé, de soin et d'action sociale, ainsi que les bâtiments d'hébergement à caractère touristique ».

- **Actualisation du Titre 1 du règlement « Dispositions générales » :**
  - **Suppression de l'article 2 « Portée respective du règlement à l'égard des autres législations relatives à l'occupation des sols »**. Cet article 2 rappelle :
    . les règles générales d'urbanisme demeurant applicables au territoire malgré le P.L.U.
    . des dispositions diverses liées à des législations spécifiques (ex : clôtures, installations et travaux divers, etc.)
    . Il reprend aussi des articles du code de l'urbanisme dans leur intégralité.
    ⇨ *Compte tenu de l'évolution constante de ces articles et de la législation au sens large, il est préférable de les faire figurer dans le rapport de présentation du P.L.U. non opposable aux tiers. D'ailleurs, les textes figurés dans le règlement actuel de Haybes ne sont déjà plus d'actualité.*

  - **Suppression de l'article 4 « Adaptations mineures »**
    ⇨ Cette suppression est sollicitée par les services de l'Etat en considérant que ces adaptations ne doivent pas s'entendre comme étant généralisées. Elles ne peuvent s'appliquer que très ponctuellement.

- **Suppression des généralités indiquées à l'article 4 du règlement des zones concernées (UA, UB, UZ, 1AU et A) :**
  ⇨ Ce paragraphe 4.1. vise les participations éventuelles à la construction des réseaux rappelées à l'article 2 du titre 1er. Il n'y a plus lieu de le conserver car d'une part, le régime des participations a évolué depuis la rédaction de ce règlement en 2000, et d'autre part, l'article 2 susvisé est supprimé dans le cadre de cette procédure (voir explications ci-dessus).

- **Actualisation du titre 4 « terrains classés par le plan comme espaces boisés à conserver, à protéger ou à créer ».**
  - Ce titre reprend en tout ou partie deux articles du code de l'urbanisme liés aux espaces boisés classés (L.130-1 et L.130-2). À ce jour, ces articles sont toujours d'actualité, mais leur contenu a été partiellement modifié. Il convient donc de profiter de la mise en œuvre de cette procédure pour les actualiser en conséquence.

- **Actualisation du titre 5 « Emplacements réservés aux voies et aux ouvrages publics, aux installations d'intérêt général et aux espaces verts ».**
  - Ce titre reprend en tout ou partie des articles du code de l'urbanisme liés aux emplacements réservés et aux permis de construire à titre précaire. À ce jour, ces articles ne sont plus d'actualité et il convient donc de profiter de la mise en œuvre de cette procédure pour les supprimer et/ou les actualiser.

- **Suppression du contenu du titre 6 « Annexes ».**
  - Ce titre reprend en tout ou partie des articles du code de l'urbanisme liés aux installations et travaux divers. À ce jour, ces articles ne sont plus d'actualité et il convient donc de profiter de la mise en œuvre de cette procédure pour les supprimer.

- **Énergie renouvelable (article 11 des zones du P.L.U. / Dispositions générales) :**
  Cet article est complété comme suit : « L'utilisation des énergies renouvelables pour l'approvisionnement énergétique des constructions neuves est recommandée, en fonction des caractéristiques de ces constructions, sous réserve de la protection des sites et des paysages ». ***Il s'agit de reprendre les dispositions nouvelles édictées par le code de l'urbanisme.***

- **Installations et travaux divers (article 2 des zones du P.L.U.) :**
  ⇨ À ce jour, les installations et travaux divers n'existent plus dans les formes qui étaient prévues aux articles L.442-1 et R.442-1 et suivants du code de l'urbanisme. Il n'y a plus lieu d'y faire référence dans les rappels des articles 2 (occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières).

- **Actualisation des règles liées aux obligations de stationnement (article 12 des zones du P.L.U. concernées) :**
  Cet article indique notamment que le pétitionnaire peut être tenu quitte de ses obligations de stationnement lorsqu'il est fait application de l'article L 421.3 (alinéas 4, 5, 6) du Code de l'Urbanisme.
  ⇨ Cet article et ces alinéas ne sont plus d'actualité aujourd'hui. Il y a lieu de supprimer cette référence aux articles 12 des zones UA, UB et 1AU).

- **Actualisation des textes de référence liée à l'identification des éléments remarquables à préserver, pour des motifs d'ordre écologique, culturel et historique (article L.123-1-5 7° du Code de l'Urbanisme)**
  ⇨ en zone UA, UB, 2AU et N.

- **Actualisation des dispositions liées à l'instauration du permis de démolir dans la zone urbaine UA pour les bâtiments donnant sur l'espace public :**
  Cette procédure de révision générale du P.L.U. ne remet pas en cause cette règle existante. Toutefois, les articles du code de l'urbanisme (L.430-1 et R.430-1 et suivants) visés par le règlement ne sont plus d'actualité aujourd'hui. Il est proposé d'adopter la rédaction suivante :
  « Dans l'emprise de la zone urbaine UA, les travaux ayant pour objet de démolir ou de rendre inutilisable tout ou partie d'une construction donnant sur l'espace public doivent être précédés de la délivrance d'un permis de démolir régi par le code de l'urbanisme. »

3.3.2. MODIFICATIONS DU RÈGLEMENT SUITE AUX CHOIX COMMUNAUX

3.3.2.1 Préservation renforcée du centre ancien (article 11 de la zone UA)

D'une façon générale, cette révision conduit à renforcer les règles en faveur de la préservation de la richesse architecturale du centre ancien. Ainsi, une distinction est faite entre autres entre les constructions nouvelles et les réhabilitations.
Cette richesse locale a été mise en évidence par le Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine des Ardennes.

3.3.2.2 Gestion nouvelle des emprises accueillant les terrains de camping

En cohérence avec les adaptations de zonage exposées dans le chapitre précédent, le règlement écrit est modifié comme suit :
- autorisation des terrains de camping et de caravaning dans le secteur 1AUℓ créé dans l'emprise du camping existant Saint-Louis.

3.3.2.3 Suppression des règles liées au secteur UBa

En cohérence avec la suppression graphique de ce secteur, la référence à ce secteur et ses règles spécifiques en matière d'aspect extérieur des constructions sont supprimés dans le règlement écrit de Haybes.

3.3.2.4 Gestion plus restrictive des habitations en zone d'activités

En zone UZ et 1AUZ, le règlement révisé conditionne davantage les constructions nouvelles à usage d'habitation :
- Elles restent destinées aux personnes dont la présence permanente est nécessaire pour assurer la direction, la surveillance ou le gardiennage des établissements et services généraux de la zone ;
- Elles doivent désormais être incluses dans le bâtiment à usage d'activités, et la surface de plancher affectée à l'habitation ne doit pas excéder 120 m².

⇨ L'objectif est d'interdire les pavillons individuels dans des espaces non voués initialement à de l'habitat.

3.3.2.5 Réajustement de la règle liée aux imitations de matériaux naturels

La règle liée à l'interdiction de matériaux naturels est précisée, en ce sens qu'il s'agit bien d'interdire uniquement **les imitations par peinture** des fausses briques, fausses pierres, faux bans de bois, etc. (article 11 des zones du PLU concernées).

3.3.2.6 Précision liée aux ouvrages techniques de radiotéléphonie mobile.

Le porter à connaissance de l'État précise que « *les instructions ministérielles stipulent que ces installations n'entrent pas dans le service public des télécommunications ; elles ne peuvent donc pas être assimilées à des ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics (O.T.N.F.S.P.) assimilés aux équipements publics* ».

⇨ Le principe de précaution et la volonté de préservation paysagère ont été appliqués pour les nouvelles antennes de radiotéléphonie mobile. Le règlement limite géographiquement les possibilités d'implantation nouvelle de ces ouvrages techniques :
- ils ne sont pas autorisés en zones urbaines ou à urbaniser (UA, UB, UZ et 1AU), *hormis s'il s'agit d'un remplacement d'ouvrages existants ;*
- ils sont interdits dans les secteurs naturel et agricole de protection paysagère (Ap et Np).

À ce jour, l'article R.123-7 du code de l'urbanisme[35] précise qu'en zone A, seules peuvent être autorisées :

- les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole ;
- ***les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ou à des services publics, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.***

3.3.3. PRISE EN COMPTE D'OBSERVATIONS FORMULÉES LORS DES AVIS RENDUS SUR LE PROJET DE P.L.U. ARRÊTÉ PAR LE CONSEIL MUNICIPAL.

⇨ voir document n°6B joint au dossier de P.L.U.

3.3.4. PRISE EN COMPTE DU PROJET DE CONSTRUCTION DES BARRAGES AUTOMATISÉS.

Le règlement du P.L.U. veille à autoriser les dépôts liés à la construction des barrages automatisés M20 - VANNES ALCORPS et M21 - FÉPIN et de leurs équipements et à la déconstruction des barrages manuels qu'ils remplacent et de leurs équipements associés.

⇨ voir dossier de Mise en Compatibilité du P.O.S. de Haybes.

3.4 DÉFINITION DES ORIENTATIONS D'AMÉNAGEMENT

Le document d'urbanisme de Haybes en vigueur avant cette révision générale ne comportait pas d'**O**rientations d'**A**ménagement et de **P**rogrammation (O.A.P.), puisque son contenu était celui d'un Plan d'Occupation des Sols.

Les O.A.P. ont pour objectif d'apporter des précisions sur un ou plusieurs secteurs de la ville de Haybes, à savoir :

- la zone à urbaniser dite du cœur d'îlot,
- la zone à urbaniser de la Zone d'Activités de l'Espérance,
- le réaménagement projeté de la rue Saint-Louis,
- l'extrémité nord du territoire communal, avec des projets à vocation touristique, sportive et de loisirs (aménagement d'une « via ferrata », modification du tracé du sentier « ELFE »).

Pour la zone 2AU du « Cœur d'îlot », les principes prévisionnels indiqués dans le document pourront être précisés ou réadaptés lors de la procédure d'ouverture à l'urbanisation de tout ou partie de la zone. Il s'agit bien d'un schéma d'aménagement. Les principes qu'ils présentent sont à respecter **« dans l'esprit ».**

Les O.A.P. comprennent aussi des orientations générales d'aménagement, et un dernier chapitre rappelant l'existence du « Guide de l'habitat » du Parc Naturel Régional des Ardennes (P.N.R.A.) et des fiches « conseils » du Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine des Ardennes (S.T.A.P.).

[35] Article modifié par décret n°2012-290 du 29 février 2012 - art.23

3.5 CHANGEMENTS APPORTÉS AUX ANNEXES

Cette révision générale du P.L.U. conduit principalement à :
- actualiser les plans schématiques des réseaux d'assainissement et d'eau potable,
- actualiser les notices explicatives écrites liées à l'assainissement, l'eau potable et les déchets,
- joindre le plan des servitudes d'utilité publique fourni par le préfet des Ardennes dans le cadre du porter à connaissance des services de l'État,
- actualiser et compléter les informations cartographiques établies au titre de l'article R.123-13 du code de l'urbanisme (ex : périmètre du Droit de Préemption Urbain, etc.),
- annexer au P.L.U. de Haybes le zonage d'assainissement élaboré en parallèle à cette révision générale du P.L.U., et approuvé également lors du conseil municipal du 7 juillet 2015 (délibération spécifique).

3.6 COMPATIBILITÉ DU P.L.U. AVEC LES DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX

Se reporter également au titre 1 « Diagnostic » / paragraphe 1.12.

3.6.1. LA CHARTE DU PARC NATUREL RÉGIONAL DES ARDENNES

(source : site internet du Parc Naturel Régional des Ardennes)

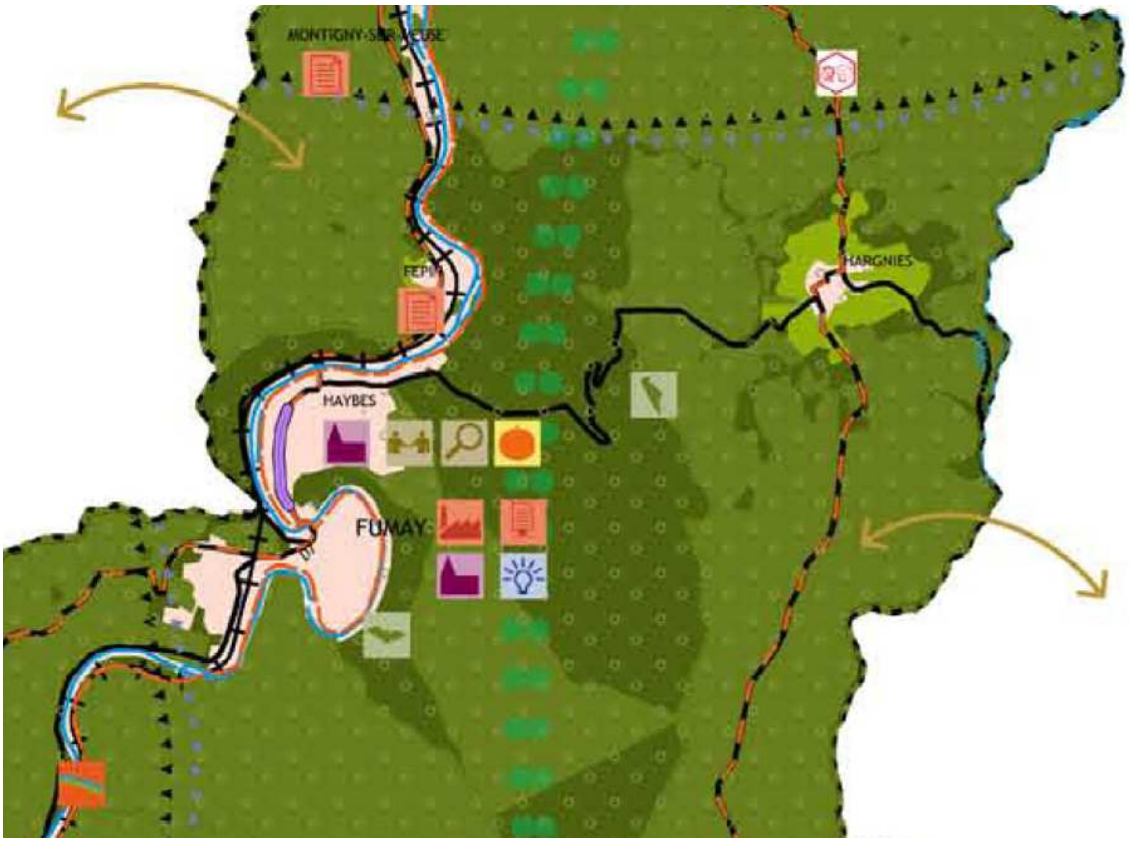
Le rapport de charte décline **quatre axes** :

- ***Axe 1*** : Diversifier l'activité économique en valorisant durablement les ressources du territoire

- ***Axe 2*** : Révéler et préserver la richesse des patrimoines naturel et paysager et accompagner les mutations environnementales

- ***Axe 3*** : Agir en faveur de l'identité et de la qualité de vie des Ardennes en impulsant des partenariats solidaires

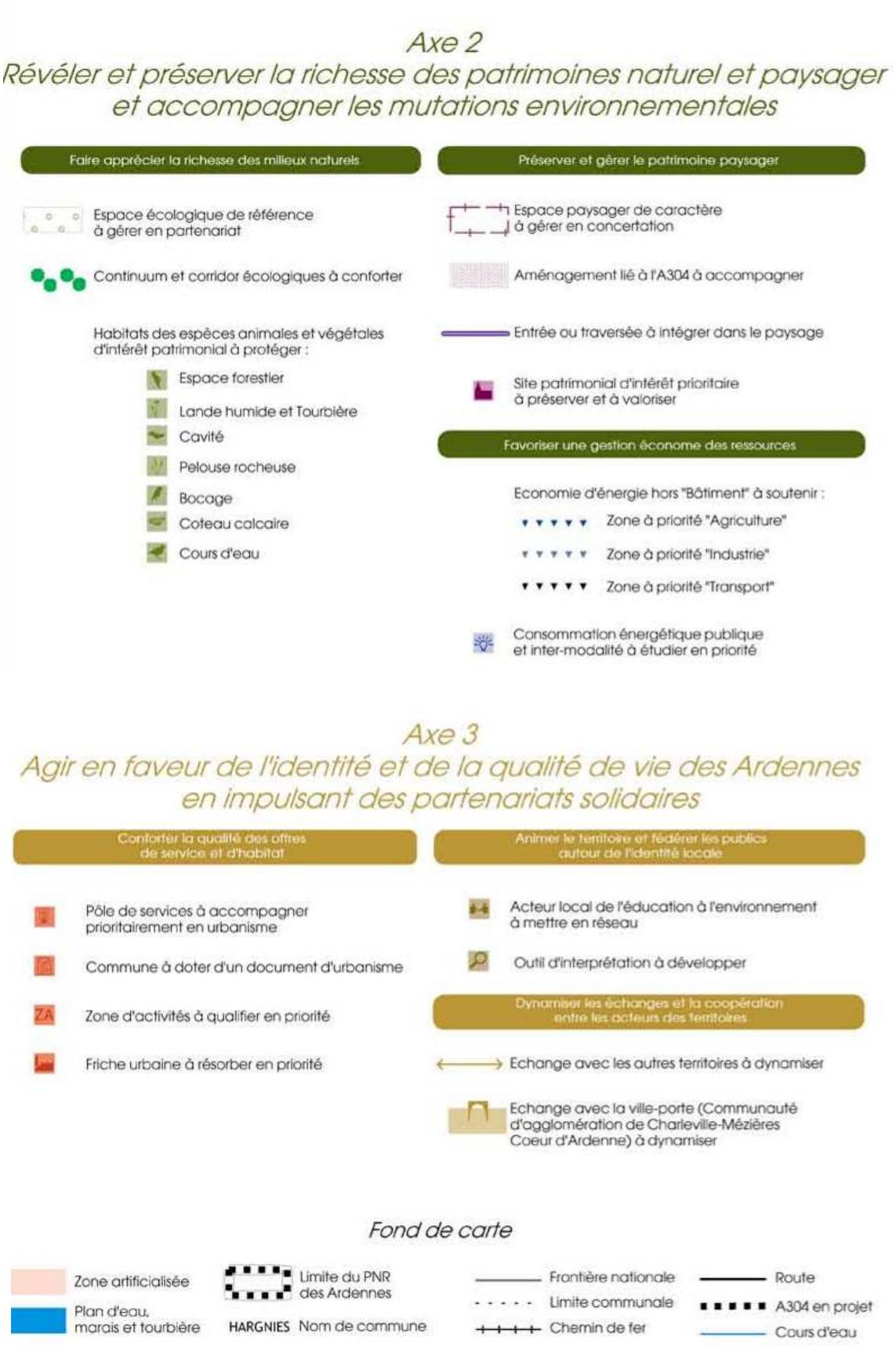
- ***Axe 4*** : Le mode de fonctionnement du Parc.



Source :© Extrait sans échelle du plan du P.N.R.A.



Source :© Extrait du plan du P.N.R.A.



Source :© Extrait du plan du P.N.R.A.

Ce projet de révision générale apparaît compatible avec la charte du P.N.R.A.

L'axe 1 comporte des mesures visant à « faire du tourisme un nouvel axe de développement économique », parmi lesquelles :

- **Mettre en scène et rendre accessible à tous, les richesses patrimoniales du territoire** :

  La Ville de Haybes et ses différents partenaires s'attachent déjà depuis plusieurs années à valoriser les richesses patrimoniales du territoire, etc.).

  D'une façon générale, une attention particulière sera également accordée à l'accessibilité des personnes à mobilité réduite, pour leur faciliter autant que possible l'accès aux richesses patrimoniales locales, aux caractéristiques physiques et naturelles parfois difficiles.

- **Organiser le développement des activités sportives et de loisirs de pleine nature:**

  L'objectif affiché du parc naturel est d'encourager les actions sportives et de pleine nature, pour passer des loisirs pratiqués à la journée à une véritable logique de court séjour.
  Cet objectif rejoint ceux exprimés dans le P.A.D.D. de Haybes et les actions faites ces dernières années à l'échelle intercommunale (ex : Terr'Altitude).

L'axe 2 de la charte comporte des mesures visant à « révéler et préserver la richesse des patrimoines naturel et paysager et accompagner les mutations environnementales».

- Les dispositions du P.L.U. révisé n'apparaissent pas contraires à cet axe.

⇨voir les explications données dans les différents chapitres du rapport, tels que ceux liés aux impacts du projet de P.L.U. sur le patrimoine historique, archéologique, écologique

L'axe 3 de la charte porte sur les actions « en faveur de l'identité et de la qualité de vie des Ardennes en impulsant des partenariats solidaires ».

Il est précisé notamment qu'en matière d'urbanisme :

« Les collectivités doivent démontrer la nécessité d'urbaniser des terrains non constructibles, en vérifiant le niveau d'adéquation entre leurs objectifs de développement et la capacité d'accueil des habitations et des terrains déjà constructibles, en donnant priorité à la valorisation des terrains disponibles dans le tissu urbain existant. Elles s'engagent vers une densification soutenable de leurs zones urbaines, en préservant un cadre de vie de qualité pour les habitants, et mettent en place les outils fonciers nécessaires à cette finalité. »

- La démonstration est faite dans les précédents chapitres de ce rapport.
- **Ce projet de P.L.U. de Haybes apparaît exemplaire de ce point de vue. Il est moins consommateur d'espace et la municipalité a répondu favorablement aux propositions faites par la Commission Départementale de Consommation des Espaces Agricoles, sollicitée avant l'arrêt du projet de P.L.U.**
- **A l'avenir, les efforts pour développer Haybes se concentreront sur un cœur d'îlot reclassé en zone à urbaniser à long terme 2AU (densification).**

« Les communes ou les communautés de communes compétentes en matière d'urbanisme s'engagent à protéger les structures végétales utiles pour des motifs agricoles, écologiques ou paysagers (de type haies, vergers, ripisylves…) par des mesures appropriées à leur conservation dès lors qu'elles se dotent d'un document d'urbanisme. »

- **Le P.L.U. maintient très majoritairement la protection d'espaces boisés.**
- **Le P.L.U. veille à classer en zone naturelle et forestière ou agricole les terres de Haybes selon la nature des sols**, comme le stipule la Charte.

« Les communes ou les communautés de communes compétentes en matière d'urbanisme excluent les cœurs de nature (RNN, RPB, APPB, ZNIEFF de type 1, SIC, ZSC) et les sites protégés de toute forme d'extension de l'urbanisation. Les périmètres non urbanisés de ces espaces sont classés, selon la nature de l'occupation du sol, en zone naturelle, forestière ou agricole, ou le cas échéant en espace boisé classé, lorsque les enjeux de conservation le justifient. »

- Sur ces aspects, les dispositions prises dans le cadre de cette révision générale du P.L.U. apparaissent pleinement compatibles.
- La Z.N.I.E.F.F. de type 1 **"Bois des Aurains à l'Est de Fumay"** est classée en zone naturelle et forestière et en espace boisé classé (versant très pentu surplombant la vallée de la Meuse entre Fumay et Haybes – valeur écologique et paysagère).
- Le massif forestier intégrant un corridor écologique à conforter (voir plan du P.N.R.A.) reste classé en zone naturelle et forestière.

3.6.2. LES SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE :

Les servitudes d'utilité publique sont des servitudes administratives qui doivent être annexées au Plan Local d'Urbanisme conformément à l'article L.126-1 du code de l'Urbanisme. Ces servitudes se répartissent en quatre catégories :

- Servitudes relatives à la conservation du patrimoine (patrimoine naturel, culturel et sportif),
- Servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et équipements (énergie, mines et carrières, canalisations,
- Servitudes relatives à la défense nationale,
- Servitudes liées à la salubrité et à la sécurité publique (surfaces submersibles, plans de prévention des risques, etc.).

Leur liste figure à ce jour à l'article R.126-1 du code de l'urbanisme.

D'une manière générale, elles sont motivées par des motifs d'utilité publique. Elles établissent, à l'initiative de l'administration, pour cause d'utilité publique, des limites au droit de propriété et d'usage du sol. Elles sont instituées en vertu des réglementations qui leur sont propres.

Le Plan Local d'Urbanisme de Haybes n'apparaît pas incompatible avec les servitudes d'utilité publique en vigueur à ce jour sur le territoire communal. Ces servitudes grevant les propriétés privées et publiques figurent en annexes du dossier de P.L.U. (cf. pièces n°5A et 5D).

On peut citer par exemple la prise en compte du Plan de Prévention des Risques d'inondations, du passage des conduites des lignes électriques ou encore de la protection des monuments historiques, etc.

3.6.3. LE S.D.A.G.E. RHIN-MEUSE

Le Plan Local d'Urbanisme révisé n'apparaît pas incompatible avec ce S.D.A.G.E. révisé, en considérant les différents points suivants :

- **Le P.L.U. de Haybes prend en compte, de façon stricte, l'exposition aux risques d'inondations liés à la Meuse** et les dispositions réglementaires mises en œuvre par le biais du P.L.U. visent à assurer la sécurité des personnes exposées au risque et limiter la vulnérabilité des biens et activités. **Les perspectives de construction dans les zones d'expansion des crues restent soumises à l'avis préalable de l'État**.

- Le P.L.U. de Haybes intègrera d'ici son approbation le zonage d'assainissement en cours d'élaboration parallèlement à cette procédure. Sauf imprévu, l'objectif poursuivi par la collectivité est de soumettre ces deux documents à la même enquête publique (P.L.U. et zonage d'assainissement).

- La Ville de Haybes et son délégataire de service public resteront attentifs à la capacité de la station d'épuration intercommunale pour la collecte et le traitement des eaux usées. À ce jour, les performances épuratoires sont très satisfaisantes.

  Les secteurs à urbaniser exclus de la zone d'assainissement collectif devront disposer d'un dispositif adapté à la taille de l'opération.
  Les travaux qui seront engagés à l'avenir en matière d'assainissement seront respectueux de l'environnement.

- La Ville de Haybes et son délégataire de service public vont poursuivre les efforts de réduction des pollutions d'origines industrielle et domestique pour atteindre au moins les objectifs de qualité des eaux fixés par le S.D.A.G.E.

  Le zonage d'assainissement va conduire à la définition de secteurs à placer en zone d'assainissement collectif (les eaux usées domestiques des secteurs concernés seront donc collectées et traitées par la STEP existante) et les zones en assainissement non collectif où les particuliers seront tenus de mettre en place un système de traitement individuel des eaux usées.

3.7 APPROCHE TRANSFRONTALIÈRE COMPLÉMENTAIRE

Le territoire de Haybes est transfrontalier avec l'État belge en frange ouest de la boucle de la Meuse (versant abrupt et boisé de la Côte Devant Haybes).

Les réflexions préalables qui ont menées à la révision du P.L.U. ont pris en compte l'occupation des sols riveraine (disposition actuellement prévue à l'article L.121-4-1 du code de l'urbanisme).

> *« Les documents d'urbanisme applicables aux territoires frontaliers prennent en compte l'occupation des sols dans les territoires des États limitrophes. »*

3.7.1. APPROCHE VIS-À-VIS DU PLAN DE SECTEUR

Source: site internet - Janvier 2014

La Région wallonne est couverte par 23 plans de secteur, adoptés entre 1977 et 1987. L'objet principal du plan de secteur est de définir les affectations du sol à l'échelle 1/10000ème (1cm=100mètres), afin d'assurer le développement des activités humaines de manière harmonieuse et d'éviter la consommation abusive d'espace. Les plans de secteur ont valeur réglementaire.

On ne peut y déroger que selon les procédures prévues par le Code wallon de l'Aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine (CWATUP).

Depuis leur adoption, ils ont fait l'objet de nombreuses révisions. Le Gouvernement wallon a en effet estimé nécessaire de les adapter pour y inscrire de nouveaux projets: routes, lignes électriques à haute tension, tracé TGV, nouvelles zones d'activité économique, zones d'extraction, etc. La procédure de révision et la légende ont été modifiées à plusieurs reprises.

LES AFFECTATIONS

Le plan de secteur détermine tout d'abord les affectations du sol. Le Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie (articles 24 à 41 du CWATUPE) définit les activités, actes et travaux qui peuvent être admis dans chacune des zones du plan de secteur.

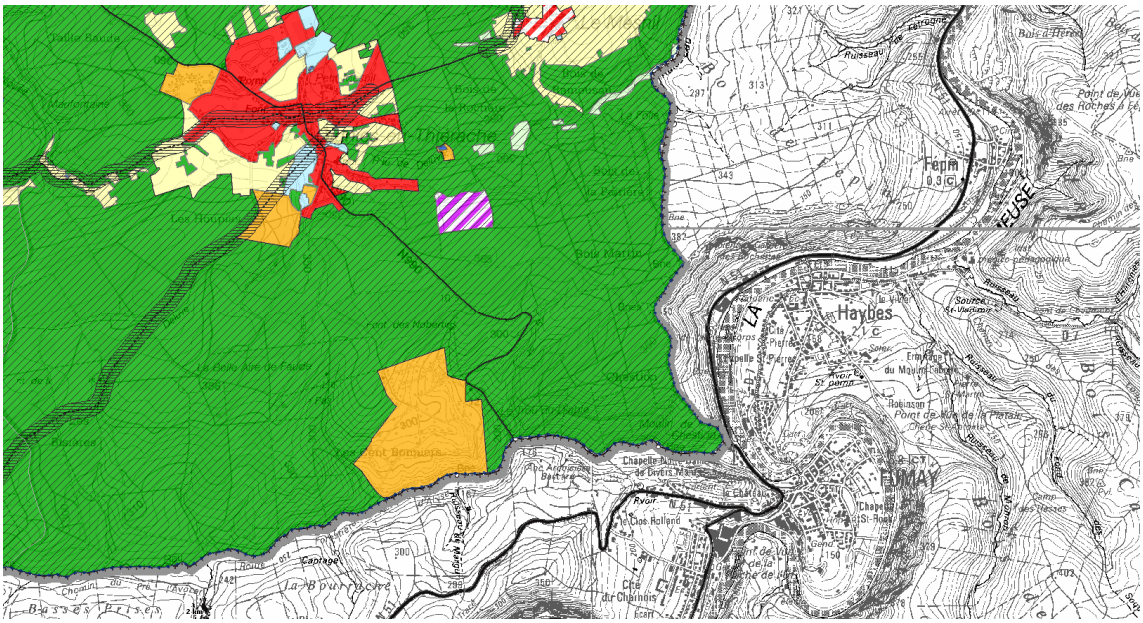
a) Les affectations destinées à l'urbanisation sont :

- la zone d'habitat (art. 26 du Code) ;
- la zone d'habitat à caractère rural (art. 27) ;
- la zone de services publics et d'équipements communautaires (art. 28§1) ;
- CET la zone de centre d'enfouissement technique (art. 28 §2) ;
- la zone de loisirs (art. 29) ;
- les zones d'activité économique mixte (art 30, al. 1) ;
- les zones d'activité économique industrielle (art 30, al. 2) ;
- AE les zones d'activité économique spécifique agro-économique (art. 31 al.1) ;
- GD les zones d'activité économique spécifique grande distribution (art. 31 al.2) ;
- la zone d'extraction (art. 32) ;
- la zone d'aménagement différé à caractère industriel (art. 34) ;

b) Les affectations non destinées à l'urbanisation sont :

- la zone agricole (art. 35 et art. 452/31 à 452/35) ;
- la zone forestière (art. 36 et 452/36 à 452/42) ;
- la zone d'espaces verts (art. 37) ;
- N la zone naturelle (art. 38) ;
- P la zone de parc (art. 39).

c) ZACC La zone d'aménagement communal concerté (art. 33).



Source : © extrait du plan de secteur wallon / http://webgisdgo4.spw.wallonie.be/viewer

Comme le montre l'extrait de plan ci-dessus, **les franges du territoire de Haybes jouxtent uniquement *la zone forestière*** du plan de secteur belge.
Cette dernière est destinée à la sylviculture et à la conservation de l'équilibre écologique. Elle contribue au maintien ou à la formation du paysage. Sont autorisées les constructions indispensables à l'exploitation, à la première transformation du bois et à la surveillance des bois, ainsi que les refuges de chasse et de pêche (pas de logement ni commerce)

Approche vis-à-vis du projet de P.L.U. révisé de Haybes :
Les dispositions adoptées par le projet de P.L.U. révisé de Haybes en limite du territoire belge apparaissent cohérentes avec les affectations actuelles du plan de secteur belge (classement en zone naturelle et forestière N de la Côte Devant Haybes et en espace boisé classé),

Les zones forestières se prolongent d'un côté à l'autre de la frontière, et leur protection respective inscrite à la fois sur le document d'urbanisme belge et sur celui de Haybes, ne peut que favoriser la préservation et le développement des continuités écologiques.

3.7.2. AUTRES ACCORDS OU RELATIONS TRANSFRONTALIÈRES.

Source site internet: www.espaces-transfrontaliers.org

Du fait de l'urbanisation et de la forte interdépendance des territoires limitrophes, la coopération transfrontalière entre la France et la Belgique s'est beaucoup développée depuis quelques décennies et touche à de nombreux domaines : santé, environnement, transports... Elle est bien avancée au sein des agglomérations transfrontalières.

3.7.2.1 Accord-cadre sur la coopération transfrontalière sanitaire

Cet accord-cadre a été signé le 30 septembre 2005 par les ministres de la Santé français et belges, autorisant la conclusion de conventions transfrontalières entre établissements de santé et de prévention souhaitant coopérer avec leurs homologues de l'autre côté de la frontière.

Les objectifs sont :
- d'assurer un meilleur accès à des soins de qualité pour les populations de la zone frontalière,
- de garantir une continuité des soins à ces mêmes populations,
- d'optimiser l'organisation de l'offre de soins en facilitant l'utilisation ou le partage des moyens humains et matériels,
- de favoriser la mutualisation des connaissances et des pratiques.

Le territoire couvert par l'accord comprend, **côté français**, **les régions Champagne-Ardenne**, Lorraine, Nord-Pas-de-Calais et Picardie et, **côté belge**, **les arrondissements frontaliers** de Veurne, Ieper, Kortrijk, Mouscron, Tournai, Ath, Mons, Thuin, **Philippeville, Dinant**, Neufchâteau, Virton et Arlon. Il s'applique à toute personne pouvant bénéficier des prestations de l'assurance maladie française ou belge et résidant ou séjournant dans cette zone.

Haybes est concerné par cet accord.

Pour les patients, l'accord prévoit également des avancées importantes, car ils peuvent recevoir désormais en plus des soins «ambulatoires» et sans cette autorisation des soins «hospitaliers».
L'accord est entré en application depuis le 1er mars 2011, après ratification par les deux États (en 2007 et 2010). **Il constitue un signal fort à destination des acteurs de terrain et une avancée importante pour la coopération franco-belge particulièrement dynamique dans le domaine de la santé.**

3.7.2.2 Coopération franco-belge pour les services d'urgences

Une étape a été franchie en avril 2007 avec la signature d'une convention franco-belge de partenariat sur l'aide médicale d'urgence. Cet accord signé le 20 mars 2007 concerne les interventions sur toute la frontière franco-belge des Services Médicaux d'Urgence (Smur).

Dans les faits, il existe déjà depuis plusieurs années une étroite collaboration entre les services d'urgence français et belges ; environ 400 interventions à caractère transfrontalier ont lieu chaque année mais celles-ci ne font pas l'objet d'une reconnaissance officielle.

L'accord porte à la fois sur le volet médical de la prise en charge et sur le volet administratif et financier. Il permet l'intervention des SMURs français sur le sol belge et inversement des SMURs belges sur le sol français. L'objectif est de réduire l'intervalle médical libre, c'est-à-dire le temps nécessaire à une structure mobile médicalisée d'intervenir au chevet du patient (voie publique, domicile…). Le temps que l'équipe du Smur la plus proche opère les premiers soins, l'ambulance nationale a le temps d'arriver et l'hospitalisation si nécessaire peut avoir lieu dans le centre hospitalier le plus proche. L'accord présente également l'avantage de ne rien changer pour le patient : c'est le pays appelant qui remboursera le pays appelé.

3.8 EMPLACEMENTS RÉSERVÉS

3.8.1.1 Dispositions générales

(cf. articles L.123-1-5 8° et R.123-11 du code de l'Urbanisme)

Le Plan Local d'Urbanisme peut fixer des emplacements réservés aux voies et ouvrages publics, aux installations d'intérêt général ainsi qu'aux espaces verts.

Ces emplacements réservés visent à assurer la programmation de futurs équipements ou installations d'intérêt général. Ils sont soumis à un statut spécial, afin que les terrains concernés ne fassent pas l'objet d'une utilisation entrant en contradiction avec un projet d'intérêt public (ou général).

Les documents graphiques du règlement du P.L.U. font alors apparaître ces emplacements réservés en précisant leur destination et les collectivités, services et organismes publics bénéficiaires.

Le propriétaire d'un terrain bâti ou non bâti réservé par un plan local d'urbanisme pour un ouvrage public, une voie publique, une installation d'intérêt général ou un espace vert peut, dès que ce plan est opposable aux tiers, et même si une décision de sursis à statuer qui lui a été opposée est en cours de validité, exiger de la collectivité ou du service public au bénéfice duquel le terrain a été réservé qu'il soit procédé à son acquisition dans les conditions et délais mentionnés aux articles L.230-1 et suivants (article L.123-17 du code de l'urbanisme, dans sa version en vigueur à ce jour).

3.8.1.2 Modifications apportées dans le cadre de révision générale du P.L.U.

Pour mémoire, les dernières adaptations opérées sur la liste des emplacements réservés (E.R.) sont intervenues dans le cadre de la procédure de modification du P.L.U. approuvée le 2 août 2004.

a) Suppression de réserves

Cette procédure de révision générale entraîne :

- **la suppression de trois réserves instaurées au bénéfice de la commune de Haybes**, à savoir :
  - ***E.R. n°2*** : réservé à l'aménagement d'une voie d'accès à la zone d'urbanisation INA à partir de la rue Saint-Louis : l'application de cette réserve impliquait la démolition d'une construction existante ; Après nouvelle réflexion, les élus ont décidé de l'abandonner. La zone à urbaniser désormais prévue à long terme (2AU) bénéficie encore de plusieurs accès (voir les O.A.P. – pièce n°3 du dossier de P.L.U.).
  - ***E.R. n°3*** : réhabilitation d'une friche industrielle : le projet de réhabilitation est aujourd'hui défini et porté par une société privée, et la commune y est favorable. Il vise à accueillir une unité de production de bâtiments préfabriqués en bois, sur la base d'un standard passif ou très basse énergie, et des bureaux.
  - ***E.R. n°5*** : réservé à l'aménagement d'une voie d'accès à la zone d'urbanisation IINA à partir de la rue Madame de Cormont : cette réserve n'est plus nécessaire suite à la suppression de cette la zone à urbaniser dans le cadre de cette révision générale.

- **la suppression d'une réserve instaurée au bénéfice du Conseil Général des Ardennes**, à savoir :
  - ***E.R. n°7*** : réservé à l'aménagement d'un chemin de halage : la voie verte le long de la Meuse est aujourd'hui réalisée.

b) Maintien des limites de réserves existantes

Plusieurs emplacements réservés sont maintenus sans adaptations de leurs limites. Leur superficie totale approchée est reprécisée avec les moyens techniques actuels :

- **Emplacement réservé n°1**: voie d'accès à la zone à urbaniser (2AU) à partir de la rue de l'Espérance (sa surface approchée est corrigée, 280 m² au lieu de 75 m²).
- **Emplacement réservé n°6** (E.R. n°4 dans le projet de P.L.U.) : redressement du virage de Moraypré (sa surface approchée est corrigée, 1535 m² au lieu de 1800 m²).

c) Création de réserves

Enfin, les emplacements réservés suivants sont créés au bénéfice de la Ville de Givet, en lien avec les objectifs politiques liés à l'amélioration des conditions de circulations et de stationnement:

- **Rue Saint-Louis :** l'objectif est d'instaurer un emplacement réservé sur l'accès actuel du camping pour garantir le maintien de cet accès au camping actuellement en fonctionnement (et dans une réflexion à plus long terme, des liaisons avec la zone urbaniser délimitée dans son prolongement - 2AU Cœur d'îlot - (E.R. n°2 dans le projet de P.L.U.).
- **Chemin rural dit des Ardennais** : l'objectif est d'instaurer un emplacement réservé pour élargir et équiper ce chemin voué à desservir de part et d'autre des habitations nouvelles (E.R. n°3 dans le projet de P.L.U.),
- **Chemin des Pétons :** l'objectif est d'instaurer un emplacement réservé pour garantir une voie d'accès à la nouvelle zone à urbaniser (2AU Cœur d'îlot) délimitée par ce projet de P.L.U. (E.R. n°5 dans le projet de P.L.U.).

Conclusion : ce qu'il faut retenir …
La numérotation des E.R. est revue dans sa globalité. Ainsi, les réserves maintenues dans le cadre de cette procédure ne portent plus nécessairement le même numéro qu'avant.
Au final, le tableau récapitulatif des emplacements réservés maintenus ou créés figure dans le règlement écrit et sur le document graphique du règlement du P.L.U. (cf. Pièce 4C du dossier). Ce tableau ci-après précise la destination, le bénéficiaire et la surface approchée de chaque emplacement réservé inscrit au P.L.U.

LISTE DES EMPLACEMENTS RÉSERVÉS

La liste suivante des emplacements réservés instaurés sur le territoire communal figure sur les documents graphiques du règlement (pièce 4C du dossier) et dans la pièce écrite du règlement (pièce n°4A du dossier).

EMPLACEMENTS RÉSERVÉS

N° DE LA RÉSERVE	DÉSIGNATION	BÉNÉFICIAIRE	SUPERFICIE APPROCHÉE
1	Voie d'accès à la zone 2AU depuis la rue de l'Espérance	Commune de Haybes	280 m²
2	Voie d'accès à la zone 1AUℓ depuis la rue Saint-Louis	Commune de Haybes	630 m²
3	Élargissement et aménagement du chemin rural dit des Ardennais	Commune de Haybes	1 435 m²
4	Redressement du virage de Moraypré	Commune de Haybes	1 530 m²
5	Voie d'accès à la zone 2AU depuis le chemin des Pétons	Commune de Haybes	1 230 m²

3.9 TABLEAU RÉCAPITULATIF DES ZONES

DÉSIGNATION DES ZONES	P.L.U. (contenu P.O.S.) avant révision générale (1)	P.L.U. après révision générale (2)	ÉVOLUTION DES ZONES
ZONES URBAINES			
UA	22 ha 13 a	18 ha 95 a	
UAi	0 ha 32 a	3 ha 05 a	
Total zone UA	**22 ha 45 a**	**22 ha 00 a**	**- 0 ha 45 a**
UB	63 ha 73 a	70 ha 95 a	+ 7 ha 22 a
UBa	0 ha 97 a	-	- 0 ha 97 a
UBc	2 ha 70 a	-	- 2 ha 70 a
UBi	0 ha 21 a	1 ha 80 a	+ 1 ha 59 a
UBℓ	0 ha 26 a	-	- 0 ha 26 a
UBiℓ	0 ha 25 a	-	- 0 ha 25 a
Total zone UB	**68 ha 12 a**	**72 ha 75 a**	**+ 4 ha 63 a**
UZ	7 ha 90 a	13 ha 40 a	+ 5 ha 50 a
Total zone UZ	**7 ha 90 a**	**13 ha 40 a**	**+ 5 ha 50 a**
TOTAL ZONES URBAINES	**98 ha 47 a**	**108 ha 15 a**	**+ 9 ha 68 a**

ZONES À URBANISER			
Zones ouvertes à l'urbanisation à vocation résidentielle ou mixte			
INA	17 ha 16 a	**-**	*Supprimées par la loi S.R.U.*
Total	17 ha 16 a	-	- 17 ha 16 a
Zones ouvertes à l'urbanisation à vocation d'activités			
INAz	1 ha 80 a	**-**	*Supprimée par la loi S.R.U.*
1AUℓ	-	1 ha 20 a	+ 1 ha 20 a
1AUz	-	1 ha 80 a	
Total	1 ha 80 a (3)	3 ha 00 a	+ 1 ha 20 a
Total zones ouvertes à l'urbanisation	**18 ha 96 a**	**3 ha 00 a**	- 15 ha 96 a
Zones fermées à l'urbanisation			
IINA	8 ha 28 a		
2 AU	-	8 ha 95 a	
Total zones fermées à l'urbanisation	**8 ha 28 a**	**8 ha 95 a**	+ 0 ha 67 a
TOTAL ZONES À URBANISER	**27 ha 24 a**	**11 ha 95 a**	**- 15 ha 29 a**

(1) Source : rapport de présentation du dossier de modification du P.L.U. approuvé le 16.10.2006
(2) Surfaces approchées et indicatives calculées sous D.A.O. (Autocad, comprenant les surfaces affectées aux voies)
(3) INAz : surface corrigée car celle annoncée depuis 2000 est erronée (3ha 75a).

DÉSIGNATION DES ZONES	P.L.U. (contenu P.O.S.) avant révision générale (1)	P.L.U. après révision générale (2)	ÉVOLUTION DES ZONES
ZONES AGRICOLES			
NC	6 ha 84 a	-	*Supprimées par la loi S.R.U.*
NCp	33 ha 21 a	-	
A	-	6 ha 50 a	- 0 ha 34 a
Ap	-	46 ha 50 a	+ 13 ha 29 a
TOTAL ZONES AGRICOLES	**40 ha 05 a**	**53 ha 00 a**	+ 12 ha 95 a
ZONES NATURELLES ET FORESTIÈRES			
ND	2 532 ha 40 a (3)	-	*Supprimées par la loi S.R.U.*
NDa	6 ha 30 a	-	
NDi	64 ha 50 a	-	
NDℓ	31 ha 14 a	-	
NDiℓ	1 ha 30 a	-	
NDp	3 ha 60 a	-	
N	-	2 490 ha 30 a	
Na		6 ha 50 a	
Nai		2 ha 40 a	
Ni		99 ha 40 a	
Nℓ		44 ha 80 a	
Niℓ	-	4 ha 70 a	
Np	-	3 ha 70 a	
TOTAL ZONES NATURELLES ET FORESTIÈRES	**2 639 ha 24 a (3)**	**2 631 ha 90 a**	**- 7 ha 34 a**

(1) Source : rapport de présentation du dossier de modification du P.L.U. approuvé le 16.10.2006
(2) Surfaces approchées et indicatives calculées sous D.A.O. (Autocad, comprenant les surfaces affectées aux voies)
(3) Surface initialement mentionnée augmentée de 1ha95a suite à la correction apportée à la zone INAz (voir ci-avant).

TOTAL TERRITOIRE COMMUNAL	***2 805 ha 00 a***	***2 805 ha 00 a***	
dont Espaces Boisés Classés	*2 393 ha 66 a*	*255 ha 00 a*	**- 2 138 ha 66 a**

TITRE 4 INCIDENCES NOTABLES PRÉVISIBLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN SUR L'ENVIRONNEMENT ET MESURES ENVISAGÉES

Le rapport de présentation analyse les incidences notables prévisibles de la mise en œuvre du plan sur l'environnement (…);

Extrait de l'article R.123-2-1 du code de l'urbanisme (point 3°) modifié par décret n°2013-142 du 14 février 2013 - art.4

Le rapport de présentation présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement ;

Extrait de l'article R.123-2-1 du code de l'urbanisme (point 5°) modifié par décret n°2013-142 du 14 février 2013 - art.4

Ce chapitre a pour objectif l'analyse des effets directs, indirects, temporaires et permanents du projet sur les différents domaines de l'environnement : sur le milieu physique, naturel, humain, ainsi que sur le cadre de vie.

Les incidences potentielles du projet, négatives ou positives, sont présentées dans les paragraphes ci-après, sans ordre hiérarchique.

Une fois les impacts évalués, cette partie du dossier vise à proposer des mesures (mesures d'évitement, de réduction ou de correction) permettant de supprimer, réduire et, si possible, compenser les éventuels effets négatifs du projet sur son environnement et la santé.

Les mesures compensatoires, qui ont pour objet de mettre en place des mesures supplémentaires dans le cas où les mesures citées ci-dessus ne seraient pas suffisantes et où persistent des impacts résiduels.

À l'appui des explications fournies ci-après, le Résumé Non Technique (R.N.T.) du rapport de présentation environnemental comprend un tableau de synthèse de l'évaluation des impacts du projet de P.L.U. Il convient de s'y reporter en parallèle (cf. pièce n°1B du dossier de P.L.U.).

4.1 IMPACTS SUR LE MILIEU PHYSIQUE

4.1.1. CLIMAT ET ÉNERGIE

4.1.1.1 Description et évaluation des effets

Le projet n'est pas de nature à modifier directement le climat à l'échelle locale ou régionale.

La principale incidence du projet de P.L.U., plus précisément de l'urbanisation, est la contribution au réchauffement climatique au travers des émissions de GES par des activités industrielles (augmentation des zones destinées à accueillir des entreprises) ou agricoles, par le trafic automobile, ainsi que l'augmentation de la consommation d'énergie (foyers, entreprises).

Les incidences des mesures du P.L.U. à l'échelle du territoire concerné sont minimes au regard de l'impact immédiat sur le climat. Il subit en revanche les tendances nationales au réchauffement climatique qui sont symptomatiques d'un système de développement généralisé à de nombreuses agglomérations.

L'impact sur la gestion énergétique a été pris en compte dans le projet en favorisant notamment l'utilisation des énergies renouvelables (voir dispositions réglementaires du P.L.U.).

4.1.1.2 Mesures d'évitement, réduction et de compensation associées

Le P.L.U., par ses orientations et mesures diverses, favorise le développement des formes d'urbanisation intégrée et durable. Il va s'agir à l'avenir de :

- ⇨ **privilégier dans les nouveaux quartiers des solutions d'optimisation énergétique** des projets comme évoqués précédemment, **de limiter les surfaces imperméabilisées notamment sur les infrastructures routières**.

- ⇨ **préserver le cycle de l'eau et travailler sur la mobilité en adéquation avec les objectifs nationaux des lois Grenelle afin de rationaliser l'utilisation de la voiture et privilégier les modes alternatifs.**

De plus, le maintien des boisements est un effet positif du P.L.U. En effet il constitue un «Puits de carbone» important, sachant que les nouvelles plantations et la croissance des arbres et un moyen de piégeage de gaz à effet de serre.

Les haybois(es) ont aussi à leur disposition **des moyens de transports en commun** (RDTA, transport ferroviaire).

Le cas particulier de la construction :

Le bâtiment est un des principaux émetteurs de GES (~40% de la consommation globale dans les pays industrialisés). Il s'agit dans un premier temps de réduire les consommations énergétiques.

Pour cela, la Ville de Haybes peut exiger pour toute opération d'aménagement, une réflexion sur le bâti et les performances énergétiques :

- **l'architecture bioclimatique** : la conception d'un bâtiment, l'organisation des pièces et la répartition des ouvertures doivent tenir compte des apports solaires, des vents dominants, etc. Le bâtiment doit être compact et inclure des matériaux à la fois sains et de grande inertie thermique.
- **l'isolation thermique** : en climat semi continental, il faut voir l'isolation comme un investissement très rentable. En effet, elle permet d'éviter les pertes thermiques à la fois coûteuses et inconfortables.

Ainsi, en travaillant à la fois sur ces deux points, un bâtiment peut être plus confortable et entrer dans une démarche de qualité environnementale réduisant totalement ou presque ses consommations, pour un surcoût à la construction avoisinant 10%.

Énergies renouvelables :

Sur le principe, le règlement du P.L.U. n'a pas pour effet direct d'interdire :
- l'installation de systèmes domestiques solaires thermiques ou photovoltaïques, ou tout autre dispositif individuel de production d'énergie renouvelable,
- l'utilisation en façade du bois ou tout autre matériau renouvelable permettant d'éviter des émissions de gaz à effet de serre,
- ou la pose de toitures végétalisées ou retenant les eaux pluviales.

Ceci étant, le caractère historique et patrimonial qui caractérise le centre ancien de Haybes doit être pris en considération et ceci peut conduire la Ville et les services instructeurs de l'État (S.T.AP., D.D.T.) à donner des avis défavorables ou sous conditions, pour l'installation de dispositifs en faveur des énergies renouvelables au sens large du terme.

D'une façon générale, les demandes formulées sur le territoire seront examinées au cas par cas.

4.1.2. QUALITÉ DE L'AIR

4.1.2.1 Description et évaluation des effets

Les impacts prévus du projet de P.L.U. sur la qualité de l'air sont principalement liés au trafic automobile (augmentation des rejets de particules et de GES).

Il peut aussi résulter de l'activité d'usines, mais aussi à la réalisation de travaux (émissions de poussières). En général, et c'est l'une des particularités de la thématique « air », les impacts sur la qualité de l'air sont de portée globale. Ils peuvent engendrer des impacts indirects sur la santé humaine.
Il est important de préciser que certaines mesures, telles que l'assouplissement des règles de densité et l'allègement des règles de stationnement, peuvent avoir un impact négatif sur la qualité de l'air via l'accroissement du trafic automobile mais ces impacts éventuels sont considérés comme négligeables. De même, les mesures de renforcement des règles d'urbanisation peuvent avoir une incidence positive sur la qualité de l'air mais cette incidence est jugée négligeable.

4.1.2.2 Mesures d'évitement, réduction et de compensation associées

Le réseau de surveillance de la qualité de l'air permet de déclencher les procédures d'information ou d'alerte.

Sans évolution du nombre de véhicules circulant, les pollutions dues au trafic routier tendraient à diminuer avec la modernisation du parc automobile. Mais estimant que le trafic va augmenter, nous proposons pour en limiter les impacts :

- La mise en place de zones de limitation de la vitesse à 30km/h ;
- La valorisation de tout aménagement favorisant les modes de transport doux ;
- La valorisation des transports en commun.

En ce qui concerne les activités, les normes en vigueur devront être respectées. Enfin pour **les pollutions** provenant des habitations, elles **devraient se stabiliser** voire diminuer si les constructions et réhabilitations visent à **l'amélioration du bâti et des performances énergétiques**.

Enfin, **la prédominance des vents de Sud-Ouest** limite considérablement l'impact durable des sources de pollution dans l'atmosphère en favorisant leur dispersion rapide, d'où une qualité de l'air relativement bonne.

4.1.3. QUALITÉ DES SOLS

4.1.3.1 Description et évaluation des effets

Les principaux impacts recensés du projet de P.L.U. sur la qualité des sols sont liés aux terrassements et à l'imperméabilisation des sols par l'urbanisation. En effet, il a été constaté que l'urbanisation favorisait le ruissellement. Or, au cours du ruissellement, les eaux de pluie se chargent de différents dépôts polluants (résidus physiques, particules issues de l'érosion des sols et des matériaux, «dépôts secs»), qui peuvent générer des matières en suspension qui augmentent la turbidité de l'eau. La décomposition des matières organiques est elle aussi source de pollution. Par ailleurs, il est évident qu'une zone urbanisée a des impacts négatifs sur la qualité de l'eau de surface ou des nappes par rapport à une zone naturelle ou agricole.

La dégradation de la qualité des eaux peut avoir des incidences négatives sur les espèces animales et végétales (eaux superficielles essentiellement), sur la disponibilité des ressources en eau potable et éventuellement sur les risques pour la santé humaine.

Le sol à usage agricole est quant à lui pollué par les intrants agricoles (engrais, pesticides, ...), en fonction du mode de culture. Ainsi, des pollutions existent déjà, qu'il y ait ou pas un document d'urbanisme gérant un territoire.

Enfin, et selon leur process, les activités notamment industrielles, peuvent générer une pollution des sols.

4.1.3.2 Mesures d'évitement, réduction et de compensation associées

La problématique de la préservation de la qualité des sols rejoint la problématique de la gestion de l'espace. Par ses mesures d'ordre réglementaire et ses orientations d'aménagement, le P.L.U. incite au développement de nouvelles formes d'habitat, favorisant la mixité urbaine moins consommatrice d'espaces artificialisés, et plus propices à la préservation de la qualité des sols.

Afin de ne pas augmenter les rejets actuels d'eaux pluviales, l'ensemble de la commune sera soumis à la maîtrise des eaux pluviales. Des mesures **pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement** devront être prises **sur les zones à urbaniser définies par le P.L.U.** et assainies par des réseaux séparatifs. **Il en est de même pour tous les nouveaux projets en zones déjà urbanisées.**

Les zones nouvelles seront ainsi aménagées de manière à ce que, autant que faire se peut, toute précipitation soit gérée au sein même du site (traitement des eaux de toiture sur la parcelle, fossés drainants, bassins tampons paysagers), et soit toujours traitée, après contact avec les chaussées, avant rejet dans le milieu.

Ceci passe par **la mise en place de techniques alternatives ou compensatoires au ruissellement,** et les préconisations suivantes sont faites :

- assainissement de type séparatif pour toute nouvelle urbanisation, que ce soit en zone naturelle ou en zone urbanisée,
- recherche du principe du Zéro rejet par l'infiltration des eaux pluviales ;
- si l'infiltration n'est pas possible, détermination d'un débit de fuite vers le réseau public ou les fossés pour tout nouveau projet, etc.

4.2 IMPACTS SUR L'EAU

4.2.1. RESSOURCES EN EAU

4.2.1.1 Description et évaluation des effets

Les principaux impacts recensés du projet de P.L.U. sur les ressources en eau sont liés à l'imperméabilisation des sols par l'urbanisation qui réduit l'infiltration des eaux pluviales vers les nappes. Les ressources en eau potable peuvent par ailleurs être réduites par une dégradation de la qualité des eaux des nappes phréatiques.

La croissance démographique et économique escomptée va impliquer une pression supplémentaire sur les ressources en eau.

La diminution éventuelle des ressources en eau peut avoir aussi une incidence sur la dégradation de la qualité des milieux aquatiques et des zones humides, voire la disparition de certains habitats lors de l'assèchement d'une zone humide ou d'un cours d'eau par exemple.

4.2.1.2 Mesures d'évitement, réduction et de compensation associées

À ce jour, la ressource actuelle en eau est jugée suffisante pour répondre aux besoins actuels et futurs. Le projet de P.L.U. tient compte des périmètres de protection du captage en eau potable.

Enfin, et d'une façon générale, la prise de conscience collective doit viser le non gaspillage de la ressource en eau (démarche qui dépasse le cadre même du P.L.U.).

4.2.2. ASSAINISSEMENT

4.2.2.1 Description et évaluation des effets

La commune de Haybes dispose d'un réseau d'assainissement à dominante collectif et majoritairement unitaire (collecte des eaux usées et des eaux pluviales dans le même réseau). Les plans des réseaux sont annexés au dossier de P.L.U.

Les eaux usées collectées sont transférées vers la **station d'épuration de Haybes-Fumay, installée sur le territoire de Haybes**, en rive droite de la Meuse. Sa capacité nominale est de **9.000 Equivalents Habitants** pour un débit moyen journalier de 2.700 m^3/j par temps sec et de 5.400 m^3/j par temps de pluie.

La rive gauche de la Meuse n'est pas raccordable au réseau existant.

Les effluents sont collectés par le réseau d'assainissement gravitaire et transférés par des postes de refoulement vers la station d'épuration.

La croissance démographique implique une pression supplémentaire sur les ressources en eau. Il conviendra de veiller à conserver une consommation inférieure au renouvellement de la ressource, afin de ne pas la réduire.

La diminution éventuelle des ressources en eau peut avoir une incidence sur la dégradation de la qualité des milieux aquatiques et des zones humides, voire la disparition de certains habitats lors de l'assèchement d'une zone humide ou d'un cours d'eau par exemple.

4.2.2.1 Mesures d'évitement, réduction et de compensation associées

. Eaux usées :

Les caractéristiques actuelles de la station d'épuration sont suffisantes pour traiter les effluents domestiques actuels et futurs.

Dans la mesure où le zonage d'assainissement est élaboré en parallèle à cette procédure de révision générale du P.L.U., les documents seront cohérents.

Le règlement du P.L.U. prévoit les dispositions suivantes :

Eaux usées domestiques (eaux vannes et ménagères) :

- Le long des voies desservies par le réseau public de collecte des eaux usées aboutissant à une station d'épuration, le raccordement à ce réseau est obligatoire pour toute opération nouvelle susceptible de produire des eaux usées.
- En l'absence d'un tel réseau public, cette opération devra être desservie par un système autonome d'assainissement interne. Le dispositif choisi devra être adapté à l'opération et conforme à la règlementation en vigueur. Il devra permettre la suppression de cette installation individuelle de traitement et le raccordement ultérieur de l'opération au réseau collectif d'assainissement, lorsqu'il sera réalisé.

Eaux résiduaires d'activités économiques :

- Leur rejet dans le réseau public ou le milieu naturel est soumis aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

. Eaux Pluviales :

Les renforcements de réseaux ou extension se feront au cas par cas en fonction des opérations à réaliser et là où le zonage le prévoit. Les nouveaux réseaux créés seront réalisés en séparatif.
Le réseau d'eaux pluviales sera rejeté au plus près au milieu naturel.

Le règlement du P.L.U. prévoit les dispositions suivantes :

- Les aménagements réalisés sur un terrain ne doivent pas faire obstacle au libre écoulement des eaux pluviales des fonds supérieurs ni aggraver la servitude d'écoulement des eaux pluviales des maisons, cours, jardins, parcs et enclos attenants aux constructions constituant les fonds inférieurs.
- Les eaux pluviales s'écoulant sur le domaine public seront collectées par canalisations, gargouilles ou caniveaux, selon l'exutoire et les dispositions arrêtées par la commune ou par les services techniques la conseillant.

4.3 IMPACTS SUR LES RISQUES

4.3.1. RISQUES D'INONDATIONS

4.3.1.1 Description et évaluation des effets

Plusieurs mesures du projet ont été considérées comme ayant un impact sur l'exposition des personnes au risque d'inondation considéré comme « sensible » sur la Ville de Haybes.
Une partie du territoire communal de Haybes est concerné par le Plan de Prévention des Risques d'inondations approuvé le 28 octobre 1999, lequel défini plusieurs types de zones inondables (vert, bleu ou rouge) selon le type d'aléa.

4.3.1.2 Mesures d'évitement, réduction et de compensation associées

Les objectifs en matière de gestion des zones soumises à un risque d'inondation résultent de l'application des servitudes du PPR.
Les écoulements d'eaux superficielles liées à la nature des sols et leur artificialisation liée à l'urbanisation de secteurs naturels sont pris en compte dans le cadre du plan au travers de l'application de la servitude du PPR et par le maintien de dispositions réglementaires ou graphiques.

La révision du P.L.U. maintient la prise en compte de ce risque lié aux crues de la Meuse, avec les incidences suivantes :

- Les terrains inondés par les crues de la Meuse restent identifiés sur les documents graphiques (ou plans de zonage) à l'aide d'un indice « i » et des aplats de couleur,
- Le règlement de chaque zone du P.L.U. concernée rappelle l'application du règlement du Plan de Prévention des Risques d'inondations ou de règles spécifiques du P.L.U. dans les secteurs inondables.

En matière de gestion des eaux pluviales, des mesures passives, incitatives et autoritaires peuvent faire l'objet d'application.

Des techniques alternatives consistent soit à stocker localement et restituer progressivement l'eau à faible débit dans le réseau aval, soit à aider l'infiltration des eaux dans le sol.

4.3.2. RISQUE DE GONFLEMENT D'ARGILE

4.3.2.1 Description et évaluation des effets

D'après les renseignements fournis par le site internet du Bureau de Recherches Géologiques et Minières lié à cette thématique, la commune de Haybes est majoritairement concernée **par un aléa faible de retrait/gonflement d'argiles,** voire pour quelques secteurs un aléa à priori nul (ex : extrémité nord du territoire).

4.3.2.2 Mesures d'évitement, réduction et de compensation associées

Le P.L.U. se pose ici en tant que relais de l'information de la présence de ce phénomène et des fiches de recommandations sont annexées au rapport de présentation du P.L.U. : voir fiches liées à la prise en compte de l'aléa dans les constructions dans le document n°1B joint au dossier.

4.3.3. RISQUES TECHNOLOGIQUES

4.3.3.1 Description et évaluation des effets

La Ville de Haybes accueille déjà sur son territoire deux installations industrielles présentant un risque potentiel (Ets Baret et Fonte Ardennaise). Ces sites sont soumis à la réglementation concernant les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (I.C.P.E.).

4.3.3.2 Mesures d'évitement, réduction et de compensation associées

Le P.L.U. maintient :
- le classement de ces établissements en zone urbaine à vocation d'activités;
- les conditions ou interdictions de création de nouvelles I.C.P.E. dans certaines zones du P.L.U.

L'implantation de nouvelles Installations Classées pour la Protection de l'Environnement fera l'objet d'une attention particulière notamment sur les terrains destinés l'extension de la zone d'activités de l'Espérance.

Les précautions prises au sujet du transport de matières dangereuses vont se poursuivre. Elles ont permis à ce jour une prise en compte efficace de ce risque, à en juger par l'absence d'incidents majeurs.

4.4 CADRE DE VIE ET SANTÉ HUMAINE

4.4.1.1 Description et évaluation des effets

Le cadre de vie fait référence à la qualité du milieu de vie, par rapport aux nuisances notamment. Il ne fait pas l'objet d'une notation particulière dans l'état initial, car son approche est finalement transversale.

Les mesures d'ouverture à l'urbanisation ont globalement un impact négatif direct sur le cadre de vie à cause des nuisances sonores, olfactives et visuelles résultant des travaux de construction, et indirect sur la santé à cause de la dégradation de la qualité de l'air.

Cependant, ces impacts négatifs sont à relativiser par rapport à la faible proportion de personnes exposées : d'une part, les zones à urbaniser sont par définition des zones encore naturelles donc pas habitées (et même si l'on peut considérer que la dégradation de la qualité de l'air résultant de l'urbanisation a des effets négatifs sur la santé de l'ensemble des habitants de la commune, ces effets sont très modérés).

Par ailleurs, les impacts de l'ouverture à l'urbanisation sur la santé et le cadre de vie dépendent fortement du type de travaux qui seront réalisés.

4.4.1.2 Mesures d'évitement, réduction et de compensation associées

- Les protections édictées en matière **d'espaces boisés classés** et **en matière d'éléments naturels remarquables (parc en milieu urbain)**, contribuent à maintenir des **"poumons verts"**, participant à la qualité atmosphérique. Les arbres captent en effet le CO_2 atmosphérique par accroissement de leurs masses organiques. Ce **puits de carbone** peut être estimé à partir de la croissance annuelle des arbres : il s'agit de l'absorption nette annuelle (CO_2 absorbé - CO_2 émis) des forêts.

- La municipalité s'attache aussi à poursuivre la mise en valeur des espaces bordant la Meuse et les espaces de loisirs **favorables à la détente et propices au bien-être**.

- Le principe de précaution et la volonté de préservation paysagère ont été appliqués pour les nouvelles antennes de radiotéléphonie mobile. Le règlement limite géographiquement les possibilités d'implantation de ces ouvrages techniques :
    - ils ne sont pas autorisés en zones urbaines ou à urbaniser (UA, UB, UZ et 1AU), hormis s'il s'agit d'un remplacement d'ouvrages existants ;
    - ils sont interdits dans les secteurs naturel et agricole de protection paysagère (Ap et Np).

  Les ouvrages techniques liés aux réseaux de radiotéléphonie mobile sont explicitement autorisés en zone N (en dehors des espaces boisés classés). Pour rappel, Orange France a pour projet d'installer une antenne de radiotéléphonie mobile au lieudit « Les Bois ». Pour ce faire, la municipalité de Haybes a d'ailleurs finalisé une procédure de modification du P.L.U. approuvée en 2012. Cette révision générale veille à maintenir les possibilités d'implantation de cette antenne précédemment actées.

- Concernant plus particulièrement **le bruit,** la commune de Haybes est principalement soumise au bruit des transports terrestres routiers et ferroviaires.
  Au stade du P.L.U., le dispositif réglementaire et graphique et les pièces annexées, traduisent une prise en compte de l'impact de la thématique bruit par des mesures spécifiques de protection des personnes exposées.
    - Le règlement mentionne les zones d'isolement acoustique, dans lesquelles des prescriptions d'isolation des constructions contre le bruit doivent être respectées, selon l'arrêté préfectoral concerné.

- Concernant **la qualité de l'air**, il convient de se reporter au point correspondant.

4.5 IMPACTS SUR LE PATRIMOINE HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

4.5.1. DESCRIPTION ET ÉVALUATION DES EFFETS

Haybes est une commune au riche passé historique et archéologique. Certains éléments bâtis bénéficient d'une protection au titre de monuments historiques générant des périmètres de protection (servitude d'utilité publique AC1). Dans ce cas de figure, l'Architecte des Bâtiments de France (A.B.F.) est amenée à se prononcer régulièrement dans le cadre de projets de constructions nouvelles, de réhabilitations ou de démolition.

À ce jour, il apparaît que les nouvelles dispositions prises dans le cadre de cette procédure de P.L.U. soient plutôt favorables à la préservation du patrimoine architectural et archéologique. Il n'est toutefois pas impossible que des découvertes de sites archéologiques soient effectuées à l'avenir lors de la réalisation de travaux divers ou de l'ouverture à l'urbanisation de zones prévues à cet effet.

4.5.2. MESURES D'ÉVITEMENT, RÉDUCTION ET DE COMPENSATION ASSOCIÉES

En plus de ces servitudes d'utilité publique, le P.L.U. intègre aussi dans ses différentes composantes plusieurs mesures en faveur de la protection du patrimoine historique et archéologique, déjà en place depuis la dernière révision générale du P.L.U. approuvée en 2006, ou délibérées ensuite :

- Les annexes du rapport de présentation du P.L.U. (pièce n°1B) rappellent le cadre législatif et réglementaire en matière de protection du patrimoine archéologique.
- Le règlement écrit rappelle dans les zones concernées du P.L.U. la nécessité d'obtenir avant tout travaux ayant pour objet de démolir ou rendre inutilisable tout ou partie d'une construction existante, un permis de démolir défini par le code de l'urbanisme :
    . dans l'ensemble de la zone urbaine UA identifiée au titre de l'article L.123-1-5 7°,
    . pour les autres éléments bâtis identifiés comme étant remarquables (murs « écaillons », cité Saint-Pierre).
- Le règlement des zones urbaines UA et UB prévoit des règles plus restrictives que celles du P.O.S. en vigueur (article 11, etc.).

4.6 IMPACTS SUR LES ESPACES URBANISABLES

4.6.1. DESCRIPTION ET ÉVALUATION DES EFFETS

Ce projet de P.L.U. est moins consommateur d'espace, avec la suppression de plusieurs zones à urbaniser programmées par le Plan d'Occupation des Sols.
Les impacts les plus significatifs se situent dans :

- l'espace stratégique d'un cœur d'îlot, le tout en parfaite cohérence avec les orientations politiques exprimées dans le P.A.D.D.,
- en frange de la Zone d'Activités de l'Espérance.

Se reporter également aux plans ci-après et au tableau de synthèse des zones AU (voir paragraphe précédent).

4.6.2. MESURES D'ÉVITEMENT, RÉDUCTION ET DE COMPENSATION ASSOCIÉES

La gestion des espaces urbanisables est au cœur des orientations mises en œuvre dans le P.A.D.D., qui préconise de maîtriser le développement de l'urbanisation.

La municipalité a revu à la baisse les zones à urbaniser inscrites au document d'urbanisme depuis 2000.

L'ouverture à l'urbanisation de la zone 2AU du Cœur d'Ilot sera engagée selon les opportunités foncières et la qualité des projets présentés.

Mesure d'évitement :

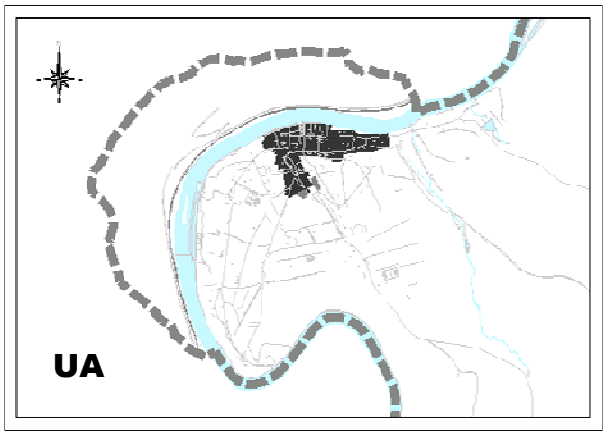
Lors des réunions de travail qui ont précédées l'arrêt du projet de révision générale du P.L.U., les élus de Haybes ont porté leur réflexion sur l'inscription en zone constructible (UB) d'une bande de terrain le long de la rue Madame de Cormont (face au lotissement « Les Zivages », jusqu'au stade Jean DRUART).

Ce projet a été finalement évité pour les raisons suivantes :

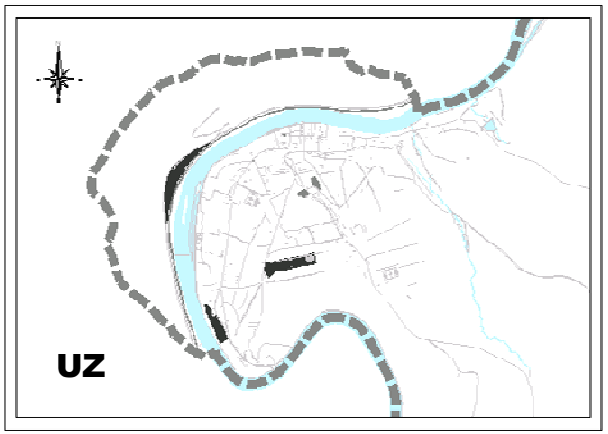
- proximité immédiate d'activités nuisantes (ferrailleur, palettes de bois, etc.),
- proximité immédiate de la zone Natura 2000,
- emprise pour partie concernée par un ancien verdeau,
- rejet d'eaux pluviales issues du lotissement Les Zivages (réseau existant).

⇨ Les terrains restent alors classés en zone naturelle et forestière (N) ou en zone agricole (A), avec un objectif de protection paysagère. Le règlement du P.L.U. y interdit toute construction, y compris celles liées aux équipements publics.

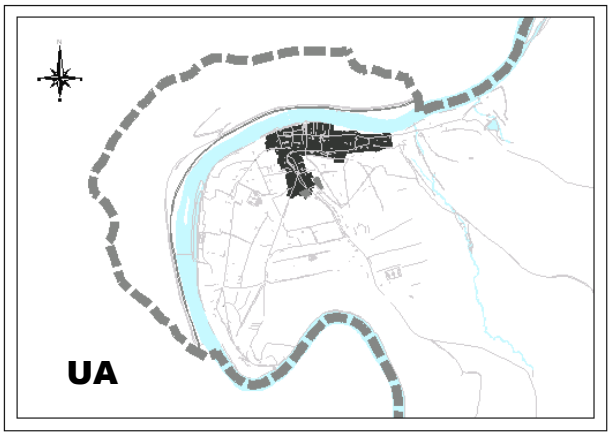
EMPRISE CLASSÉE EN ZONES URBAINES AVANT RÉVISION GÉNÉRALE



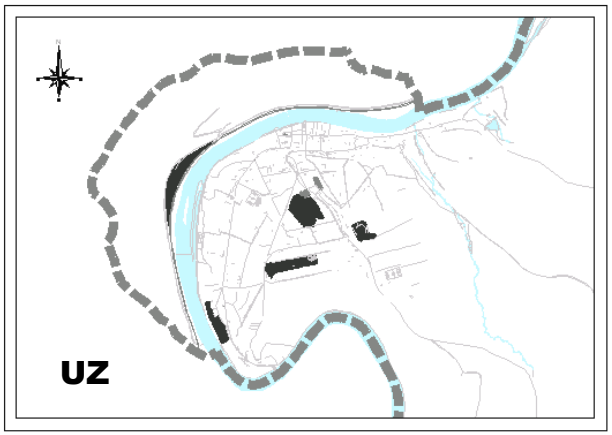




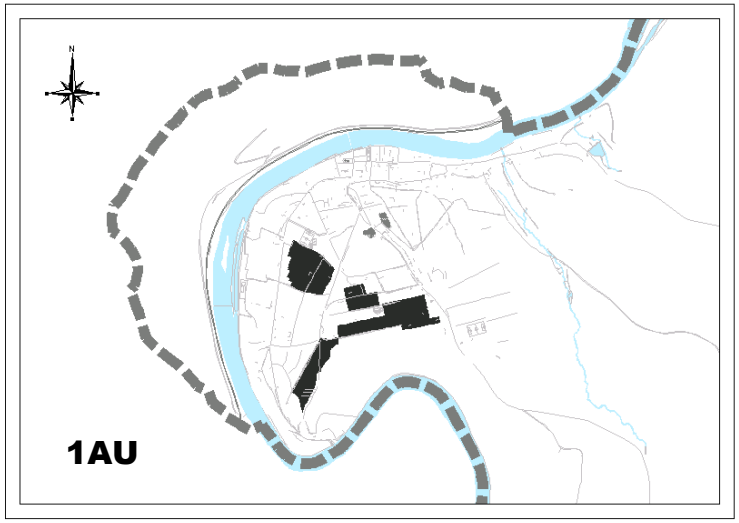
EMPRISE CLASSÉE EN ZONES URBAINES APRÈS RÉVISION GÉNÉRALE

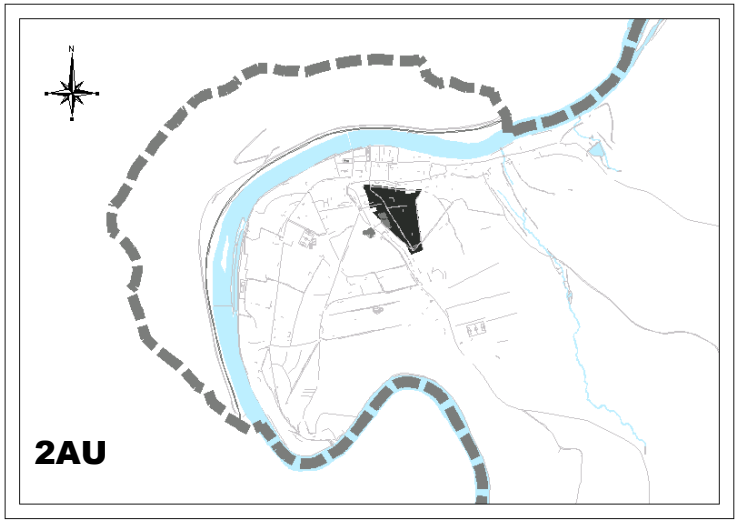




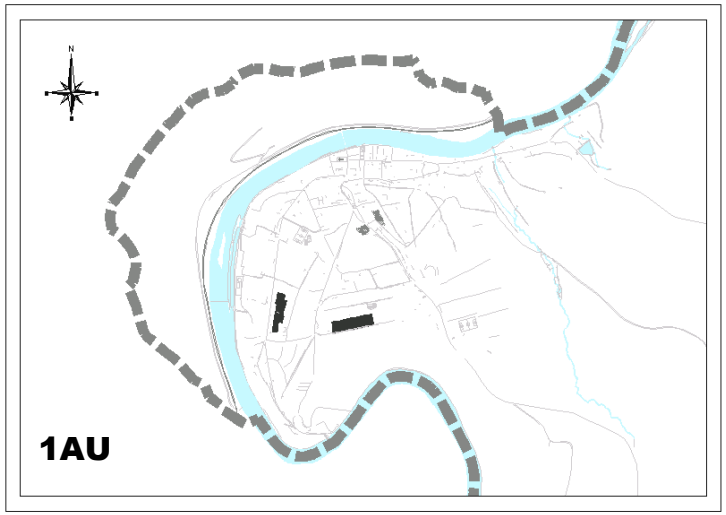


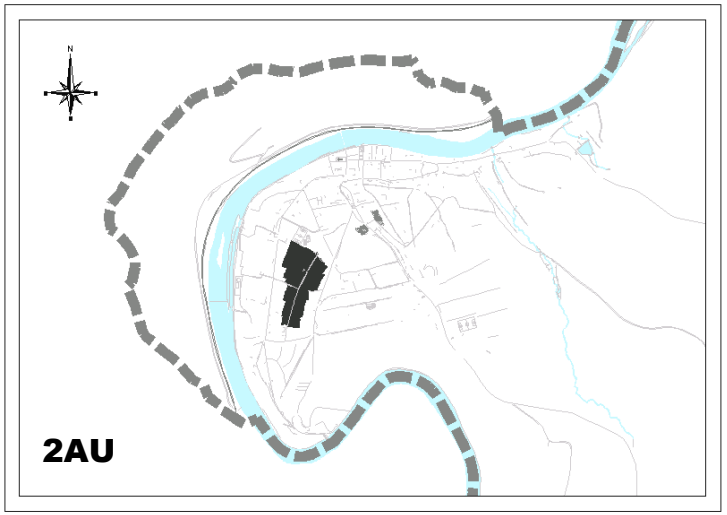
EMPRISE CLASSÉE EN ZONES À URBANISER AVANT RÉVISION GÉNÉRALE





EMPRISE CLASSÉE EN ZONES À URBANISER APRÈS RÉVISION GÉNÉRALE





4.7 IMPACTS SUR LA DÉMOGRAPHIE

4.7.1. DESCRIPTION ET ÉVALUATION DES EFFETS

Les espaces urbanisables du P.L.U. répondent aux objectifs démographiques souhaités par la Ville de Haybes, qui désire répondre aux besoins de la population actuelle et des générations futures, sans discrimination et dans le respect du principe d'équité entre citoyens.

Sans vouloir atteindre des objectifs importants de développement démographique, **il s'agit en premier lieu de contribuer au maintien du niveau actuel de la population au-delà du seuil de 2000 habitants**, **pour atteindre un objectif de population établi à 2 500 habitants,** pour les 10 à 15 prochaines années (voir le tableau de synthèse ci-après).

Il s'agit entre autres de lutter contre le vieillissement de la population.

Une évaluation du nombre de logements et d'habitants générés la zone à urbaniser du cœur d'îlot est jointe ci-après. Elle tient compte d'une rétention foncière et les densités moyennes retenues sont disparates.

Avec les quelques dents creuses disponibles au sein de la zone urbaine **(voir paragraphe 2.11.3. précédent)**, cette zone à urbaniser 2AU est en mesure de pouvoir répondre aux objectifs démographiques fixés par la municipalité. Encore faut-il régler les aspects liés à la maitrise foncière de ce vaste espace morcelé.

En dehors de cette évaluation mathématique et stratégique du territoire communal, plusieurs impacts indirects sont associés à l'accroissement de la population communale. On peut citer en premier lieu la hausse de la production de déchets qui elle-même peut avoir des impacts sur la qualité des sols, la qualité de l'eau, les ressources en eau potable, la qualité des milieux biologiques.

Par ailleurs, l'augmentation de la population peut s'accompagner d'un accroissement du trafic automobile, à l'origine de pollutions de l'air (émissions de particules et de GES) et de nuisances importantes.

ÉVALUATION DU NOMBRE DE LOGEMENTS ET D'HABITANTS GÉNÉRÉS PAR LA ZONE À URBANISER 2AU / CŒUR D'ILOT						
Dénomination de la zone	**Superficie totale approchée** *(dans le cadre de cette révision)*	**Évaluation de la surface à bâtir** *(hors espaces communs - EC)*	**Selon densité moyenne retenue pour cette évaluation**	**Nombre prévisionnel de logements**	**Forme urbaine**	**Nombre prévisionnel d'habitants[36]**
Zones 2AU **« Cœur d'îlot »** *approche sans rétention foncière*	90 000 m²	63 000 m² (30% EC)	30 logts / ha	189	Mixte / projet(s) type éco-quartier	454
			20 logts / ha	126	Mixte	303
			10 logts / ha	63	Mixte	151
Zones 2AU **« Cœur d'îlot »** *approche avec rétention foncière[37] (coef. 1,5)*	60 000 m²	42 000 m² (30% EC)	30 logts / ha	126	Mixte / projet(s) type éco-quartier	302
			20 logts / ha	84	Mixte	202
			10 logts / ha	42	Mixte	100

4.7.2. MESURES D'ÉVITEMENT, RÉDUCTION ET DE COMPENSATION ASSOCIÉES

Des zones à urbaniser inscrites au document d'urbanisme et dont la maîtrise foncière était communale, ont été supprimée en faveur de l'activité agricole.

Les autres mesures sont liées à celles avancées précédemment sur le cadre de vie et la santé humaine, ainsi que sur la préservation de l'environnement et l'optimisation des espaces urbanisables.

[36] Hypothèse réalisée sur la base d'un nombre moyen d'occupants par résidence principale égal à 2,4 (source : données I.N.S.E.E. - Taille des ménages en 2009)

[37] Un coefficient de rétention foncière permet de prendre en compte le fait que les propriétaires ne souhaitent pas toujours vendre leur terrain. Un coefficient de 1,5 signifie que pour 1000 m² cessible on considère que 600 m² environ ne se vendront pas.

4.8 IMPACTS SUR LE PAYSAGE

4.8.1. DESCRIPTION ET ÉVALUATION DES EFFETS

Les mesures d'ouverture à l'urbanisation de secteurs jusque-là préservés (et dans une moindre mesure le maintien de zones à urbaniser) peuvent entraîner une dégradation des paysages ainsi qu'une perte d'identité paysagère.

Les espaces agricoles (ou ruraux) et les espaces naturels situés en frange Est du bourg et en frange du bois des Aurains, méritent d'être préservés pour leur intérêt paysager.

La façade fluviale hayboise est très sensible.

4.8.2. MESURES D'ÉVITEMENT, RÉDUCTION ET DE COMPENSATION ASSOCIÉES

Le projet de P.L.U. conduit :
- à supprimer des zones à urbaniser prévues le long de la rue de l'Espérance et dans le prolongement du quartier d'habitat « Les Dzivages »,
- à maintenir ***le secteur agricole Ap***, secteur de protection paysagère.

Les orientations définies dans le projet démontrent une préoccupation importante de la préservation des paysages naturels et urbains (voir mesures ci-après relatives au patrimoine écologique et à la biodiversité – espaces boisés classés, etc.), et de la préservation de l'activité agricole, même si cette dernière n'est pas très développée sur le territoire communal.

Les mesures compensatoires résultent principalement de la mise en œuvre des dispositifs réglementaires assurant cette prise en compte dans le document, dont notamment les orientations d'aménagement et de programmation ainsi que les articles 11 et 13 du règlement littéral.

4.9 IMPACTS SUR LE PATRIMOINE ÉCOLOGIQUE - BIODIVERSITÉ

4.9.1. DESCRIPTION ET ÉVALUATION DES EFFETS

Les thématiques des milieux naturels ont été qualifiées sensibles dans la partie « état initial de l'environnement » du rapport de présentation.

Ces impacts sur la faune sont dus essentiellement à l'augmentation de la pollution des milieux et donc du risque d'intoxication des animaux, et d'une destruction de leur habitat.

Par ailleurs, l'urbanisation et l'activité agricole peuvent être des facteurs directs de mortalité animale (fauchage, trafic automobile, etc.). Les mesures qui ont a priori les impacts négatifs les plus forts sur la flore entraînent à la fois une augmentation de la pollution des milieux et donc du risque d'intoxication des plantes, et une destruction des écosystèmes.

Par ailleurs, l'urbanisation et l'activité agricole peuvent être des facteurs directs de destruction des plantes (abattage d'arbres, destruction de haies, etc.).

L'analyse montre par ailleurs que souvent, les impacts sur la flore, négatifs ou positifs, ont des conséquences sur les habitats et donc sur la faune associée.

⇨ **Se reporter également au titre 5 ci-après, lié aux zones revêtant une importance particulière pour l'environnement.**

4.9.2. MESURES D'ÉVITEMENT, RÉDUCTION ET DE COMPENSATION ASSOCIÉES

Les milieux naturels identifiés propices au développement de la biodiversité ont été pris en compte dans le cadre du P.L.U. au travers notamment des dispositions réglementaires et graphiques adaptées (classement en zones naturelles ou agricoles, maintien du classement en espace boisé classé du Bois des Aurains et de la Côte devant Haybes, etc.). Le continuum écologique à conforter, identifié sur la carte de P.N.R.A., est classé en zone naturelle et forestière.

Le verger conservatoire aménagé en partenariat avec le P.N.R.A. reste classé en zone naturelle à vocation sportive, touristique et de loisirs (Nℓ). Ce verger n'existait pas lors de l'approbation du Plan d'Occupation des Sols en 2000. Il n'a pas été jugé indispensable de renforcer sa préservation par le biais d'un classement en espace boisé classé (E.B.C.), d'une part parce que le terrain l'accueillant, situé au sud de la Maison des Randonnées, appartient à la commune de Haybes, garante de sa préservation, et d'autre part pour conserver une certaine souplesse sur la gestion de ce verger.

Les projets touristiques, sportifs, culturels et de loisirs qui sont amenés à s'installer au cœur du massif forestier **se feront dans le respect de la biodiversité de ces sites**. Le cas échéant, des études environnementales plus poussées seront engagées pour y veiller.

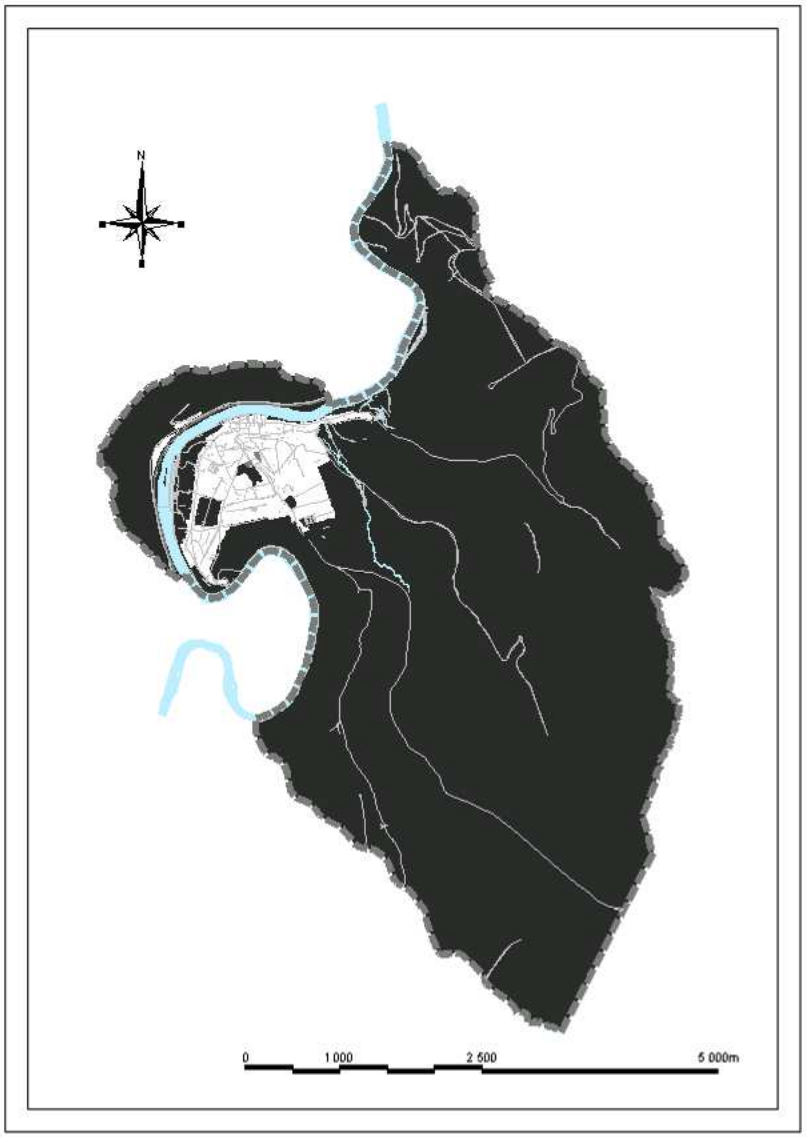
D'une façon générale, l'appréciation fine des impacts de projets et des mesures compensatoires à mettre en œuvre repose aussi sur la phase d'engagement des projets et les législations propres aux opérations impactant l'environnement.

Par ailleurs, les dispositions adoptées par le projet de P.L.U. révisé de Haybes en limite du territoire belge apparaissent cohérentes avec les affectations actuelles du plan de secteur belge.
Des zones forestières se prolongent d'un côté à l'autre de la frontière, et leur protection respective inscrite à la fois sur le document d'urbanisme belge et sur celui de Haybes, ne peut que **favoriser la préservation et le développement des continuités écologiques**.

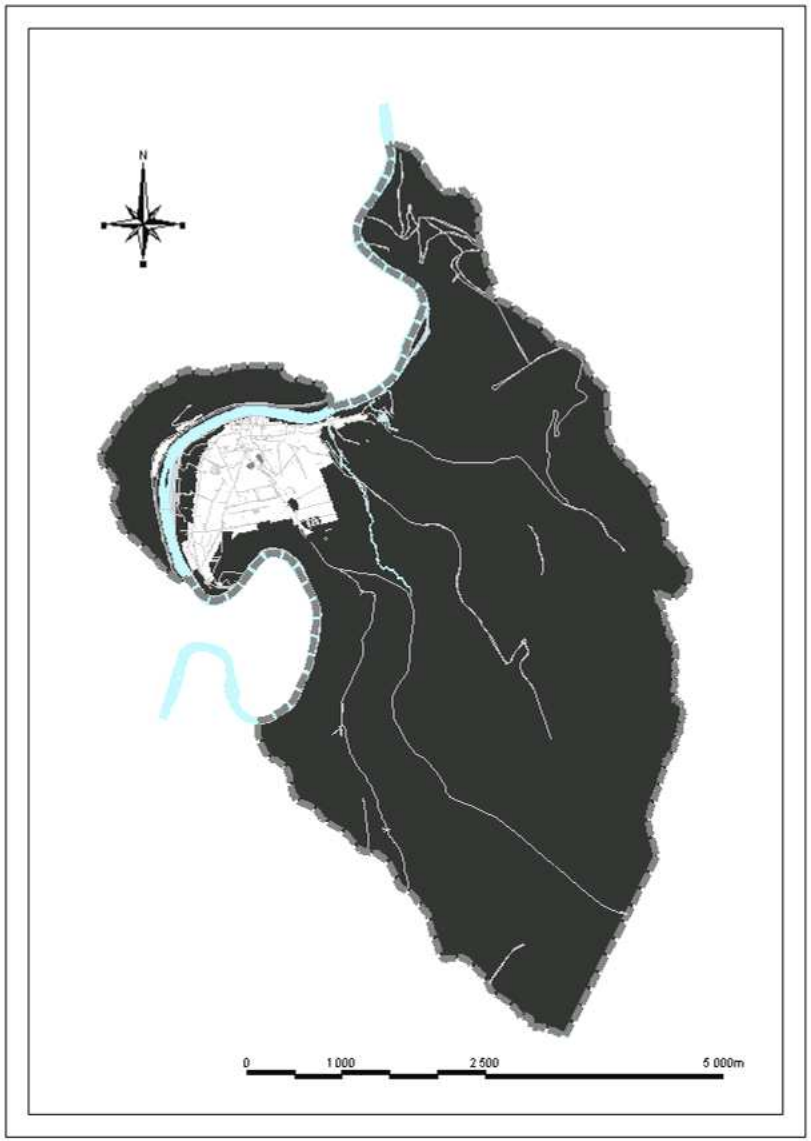
S'ajoutent à ces dispositions graphiques, des mesures spécifiées à l'article 13 du règlement (écrit) des zones du P.L.U., qui apparaissent également favorables à la biodiversité (ex : plantations d'arbres dans les lotissements, etc.).

Enfin, la Ville de Haybes travaille quotidiennement à la mise en œuvre de méthodes d'entretien plus respectueuses de l'environnement.

EMPRISE CLASSÉE EN ZONES NATURELLES ET FORESTIÈRES AVANT LA RÉVISION GÉNÉRALE DU P.L.U.



EMPRISE CLASSÉE EN ZONES NATURELLES ET FORESTIÈRES APRÈS LA RÉVISION GÉNÉRALE DU P.L.U.



4.10 IMPACTS SUR LES ESPACES AGRICOLES

4.10.1. DESCRIPTION ET ÉVALUATION DES EFFETS

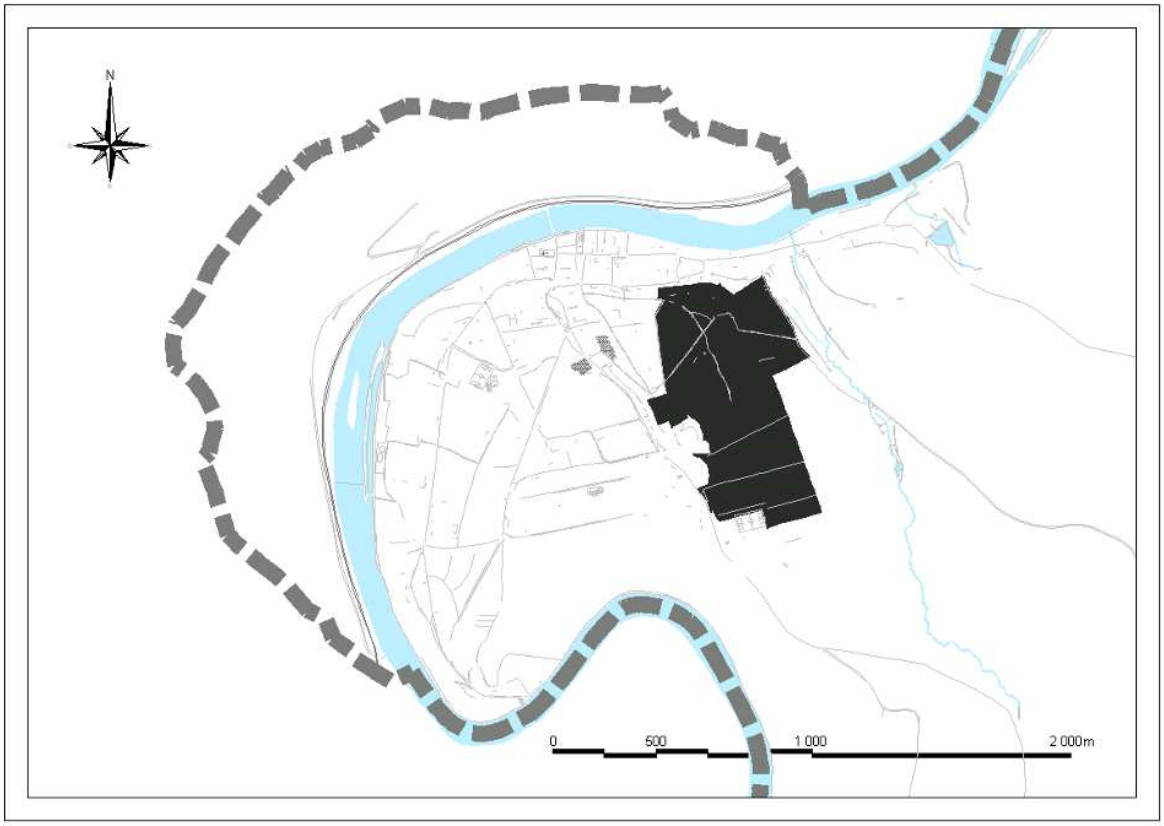
De façon logique, les mesures de basculement de zones agricoles en zones urbaines ou à urbaniser ont un impact négatif sur la gestion des espaces agricoles. Le tableau d'évolution surfacique des zones indique au final une hausse de 13 ha environ des surfaces agricoles.

4.10.2. MESURES D'ÉVITEMENT, RÉDUCTION ET DE COMPENSATION ASSOCIÉES

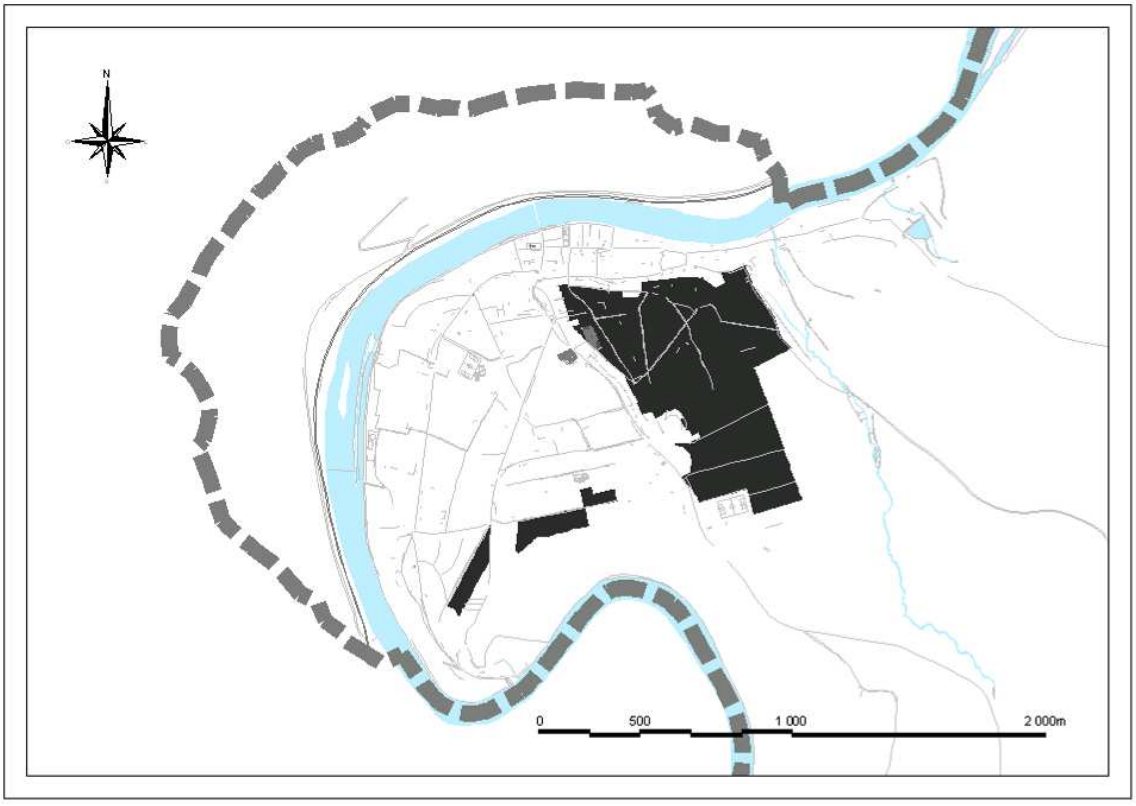
Globalement, ce projet de P.L.U. est favorable aux espaces agricoles, puisqu'il conduit à supprimer des zones à urbaniser projetées, exploités pour partie par des agriculteurs extérieurs à Haybes (terrains communaux bordant la rue de l'Espérance et la Z.A. de l'Espérance.

Le cœur d'îlot classé en zone à urbaniser 2AU par le projet de P.L.U. n'impacte plus des exploitants

EMPRISE CLASSÉE EN ZONES AGRICOLES AVANT LA RÉVISION GÉNÉRALE DU P.L.U.



EMPRISE CLASSÉE EN ZONES AGRICOLES APRÈS LA RÉVISION GÉNÉRALE DU P.L.U.



4.11 IMPACTS SUR LES DÉCHETS

4.11.1. DESCRIPTION ET ÉVALUATION DES EFFETS

L'impact du P.L.U. sur la thématique particulière des déchets est «transversal». Il est directement lié à la réalisation de travaux divers et à l'augmentation souhaitée de la population communale.

Les répercussions sur l'environnement seront nécessairement négatives, en partant du principe qu'il y aura forcément une augmentation de la production de déchets:
- liée aux travaux d'extension de réseaux, de constructions nouvelles et de réhabilitations potentielles (impact temporaire),
- et liée à l'installation effective de nouveaux ménages produisant un volume supplémentaire de déchets à collecter (impact permanent).

Plusieurs impacts indirects sont associés à l'accroissement de la production de déchets, sur la qualité des sols, la qualité de l'eau, les ressources en eau potable si les capacités d'assainissement sont insuffisantes, et sur la qualité des milieux biologiques. Par ailleurs, l'augmentation de la production de déchets ménagers peut temporairement provoquer des nuisances olfactives lors de difficultés dans la collecte de ces déchets.

Dans sa configuration actuelle, la station d'épuration intercommunale s'avère suffisamment dimensionnée pour recevoir les effluents supplémentaires générés par la hausse de population et d'activités escomptées sur le territoire communal.

Concernant le ramassage des ordures ménagères, les espaces voués à accueillir dans le futur de nouvelles habitations devront être desservis. Ainsi, pour la zone à urbaniser du cœur d'îlot, le parcours actuel devra être réadapté au fur et à mesure de son urbanisation (prolongement du temps de collecte).

4.11.2. MESURES D'ÉVITEMENT, RÉDUCTION ET DE COMPENSATION ASSOCIÉES

La présence d'une déchetterie sur le territoire de Haybes est un avantage certain pour les résidents comme pour les entreprises.

Les actions faites par la Communauté de Communes Ardenne Rives de Meuse vont dans le sens d'une limitation globale des impacts sur l'environnement (ex : composteurs individuels, etc.). La mise en place de dispositifs novateurs n'est pas à l'avenir exclue.

TITRE 5 CONSÉQUENCES ÉVENTUELLES DE L'ADOPTION DU PLAN SUR LA PROTECTION DES ZONES REVÊTANT UNE IMPORTANCE PARTICULIÈRE POUR L'ENVIRONNEMENT

Le rapport de présentation analyse les incidences notables prévisibles de la mise en œuvre du plan sur l'environnement et ***expose les conséquences éventuelles de l'adoption du plan sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L.414-4 du code de l'environnement*** *;*

Extrait de l'article R.123-2-1 du code de l'urbanisme (point 3°) modifié par décret n°2013-142 du 14 février 2013 - art.4

5.1 ÉVALUATION PRÉLIMINAIRE DES INCIDENCES SUR LE RÉSEAU NATURA 2000



Le réseau Natura 2000 *est composé des sites relevant de deux directives européennes :*

- *les sites de la directive 2009/147/CE du 30 novembre 2009 concernant la conservation des oiseaux sauvages* ***("directive Oiseaux")*** *qui désigne des* ***Zones de Protection Spéciales ("ZPS").***
- *les sites de la directive 92/43/CEE du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages* ***("directive Habitats")*** *qui désigne à terme des* ***Zones Spéciales de Conservation ("ZSC")***

Le territoire de Haybes **est recoupé par un site Natura 2000** au titre de la Directive Oiseaux[38], **à savoir le site FR 2112013 du Plateau Ardennais.**

Dans ces conditions, et en vertu du décret ministériel n°2010-365 du 9 avril 2010 et de l'arrêté préfectoral du 9 février 2011[39], le projet de révision générale du P.L.U. est soumis **à une évaluation (préliminaire) des incidences sur le réseau Natura 2000.**

5.1.1. PRÉSENTATION SIMPLIFIÉE DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Haybes se situe en région Champagne-Ardenne, au nord du département des Ardennes. Cette **commune de la vallée de la Meuse** appartient à **l'arrondissement de Charleville-Mézières** et au **canton de Fumay.** Son territoire couvre une superficie de **2805 hectares.** Par ailleurs, elle forme une **unité urbaine**[40] avec la commune riveraine de Fumay.

La Ville compte **2 110 habitants** (population totale de 2011 entrée en vigueur au 1er janvier 2014).

Le Conseil Municipal de Haybes a décidé de prescrire la révision générale du P.L.U. le 31 juillet 2008. Cette décision a été principalement motivée par le fait que le document d'urbanisme de Haybes se présente sous la forme et le contenu d'un Plan d'Occupation des Sols.

En effet, le P.O.S. initial de Haybes a été approuvé le 5 septembre 2000, peu avant la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (S.R.U.) adoptée le 13 décembre 2000, réformant le contenu et la forme du P.O.S. désormais appelé Plan Local d'Urbanisme.

[38] Voir fiches et cartographies environnementales jointes au document 1B du dossier de P.L.U.

[39] Arrêté du préfet des Ardennes fixant la liste prévue au 2ème du III de l'article L.414-4 du Code de l'Environnement

[40] Selon l'INSEE, l'unité urbaine est une commune ou un ensemble de communes qui comporte sur son territoire une zone bâtie d'au moins 2 000 habitants où aucune habitation n'est séparée de la plus proche de plus de 200 mètres. En outre, chaque commune concernée possède plus de la moitié de sa population dans cette zone bâtie.

Au-delà du caractère obsolète du document d'urbanisme, **les élus de Haybes souhaitent définir un projet de P.L.U. autour des trois enjeux suivants :**

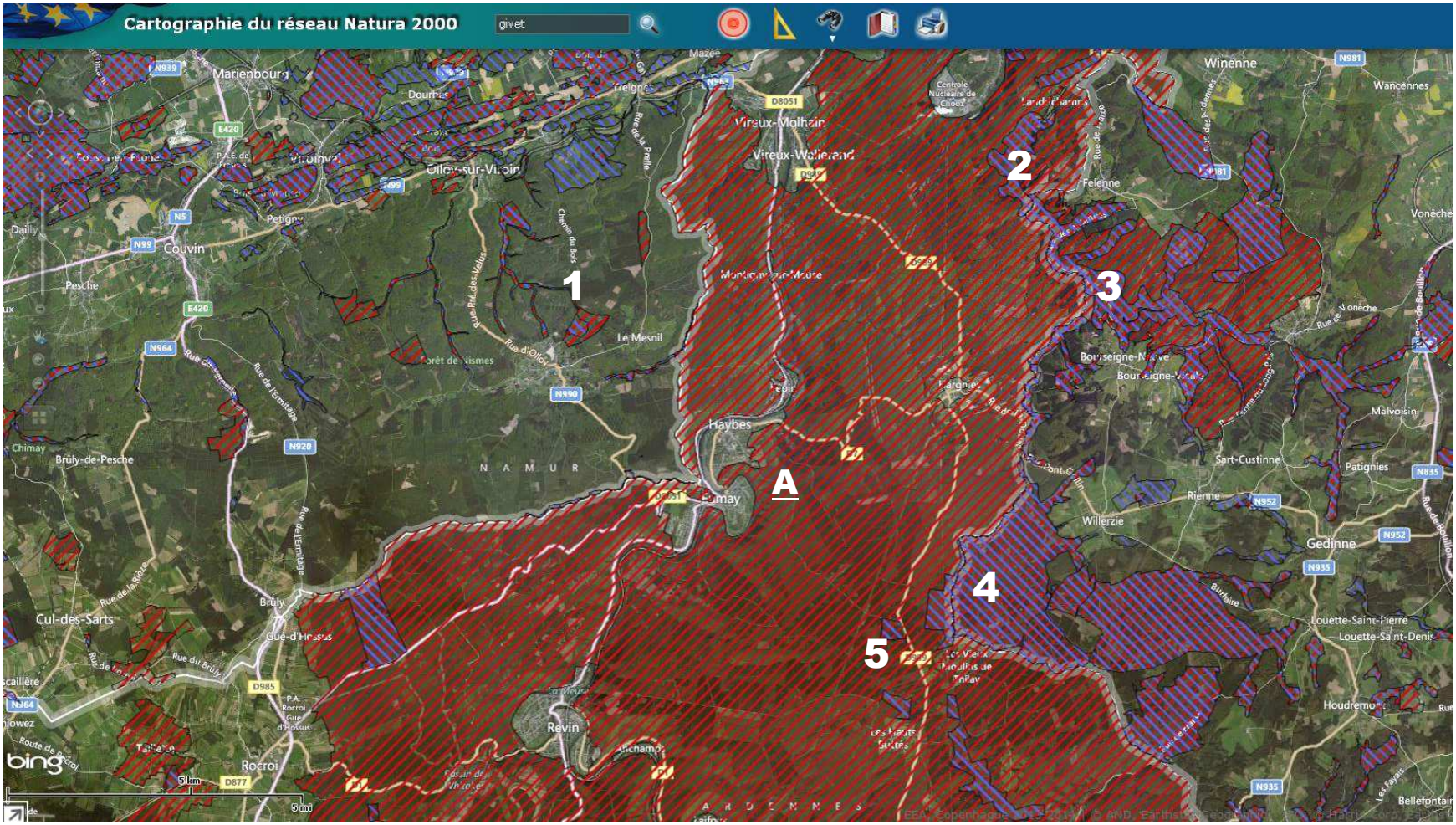
- ***Enjeu n°1*** : Maintenir le niveau actuel de population
- ***Enjeu n°2*** : Sauvegarder et dynamiser le tissu économique haybois et conforter son statut de pôle de loisirs et d'activités sportives de la vallée de la Meuse
- ***Enjeu n°3*** : Préserver l'identité de la ville au regard de ses atouts paysagers et historiques

Le P.L.U. couvre l'ensemble du territoire communal.

Ce projet de révision générale est moins consommateur d'espaces (baisse des emprises affectées à l'urbanisation future) **et propice au maintien de l'activité agricole**, qui se raréfie au fil des années dans les communes de la Pointe des Ardennes.

5.1.2. SITUATION DU PROJET PAR RAPPORT AU(X) SITE(S) NATURA 2000 LES PLUS PROCHES

sources : Site internet de la DREAL – Document d'objectifs Natura 2000 – 2004/2009



source : http://natura2000.eea.europa.eu/#

1 : Sites Natura 2000 proches du projet (territoire de Haybes)

A : Site Natura 2000 situé sur le territoire de Haybes

Le projet se situe-t-il à l'intérieur d'un site Natura 2000 ? **☑ OUI** **☑ NON**

En considérant que, dans le cas présent, le projet porte sur la révision générale du Plan Local d'Urbanisme de Haybes, qui lui-même porte sur la totalité du territoire communal.

Comme indiqué précédemment, le territoire de Haybes est recoupé **par le site Natura 2000 de la Zone de Protection Spéciale du «plateau ardennais»** (FR 2112013), qui s'étend aussi sur d'autres communes de la vallée de la Meuse.



À Haybes, le site englobe la quasi-totalité du territoire, en excluant la zone urbaine qui est venue se loger dans l'une des boucles de la Meuse.

(se reporter au paragraphe ci-après décrivant ce site Natura 2000).



Source : extraits du site Géoportail

Le projet se situe-t-il à proximité d'un ou plusieurs sites Natura 2000 ?
☑ OUI ☐ NON

Numéro *(Voir extrait plan Natura 2000 viewer)*	**Nom du site Natura 2000**	**Numéro du site**	**Directive**	**Distance minimale évaluée par rapport au projet**[41] *(points les plus proches entre les limites du territoire de Haybes et du site Natura)*
Territoire français :				
2	Vallée boisée de la Houille	FR 210 0302	Habitats	Site situé à 7 km au nord-est du territoire haybois
5	Tourbières du plateau ardennais	FR 210 0273	Habitats	Site situé à 400 m environ au sud-est du territoire haybois
Territoire belge :				
1	Bassin Ardennais du Viroin (Viroinval)	BE 35032 A0	Oiseaux	Sites situés au nord-ouest du territoire haybois à 2 km environ
		BE 35032 B0	Habitats	
3	Vallée de la Houille en aval de Gedinne	BE 35039A0	Oiseaux	Sites situés au nord-est du territoire haybois à 6,9km environ
		BE 35039B0	Habitats	
4	Vallée de la Hulle (Gedinne)	BE 35040A0	Oiseaux	Sites situés au sud-est du territoire haybois à 1,8 km
		BE 35040B0	Habitats	

5.1.3. DESCRIPTIF GÉNÉRAL DE LA Z.P.S. N°FR2112013 - PLATEAU ARDENNAIS

(Source : Sylvinfon°55 – DREAL Champagne-Ardenne / Docob du Plateau Ardennais)

L'arrêté interministériel du **25 avril 2006** a porté désignation du site Natura 2000 du « Plateau ardennais » (zone de protection spéciale).

Les contours de la Z.P.S. proposée reprennent en grande partie ceux de la Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux (Z.I.C.O.) du Plateau ardennais, d'une superficie de **94 410 hectares**.

Rappelons que les Z.I.C.O. sont des zones d'inventaires qui n'induisent aucune réglementation opposable aux tiers. Elles constituent, au même titre que les Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (Z.N.I.E.F.F.) des outils de référence pour les propositions de zones Natura 2000.

[41]Distances approchées à vol d'oiseau, mesurées sur le site internet Géoportail - Données estimatives et variables selon les points pris en référence entre le site Natura 2000 et la limite du territoire communal de Haybes.

La liste des espèces d'oiseaux ayant justifié cette désignation est la suivante :

Document d'objectifs ZPS « Plateau ardennais »

Tableau 5 : Synthèse du recensement de l'avifaune présente sur le site.

Code	Nom vernaculaire	Nom scientifique	Statut de protection Directive oiseaux	Effectif couple/effectif	Liste rouge Nationale/régionale	Cotation UICN	Habitats / Remarques
A246	Alouette lulu	*Lullula arborea*	Annexe I	5-10	LC/oui	LC	Voir monographie correspondant à l'espèce
A072	Bondrée apivore	*Pernis apivorus*	Annexe I	65-150	LC/oui	LC	Voir monographie correspondant à l'espèce
A338	Pie-grièche écorcheur	*Lanius collurio*	Annexe I	0-10	LC/oui	LC	Voir monographie correspondant à l'espèce
A094	Balbuzard pêcheur	*Pandion haliaetus*	Annexe I	Non évalué	VU/oui	LC	Voir monographie correspondant à l'espèce
A081	Busard des roseaux	*Circus pygargus*	Annexe I	Non évalué	VU/oui	LC	Voir monographie correspondant à l'espèce
A223	Chouette de Tengmalm	*Aegolius funereus*	Annexe I	10-20	LC/oui	LC	Voir monographie correspondant à l'espèce
A031	Cigogne blanche	*Ciconia ciconia*	Annexe I	Non évalué	LC/oui	LC	Voir monographie correspondant à l'espèce
A030	Cigogne noire	*Ciconia nigra*	Annexe I	3-4	EN/oui	LC	Voir monographie correspondant à l'espèce
A224	Engoulevent d'Europe	*Caprimulgus europaeus*	Annexe I	15-30	LC/oui	LC	Voir monographie correspondant à l'espèce
A103	Faucon pèlerin	*Falco peregrines*	Annexe I	4-8	EN/oui	LC	Voir monographie correspondant à l'espèce
A104	Gélinotte des bois	*Bonasa bonasia*	Annexe I	Non évalué	VU/oui	LC	Voir monographie correspondant à l'espèce
A215	Grand-duc d'Europe	*Bubo bubo*	Annexe I	7-8	LC/oui	LC	Voir monographie correspondant à l'espèce
A027	Grande aigrette	*Egretta alba*	Annexe I	Non évalué	NT/oui	LC	Voir monographie correspondant à l'espèce
A222	Hibou des marais	*Asio flammeus*	Annexe I	0	VU/oui	LC	Espèce a priori absente sur la ZPS* (à confirmer)
A229	Martin-pêcheur d'Europe	*Alcedo atthis*	Annexe I	Non évalué/3	LC/oui	LC	Voir monographie correspondant à l'espèce
A073	Milan noir	*Milvus migrans*	Annexe I	0-10	LC/oui	LC	Voir monographie correspondant à l'espèce
A074	Milan royal	*Milvus milvus*	Annexe I	Non évalué	VU/oui	NT	Voir monographie correspondant à l'espèce
A234	Pic cendré	*Picus canus*	Annexe I	Non évalué/1	VU/oui	LC	Voir monographie correspondant à l'espèce
A238	Pic mar	*Dendrocopos medius*	Annexe I	175-250	LC/oui	LC	Voir monographie correspondant à l'espèce
A127	Grue cendrée	*Grus grus*	Annexe I	Non évalué	CR/oui	LC	Voir monographie correspondant à l'espèce
A236	Pic noir	*Dryocopus martius*	Annexe I	90-120	LC/oui	LC	Voir monographie correspondant à l'espèce
Autre espèces d'intérêts contactées sur le site mais non visées à L'annexe I de la Directive Oiseaux.							
A350	Grand corbeau	*Corvus corax*	-	5-10	LC/oui	LC	Espèce non visée à l'annexe I mais importante pour le site.
A400	Autour des palombes	*Accipiter gentilis*	Annexe II	Non évalué	EN/oui	LC	Espèce non visée à l'annexe I mais importante pour le site.
A155	Bécasses des bois	*Scopolax rusticola*	Annexe II	Non évalué	-/oui	-	Espèce non visée à l'annexe I mais importante pour le site.
A087	Buse variable	*Buteo buteo*	Annexe II	Non évalué	LC/oui	LC	Espèce non visée à l'annexe I mais importante pour le site.
A051	Canard chipeau	*Anas strepera*	Annexe II	Non évalué	LC/oui	LC	Espèce non visée à l'annexe I mais importante pour le site.

- 82 -Parc naturel régional des Ardennes– 2011

© source : extrait du Docob de la Z.P.S. du Plateau Ardennais

Code	Nom vernaculaire	Nom scientifique	Statut de protection Directive oiseaux	Effectif couple/effectif	Liste rouge Nationale/régionale	Cotation UICN	Habitats / Remarques
A053	Canard colvert	*Anas platyrhynchos*	Annexe II	Non évalué /93	LC/oui	LC	Espèce non visée à l'annexe I mais importante pour le site.
A054	Canard pilet	*Anas acuta*	Annexe II	Non évalué	NA/oui	LC	Espèce non visée à l'annexe I mais importante pour le site.
A050	Canard siffleur	*Anas penelope*	Annexe II	Non évalué	NA/oui	LC	Espèce non visée à l'annexe I mais importante pour le site.
A056	Canard souchet	*Anas clypeata*	Annexe II	Non évalué	LC/oui	LC	Espèce non visée à l'annexe I mais importante pour le site.
A164	Chevalier aboyeur	*Tringa nebularia*	Annexe II	Non évalué	-/oui	LC	Espèce non visée à l'annexe I mais importante pour le site.
A165	Chevalier culblanc	*Tringa erythropus*	Annexe II	Non évalué	-/oui	LC	Espèce non visée à l'annexe I mais importante pour le site.
A168	Chevalier guignette	*Actitis hypoleucos*	Annexe II	Non évalué	LC/oui	LC	Espèce non visée à l'annexe I mais importante pour le site.
A036	Cygne tuberculé	*Cygnus olor*	Annexe II	Non évalué/14	NA/oui	LC	Espèce non visée à l'annexe I mais importante pour le site.
A063	Eider à duvet	*Somateria mollissima*	Annexe II	Non évalué	CR/oui	LC	Espèce non visée à l'annexe I mais importante pour le site.
A086	Epervier d'Europe	*Accipiter nisus*	Annexe II	Non évalué/4	LC/oui	LC	Espèce non visée à l'annexe I mais importante pour le site.
A096	Faucon crécerelle	*Falco tinnunculus*	Annexe II	Non évalué/2	LC/oui	LC	Espèce non visée à l'annexe I mais importante pour le site.
A099	Faucon hobereau	*Falco subbuteo*	Annexe II	0-10	LC/oui	LC	Espèce non visée à l'annexe I mais importante pour le site.
A125	Foulque macroule	*Fulica atra*	Annexe II	Non évalué /6	LC/oui	LC	Espèce non visée à l'annexe I mais importante pour le site.
A059	Fuligule milouin	*Aythya ferina*	Annexe II	Non évalué/1	LC/oui	LC	Espèce non visée à l'annexe I mais importante pour le site.
A061	Fuligule morillon	*Aythya nyroca*	Annexe II	Non évalué /1	NA/oui	NT	Espèce non visée à l'annexe I mais importante pour le site.
A123	Gallinule poule d'eau	*Gallinula chloropus*	Annexe II	Non évalué	LC/oui	LC	Espèce non visée à l'annexe I mais importante pour le site.
A067	Garrot à œil d'or	*Bucephala bonasia*	Annexe II	Non évalué	NA/oui	LC	Espèce non visée à l'annexe I mais importante pour le site.
A182	Goéland cendré	*Larus canus*	Annexe II	Non évalué	VU/oui	LC	Espèce non visée à l'annexe I mais importante pour le site.
A184	Goéland argenté	*Larus argentatus*	Annexe II	Non évalué	LC/oui	LC	Espèce non visée à l'annexe I mais importante pour le site.
A459	Goéland leucophée	*Larus cachinnans*	Annexe II	Non évalué/4	LC/oui	LC	Espèce non visée à l'annexe I mais importante pour le site.
A017	Grand cormoran	*Phalacrocorax carbo*	Annexe II	Non évalué /154	LC/oui	LC	Espèce non visée à l'annexe I mais importante pour le site.
A004	Grèbe castagneux	*Tachybaptus ruficollis*	Annexe II	Non évalué	LC/oui	LC	Espèce non visée à l'annexe I mais importante pour le site.
A005	Grèbe huppé	*Podiceps cristatus*	Annexe II	Non évalué /25	LC/oui	LC	Espèce non visée à l'annexe I mais importante pour le site.
A284	Grive litorne	*Turdus pilaris*	Annexe II	Non évalué	LC/oui	LC	Espèce non visée à l'annexe I mais importante pour le site.
A070	Harle bièvre	*Mergus merganser*	Annexe II	Non évalué	NT/oui	LC	Espèce non visée à l'annexe I mais importante pour le site.
A028	Héron cendré	*Ardea cinerea*	Annexe II	Non évalué /6	LC/oui	LC	Espèce non visée à l'annexe I mais importante pour le site.
A249	Hirondelle de rivage	*Riparia riparia*	Annexe II	Non évalué	LC/oui	LC	Espèce non visée à l'annexe I mais importante pour le site.
A282	Merle à plastron	*Turdus torquatus*	Annexe II	Non évalué	LC/oui	LC	Espèce non visée à l'annexe I mais importante pour le site.

© source : extrait du Docob de la Z.P.S. du Plateau Ardennais

Code	Nom vernaculaire	Nom scientifique	Statut de protection Directive oiseaux	Effectif couple/effectif	Liste rouge Nationale/régionale	Cotation UICN	Habitats / Remarques
A179	Mouette rieuse	*Chroicocephalus ridibundus*	Annexe II	Non évalué	LC/oui	LC	Espèce non visée à l'annexe I mais importante pour le site.
A295	Phragmite de joncs	*Acrocephalus schoenobaenus*	Annexe II	Non évalué	LC/oui	LC	Espèce non visée à l'annexe I mais importante pour le site.
A118	Râle d'eau	*Rallus aquaticus*	Annexe II	Non évalué	DD/oui	LC	Espèce non visée à l'annexe I mais importante pour le site.
A055	Sarcelle d'été	*Anas querquedula*	Annexe II	Non évalué	VU/oui	LC	Espèce non visée à l'annexe I mais importante pour le site.
A052	Sarcelle d'hiver	*Anas crecca*	Annexe II	Non évalué/1	VU/oui	LC	Espèce non visée à l'annexe I mais importante pour le site.
A048	Tadorne de Belan	*Tadorna tadorna*	Annexe II	Non évalué	LC/oui	LC	Espèce non visée à l'annexe I mais importante pour le site.
A233	Torcol fourmilier	*Jynx torquilla*	Annexe II	Non évalué	NT/oui	LC	Espèce non visée à l'annexe I mais importante pour le site.
A002	Plongeon arctique	*Gavia arctica*	Annexe II	Non évalué/1	NA/oui	LC	Espèce non visée à l'annexe I mais importante pour le site.
A142	Vanneau huppé	*Vanellus vanellus*	Annexe II	Non évalué/1	LC/oui	LC	Espèce non visée à l'annexe I mais importante pour le site.

Au total 64 espèces d'oiseaux ont pu être recensés sur le site. Parmi elles, 21 sont inscrites à l'annexe I de la Directive oiseau, ce qui témoigne de la grande richesse avifaunistique du site.

Précisions concernant deux espèces :

Le Tétras lyre, a été jugé comme disparu de la ZPS* « Plateau ardennais » par le groupe de Biodiversité du 9 janvier 2012, le formulaire standard de données devra alors faire l'objet d'une modification en ce sens.

Le Hibou des marais a été jugé a priori absent sur le site, en attendant la confirmation de sa présence, aucune action de préservation ne sera spécifiquement mise en place pour cette espèce. Si une présence sur le site est avérée une modification du document d'objectif pourra être envisagée.

© source : extrait du Docob de la Z.P.S. du Plateau Ardennais

Pourquoi une Z.P.S. dans le Plateau Ardennais ?
Manifestement, le Plateau ardennais constitue une zone particulièrement riche en espèces d'oiseaux, dont certaines sont menacées de disparition à l'échelle européenne.
Cette diversité est étroitement liée à la multitude de paysages et aux activités humaines ayant contribué jusqu'alors à l'entretien des milieux naturels (agriculture, sylviculture,...).

Une vingtaine d'espèces d'oiseaux présentes justifie le classement en Natura 2000, dont plusieurs sont associées au milieu forestier : la Gélinotte des Bois, la Cigogne noire, la Chouette de Tengmalm, la Bondrée apivore (un rapace), le Pic noir et le Pic cendré.
La forêt et la sylviculture jouent donc un rôle majeur dans le maintien de ces populations.

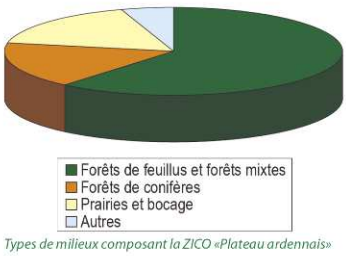

Cigogne noire


Gélinotte des Bois


Chouette de Tengmalm

Types de peuplements et structure de la propriété au sein de la ZICO

Les données chiffrées ci-contre, relatives à la ZICO du Plateau ardennais, donnent un aperçu de l'occupation des sols forestiers sur le territoire de la ZPS proposée.
La forêt privée occupe 31 % de la surface du site (dont 20 % disposant d'un plan simple de gestion), contre 25 % de forêt domaniale et 44 % de forêt communale.



Types de milieux composant la ZICO «Plateau ardennais»

Effet du classement Natura 2000 sur les activités humaines

Le classement en Z.P.S. n'empêche en rien les pratiques sylvicoles actuelles dans le respect des documents de gestion (plans simples de gestion, plans d'aménagement).
La forêt de production est donc maintenue avec un encouragement à conserver ou à tendre vers un équilibre des classes d'âge.

Dans les forêts communales, l'affouage sera maintenu, celui-ci contribuant à l'ouverture des milieux.
De même, la chasse ne constitue pas une activité perturbante pour les espèces d'oiseaux, dans la mesure où elle est pratiquée dans le respect de la réglementation en vigueur.

L'avis de synthèse des services de l'État daté du 6 janvier 2015 précise les points suivants :
« Ces activités sont soumises à évaluation des incidences au titre de Natura 2000 selon l'article L.414-19 du code de l'environnement si elles figurent sur une des 3 listes positives d'activités suivantes :

- *Liste nationale : article R.414-19 du code de l'environnement*
- *1ère liste locale : arrêté préfectoral du 9 février 2011*
- *2ème liste locale : arrêté préfectoral du 23 juin 2013 ».*

⇨ *Lien :* http://www.ardennes.gouv.fr/l-evaluation-des-incidences-a678.html

Le contenu du dossier d'évaluation des incidences est décrit dans l'article L.414-23 du code de l'environnement. L'évaluation des incidences prendra en compte notamment les espèces décrites dans l'annexe 3 du document d'objectifs de la Z.P.S. du Plateau Ardennais.

⇨ *Lien :*
http://www.parc-naturel-ardennes.fr/uploads/medias/Annexes_techniques_docob_Plateau_ardennais.pdf

Les mesures de gestion recommandées sont décrites dans le document d'objectifs de la Z.P.S. du Plateau Ardennais (page 165 à 190).

⇨ *Lien :*
http://www.parc-naturel-ardennes.fr/uploads/medias/Docob_plateau_ardennais__publier.pdf

Un aperçu des mesures de gestion recommandées

Les recommandations sont celles proposées dans le cadre d'autres Z.P.S. présentes en Champagne- Ardenne.

Elles ne seront en aucun cas obligatoires et pourront faire l'objet de contrats Natura 2000 :
- privilégier la régénération naturelle d'essences locales,
- favoriser la diversité des essences,
- maintenir ou ouvrir des clairières,
- entretenir/façonner les lisières forestières,
- adapter les périodes d'exploitation aux espèces présentes,
- conserver des arbres morts et des arbres à cavités.

5.1.4. DESCRIPTIF GÉNÉRAL DE LA Z.P.S. N°FR2100273 - TOURBIÈRES DU PLATEAU ARDENNAIS

Sources : Document d'Objectifs 2004-2010 du site Natura 2000 N° 28, FR 2100273
Site de l'Inventaire National du Patrimoine Naturel

Le site des Tourbières du Plateau Ardennais constitue une Zone Spéciale de Conservation dans le réseau Natura 2000 en application de la Directive Habitats.

Il est situé entre 250 et 490 m d'altitude au nord du département des Ardennes.

L'intérêt majeur de son classement en zone Natura 2000 réside essentiellement en la présence d'Habitats relictuels (vestige d'une époque climatique ancienne) couvrant de faibles surfaces, ainsi qu'un cortège floristique associé.

Les tourbières du plateau ardennais forment ainsi un complexe éclaté en quatre sites majeurs constitués de landes tourbeuses et de tourbières parmi les plus intéressantes de France, de forêts variées, bois tourbeux et ruisseaux fagnards à grand intérêt faunistique et floristique.

Ce complexe, notamment le marais des Hauts Buttés, bénéficie de l'intérêt du monde scientifique national et international (particulièrement des scientifiques belges), et constitue un domaine d'investigation en botanique et en entomologie intéressant. On peut y trouver aussi bien des espèces végétales à répartition boréale ou montagnarde comme la trientale (très rare) ou l'orchis des sphaignes, que des espèces à répartition atlantique comme la bruyère à 4 angles. Même intérêt dans le domaine animal : on peut y rencontrer des oiseaux comme l'Engoulevent d'Europe ou des papillons rares comme le nacré de la canne berge.



L'orchis des sphaignes



l'Engoulevent d'Europe



Le nacré de la canneberge

sources : image 1 et 3 :http://biodiversite.wallonie.be
Image 2 : http://champagne-ardenne.lpo.fr

L'inventaire Z.N.I.E.F.F. révisé en 2002 répertorie 4 zones de type I sur le site :

N° 1127	Les Heez d'Hargnies et le Ris de Stol
N° 1130	Le marais des Hauts-Buttés - La Croix Lina
N° 1132	Le vallon de l'Ours à Thilay et Hautes-Rivières
N° 1128	Tourbières des Vieux Moulins de Thilay et ruisseau de Marotel

Vulnérabilité
Risque d'abaissement de drainages, enrésinements. Evolution des landes en raison de la colonisation pré-forestière ou de plantation de résineux.

Quelques petites mares créées il y a une dizaine d'années permettent de maintenir différents organismes aquatiques des eaux plus ou moins libres des tourbières.

5.1.5. ÉVALUATION PRÉLIMINAIRE DES INCIDENCES DU PROJET DE P.L.U. SUR LA NATURA 2000

5.1.5.1 Approche vis-à-vis des terrains directement englobés dans la Natura 2000

Les dispositions prises dans le cadre de cette révision générale du P.L.U. n'apparaissent pas contraires à la préservation du réseau Natura 2000 :

- Les terrains englobés dans le site sont classés majoritairement en zone naturelle et forestière.
- Le P.L.U. révisé ne prévoit pas de zone à urbaniser dans l'emprise de la Natura 2000.
- Il maintient à l'inverse la vocation sportive, touristique et de loisirs d'espaces locaux jugés stratégiques. Il s'agit de la vallée de Mohron accueillant déjà la maison des randonnées et un restaurant renommé (Moulin Labotte), la Zone d'Aménagement Différé délimité sur le site de l'ancienne carrière Carminati à l'extrémité nord du territoire (bois d'Hérée), et une partie du bois des Aurains au sud-ouest du territoire, accueillant déjà le pylône de la tyrolienne du parc de loisirs Terr'Altitude.
- D'une façon générale, les aménagements existants l'ont été dans le respect du site Natura 2000 et les aménagements futurs le seront tout autant.
- Le territoire de Haybes est propice à la randonnée et le tourisme vert au sens large (potentialités offertes par le cadre forestier local).

5.1.5.2 Approche vis-à-vis du document d'objectifs de la Z.P.S. « Plateau Ardennais »

Le document d'objectifs (Docob) du site Natura 2000 FR2100288(215) "Plateau Ardennais" a été validé par un arrêté préfectoral du 29 avril 2013. Cet acte marque l'entrée d'un des plus vastes sites Natura 2000 français dans la phase d'animation, pilotée par le Parc Naturel Régional des Ardennes (P.N.R.A.).

Pour mémoire, ce document opposable aux tiers est disponible sur le site internet officiel du P.N.R.A.

Dans le respect des dispositions législatives françaises en vigueur, il s'agit ici de s'attacher à vérifier que le projet de révision générale du P.L.U. de Haybes n'a pas d'impact sur le réseau Natura 2000 et que cette procédure d'urbanisme n'apparaît pas contraire aux objectifs de gestion de ce site.

Des orientations ont été données au Document d'Objectifs et elles valent non seulement pour les habitats et les espèces d'intérêt communautaire, mais aussi pour l'ensemble du site Natura 2000.

- ✓ ***Orientation 1*** : Amélioration de l'état de conservation des habitats Forestiers à l'échelle du site.
- ✓ ***Orientation2*** : Maintien en bon état de conservation des populations des espèces ayant justifié la désignation du site Natura 2000 ZPS « Plateau ardennais ».
- ✓ ***Orientation 3*** **:** Restauration et préservation de la dynamique naturelle des ruisseaux, rivières et étangs, maintien de la fonctionnalité et la richesse biologique des Zones Humides.
- ✓ ***Orientation 4*** **:** Conservation des espaces ouverts agricoles, et des paysages bocagers.
- ✓ ***Orientation 5*** : Formation des acteurs et sensibilisation des populations aux enjeux associés à la mise en œuvre du document d'objectifs / Accompagnement des acteurs du territoire dans la gestion du site.
- ✓ ***Orientation 6*** : Amélioration de nos connaissances habitats faune flore et suivi des populations à l'échelle du site/Protocole de suivi de réalisation et d'évaluation du document d'objectifs/Concertation et suivi des actions non relatives sa mise en application

D'une façon générale, les milieux forestiers restent préservés par le P.L.U. révisé.

Les activités nouvelles susceptibles de s'installer au sein même du site Natura 2000 le sont déjà par le document d'urbanisme en vigueur, et elles sont principalement localisées dans des espaces jugés stratégiques (ex : vallée de Mohron accueillant la maison des randonnées et un restaurant renommé – Moulin Labotte, Zone d'Aménagement Différé sur le site de l'ancienne carrière Carminati). Elles sont tournées vers le sport, les loisirs, la chasse, les randonnées et le tourisme vert au sens large (potentialités offertes par le cadre forestier local).

Les objectifs opérationnels liés à l'animation n'ont pas de lien direct avec le projet de révision générale du P.L.U. de Haybes, et ceux liés à l'évaluation vont en quelque sorte accompagner l'analyse ultérieure qui sera faite par la collectivité dans son analyse des résultats de son application (voir Titre 7 ci-après du présent rapport).

Les espèces d'oiseaux ayant justifié la désignation de cette zone vont toujours disposer de secteurs de vie et notamment de nidification en dehors des emprises hayboises concernées par des perspectives de développement urbain ou économique.

Pour les objectifs liés à la pédagogie et à la communication, on peut considérer que cette révision générale du P.L.U. y contribue, en ce sens que cette procédure comprend un volet lié à la concertation avec la population avant même l'enquête publique. Les modalités de mise en œuvre ont été définies lors de la délibération du conseil municipal de Haybes, prescrivant la révision générale en 2008.

5.1.5.3 Conclusion générale

Au regard de l'analyse présentée ci-dessus, et même si tout risque d'impact ne peut jamais être totalement exclu, il apparaît que les mesures prises dans le cadre de cette procédure de révision générale du P.L.U. n'ont pas d'incidences significatives sur la préservation des espèces ayant permis la création de ce site Natura 2000.
À ce stade du P.L.U., aucune autre mesure spécifique n'apparaît nécessaire au titre de Natura 2000.

La distance avec les sites Natura 2000 de la Vallée de la Houille et des Tourbières du Plateau Ardennais apparaissent à des distances suffisamment importantes pour qu'aucune incidence sur ce site ne soit envisageable.

Indépendamment du P.L.U., et à l'avenir, les projets susceptibles d'affecter l'environnement devront se conformer aux obligations réglementaires qui leur sont propres (réalisation d'étude d'impact, diagnostic complémentaire faune / flore, etc.).

5.2 CONSÉQUENCE ÉVENTUELLE DU P.L.U. SUR LES ZONES ENVIRONNEMENTALES SENSIBLES

Sont recensées au titre de cette approche, les zones suivantes, revêtant une importance particulière pour l'environnement :

- ***Z.N.I.E.F.F. de type I*** *(*secteur d'une superficie limitée caractéristique*) n°210020082*, **dénommée "Bois des Aurains à l'Est de Fumay",** d'une superficie de 123 hectares. Cette ZNIEFF est divisée en deux sites distincts, chacun situé sur un versant très pentu surplombant la vallée de la Meuse entre Fumay et Haybes.

- ***Z.N.I.E.F.F. de type II*** (grand ensemble naturel) n°210001126, **dénommée "Le plateau ardennais",** de près de 44000 hectares. Le massif forestier d'Ardenne est l'un des massifs les plus vastes de la région.

- **La Meuse** en tant que telle et ses abords.

- ***Zone importante pour la Conservation des oiseaux*** (Z.I.C.O.) CA01 «Plateau Ardennais». Il s'agit d'une vaste zone délimitée au Sud par une ligne reliant Signy-le-Petit à Charleville-Mézières puis Sedan. Elle occupe une superficie totale de 94.800 ha.

- Le territoire est aussi concerné par un **site Natura 2000 au** titre de la Directive Oiseaux. **Il s'agit du *site FR 2112013* (*Zone de Protection Spéciale, ZPS*), dénommée "Plateau ardennais".** Il convient de se reporter au paragraphe 6.2. ci-après, qui aborde plus particulièrement les incidences potentielles sur le réseau Natura 2000.

Approche vis-à-vis du projet de P.L.U. révisé de Haybes

- ⇨ Considérant l'intérêt scientifique et écologique de ces sites pour le patrimoine naturel et départemental, l'équilibre biologique du milieu et la tranquillité des espèces animales et végétales protégées restent préservés au titre du P.L.U.
- ⇨ Les terrains sont très majoritairement classés en zone naturelle (N) ou dans un secteur agricole (A) pour partie inconstructible (Ap).
- ⇨ La municipalité s'est résolue à ne pas ouvrir à l'urbanisation des terrains bordant la rue Madame de Cormont, car jouxtant la zone Natura 2000.

TITRE 6 ANALYSE DES RÉSULTATS DE L'APPLICATION DU P.L.U.

Le rapport de présentation définit les critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du plan prévue par l'article L.123-12-2. Ils doivent permettre notamment de suivre les effets du plan sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées.

Extrait de l'article R.123-2-1 du code de l'urbanisme (point 6°) modifié par décret n°2013-142 du 14 février 2013 - art.4

6.1 RÉFÉRENCES RÉGLEMENTAIRES ET POINT DE CADRAGE

*Lorsqu'un plan local d'urbanisme doit faire l'objet d'une évaluation environnementale en application de l'article L.121-10, l'établissement public de coopération intercommunale ou, dans le cas prévu par le deuxième alinéa de l'article L.123-6, la commune procède, **au plus tard à l'expiration d'un délai de six ans à compter de la délibération** portant approbation ou de la dernière délibération **portant révision de ce plan**, à une analyse des résultats de son application, notamment du point de vue de l'environnement et de la maîtrise de la consommation des espaces.*

Article L.123-12-2 du code de l'urbanisme[42]



Un bilan environnemental du P.L.U. de Haybes d'ici 6 ans …

Après son approbation, la mise en œuvre du document d'urbanisme, et plus particulièrement ses incidences et dispositions en matière d'environnement, devra être suivie puis évaluée.
Il s'agira de vérifier les hypothèses émises au cours de l'évaluation et au besoin d'adapter le document et ses modalités d'application en fonction des résultats de ce suivi.

Rappelons ici qu'il ne s'agit pas de construire un tableau de bord exhaustif de l'état de l'environnement.** Il faut avant tout cibler les indicateurs reflétant l'impact du document d'urbanisme sur les enjeux environnementaux identifiés sur le territoire, ce dispositif devant rester proportionné au document d'urbanisme et aux moyens de la collectivité. **Mieux vaut quelques indicateurs bien renseignés qu'une batterie d'indicateurs que la collectivité n'aura pas toujours les moyens (en ressources humaines et financières) de suivre.

Pour la majeure partie d'entre eux, l'état actuel de ces indicateurs est mentionné dans les deux premières parties du présent rapport de présentation.

[42] Créé par ordonnance n°2012-11 du 5 janvier 2012 – art.3

6.2 INDICATEURS DE SUIVI DE LA CONSOMMATION DES ESPACES[43] HAYBOIS

THÉMATIQUE	INDICATEURS DE SUIVI	SOURCES DES DONNÉES	CONTACTS	*Fréquence*
A **Suivi de la consommation d'espaces par l'urbanisation**	**1.** Évolution annuelle des surfaces urbanisées **2.** Part des surfaces urbanisées dans la superficie totale du territoire et son évolution **3.** Part des surfaces agricoles et son évolution **4.** Part des surfaces forestières et son évolution **5.** Part des autres surfaces naturelles et son évolution **6.** Part des nouveaux arrivants dans la commune	. Fichier des propriétés non bâties . Géoportail . D.R.E.A.L. . Registre électoral communal . Registres communaux des demandes d'autorisation d'urbanisme . Rapport de présentation du P.L.U. (parties 1 et 2)	Commune État / DGFiP	Annuelle (voire semestrielle si dynamisme démographique)
B **Dynamiques de construction dans les espaces urbanisés**	**7**. Part des maisons individuelles dans la construction (neuve) de logements **8**. Densité nette de construction neuve (nombre de logements construits par hectare de terrain utilisé)	. Registres communaux liés aux demandes d'autorisation d'urbanisme . Bilan des O.P.A.H. le cas échéant	Commune Cté de Communes	Annuelle
C **Caractéristiques socio-économiques des espaces urbanisés**	**9**. Évolution de la population totale **10**. Niveau d'équipement des communes et distance aux équipements	. Recensement de la population . Géoportail . Photographies aériennes	I.N.S.E.E. Commune	Annuelle

[43] Source : Certu - Observation urbaine - Juin 2010 - Fiche n° 6 - Consommation d'espace

6.3 INDICATEURS DE SUIVI DES PROBLÉMATIQUES ENVIRONNEMENTALES HAYBOISES

THÉMATIQUE	INDICATEURS DE SUIVI	SOURCES DES DONNÉES	CONTACTS	*Fréquence*
D **Biodiversité et patrimoine naturel**	**1.** Nombre d'arbres annuellement plantés par la Ville et dans le cadre d'opération d'aménagement d'ensemble **2.** Maintien des boisements classés en zone naturelle et forestière **3.** Maintien de la qualité des espaces sensibles communaux (Bois des Aurains, etc.). **4.** Préservation et entretien de la « bande écotone » bordant le bois des Aurains.	. Plans d'aménagement des projets d'ensemble . Études réalisées par le P.N.R.A. (ex : sur les continuités écologiques) . D.R.E.A.L. . DOCoB . Photographies aériennes du géoportail	Commune D.R.E.A.L. P.N.R.A. Aménageurs privés ou publics O.N.F.	Durée du P.L.U.
E **Ressource en eau**	**5**. Analyse de la consommation totale de l'eau par source d'alimentation **6**. Analyse de la qualité de l'eau distribuée	. Rapport annuel du délégataire de service public . Contrôles sanitaires	Commune et son délégataire de service public A.R.S.	Annuelle
F **Risques et sécurité**	**7**. Nombres d'accidents	. Site internet CartoRisques	Commune Préfecture D.D.T. 08	Annuelle
G **Gestion des énergies et lutte contre le réchauffement climatique** **Préservation du paysage et du patrimoine bâti**	**8.** Analyse de la consommation énergétique au sein des bâtiments publics et de l'éclairage sur le domaine public de la collectivité (ex: en KWh par agent et par an ou en KWh /m²/an) / indice énergétique du patrimoine bâti de la collectivité **9.** Part des logements et autres constructions neufs à haute performance énergétique **10.** Nombre d'installation de systèmes d'énergie renouvelable chez les particuliers	. Registres communaux liés aux demandes d'autorisation d'urbanisme . Bilan des O.P.A.H. le cas échéant	Commune Cté de Communes	

TITRE 7 RÉSUMÉ NON TECHNIQUE

Le rapport de présentation comprend un résumé non technique *des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.*

Extrait de l'article R.123-2-1 du code de l'urbanisme (point 7°) modifié par décret n°2013-142 du 14 février 2013 - art.4

Pour des questions pratiques, il a été jugé opportun de formaliser ce résumé non technique sous la forme d'une « sous-pièce » du présent rapport de présentation jugé déjà volumineux.

Le résumé non technique porte ainsi le numéro 1A de ce dossier de Plan Local d'Urbanisme, et ceci devrait aussi faciliter sa lecture et sa diffusion en cas de besoin.

TITRE 8 AUTRES ANNEXES

Pour les mêmes raisons pratiques et de malléabilité évoquées ci-dessus, il a été jugé opportun d'établir une seconde « sous-pièce » du présent rapport de présentation, afin d'y intégrer :

1. **des textes réglementaires** liés aux règles nationales d'urbanisme demeurant applicables au territoire et liés à des dispositions spécifiques.

   ↳ Compte tenu de l'évolution constante de ces articles et de la législation au sens large, il est préférable de les faire figurer dans le rapport de présentation du P.L.U. non opposable aux tiers et non dans le règlement écrit du P.L.U.

2. la mention des textes qui constituent le cadre législatif et réglementaire **de protection du patrimoine archéologique**.

   ↳ Le Porter à connaissance de l'État (page 23) demande à ce que ces textes soient explicitement mentionnés dans le règlement du P.L.U. (sous-entendu sa pièce écrite n°4A). Compte tenu de l'évolution constante de ces articles et de la législation au sens large, il est préférable de les faire figurer dans le rapport de présentation du P.L.U. non opposable aux tiers.

3. **des fiches de recommandations** liées à la prise en compte de **l'aléa sur le retrait-gonflement des argiles**.

4. **des fiches et cartographies environnementales** propres au territoire de Haybes et visant la protection de l'environnement. Ces documents émanent du site internet de la D.R.E.A.L. Champagne-Ardenne (dans leur version complète mise en ligne en septembre 2013 ou juillet 2015).

Ce document porte quant à lui le numéro 1B de ce dossier de Plan Local d'Urbanisme.

TITRE 9 MÉTHODE EMPLOYÉE

Le rapport de présentation comprend** un résumé non technique des éléments précédents et **une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.

Extrait de l'article R.123-2-1 du code de l'urbanisme (point 7°) modifié par décret n°2013-142 du 14 février 2013 - art.4

9.1 PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA DÉMARCHE

9.1.1. MÉTHODE UTILISÉE POUR ÉTABLIR CETTE ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET CONTRIBUTION AUX CHOIX D'AMÉNAGEMENT

Elle fait appel à des séquences qui interviennent à chaque étape de l'avancement du projet de P.L.U. **La démarche a été transversale** (croisement des thématiques abordées) ou à l'inverse sélective, et elle a fait appel à de la recherche, de l'analyse pour aboutir à un réajustement progressif du projet de révision générale du P.L.U.

- **Réaliser un cadrage préalable pour identifier les enjeux environnementaux en :**
  - réalisant des recherches et des analyses bibliographiques,
  - recueillant des données auprès d'organismes compétents dans les différents domaines d'étude,
  - réalisant des visites sur le terrain du site et de ses environs.

- **Évaluer les effets du projet sur l'environnement en :**
  - étudiant les mécanismes de chaque impact, de sa source à ses effets.

- **Supprimer, réduire ou compenser les effets dommageables en :**
  - étudiant les possibilités de réduire les impacts à néant ou au minimum.

- **Suivre les effets de la révision générale du P.L.U. après sa mise en œuvre en :**
  - identifiant les partenaires du projet, responsables de la mise en œuvre des mesures,
  - recensant les actions à réaliser (ainsi que leurs commanditaires, leurs échéances) pour éviter, réduire et compenser les effets du projet.

En fonction de la nature des informations requises et des données disponibles, l'analyse a été effectuée à deux niveaux :
- une approche dite "globale" portant sur un secteur d'étude dépassant les limites du territoire communal,
- une approche plus ponctuelle, dans laquelle les données portent sur des secteurs définis et bien localisés sur le territoire communal, notamment sur les sites de projet.

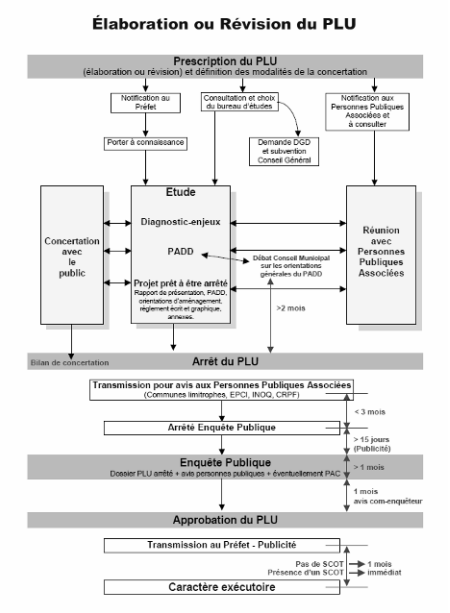
Les thématiques abordées dans le P.L.U. ont fait l'objet d'une analyse bibliographique afin d'appréhender d'une manière générale l'environnement dans lequel s'inscrit le projet de révision générale du P.L.U. et de cerner ses sensibilités.

Contribution aux choix d'aménagement :

Cette évaluation environnementale a conduit principalement à :
- conforter et accompagner les réflexions sur la nécessaire réduction de la consommation de l'espace (suppression de zones à urbaniser, réduction de la zone constructible aux entrées de ville, etc.),
- privilégier l'identification globale d'un cœur d'ilot pour les extensions urbaines futures de Haybes,
- conforter la nécessité de préserver le patrimoine architectural et paysager local.

9.1.2. DÉMARCHE À PROPREMENT DITE DE RÉVISION GÉNÉRALE DU P.L.U.

Elle s'est appuyée en premier lieu sur les dispositions en vigueur édictées par le code de l'urbanisme et en second lieu sur celles du code de l'environnement (phase enquête publique).



(re)Voir le schéma ci-contre inséré dans la partie introductive du présent rapport de présentation
© source : site internet D.D.T 08

9.2 PRÉSENTATION GÉNÉRALE DES OUTILS

9.2.1. RECUEIL DE DONNÉES BIBLIOGRAPHIQUES

Les textes en vigueur abordant l'évaluation environnementale précisent que :

> *« Le rapport de présentation peut se référer aux renseignements relatifs à l'environnement figurant dans d'autres études, plans ou documents. »*[44].

Les sources et données consultées dans le cadre de cette procédure de révision générale sont indiquées, le cas échéant, dans le corps de texte de chaque point abordé.

Il s'agit notamment des données suivantes :

Sites « internet »

- Site officiel de la commune de Haybes,
- Site officiel de la Communauté de Communes Ardenne Rives de Meuse (C.C.A.R.M.),
- Direction Départementale des Territoires (D.D.T.) des Ardennes,
- Préfecture des Ardennes,
- Chambre d'Agriculture des Ardennes,
- Parc Naturel Régional des Ardennes,
- Les Ardennes vues du ciel (Jean-Michel BENOIT)
- Comité Local d'Animation et de Développement des transports régionaux de Charleville-Mézières / Givet
- Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (D.R.E.A.L. Champagne-Ardenne),
- Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt (Agreste - statistiques),
- Service public de la diffusion du droit (Legifrance),
- Direction Générale des Finances Publiques
- Portail des Territoires et des Citoyens (Géoportail),
- Site d'itinéraires et de cartographies (Viamichelin),
- impots.gouv.fr
- Institut National de la Statistique et des Études Économiques (I.N.S.E.E.)

[44] Extrait de l'article R.123-2-1 du code de l'urbanisme (point 7°) modifié par décret n°2013-142 du 14 février 2013 - art.4

- Voies vertes de France, balades à vélo et roller
- Ravel de Wallonie (site belge)
- Base de Données Nationale Mouvements de Terrain
- Base de données sur les sites et sols pollués (ou potentiellement pollués) / BASOL
- Portail de la Prévention des Risques Majeurs
- Portail d'informations sur l'assainissement communal
- Inspection des installations classées - Prévention des risques et lutte contre les pollutions
- Développement Territorial en Wallonie - plan de secteur - Portail wallon
- Espaces Transfrontaliers

Dossiers et études finalisés

- Porter à connaissance de l'État daté du 15 mai 2009
- Porter à connaissance de l'Association de Préfiguration du Parc Naturel Régional en Ardenne daté de mai 2009
- Dossier de révision générale du P.L.U. approuvé le 5 septembre 2000,
- Dossier de révision simplifiée approuvée le 2 août 2004 en vue de prendre en compte les besoins liés à la création du pôle de loisirs communautaire «Terre'Altitude», installé sur le territoire limitrophe de Fumay (ancien site ardoisier Saint-Joseph),
- Dossiers de trois modifications (02.08.2004 / 16.10.2006 / 27.02.2012) concernant des points de règlement et des adaptations de zonage,
- Étude « Les Ardennes : vers une politique du paysage » - Cabinet Follea / Gautier – Juin 2000

Divers ouvrages et brochures

- Ardenne Wallonne - Géographie illustrée des Ardennes et villes et villages des Ardennes, d'Albert Meyrac,
- Bulletins municipaux de la commune de Haybes,
- Plan Guide officiel de Haybes - Édition 2013
- Fiche Territoriale du Parc Naturel Régional des Ardennes (thématique « Énergie »)
- Inventaire urbain du Parc Naturel Régional des Ardennes
- Carte géologique
- Fiche du Certu - observation urbaine - Juin 2010

9.2.2. VISITES DE TERRAIN

Outre l'ensemble des thématiques étudiées et l'appréhension du territoire dans sa globalité, les phases de terrain ont concernées pour l'essentiel les thématiques liées à l'analyse du paysage et du projet dans son environnement.

Une visite complémentaire de terrain a été organisée fin novembre 2013 pour :
- revalider les accès futurs potentiels de la zone à urbaniser du cœur d'ilot,
- et définir l'emprise de la bande de terrains constructibles au lieudit « Les Bois » (zone urbaine UB).

9.2.3. CONSULTATION DES ADMINISTRATIONS ET ACTEURS CONCERNÉS

La concertation avec les services de l'État et les autres personnes publiques associées à la procédure[45] a permis de vérifier et de compléter les données bibliographiques relatives notamment à l'étude des risques technologiques, des réseaux et servitudes, des données liées à l'urbanisme réglementaire, au paysage urbain, et d'élaborer le projet.

[45] Exemple : D.D.T. des Ardennes, Parc Naturel Régional des Ardennes, Communauté de Communes Ardenne Rives de Meuse

Ces échanges se sont déroulés dans le cadre de réunions de travail ou d'instances de concertation, et ils se sont poursuivis souvent après lesdites réunions par des courriers, courriels ou contacts téléphoniques, venant préciser ou explicités les points évoqués.

9.2.4. CONSULTATION PRÉALABLE DE LA C.D.C.E.A.

La municipalité a pris le parti de saisir volontairement la Commission Départementale de Consommation des Espaces Agricoles avant l'arrêt du projet et avant la tenue d'une réunion publique d'information sur le P.L.U.

Les échanges intervenus lors de la séance qui s'est tenue le 7 novembre 2013 ont conduit à réajuster le projet en reclassant en zone agricole des terrains communaux initialement prévus par le P.O.S. en zone à urbaniser immédiate (rue de l'Espérance – lieudit « Les Bois »).

9.2.5. CONSULTATION DU SERVICE DÉLÉGATAIRE DU SERVICE PUBLIC

Le délégataire du service public d'assainissement et d'alimentation en eau potable (Véolia) a été consulté pour l'obtention des plans schématiques des réseaux d'eau potable et d'assainissement et des données techniques.

9.2.6. CONCLUSION

Conclusion : ce qu'il faut retenir …

Ces différentes réunions ou contacts ont permis d'ajuster le projet de révision générale du P.L.U., et elles ont donné l'occasion aux élus d'expliquer leur politique aux services de l'État et aux autres personnes publiques associées à cette procédure lourde et complexe.

Les avis rendus sur le projet de P.L.U arrêté sont joints au dossier de P.L.U. (pièce n°6B) et ils ont amené des modifications après l'enquête publique.

La saisine préalable de la Commission Départementale de Consommation des Espaces Agricoles (C.D.C.E.A.) a conduit à réajuster le projet de révision générale avant qu'il ne soit présenté à la population au cours d'une réunion publique, qui s'est tenue le 10 décembre 2013.

9.3 DIFFICULTÉS RENCONTRÉES

La rédaction de l'évaluation environnementale de cette révision générale du P.L.U. de Haybes n'a pas rencontré de difficultés majeures.